

SOMMAIRE - SOMMAIRE - SOMMAIRE - SOMMAIRE

Assemblée générale d'ouverture	P. 11/17
--------------------------------------	----------

FORUMS

Situation des homos en Méditerranée	P. 21/35
Communauté/Communautarisme/Universalisme	P. 36/52
PACS et Après PACS ?	P. 53/67
Sida et associations homosexuelles	P. 68/81

ATELIERS

Dans le cadre de l'exposé sur la Roumanie	P. 86
Mouvements gays et lesbiens étrangers (Peter Drucker, Bruno Herail, Nicolas Labasque.....)	P. 87/92
Regards méditerranéens sur le sida (Vincent Pelletier, Gérard Pelé, Habib el Ali, Gregory Vallianatos)	P. 93/100
Homos sans papier (Gilles Dovek)	P. 101/107
Les femmes de l'UEEH se rencontrent	P. 110/114
Une communauté homosexuelle ? (Christian de Leusse, Geneviève Pastre, Gérard Bach Ignasse.....)	P. 115/126
Attention, ne nous berçons pas d'illusion (René Paul Leraton)	P. 127
Les relations entre les générations ? (Pierre Gagneux)	P. 128/129
PACS : Propos et nature (Gérard Bach Ignasse, Yves Roussel).....	P. 130/138
Critiques sur l'idée de couple, critiques sur le PACS (Jean-Michel Dariossecq)	P. 139/145
Homosexualité et adoption (Evelyne Pisier)	P. 146/147
Mouvements homos et lutte contre le sida (Jean le Bitoux, Daniel Defert)	P. 150/155
Les difficultés de la prévention (Stéphanie Warner)	P. 156
Réponse à Guillaume (Jacques Ars)	P. 157
La question de l'homophobie (Daniel Borrillo)	P. 160/165
La logique homophobe (Yves Roussel, Daniel Welzer Lang)	P. 166/169
L'histoire de l'homosexualité à travers celle de <i>Gai Pied</i> (Hervé Chevaux)	P. 170/180
La presse des groupes lesbiens (Suzette Triton-Robichon)	P. 181/183

FLASH

Assemblée générale de clôture	P. 187/197
Mes Sœurs.....	P. 199
Alors, ça vous a plu ?	P. 200/201
Atelier mémoire : Propositions	P. 202
Out But proud (Francesco)	P. 203
Tels quels (Catherine Fabre)	P. 204/205
Atelier Santé et équilibre (Denis Gorge Bourge)	P. 206
Un trac rose	P. 207
Madame H nous parle	P. 208/209

LE MOTS DU PRESIDENT

Relancer les *UEEH*, plus de dix ans après sonnait comme un possible mauvais remake, mélange de nostalgie de vieilles comme le susurrerait aimablement le milieu, et de concept ringard pour soixante-huitards harassés se cherchant un bain de jouvence. Combien de fois ne me l'a-t-on pas suggéré ou carrément balancé à la gueule !

Et pourtant, pourquoi n'y aurait-il pas place aujourd'hui pour un mélange de soleil, débats, regard critique sur notre monde, conférences, calanques, discussions lentes sur le patio, mélange des genres (!), des histoires, des désirs et des générations, me répétais-je les jours de doutes et de découragement.

En quoi cela serait-il ringard, nostalgique, obsolète ? Et puis le dédain ou l'indifférence des instances officielles du monde gay et lesbien, à part l'*Interpride* et quelques ami(e)s

J'AI ETE EPUISE, VIDE ET HEUREUX

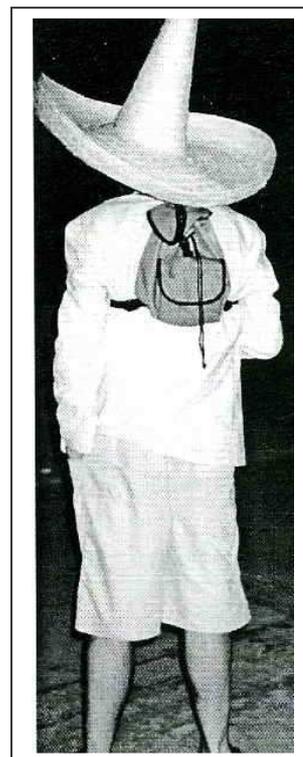
Sur le bateau et dans cette nuit, en bout de semaine. Merci à toutes et à tous, ce fut un tour de force de tenir et de réussir. Et puis ils et elles furent tellement gentils ! Tellement plus bienveillants que ceux d'il y a vingt ans ! Tellement disponibles aussi bien à ce que ce soit bien, malgré nos imperfections. Et manifestant une vraie soif que de lieu. Débats qui sont quelque peu enfouis sous les facilités actuelles les pouvoirs pris et les parts de marché.

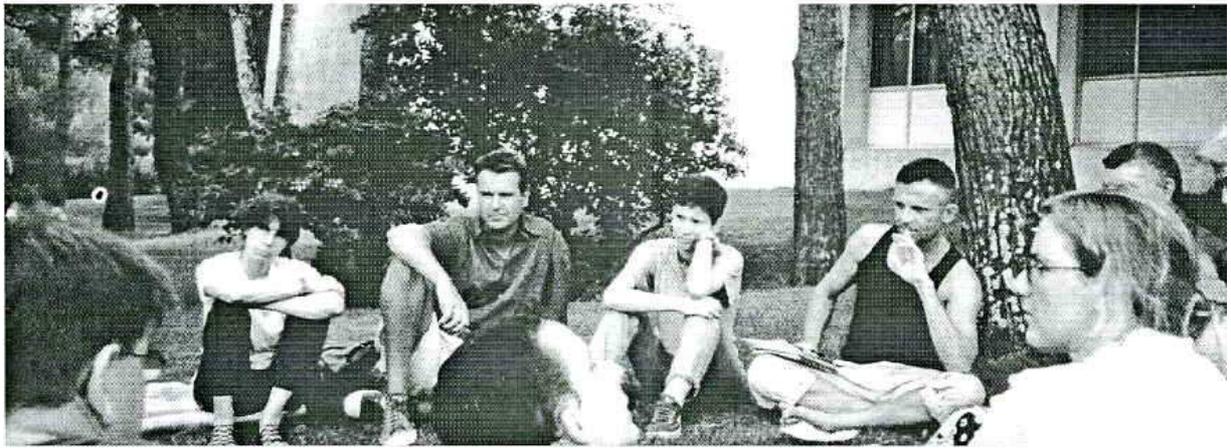
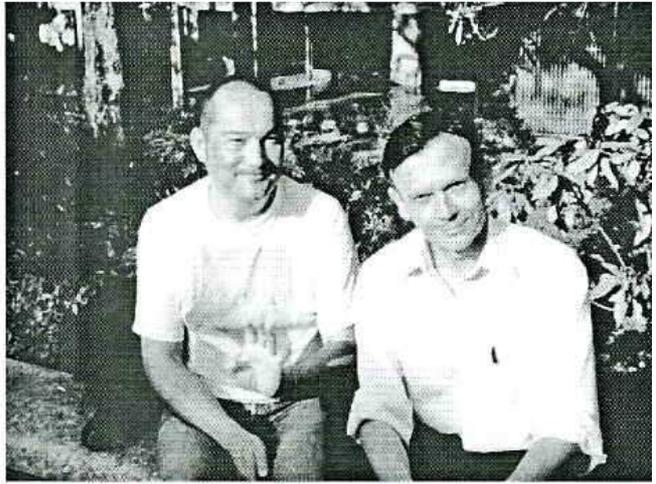
J'ai retrouvé malgré les difficultés, la magie qui faisait écho à d'autres magies d'autres universités d'été. Une magie bien actuelle et bien vivante, rien d'un remake. Une magie de personnes ensemble portées par un appétit des autres et une exigence forte.

ON PEUT CONTINUER

J'ai bon espoir maintenant. D'abord leur enthousiasme nous portera et décuplera la "publicité", les initiatives, l'animation des *UEEH*. Mais il importe que nous soyons réalistes et précis. Ce que je ne suis pas en général, soyons-le ensemble. Nous avons devant nous à bâtir une institution ambitieuse, une vraie institution avec ses objectifs et ses moyens, ses personnes, son rayonnement, qui soit aussi une contre institution avec sa magie, sa liberté interne, ses improvisations possibles et toujours son ton : quelque chose depuis l'insolence jusqu'au respect mutuel, nous sommes tous et toutes issus de combats personnels et collectifs. Le coming-out n'est jamais simple, l'homophobie veille, nos relations affectives et sensuelles ne sont pas que des parties de plaisir bref insolence et respect mutuel, scrupuleusement.

L'*UEEH* 2000 sera la septième, il faut que ce soit une semaine de bonheur !!!!!





HIER

A une époque où le fait d'être homosexuel était bien plus problématique qu'aujourd'hui, les cinq premières *Universités* (de 1979 à 1987) eurent un rôle important dans la longue marche vers une pleine et entière reconnaissance sociale des gays et des lesbiennes. Que l'on se rappelle l'objet même de la création du *Comité d'Urgence Anti-répression Homosexuelle* (né à la suite de débats lors de la première *Université*). Du fait de leur forte visibilité, mais aussi (et surtout) du fait de la qualité des débats, les *Universités* d'alors mirent les homosexuels en lumière, quand ils avaient trop l'habitude d'être silencieux. Des gays, des lesbiennes interpellèrent alors la société qu'il les ignorait, qui les stigmatisait. Il y avait à l'époque, et plus encore que maintenant, un réel, un impérieux besoin de visibilité, un besoin d'exprimer notre existence. Notre existence sociale, culturelle et surtout humaine. Et d'une certaine façon, ce fut l'effet principal, l'utilité des premières universités. Par l'affirmation visible de notre existence, hier comme aujourd'hui, nous devenions enfin des citoyens à part entière. Et c'est par l'aspect proprement universitaire de ces rencontres, cette conjonction d'idées et de réflexions, ce fourmillement d'idées, que les homosexuels d'alors apportèrent la preuve qu'ils étaient autre chose que des créatures de salon précieuses et maniérées. Qu'ils étaient des citoyens militants qui interpellent, qui questionnent la société.

Et que reste-t-il de tout cela ? Quelques photos ? Quelques souvenirs épars et fragmentaires ? Des coupures de presse ? Cela peut suffire pour reconstituer une mémoire anecdotique de l'évènement, de l'ambiance, des gens rencontrés. Mais de la matière même de ces *Universités*, des débats, des idées et des opinions exposées, échangées ? Cette absence de mémoire est dommage pour les plus anciens d'entre nous, pour ceux qui eurent la chance d'y participer, de vivre ces *Universités*. Mais au moins, Il leur reste leurs souvenirs. Mais pour les autres, les plus jeunes ?

L'expérience de la reprise des *Universités* en juillet 1999 a réussi. Près de 350 personnes répondirent présents, et ensemble firent de cette semaine une réussite. Les Cahiers ainsi que les présentes retranscriptions témoignent de la qualité des échanges.

Ces *Universités*, actuelles ou anciennes sont une pièce maîtresse, de notre visibilité, de notre histoire collective et particulière. Bref de notre identité. Alors communauté ou mouvement homosexuel, peu importe, ce qui compte c'est que nous pouvons, que nous puissions nous rencontrer et nous retrouver autour de ce tronc commun.

Et à l'heure d'un renouveau du militantisme homosexuel dont la reprise des *Universités d'été* est l'un des témoignages, il semble important de constituer une mémoire, de la matière à de prochains débats, à de prochaines revendications.

AUJOURD'HUI

Durant une semaine, au cours de quatre grands forums, de plusieurs séminaires, ateliers et autres débats formels comme informels, nous nous sommes ensemble questionné. Avec comme question transversale à tous les débats, celle de l'existence ou de la non-existence d'une "communauté" homosexuelle (objet de l'un des forums). Nous avons également réfléchi à notre identité commune, aux rapports que nous entretenons, que nous pourrions entretenir avec la société. Aux rapports que nous pouvons, que nous devons entretenir entre nous. Mais aussi aux rapports que la société entretient à notre égard, à l'égard de notre identité homosexuelle (objet d'un séminaire sur l'homophobie). Certains nom connus (Defert, Le Bitoux, Chevaux, Borrillo, Robichon, Pastre) et d'autres moins connus ou tout simplement anonymes animèrent les débats. Chacun, chacune exprimant son avis, exposant son travail, proposant ses idées. Que ce soit sur le PACS ou le sida (objet de deux forums) ou sur bien d'autres sujets développés en cours de séminaires et d'ateliers. De la pensée "queer" à la problématique de la capote.

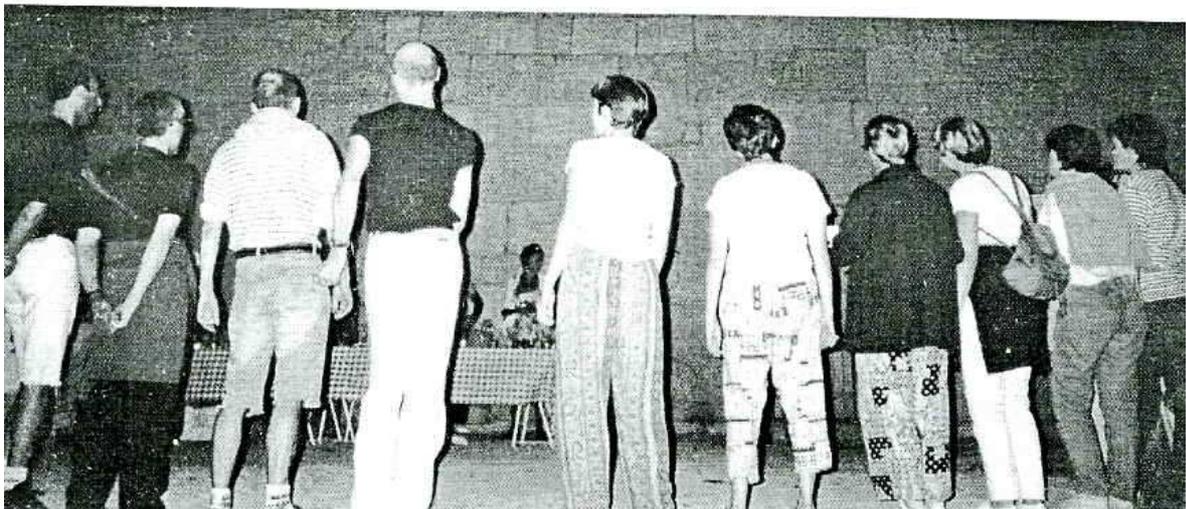
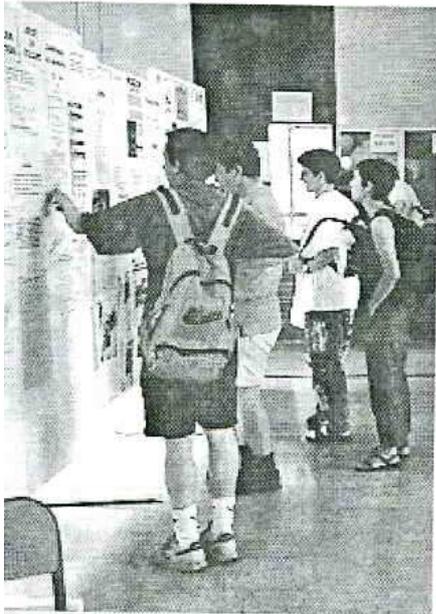
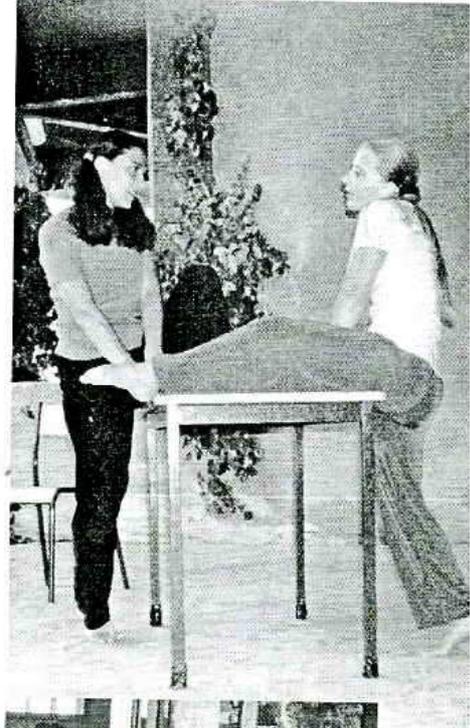
Bref une semaine riche et dense, avec cette année un regard tout particulier sur les horizons méditerranéens, Marseille étant aux portes de la Méditerranée, histoire de sortir un peu de la sphère anglo-saxonne. Ainsi des représentants de Roumanie, du Maroc, d'Espagne, d'Algérie, du Portugal, de Grèce, d'Italie sont venus témoigner de la réalité, du vécu homosexuel dans ces pays. Ainsi, à titre d'exemple nous apprîmes que pas très loin de nous, en Roumanie, les relations entre personnes de même sexe (même consentantes) sont passibles de peine de prison.

Et l'objet même des présentes retranscriptions est de nourrir la mémoire d'un événement important pour notre réflexion, notre visibilité. Mais aussi une mémoire facilement accessible afin que ces témoignages méditerranéens puissent être portés à la connaissance du plus grands nombre, afin que ces paroles, ces appels soient entendus, et servent de moteurs à de prochaines luttes solidaires. Ces retranscriptions veulent être un témoignage d'une semaine, où ensemble, hommes, femmes, jeunes, vieux, nous nous sommes rencontrés, découverts, confrontés, appréciés. Cette semaine fut la célébration d'être ensemble, par delà nos différences. Un tour d'horizon instructif et en fait salutaire. Car il permet de voir le reste de chemin qui reste à parcourir.

C'est grâce aux enregistrements (effectués dans la plus totale et la plus parfaite improvisation) qu'ont pu être écrites les présentes retranscriptions. Hélas, elles ne sont pas intégrales. Des passages furent parfois (souvent) inexploitable. Sans compter que bien des séminaires et des ateliers furent oubliés. Mais pour l'édition 2000, une équipe réduite se propose de s'occuper d'enregistrer les mémoires de l'*Université*, et de les retranscrire.

Merci de nous aider à construire une mémoire dont nous avons tant besoin. Quand tant de générations qui nous ont précédé n'ont pas laissé de trace, confiant à leurs successeurs d'imaginer ou de reconstruire le passé. Les documents écrits, les témoignages sont un socle utile, précieux parfois, pour réfléchir au présent et préparer l'avenir.

Pascal



NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES

1987 – 1999 : 12 ans

Il nous est difficile d'ouvrir cette *Université* sans penser à tous nos amis disparus, ils étaient nos proches au *GLH (Groupe de Libération Homosexuelle, devenu Groupe des lesbiennes et Homosexuels de Marseille)*. Ils étaient parmi nous au cœur de l'animation de nos cinq *Universités d'Été*, de 1979 à 1985.

Ils se nommaient Marta, Marco, Louis Alain, Gérald, Serge, Emmanuel, Alain, Enrique, Patrick (dit Nounours) ou encore Bruno. Nous les aimions. Ils étaient nos amants. Ils étaient d'actifs militants. Ils exprimaient la diversité et la richesse de notre équipe qui était capable, avec eux, de faire des miracles. Ils sont encore près de nous.

Et nous pensons à toutes ces personnalités qui sont venues à Marseille soutenir le *GLH* de Marseille ou l'*Université d'Été Homosexuelle*, et qui nous ont quitté : Jean-Paul Aron, Yves Navarre, Jean-Pierre Jocker, Jean-Marie Gombettes, Gérard Maison, Frank Arnal, Alain Leroi, Vincent Legret, Conrard Detrez, Guy Hocquenghem, Jean-Pierre Meyer-Genton, Daniel Guérin ou encore Elie Kakou. Eux aussi sont un peu parmi nous aujourd'hui.

Qu'il nous soit permis d'en citer quelques autres que nous avons aimés et qui nous ont fait rêver : Klaus Nomi, Jorge Donn, Rudolf Noureev, Brad Davis, Michel Foucault, Robert Mapplethorpe, Hervé Guibert, Copi ou Cyril Collard.

Par ailleurs, nous souhaitons rendre un hommage particulier à l'un de nos grands anciens qui n'est pas présent parmi nous aujourd'hui : Pierre Seel, déporté pour homosexualité, toujours bien vivant et combattant infatigable malgré ses 78 ans, qui nous adresse, de Toulouse, toutes ses amitiés.

Jacques, Christian

ASSEMBLEE GENERALE D'OUVERTURE

Jacques FORTIN : Se serait bien que Gérard vienne nous rejoindre. Sylvie est là, Jean-Marc a disparu, Christian est à l'aéroport. Ensuite, Thierry de *Aides* n'est toujours pas là, il doit être à la fraîche. Christophe est en retard, Elyane du CGL est là, non elle va venir. Nous allons commencer quand même. Alors, la fonction de cette Assemblée Générale de départ est de vous en présenter le programme. D'emblée, je vous le dis, c'est une discussion réciproque. N'hésitez pas à nous interrompre pour poser des questions, à condition que les interruptions soient bienvenues. Je précise qu'après, à l'accueil, il y aura (à nouveau) ouvert le bureau des inscriptions pour ceux et celles qui ne sont pas encore inscrits. Par ailleurs, et j'insiste fortement dessus, je vous rappelle que le site de Luminy est actuellement une allumette quasiment allumée. Il n'a pas plu depuis deux mois et la moindre sottise peut mettre le feu. On fume à l'intérieur des bâtiments. Je vous demanderais de faire très attention.... C'est à quel sujet ?

Madame H présente son association *Homosexualité et Bourgeoisie*.....

Donc voilà, je reprends le cours de mon exposé. Thierry est-il là ? Elyane non plus ? Bon, nous allons commencer. Alors première chose, vous êtes filmés durant cette *Université d'Eté*. Si vous ne souhaitez pas l'être, il vous suffit de le dire au caméraman. Parce que cette année, nous voulons garder la mémoire de cette semaine, en fabriquer pour l'avenir. Demain matin, il y aura deux réunions en une, c'est à dire qu'il est donné rendez-vous, ici même à 11 heures, à l'ensemble des associations euroméditerranéennes. A ce propos, sur le plan méditerranéen non-français, nous avons parmi nous, des espagnols, des portugais, des algériens, ils sont quatre au total, je crois. Nous avons aussi des amis roumains. Il y en a déjà un d'arrivé, oui lève-toi Octavian, nous en attendons deux autres. Nous attendons également des amis marocains, et un grec, actuellement à l'aéroport.

La forme, l'esprit, les objectifs de l'Universités d'Eté

La forme : C'est des ateliers durant l'après-midi, des conférences et des séminaires de 17 à 19 heures. Un même thème peut parcourir toute la semaine. Le soir, vous avez quatre grands forums, ici, dans cette salle. Ils commencent par les exposés des différents intervenants, pour se finir par un débat avec la salle. Cette forme est directement héritée des anciennes Universités. Il va sans dire que cette année, nous allons travailler de cette façon, et voir ensuite, ensemble, pour l'avenir, comment faire évoluer cette formule. Si vous avez des idées, elles seront bienvenues.

L'esprit : Les *UEEH* sont à la rencontre entre recherches littéraires, universitaires, artistiques et associatives. Elles sont aussi un regard sur la vie quotidienne des uns et des autres, des unes et des autres. Nous voulons faire en sorte que les uns et les autres se rencontrent, qu'ils se connaissent. Nous ne voulons être ni un colloque proprement universitaire, ni le Club Med, mais opérer une sorte de mélange. Sachant que ce mélange est carrément une auberge espagnole. C'est la relance des *Universités*. Et nous avons pédalé dans le yaourt. Aujourd'hui nous souhaitons qu'une équipe travaille à la méthode et aux objectifs proprement théoriques et universitaires de l'*Université d'Eté*, afin d'avoir des choses élaborées, d'années en années.

Cette année on va traiter des sujets très disparates. Et il faut qu'on y travaille, thème par thème. On a l'avenir devant nous, surtout qu'on voudrait les faire tous les ans. Et cette année nous sommes dans l'improvisation, et nous sommes surtout quelque chose qui tient de l'auberge espagnole. L'esprit des *Universités*, c'est aussi la durée d'une semaine qui permet à des sensibilités, des courants qui n'ont pas l'habitude ou l'envie de travailler les uns avec les autres, de se rencontrer, de discuter. Et nous souhaitons vivement, d'années en année, les voir venir et se rencontrer. C'est aussi de ne pas prendre de décisions, d'options. Nous ne sommes pas là pour monter une coordination ou un congrès. Par contre, sur certains sujets bien précis, nous essayerons de prendre des options. Peut-être que les copains d'Algérie, du Maroc nous le demanderons. Parfois nous nous efforcerons d'impulser quelque chose en soutien face à certaines situations. Pour la Roumanie, cette année cela s'impose. On en discutera avec les copains roumains, mais il faut que l'on essaie d'impulser une campagne nationale et internationale afin de les soutenir, parce que la situation est assez invivable pour eux en ce moment.

Les objectifs des Universités : Cette année nous avons quatre grands objectifs. Le premier c'était simplement de tenter cette relance. Voir cela pouvait se faire et se refaire. Si cela prenait un sens et si vous y répondiez. De fait, cette relance est relancée effectivement. C'est parti. Maintenant il nous reste à travailler ensemble à l'avenir, et nous le ferons durant cette semaine.

Des cahiers : Nous avons l'envie de créer des cahiers. C'est pour ça que l'on est enregistré et filmé, que l'on vous a demandé des textes. Vous en avez déjà un certain nombre dans le cahier que l'on vous a remis. Nous voulons que les cahiers des *Universités* puissent sortir en revue régulière, peut être deux par an. Une vers la fin des *Universités*, l'autre en préparation de la suivante. Cela signifie un comité de rédaction, composé d'associatifs et de techniciens, et qu'il faut qu'il y ait une force intellectuelle qui puisse le nourrir et le penser. J'insiste sur un point : une force intellectuelle diversifiée. Le principe des universités étant de ne pas relever de l'une ou l'autre école. Le comité organisateur y tient. Il faut que l'ensemble des sensibilités de pensée, de recherche puissent être présentes et travaillent ensemble. Sachant que notre limite, évidemment est le sexisme et le racisme.

Un réseau d'échange : Il y a ici présent un certain nombre de représentants d'équipes universitaires, d'universitaires, de chercheurs, d'intellectuels, d'associations. Demain à 11 heures, nous donnons rendez-vous à tous et toutes, afin d'étudier la création d'un réseau inter-universitaire et un réseau d'associations inter méditerranéennes. Par exemple, sur la Roumanie il faut que nous puissions travailler régulièrement ensemble pour agir. Nous voulons créer ces deux réseaux en vue de nourrir l'*Université*, de créer un système d'échange. Nous souhaitons que différentes équipes existent, qu'elles fassent des études lesbiennes et gays ou qu'elles aient de l'ambition d'en faire, que des chercheurs isolés en fassent alors qu'ils ont du mal à se faire entendre. Nous avons Jérémie, notre employé jeune depuis 15 jours. Et comme il s'agit de l'occuper durant toute l'année, il lui faut du travail. Et l'animation de ces deux réseaux (inter-méditerranéen et inter-universitaire) avec ceux et celles qui voudront en faire partie sera importante pour nous.

J'ajouterais simplement que vous avez un programme. Sachez qu'une série de changements vont intervenir demain. Parce que, bien sûr, nous avons des demandes de changement d'horaire, de durée d'intervention. Donc demain, en début d'après midi, nous allons afficher un programme mis à jour, où est affiché le programme initialement prévu. Et de jour en jour, vous risquez de voir apparaître une conférence. Des copains, des copines ici présents, qui nous auront demandé de pouvoir rajouter telle ou telle conférence à tel ou tel moment. C'est l'aspect ouvert, le coté auberge espagnole de l'*Université d'Eté*. Bien, après nous parlerons des spectacles et de bien d'autres questions. Mais sur ceci, avez-vous des questions à poser, des remarques à faire ? Vous avez remarqué qu'il y a entre six et huit conférences par jour, ce qui est assez consistant. Et pour le moment, on attend de voir. Sylvie ? Gérard va vous parler de l'espace spectacle.

Gérard GOYET: Bon, vous avez des questions ? Non. Alors les spectacles sont organisés par *Verte Fontaine* association qui sévit sur Marseille. Je ne suis pas tout seul. Il y a Pépito, Memeth et Rolland. Juste une anecdote, peut être pleine de messages. En 1979, lors de l'organisation de la première *Université*, on se réunissait au *GLH* de la rue de la Palud. Il y avait beaucoup de monde, je restais silencieux. Tous ces gens discutaient. Un jour que j'étais arrivé complètement pété, au Vieux Papes, ils ont dit "On annule les *Universités* parce que Defferre ne nous donne pas les locaux". Il y avait trois silencieux dans cette assemblée, dont moi-même, et ces trois silencieux dirent "on la fait quand même". Et ils dirent "on la fait quand même". Ils se sont réunis pendant trois mois. Ils ont réuni des gens. Les silencieux sont peut-être ceux qui ont fait les premières *Universités*. Je ne sais pas si c'est un message. Ce n'est pas politique, c'est intuitif. On avait envie de cette *Université*. Il y a des gens qui ont intuitivement envie que des choses existent, ils ne savent pas pourquoi. J'en fais partie.

En ce qui concerne les spectacles, voici le programme de la semaine :

Dimanche : Soirée marseillaise avec des lieux qui vont se gaver grâce à vous tous. Ce sera le New Cancan, rue Sénac (en plein centre ville).

Lundi : Soirée au *Noctambule*. Merci à lui, c'est tout petit et plus gentil. C'est derrière le théâtre de la Criée sur le Vieux Port. C'est très ringard, mais ils sont merveilleux.

Mardi : Soirée festivalière à l'espace Julien. C'est dire qu'il y aura quatre spectacles, un par heure. Du théâtre à 21 heures, de la musique à 22 heures, de la chanson à 23 heures, et finalement de la danse contemporaine (dont vous avez vu quelques extraits tout à l'heure) à minuit.

Mercredi : Soirée lesbienne à l'Espace Julien. Les garçons feront un pique-nique.

Jeudi : Soirée marseillaise, à l'Enigme Bar.

Vendredi : Là franchement, on vous promet quelque chose de merveilleux. On voulait faire un gala, avec des artistes et tout le tintoin. N'ayant pas pu, nous avons trouvé autre chose. Nous avons donc rendez-vous devant le Quai des Belges, sur le Vieux Port, à 21 h 30. Vous allez voir quelque chose d'assez incroyable. Une belle sortie en mer, des grosses surprises.

Sylvie : Je vais vous parler de la soirée lesbienne. Ouh disent les autres. Donc, dans le cadre des *UEEH*, et c'était une demande de la communauté lesbienne d'avoir une soirée non-mixte. Ce qui suscite toujours des polémiques de la part des garçons. Ce qui différencie cette soirée des autres soirées marseillaises, c'est le fait que ce sont les *UEEH* qui la finance et qui récupérera l'argent des entrées. Donc nous, le bar lesbien Les 3G, nous en assurerons l'animation. Les Belladonna y feront un mini concert de 3/4 d'heure. Entrée gratuite pour les filles de l'*UEEH*. Il y aura aussi un grand nombre de marseillaises. Ce sera l'occasion de les rencontrer. Les Belladonna, nombreuses sont celles qui les connaissent. Elles ont déjà sorti deux disques. Il y a une expo photo de Cathy Pélant qui leur est consacrée, expo que vous pouvez voir dans une des salles de l'*UEEH*. Si en attendant vous voulez nous rencontrer, le bar des 3 G est ouvert tous les soirs durant les *Universités d'Eté*, de 18 h30 à 2 heures (ou minuit selon les soirs). Merci.

Jean-Marc ASTOR : Bonsoir, je représente la *LGP Marseille*. Je voudrais remercier et saluer la présence de Fabienne Larrivière qui est la présidente de la *LGP Montpellier* et qui est aussi la présidente de l'*Interpride*. Ce qui est assez nouveaux pour nous petits français. C'est donc la coordination de toutes les *LGP* de France. C'est-à-dire 11 villes qui se sont réunis pour mettre en commun leur savoir-vivre et leur savoir-faire. Ce que nous savons nous aussi et ce que nous avons appris entre nous. La coordination sert avant tout à essayer d'éviter certains débordements et surtout qu'il y ait un slogan, un mot d'ordre qui soit

donné chaque année. Et cette année le slogan qui a été retenu c'est "le droit au respect". Pourquoi ? Parce que nous en avons marre d'entendre tenir par certains députés en pleine assemblée, ou par des sénateurs des propos totalement homophobes et qui nous irritent de plus en plus. Donc nous demandons tous qu'il y ait une extension de la loi Gaysot. C'est à dire qu'il y ait une condamnation pour les propos qui sont tenus par des gens qui tiennent des propos complètement homophobes. Surtout en pleine Assemblée, au niveau de la citoyenneté et de tout ce qui peut être les enceintes où nous pouvons voter.

Ensuite je voudrais aussi remercier les UEEH. Pardon, les UEEH tiennent à remercier toutes les LGP de France qui ont participé à ce qu'elles se fassent connaître au travers de toute la France. Voilà ce que j'avais à vous dire concernant les *Lesbian and Gay Pride* et *l'Interpride*. Nous remercions également tous les sponsors au niveau national. C'est quelque chose de tout à fait évident. C'est vrai que bien souvent sans eux, nous ne pourrions pas exister, en tout cas nous faire connaître au niveau de la communication. D'autre part, concernant les associations sur Marseille, les associations sont très présentes. Elles vous réservent le meilleur accueil, que ce soit chez les filles que chez les garçons. Concernant les garçons, je voudrais dire qu'il y a *Marseille Arc-en-ciel*, bar associatif qui pourra vous accueillir tous les jours de 19 heures à minuit. C'est un bar associatif, le *Chaperon Rouge*, qui est en plein centre de Marseille, près de la Canebière. Vous devez avoir tout ceci sur le petit programme. Sur le programme, vous avez tout le panel des associations qui peuvent recevoir sur Marseille.

Je voudrais aussi vous dire qu'il y a quelqu'un qui vient de partir à l'instant, Jean-Marie, et qui vous assurera, je crois qu'il est prévu trois visites du vrai Marseille. C'est-à-dire que vous verrez Marseille comme vous ne le connaissez pas. Donc pour les inscriptions, il faudra voir avec lui. Il sera au forum des associations, je crois à coté des *Editions Geneviève Pastre*. Vous pouvez y aller. C'est assez sympathique, et la visite avec Jean-Marie vaut vraiment le détour. Je voudrais remercier également toutes les presses, qu'elles soient lesbiennes ou gays. Parce que c'est vrai que les presse au niveau de la communication ont fait un travail énorme. Et c'est vrai qu'il faut reconnaître que cette année les UEEH ont eu une couverture médiatique assez importante. Avez-vous des questions sur tout ce qui est association, sur tout ce qui est commerce ? Donc sur le programme, il y a aussi des commerces qui vous réserveront le meilleur accueil. J'oubliais le principal, comme le disait Gérard, ils vont se remplir les poches grâce à vous, mais il en faut. Vous verrez, il y a des tarifs et des soirées qui sont proposées dans ce petit programme. Que ce soit au niveau des restaurants, des discothèques, des saunas. Pour les filles, à part les 3 G, il n'y a pas grand-chose. Voilà, je pense que je vous ai tout dit. Si vous avez des questions concernant ou les associations ou les établissements, vous pouvez me voir. Je serais présent pendant toute la semaine au niveau des UEEH.

Jacques FORTIN : On se tue à trouver des partenariats, et ils vous les dégomment en même pas deux minutes en Assemblée Générale. Christophe, tu peux venir pour présenter les Cahiers ? Il y a deux ou trois associations qui ont souhaité présenter leur travail, de sorte que vous ayez en tête ce qu'ils font. Les *Fronts Runners* pour commencer ?

Pascal ROSSIGNOL : Bonsoir, je m'occupe de l'association des *Fronts Runners* de Paris. C'est un club de course à pied, d'amateurs de course à pied. Je ne suis pas venu tout seul. Nous sommes venus à 8, afin de vous en faire voir de toutes les couleurs. Alors, ces couleurs, c'est tous les matins à 9 h30 nous vous proposons de faire vibrer votre corps. Vous êtes venu là pour faire vibrer vos méninges, mais aussi pour dépenser des calories. Donc rendez-vous tous les matins sur les marches de l'école d'Art, pour un petit jogging qui se terminera par une séance de stretching, de relaxation Oui, les douches. Après. Collectives, bien sûr. Mercredi soir, de 17 h30 à 19 h30, nous vous proposons de participer à un forum sur les *Gay Games*. Evènement qui a lieu tous les quatre ans, qui rassemble des milliers de sportifs et de sportives. Les derniers ont eu lieu à Amsterdam, l'année dernière. Les prochains vont avoir lieu à Sidney en 2002. C'est une expérience formidable. J'ai participé à presque tous.

Nous en profiterons également pour vous montrer la création d'un club, le notre. Si dans votre ville vous aimeriez créer un club de volley, de natation ou autre nous vous donnerons des tuyaux. Notre intervention se situe dans le cadre d'un cycle sur le sport qui commence dès demain. J'en profite pour vous dire que Samuel Doullé, qui va représenter la *Fédération Sportive Gay et Lesbienne*, vous parlera plus précisément du mouvement sportif homosexuel en France, de la fédération CGPIF à Paris. Laurence Polseta vous parlera des *Euro Games* (comme les *Gay Games*, mais au niveau européen.) Je vous donne donc rendez-vous tous les matins, à 9 h30, pour un petit jogging.

Jacques FORTIN : Quelqu'un d'*Equivox* veut intervenir ? Ils sont nombreux et nombreuses. Après, il y a d'autres associations qui sont venues, nous vous les présenterons.

Pascale BERTHAULT : Justement le problème à *Equivox* c'est que nous ne sommes pas beaucoup. Nous serons plus nombreux en fin de semaine. Autre problème : nous manquons de garçons. C'est à dire que bizarrement il y a plus de filles membres de la chorale que de garçons qui viendront à l'*Université*. Nous allons donc manquer de ténor, et c'est très difficile à chanter quand les voix ne sont pas équilibrées. Nous aurons donc des difficultés à chanter, mais on va essayer quand même. Il faudra que l'on voie ça quand tout le monde sera arrivé. Il a été question que l'on propose une discussion sur la mixité. Parce que justement, nous avons cette particularité dans le mouvement associatif. Et nous avons plein de projets que l'on a, et il faudra que l'on vous en parle aussi. Il y a un concert que l'on organise chaque année qui s'appelle "les voix contre le sida" et tout ça en fait, dès que les uns ou les autres vont arriver, nous allons élaborer quelque chose. Et on se présentera.

Jacques FORTIN : Il y a les *Gais Musettes*, nombreux eux aussi. Quelqu'un veut les présenter ?

Rémi : Je suis président des *Gais Musettes*. Nous sommes venus à 15 ou 16. Il nous a été demandé d'ouvrir le bal de ce soir. Nous sommes une association parisienne, mixte, crée il y a quatre ans afin d'essayer de sortir du ghetto techno. Plein de personnes parmi nous aiment le ghetto techno, mais aussi autre chose. Et histoire de retrouver le plaisir de la danse à deux, nous avons lancé tout un tas d'activités comme des fêtes, des thés dansants, des cours de danse. Et ça marche bien. Nous avons 300 adhérents, sur toute la France. Nous essayons d'établir des contacts avec d'autres villes européennes. Et cette semaine, nous sommes censés monter un atelier de danse à deux. Voilà, nous ferons notre possible, malgré l'absence de notre prof de danse. Nous sommes des amateurs, soyez indulgents. Mais merci en tout cas de venir nous voir.

Jacques FORTIN : Marie-Hélène. Une équipe, un travail. A toi.

Marie-Hélène BOURCIER : Bonsoir, je m'occupe d'une association : le *Zoo* (qui pourrait ne pas rester parisienne, ce serait très facile de travailler avec nous). Nous organisons des séminaires, pas des conférences car en général nous n'adoptons pas cette forme de travail. Le *Zoo* s'inscrit tout à fait dans le cadre des préoccupations de l'*Université d'Été*. Et il faut vraiment que nous puissions avoir un espace critique qui nous appartienne en propre, parce que les trans, les bis ont une façon différente d'aborder les choses. Nous allons vous proposer une série de séminaires. Il y aura un atelier "Nique ton Genre", animé par Marco, qui fera l'objet d'une vidéo. Xavier interviendra sur la recherche du théâtre Queer à New York. On travaille beaucoup sur ce que l'on appelle le courant Queer. Nous pourrions revenir sur cette définition. Béatrice Preciado qui travaille à New York sur l'architecture d'un point de vue Queer. Nous allons aussi proposer une série de trois séminaires autour de Judith

Butler. Il y a eu toute une relecture politique de Butler. Béatrice a relu Monique Wittig, Foucault, Derrida. Nous allons revenir sur cette relecture des philosophes français qui sont à l'origine de la pensée Queer. Sinon, nos séminaires ont été publiés ("*Tout en Queer*"), même si nous avons eu du mal à les publier. Ils sont le reflet de toutes les personnes qui sont venues parler, écouter, participer. Nous travaillons beaucoup sur la culture populaire et les problématiques qui sont négligées par la relecture des auteurs français dont je viens de parler. Jetez-y un coup d'œil, et nous en parlerons.

Jacques FORTIN : D'autres équipes, d'autres associations sont présentes. L'*Equipe Simone*, le *MAG*, les *Gays et Lesbiennes Branchés*. Et d'autres qui pourront se présenter. Christophe va nous parler du programme. Non, il a disparu. Bon, il vous a composé un cahier avec diverses contributions écrites. Nous en avons d'autres, mais par fax ou par email, qui donc n'étaient pas utilisables, nous ne les avons donc pas publiés. Il aurait fallu tout retaper, et c'était hors de nos possibilités. Donc, ils sortiront dans les cahiers ultérieurement. Voilà Christophe arrive à l'instant. Veux-tu rajouter quelque chose ? Non. Bon, je tiens à terminer en vous disant

Christophe : Oui, nous avons rédigé une fiche afin de vous demander votre avis sur les *Universités*. Elle se trouve à la fin des Cahiers. Il faudrait nous la remettre à la fin de cette Université, lors de votre départ, où nous l'envoyer. Cela nous sera très utile, et nous permettra de garder contact avec vous, si vous le souhaitez. On y fait aussi appel au volontariat, parce que nous sommes très peu pour travailler sur l'organisation des *Universités*. A Paris nous étions une petite équipe de six. Donc s'il y a des volontaires, ils prendront contact avec nous. On vous demande aussi si vous voulez servir de relais, au niveau de votre ville, votre région. Cela nous servirait à créer un réseau de relais. On me demande aussi d'annoncer le bal qui aura lieu juste après le forum, là où s'est terminé la visite de Luminy. C'est l'endroit qui fait comme une arène. Il s'agit d'un bal musette organisé par les *Gays Musettes*, avec des danses, de la musique.

Jacques FORTIN : Bien si quelqu'un a quelque chose à dire. Il y a toujours

X : A propos des ateliers, je n'ai pas compris où ils avaient lieu, et comment on peut choisir.

Jacques FORTIN : Exact. Demain nous vous donnons trois rendez-vous. Les deux rendez-vous de 11 heures, ici, pour les associations et les universitaires. Et à 14 heures, dans le grand hall, là où était l'accueil aujourd'hui. Vous aurez, table par table, les responsables et animateurs, animatrices des ateliers. Vous pourrez en faire le tour, discuter avec eux, savoir ce qu'ils font. Et dans la demi-heure qui suit, partir dans les salles d'atelier qui leur sont attribuées. Ces ateliers dont vous avez la liste à l'intérieur du programme. On voulait faire que ce soit aujourd'hui qu'ils puissent être rencontrés. Mais ce n'était pas possible. Tu veux dire quelque chose ?

X : Je voudrais savoir si les ateliers, il y a une continuité sur les cinq jours ou si au contraire il y a certains qui seront faits sur un ou deux jours pour qu'un maximum de personne puisse en profiter ?

Jacques FORTIN : En principe ils sont prévus sur plusieurs jours. Vous saurez demain avec le responsable d'atelier le nombre de session. Ceux de type théâtre sont prévus sur toute la semaine.

X : Je voudrais savoir si nous pouvons discuter sur la possibilité, l'année prochaine, qu'interviennent des personnes handicapées afin d'en faciliter l'intégration ?

Jacques FORTIN : Dès cette année nous avons fait en sorte qu'il y ait une traduction en langue des signes, même si nous avons peu de personnes concernées. Mais c'est un début, et nous le maintiendrons. Pour les autres handicaps, évidemment, selon les possibilités de l'*Université d'Été*, nous ferons tout ce qui est possible pour intégrer les personnes handicapées. Sachant, par exemple, qu'il y a quelqu'un en fauteuil roulant, et qu'il y a plein d'escaliers et de pentes, il faudra que tout le monde pense à donner un coup de main, comme quelque chose de naturel. Voilà, et donc nous sommes très contents qu'il y ait une traduction en langue des signes, tout au long de cette *Université*.

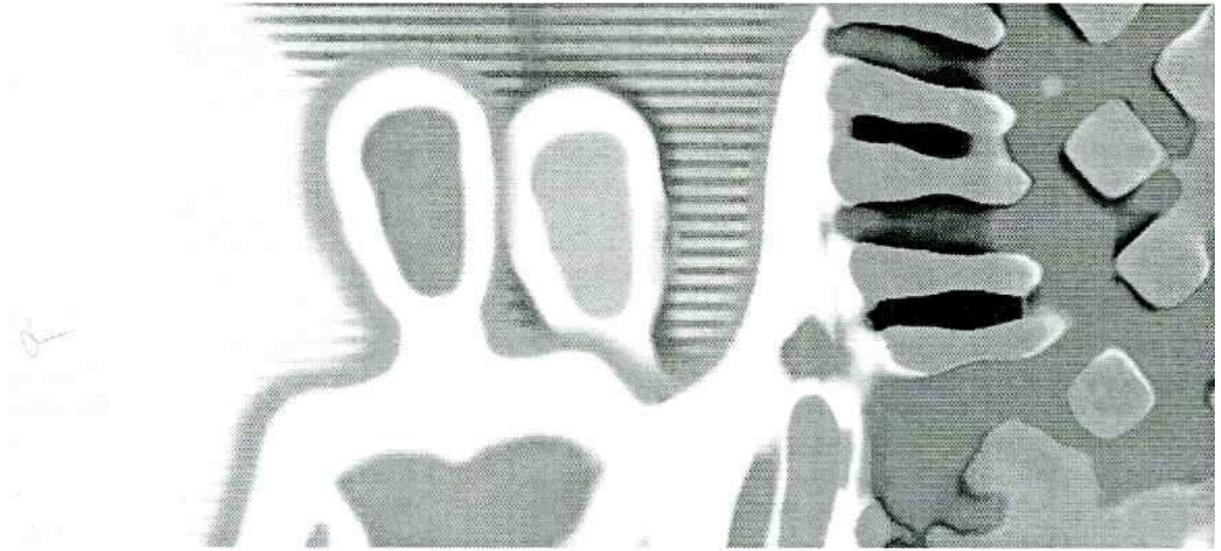
Donald : A propos des *Gays & Lesbienne Branchés*, notre travail c'est l'Internet. Vous ne trouverez pas notre atelier dans la galerie, du fait que nous avons monté un cybercafé dans le hall d'entrée. Ce café vous permet de voir ce qui se passe sur Internet. Mais cela va bien au-delà de la simple consultation d'Internet, cela peut être l'occasion de discuter de l'Internet chez les gays, des circuits commerciaux et des circuits associatifs. L'*ATQRD* que je représente ici, et qui couvre les *UEEH*, c'est le plus gros service associatif français. Nous aurons l'occasion d'en parler lors de votre visite.

Marco DEL'OMODARME : Bonsoir, je suis chargé de l'organisation de l'atelier "Nique ton Genre". Je précise que l'atelier a été pensé pour une séance, à la limite deux. Nous allons voir si les problèmes techniques peuvent être résolus. Donc je vous invite, demain après-midi, à surveiller les tableaux d'affichage, pour savoir quand et où il aura lieu.

Jacques FORTIN : Bien. Maintenant sur le plan pratique, tous les jours à 12 h30, l'équipe organisatrice se réunit au restaurant universitaire afin de gérer les affaires courantes et de prendre des décisions, si nécessaire. Jérémie est l'employé de l'association, ce n'est pas l'homme à tout faire. Il n'est pas celui à qui on demande de prendre une décision. Donc en gros ça veut dire poliment que vous lui foutez la paix. Parce que c'est lui qui vous a répondu au téléphone, tout le monde à tendance à l'attraper pour lui poser des questions et des problèmes. A ce tarif là, il ne nous durera pas 48 heures. On en a besoin pendant cinq ans. Vous aurez chaque jour, la personne du jour qui sera celle à qui on demande des choses, qui sera habilitée à prendre des décisions qui doivent être prise dans l'instant. Ce ne sont que des garçons, parce que je ne sais si vous avez remarqué, mais nous sommes une organisation très majoritairement masculine. C'est comme ça cette année, même si nous avons l'intention et l'espoir d'arriver à une mixité paritaire. Donc :

Demain : Jean-Marc Astor
Lundi : Christian de Leusse
Mardi : Jean-Pierre Leonétti
Mercredi : Jacques Garry
Jeudi : Thierry Ruiz de *Aides*
Vendredi : Moi-même.

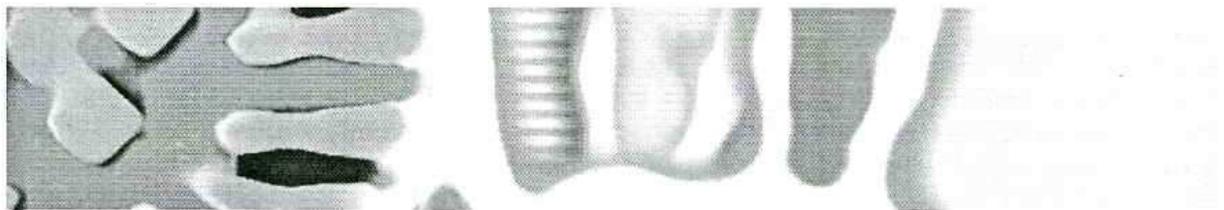
Donc si vous avez quelque chose à demander, vous vous adressez soit directement à l'homme du jour, soit vous le demandez à l'accueil. Les salariés, comme les gens qui sont à différents postes, sont là pour faire leur travail, et non pas pour être harcelés. Parce que lorsque l'on pose une question, on croit être le seul à la poser, alors qu'on est le 25^{ème}. Et c'est épuisant, ça empêche de travailler. Donc voilà, on fonctionne comme ça. Tous les midis nous nous réunissons, et nous faisons le point. On espère mener le bateau à bon port, jusqu'en fin de semaine. Bonne soirée, et allons-y.



FORUMS



FORUMS



FORUMS



SITUATION des HOMOS en MEDITERRANEE

Jean THEBAULD : Je propose que la soirée soit coupée en trois parties. En premier lieu, je vais vous faire un petit topo sur *Amnesty*, sur ce que nous faisons, et sur ce que nous connaissons des différentes lois traitant de l'homosexualité dans les pays méditerranéens. Il y a encore un certain nombre de pays qui répriment l'homosexualité. Ensuite, chacun va se présenter et dire ce qu'il fait, puis nous essayerons d'entamer un débat, d'abord au niveau de l'estrade, et après dans la salle.

Je ne peux pas commencer ce forum sans remercier les organisateurs de l'*Université d'Eté* de nous avoir réunis, ici, à Marseille. Marseille est une ville que personnellement j'aime retrouver. Une ville de brassage ethnique et de métissage culturel. La vie quoi ! Et puis il y a le soleil, la mer, la pinède, et le reste Malheureusement, il y a les cigales Merci à eux de faire revivre ces *Universités d'Eté*, d'y avoir programmer le cycle "solidarité internationale" qui commence ce soir et qui va nous permettre d'entendre les auteurs de la vie homosexuelle autour de la Méditerranée, d'avoir leurs témoignages sur leur travail, sur les difficultés qu'ils rencontrent, de confronter les points de vues, les différentes sensibilités, pourquoi pas contradictoires, sur la question homosexuelle.

Il y a ici des représentants des communautés et associations homosexuelles du Portugal, d'Espagne, d'Italie, de Grèce, de Roumanie, du Maroc et d'Algérie. Ces différentes personnes nous diront tout à l'heure ce qu'ils voudraient, ce qu'ils espèrent vivre, à la faveur de la mise en place de solidarité internationale.

En fait, je suis ici le seul représentant d'une association qui n'est pas homosexuelle. Et oui, *Amnesty* n'est pas, n'est pas encore une association homosexuelle, loin s'en faut. Si la question de la défense des personnes dont les droits fondamentaux sont menacés uniquement à cause de leurs préférences sexuelles ne se pose plus à l'intérieur de l'organisation, des discussions ont toujours lieu pour savoir quelle visibilité donner à cette défense. Certains s'interrogent même sur l'opportunité, érigée en principe intangible et universellement répandu par toutes les sections d'*Amnesty* de la défense des personnes persécutées pour leur préférence sexuelle comme peut l'être, par exemple, l'opposition à la peine de mort.

Présentation d'Amnesty

Je crois qu'un rapide historique s'impose pour expliquer et comprendre la position d'*Amnesty International* sur le sujet de la défense des personnes homosexuelles, et aussi expliquer les limites de son travail en la matière. *Amnesty International* est né en 1961, mais c'est seulement en 1979 (c'est à dire à l'âge de sa majorité sexuelle), que l'organisation a décidé que la persécution des personnes en raison de leur homosexualité constituait une violation de leurs droits fondamentaux. Cette décision n'est restée qu'une simple déclaration, puisqu'en 1991 aucune action concrète n'était menée par l'organisation et qu'aucune recherche particulière n'était faite sur les violations des droits humains basées sur le seul critère de l'orientation sexuelle. C'est donc en 1991, par une décision du conseil international de Yokohama, qu'*Amnesty* a dit qu'elle pouvait adopter au titre de prisonnier d'opinion des personnes emprisonnées uniquement à cause de leur homosexualité, y compris à cause de leurs actes sexuels pratiqués en privé entre adultes consentants.

Pour *Amnesty*, un prisonnier d'opinion c'est une personne emprisonnée du fait de ses convictions politiques, religieuses ou pour toutes autres raisons de conscience, du fait de son origine ethnique, de son sexe, de sa couleur, de sa langue, de sa nationalité, de son origine sociale, de sa situation économique ou autre. A condition qu'elle n'ait ni usé, ni préconisé l'usage de la violence. Je vous demande de bien retenir cette définition, en particulier sur ce que j'appellerai les critères d'identité ou la clause identitaire (l'origine ethnique, le sexe, la couleur, la langue, la nationalité, l'origine sociale). Vous pourrez noter que dans cette liste ne figure pas explicitement l'orientation sexuelle, mais à partir de 1991 il devient possible pour *Amnesty* d'agir afin de demander la libération de personnes emprisonnées à cause de leur orientation sexuelle, de leur homosexualité. Et depuis 1991, des cas concrets d'action sont proposés aux membres et sympathisants d'*Amnesty*, et l'association demande à ces derniers d'écrire en faveur d'hommes et de femmes emprisonnés parce qu'homosexuels. En outre, *Amnesty* intervient pour demander aux gouvernants de modifier lois et articles du code pénal de leur pays qui punissent et/ou criminalisent l'homosexualité. Et progressivement, au sein des sections nationales d'*Amnesty* se sont constitués des structures, des équipes qui ont pris en charge le travail spécifique de relayer les actions fournies par le secrétariat international, d'informer le public et d'expliquer la position d'*Amnesty*.

L'équipe H.D.H : Comme à *Amnesty* on est assez friand de sigle, on a appelé ces équipes *Groupes Lesbian gay bisexual intra-genter* (LGBT). C'est ainsi que l'équipe H.D.H (Homosexualité et droits humains) a vu le jour à la section française en 97, au moment de l'*Europride* (ce qui n'est pas vraiment un hasard). Le tout premier dossier sur lequel nous avons travaillé concernait la Roumanie et Chypre.

Roumanie : Nous demandions la libération de Marianas Séténere qui avait été arrêtée en octobre 95, et condamnée à trois ans d'emprisonnement en juin 96, en vertu du paragraphe 5 de l'article 200 du code pénal sous le prétexte d'avoir "tenté de séduire une autre femme". Cet article de loi fait des relations homosexuelles entre adultes consentants une infraction passible de cinq ans d'emprisonnement. En mai 98, le procureur a présenté au Parlement un projet de code pénal et de code de procédure pénale qui proposait d'abolir ce fameux article 200, ce qui aurait permis à la Roumanie de respecter ses obligations et engagements contractés lors de son admission au Conseil de l'Europe. Hélas, la Chambre des députés a rejeté la proposition du gouvernement et l'article 200 du code pénal est toujours en vigueur. Actuellement nous ne savons pas vraiment combien de personnes sont détenues en vertu de cet article. Peut être quatre ou cinq. Quant à Marianas Séténere qui avait fait appel de sa condamnation de juin 96, elle a été acquittée et libérée en janvier 97. Puis le ministère public ayant contesté cette décision d'acquittement, elle a été à nouveau emprisonnée en mai 97 pour purger le reste de sa peine de trois ans. Finalement, en mars 98, à la suite d'une mesure de grâce accordée par le Président, elle était libérée. Depuis, elle vit en Allemagne.

Chypre : Nous avons lancé une pétition pour demander l'abrogation de l'article 171 du code pénal qui rend passible de cinq ans d'emprisonnement les personnes de sexe masculin ayant, en privé, des relations sexuelles consentantes entre eux. Malgré les déclarations de certains membres du gouvernement chypriote qui considéraient que ne pas avoir abrogé cet article étaient une erreur, la chambre des représentants n'a non seulement rien fait, mais sous la pression semble-t-il de l'église orthodoxe, elle en a rajouté une couche (en mai 98) en adoptant un amendement, un nouvel article : le 174-A. L'amendement à l'article 171 ne change rien à la peine encourue, mais fixe l'âge du consentement pour les relations entre hommes à 18 ans, alors qu'il est de 16 ans pour les relations hétérosexuelles. Entre nous, c'est un joyeux bordel, puisque dans le même article les relations homosexuelles sont réprimées et surtout pénalisées, et en même temps, il est prévu un âge de consentement pour ces mêmes relations. Personnellement, je ne vois pas trop la logique dans tout ça. Le nouvel article (le 174-A) qui donc a été adopté par la chambre des représentants, a un champ d'application extrêmement vaste et il peut justifier tout et n'importe quoi. Puisqu'il prévoit une peine d'un an d'emprisonnement pour tout comportement indécent, toute invitation, provocation ou publicité

visant à susciter des actes contre-nature entre hommes. C'est évidemment la porte ouverte à toutes les interprétations, et cet article pourrait très bien entraîner l'incarcération de personnes qui sont, qui auraient essayé d'exercer leur droit à la liberté d'expression, de réunion ou d'association. Bien entendu, *Amnesty* continue à demander la révision de ces deux articles de loi.

La Roumanie et Chypre ne sont pas les deux seuls pays de la région méditerranéenne qui pénalisent encore les relations homosexuelles entre adultes consentants. Bien au contraire, le nombre de ces pays est loin d'être négligeable. Petit panorama des pays répressifs :

- **La Bosnie** ou l'homosexualité est illégale entre homme. L'article 93-2 du code pénal condamne à 1 an de prison la "débauche contre-nature".
- **La Turquie**, cas quelque peu particulier dans le sens où l'homosexualité n'y est pas pénalisée, mais où des lois sur l'indécence servent à justifier les descentes policières qui donnent lieu à des arrestations. En particulier dans le quartier de Pajolou d'Istanbul où vit une communauté de travestis fréquemment soumis aux harcèlements policiers.
- **Au Maroc**, l'article 489 stipule que "est puni de l'emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 120 à 1000 dirhams, à moins que le fait de constituer une infraction plus grave quiconque commet un acte impudique contre-nature avec un adulte de son sexe".
- **En Algérie**, l'article 338 du code pénal précise que "tout coupable d'un acte d'homosexualité est puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 500 à 2000 dinars, si l'un des auteurs est mineur de moins de 18 ans, la peine à l'égard du majeur peut être élevée jusqu'à trois ans d'emprisonnement et 10000 dinars d'amende".
- **En Tunisie**, l'article 230 évoque le sujet, et puni la sodomie de trois ans d'emprisonnement. Cet article peut paraître restrictif quant à son champ d'application, mais en fait, derrière le vocable "sodomie" il faut entendre tous les actes homosexuels.
- **En Libye**, l'article 407 du code pénal prévoit une peine de cinq ans d'emprisonnement pour les relations homosexuelles masculines et féminines.
- **Au Liban et en Syrie**, les articles 520 et 534 du code pénal, rédigés en des termes assez proches, se trouvent dans les paragraphes aux titres identiques "des outrages à la pudeur publique et aux bonnes mœurs". Seule diffère la durée de la peine encourue. "Toute conjonction charnelle accomplie contre l'ordre de la nature est punie de l'emprisonnement" jusqu'à un an pour le Liban et trois ans pour la Syrie.
- **L'Egypte** ne fait pas de références explicites, dans son code pénal à l'homosexualité.

Tous les autres pays de la zone euroméditerranéenne, ont abrogé, il y a plus ou moins longtemps, les lois qui régissent sinon l'homosexualité, du moins les relations homosexuelles entre adultes consentants. Donc, en résumé deux pays européens (Roumanie et Chypre) pénalisent fortement l'homosexualité, six pays qu'*Amnesty* a l'habitude de classer dans la région Afrique du Nord/Moyen Orient (Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Liban, Syrie) ont dans leur arsenal juridique la possibilité de punir l'homosexualité par des peines d'emprisonnement pouvant aller, pour certains pays, jusqu'à cinq ans.

Voilà pour la loi écrite, qu'en est-il dans les faits ?

Nous avons vu le cas de la Roumanie avec son article 200 du code pénal. Nous savons que dans ce pays, la loi a été récemment appliquée. Et par ailleurs, nous avons de bonnes raisons de penser que des personnes sont encore (à l'heure actuelle) emprisonnées en vertu de cet article. Même si nous en ignorons le chiffre exact (de l'ordre de quelques uns). Pour les autres pays du bassin méditerranéen, c'est plus flou. Nous n'avons pas connaissance de cas où ces lois pénalisantes seraient appliquées, ce qui ne signifie pas qu'elles ne le sont pas. Quoiqu'il en soit, ces articles de loi qui instituent de fait une discrimination légale de l'homosexualité vont à l'encontre de dispositions législatives qui sont contenues dans différents traités et conventions signées par la plupart de ces pays. En particulier la Convention Européenne des droits de l'homme (pour les pays européens) ou la Charte Africaine des droits de l'homme et des peuples (pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient). L'existence même de telles lois discriminatoires entretient un climat homophobe qui donne à la population des raisons de considérer les personnes homosexuelles comme des individus dangereux, des individus de second ordre, puisque leur comportement est au regard de la loi considéré comme criminel.

Comment faire bouger les choses ?

Bien évidemment, il faut continuer à dénoncer les pays qui ont dans leurs législations (leur code pénal) de telles lois discriminatoires vis-à-vis des personnes homosexuelles, et continuer à informer le public. Car c'est par l'information des gens que nous ferons reculer de telles discriminations. Mais l'idéal serait de pouvoir informer le public (la population) de ces pays. Et pour ce faire, les mieux placés pour seraient tout naturellement, les associations locales dont il faut non seulement soutenir les initiatives, mais aussi les aider à vivre, à survivre quand le besoin s'en fait sentir, face à des pouvoirs peu enclins à les écouter, et encore moins les soutenir. La difficulté dans certains pays est tout simplement de réussir à parler de sexualité, qui pour des raisons culturelles, reste un sujet extrêmement souvent tabou. Alors, je vous laisse imaginer la difficulté que représente le simple fait de vouloir parler d'homosexualité. En 1997, lors du Conseil International (réunion qui rassemble, tous les deux ans les délégués de toutes les sections d'*Amnesty* afin de définir les grandes orientations de l'organisation) nous avons longuement discuté pour savoir s'il fallait ou non ajouter l'expression "préférence sexuelle" à la clause identitaire des statuts d'*Amnesty*. Cette fameuse clause identitaire dont je parlais tout à l'heure à propos de la définition du prisonnier d'opinion (l'origine ethnique, le sexe, la couleur, la langue.....). Il y a eu des délégués qui se sont prononcé contre cet ajout, sous prétexte qu'il risquait de nuire aux efforts et aux activités d'*Amnesty*, que cette expression aurait un impact très négatif dans certains pays et régions du monde, en particulier au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie du Sud et du Sud-Est. Ces délégués exprimaient en outre l'idée que le débat sur cette question devait servir à réaffirmer l'identité et la composition multiculturelle d'*Amnesty*, et qu'à ce titre il fallait s'efforcer de comprendre la sensibilité de toutes les cultures. Parmi les sections qui s'opposèrent à cet amendement, figuraient l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, Israël et l'autorité palestinienne. Cet exemple nous montre que le débat peut s'éloigner du cadre strictement juridique pour être conduit sur le terrain culturel, terrain où les arguments deviennent forcément moins rationnels. Ce n'est évidemment pas une raison pour l'abandonner.

Je voudrais terminer cette intervention par une nouvelle qui a réjoui tous les membres de la commission HDH. Jeudi dernier, *France Terre d'Asile* nous a appris qu'un gay algérien qui avait fait une demande pour obtenir le statut de réfugié, et se l'était vu refusé dans un premier temps (il avait déposé un recours auprès de l'OFPPRA) a finalement obtenu ce statut en vertu de son appartenance à un groupe social particulier. C'est effectivement un cas prévu par la Convention de Genève, mais très peu utilisé par les juridictions. En tous cas, c'est la première fois en France, pour un homosexuel. Nous espérons que cela fera jurisprudence.

TEMOIGNAGES NATIONAUX

PORTUGAL : Chaque fois que l'on me demande de parler de ce sujet, je suis pris par un dilemme qui est de savoir si je dois parler du Portugal urbain ou du Portugal rural. Etant pour la plupart citadins, nous avons tendance à penser en citadin et oublier qu'il y a des gays, des lesbiennes, des transsexuels dans les campagnes. Au Portugal, il n'y a pas de problème majeur avec l'homosexualité, du moins dans les zones urbaines. L'homophobie sociale est très rare dans les villes, bien que l'on connaisse des exemples. Non pas policiers, mais sous d'autres formes. En terme législatif, on peut dire que la sodomie a été dépenalisée, décriminalisée dans les années 1850. Pourtant entre 1926 et la Révolution des Oeillets (en 1974), bien qu'il n'y ait pas eu d'article de loi qui le permette, des personnes ont été poursuivies et arrêtées en raison de leur orientation sexuelle. Durant cette période, les riches, les bourgeois faisaient l'objet de chantage alors que les pauvres étaient tout simplement emprisonnés. Dans les régions urbaines, il existe quand même une certaine homophobie, essentiellement institutionnalisée, dans le sens où elle émane de la police. Heureusement (ou malheureusement) celle-ci ne s'attaque pas à n'importe qui, mais plutôt aux prostitués masculins sans protection et qui, de ce fait se trouvent à la merci de la police.

ESPAGNE : La situation en Espagne est comparable à celle de la France, dans le sens où durant les deux dernières années a été approuvé en Catalogne (puis en Aragon) la loi de couple. Actuellement, à Madrid, on commence à parler de mariage civil. Je voudrais parler d'un aspect de travail de *Coram* que je trouve extrêmement important, bien que généralement on ne fait pas assez attention à ce problème au sein du mouvement homosexuel, celui de l'éducation et des adolescents à problème dans les écoles, bref celui du système éducatif. En Espagne, comme en France, nous ne disposons pas d'études sur ce sujet. Et des études américaines montrent qu'il y a trois fois plus de suicide chez les adolescents homos qu'hétéros, sans compter les problèmes de drogue et autres. Nous travaillons sur cela, et ce n'est pas facile.

Jean THEBAULD : Cela veut dire que *Coram* peut aller dans les écoles ?

Sans trop de difficulté, mais cela reste surtout symbolique car nous ne pouvons aller que dans très peu d'écoles. Le but serait, à terme, la réforme du système éducatif et la formation des enseignants.

ITALIE : Bonsoir, je m'appelle Gigi. Je ne prétends pas représenter le mouvement homosexuel italien dans son ensemble parce que personne ne peut le représenter, du fait des divisions et des différences. Division qui font mal. C'est impossible en cinq minutes de vous présenter la situation, pendant les jours prochains, moi ou les autres copains venus de différentes villes en Italie, nous pourrions vous expliquer la situation des homos italiens. Originaire de Torino, je fais partie d'un groupe gay et lesbien. Mais je suis venu ici surtout parce qu'avec les autres copains nous avons organisé en 1997 et en 1998 deux sessions de *l'Universita Gay y Lesbica*, et nous avons eu connaissance qu'à Marseille il se passait quelque chose répondant au nom d'*Université d'Eté Homosexuelle*. Nous avons pris cette année des vacances et nous sommes venus ici pour voir l'original. Je crois qu'il y a un très bon travail et je remercie beaucoup les personnes qui y travaillent. Nous avons discuté ce matin de la possibilité d'établir une collaboration

entre les différents groupes ici présents, et on voudrait en présenter le programme à la Communauté Européenne afin d'obtenir des financements et établir une collaboration entre les différents pays européens. Ce n'est pas tant une question purement financière, mais c'est surtout que nous devons lutter contre une homogénéisation culturelle et linguistique. Nous autres homosexuels, nous avons une histoire, une histoire riche de différence. C'est pourquoi, il me semble important que cette université s'intitule "des homosexualités". Il existe une homosexualité méditerranéenne, et donc bien des raisons pour chercher le pourquoi, les caractéristiques de notre différence méditerranéenne. La dernière chose que je voudrais dire, c'est, enfin je l'espère, l'année prochaine aura lieu à Rome une *Wordl Pride*. Pour nous c'est très important de réfléchir sur notre histoire, sur la relation que nous avons avec l'Eglise catholique. Et je pense qu'ensemble, avec vous tous, nous pouvons avoir cette réflexion.

GRECE : Je m'appelle Grégory Valianatos, je viens d'Athènes. Je suis en stratégie de communication et je travaille comme "gay activist". Je coordonne aussi des études sur le sida. Je voudrais parler de la Grèce moderne, pas de la Grèce antique que beaucoup d'entre vous connaissent très bien. Il faut rappeler qu'en Grèce de l'époque antique, il n'y avait pas de mot pour parler (pour désigner) de l'homosexualité. Et malheureusement, c'est le problème de la Grèce actuelle. L'homosexualité comme comportement est devenu une identité, et comme tel, c'est difficile à avaler dans la région méditerranéenne. Si cela fait partie de notre vie, de notre sexualité, c'est très bien. Si c'est une identité spécifique, voire très différente, il y a problème. Bien sur le problème est la chrétienté qui s'est imposé sur notre monde païen. Il n'y a pas de problèmes légaux sur l'homosexualité en Grèce, mais plutôt un problème de fierté et d'hypocrisie, comme dans l'ensemble du bassin méditerranéen. Le problème est qu'il n'existe pas d'éducation sexuelle à l'école. De ce fait, la tolérance vis-à-vis des différences comme l'homosexualité, est quelque chose de rare dans ce pays. Sans compter que l'église orthodoxe a sur la question une position réactionnaire. C'est là-dessus qu'il nous faut travailler. L'homosexualité en Grèce, comme en France et comme autour de la Méditerranée, est considérée comme un sport. Mais on n'ose dire pourquoi on a pris ce sport et pourquoi on gagne des prix. Par ailleurs, la situation des lesbiennes est plus difficile que celle des gays. Les femmes homosexuelles y sont pratiquement invisibles, et après des siècles d'histoire, il me semble que Sapho et Lesbos sont les seules figures lesbiennes visibles. Ce qui est particulièrement dommage, d'autant plus qu'il existe des personnes connues et appréciées mais silencieuses.

ROUMANIE : Bonsoir, Octavian Logigan. Je suis le représentant de l'organisation roumaine *Accept* qui s'occupe de défendre les droits des minorités sexuelles. Comme l'a dit le représentant d'Amnesty, il existe encore en Roumanie, un article de loi du code pénal (l'article 200) qui criminalise les relations homosexuelles. Tout d'abord je voudrais vous dire dans les détails, ce que stipule précisément cet article, puis dans un deuxième temps vous parler des obstacles que pose cet article de loi.

L'article 200 du code pénal roumain : Cet article, modifié en novembre 1996, stipule dans son premier et deuxième paragraphe que "les relations sexuelles entre adultes consentants du même sexe commis en public ou menant à un scandale public sont passibles de 1 à 5 ans d'emprisonnement. L'acte sexuel commis par un majeur d'âge sur un mineur d'âge du même sexe est passible de 2 à 7 ans d'emprisonnement". Le troisième paragraphe indique que "les relations sexuelles avec une personne de même sexe incapable de se défendre ou de faire connaître sa volonté par contrainte sont passibles de 3 à 10 ans d'emprisonnement et l'interdiction de quelques droits". Le quatrième paragraphe indique que "si l'action en question aux paragraphes 2 et 3 provoque des dommages sérieux à la santé morale et à l'intégrité corporelle de la personne, la peine est de 5 à 15 ans d'emprisonnement et l'interdiction de quelques droits. Si l'acte provoque la mort de la victime, la

peine est de 15 à 25 ans d'emprisonnement et l'interdiction de quelques droits". Enfin, le cinquième paragraphe dit "qu'inviter ou pousser quelqu'un à commettre l'acte en question au paragraphe 1, ainsi que la propagande ou l'association ou toute autre forme de prosélytisme est aussi passible de 1 à 5 ans de prison". Je vous ferais remarquer que cet article de loi comporte des termes assez vagues. Par exemple, celui de "scandale public" n'est pas défini. Et il est des situations où la distinction entre espace privé et espace public reste une question de circonstance. De même pour la notion de l'interdiction de quelques droits. Cela va de refuser le droit de vote jusqu'au fait de pratiquer son métier (ce dernier cas concerne surtout les intellectuels).

L'association Accept : Et puisque la propagande et le prosélytisme sont interdits, une association qui milite pour les droits des minorités sexuelles ne devrait pas pouvoir exister. Si *Accept* existe, et ce depuis cinq ans, c'est que nous avons fait une concession, dans le sens où l'association a été enregistrée en tant qu'organisation pour les droits de l'homme. La situation légale a empêché d'enregistrer officiellement *Accept* en tant qu'organisation homosexuelle affichant clairement ses activités, ses objectifs. Mais *Accept* existe, et c'est déjà bien.

Chez *Accept*, il n'est pas question de communauté ou de fierté. Toutes les personnes qui nous contactent peuvent venir. Mais le contact que nous pouvons nous même établir avec autrui est contraint par l'idée de prosélytisme, ainsi, la petite communauté de personnes qui fréquente l'association se résume seulement aux personnes qui ont eu la chance d'entendre quelque chose dans la presse, à la télévision ou par le bouche à oreille. Comme activité, *Accept* propose tout d'abord une campagne d'information et de coopération. Nous avons comme projet de mettre en place dès septembre, un centre de documentation et d'information à Bucarest, parce que c'est dans le domaine de l'éducation et de l'information, d'abord des personnes homosexuelles, puis du public en général que nous devons partir. Ensuite, il s'agit de collaborer avec d'autres organisations qui participent à des rencontres internationales.

Par ailleurs, *Accept* édite à Bucarest (je dois dire, dans des conditions vraiment très primitives) un bulletin d'information diffusé gratuitement à ceux et celles qui le demandent. *See House* est un autre projet de l'association qui concerne les rencontres en milieu restreint. Il y a débat sur les problèmes qui touchent la vie de la communauté gay de Roumanie. Sans compter le programme de militantisme, et dans ce domaine cette année, il y a eu une proposition de notre part au ministère de la justice, étayée par une vaste documentation, afin de modifier l'article 200 du code pénal de sorte qu'il reste seulement les peines pour violence et dommages de santé ou mort de la victime. Voilà, pour le moment c'est tout.

MAROC : Bonsoir, je m'appelle Habib. Je viens d'une association marocaine (*ALCS*) de lutte contre le sida. Je tiens à préciser une chose, tout à l'heure, le représentant d'Amnesty a dit être le représentant de la seule association non homosexuelle ici présente. Ce qui est quelque peu inexact. Car au Maroc, il n'existe pas d'association pour les homosexuels. Cependant, l'*ALCS* a toujours choisi d'intégrer dans ses programmes de prévention de s'adresser aux homosexuels et aux prostitués.

Au Maroc, l'homosexualité ou plus exactement le fait que les hommes aient des rapports sexuels entre eux n'a pas de droit de cité, au moins dans la culture dominante. Ceci constitue non seulement un délit du point de vue social, mais également au niveau pénal. C'est ainsi qu'une personne convaincue d'homosexualité risque une peine d'emprisonnement pouvant aller de six mois à trois ans. Et donc, l'homosexualité ne pouvant être explicitement nommée dans les messages de prévention dominant, il faut emprunter des chemins détournés en élaborant des projets adaptés aux besoins de cette population. Donc

ce projet spécifique, l'ALCS, se définit, et se veut toujours comme un espace d'écoute, de soutien et de solidarité à l'encontre des personnes homosexuelles et des prostitués. Et dans ce cas, nous organisons des soirées de convivialité et des groupes thématiques pour leur permettre de parler de leur perception de leur propre homosexualité et de leurs problèmes sociaux. Le contexte aidant, il n'existe pas de communauté gay organisée, sur le modèle occidental, une communauté assumant sa différence, sa visibilité et disposant de ses propres lieux de rencontres. Par ailleurs, les volontaires de l'ALCS ont beaucoup de problèmes faute d'autorisation officielle. Parfois, ils leur arrivent même d'être pris dans des rafles avec les prostitués et/ou les homosexuels. D'autre part, il faut savoir que distribuer des préservatifs, à nos yeux élément le plus essentiel de la prévention, est souvent très difficile. Parce que le fait d'en trouver dans les poches d'une personne soi-disant homosexuelle ou prostituée, est considéré comme une preuve pour les policiers et de ce fait, les rend susceptibles d'aller en prison.

Jean THEBAULD : Ca se vend en pharmacie ?

Ca se vend en pharmacie, mais il ne faut pas traîner la nuit dans la ville avec des préservatifs dans la poche. On en distribue difficilement et en cachette. On distribue des dépliants, des brochures, et de temps en temps du gel parce qu'il n'est pas encore en vente libre. Ainsi, malgré les problèmes qu'on rencontre et malgré que l'on travaille toujours en cachette, nous assurons solidarité, prévention et écoute.

ALGERIE : Bonsoir, Kader d'Algérie. Je ne représente aucune association, pour l'instant. Avant nous étions une petite association (le Groupe d'Information Médico Social) dont l'objectif était d'accueillir les homosexuels, et qui a coulé aujourd'hui. L'homosexualité en Algérie est quelque chose de tabou. C'est quelque chose dont on n'a pas le droit de parler. C'est quelque chose qu'il ne faut pas dire aux parents, à ses amis hétéros. C'est impossible de leur dire. L'homosexualité est un pêché de premier degré. Le dire, c'est risquer d'être exclu. C'est ce qui m'est arrivé avec des amis lorsqu'ils ont su que j'étais homosexuel.

Jean THEBAULD : Donc, il n'y a pas d'associations homosexuelles ?

Kader : Actuellement non. Impossible.

Jean THEBAULD : Ca peut être comme au Maroc où il y a des associations de lutte contre le sida ?

Kader : De lutte contre le sida, oui.

Jean THEBAULD : Et peut être que c'est par l'intermédiaire de ton association pourrait-il y avoir des associations homosexuelles ?

Kader : Je sais que c'est impossible, parce que la majorité des membres sont hétéros. Et si ceux-ci savent qu'il y a des membres homosexuels, ils partiront. Je voudrais aussi parler de l'homosexualité concernant le service national. Etant reconnue comme une maladie, les homosexuels en sont dispensés.

Jean THEBAULD : Ils sont dispensés, sont-ils punis ? Y a t-il quelque chose qui fasse office ?

Kader : Non, jusqu'à présent je n'en ai jamais entendu parlé, sauf en plein service national. Ainsi, si par exemple quelqu'un ne déclare pas au début qu'il est homosexuel et que par la suite, il est pris sur le fait, il risque une peine de prison d'un mois ou deux. Enfin quelque chose comme ça.

Jean THEBAULD : Pour finir, on va donner la parole à Pat Refin qui représente une association de gays maghrébins implantés en France. L'association *Amal*.

Pat Refin : Bonsoir, je suis président d'*Amal*, association qui regroupe des gays et des lesbiennes d'origine maghrébine et franco/maghrébine. Je voudrais vous parler de la genèse d'*Amal*. C'est une association créée il y a trois ou quatre ans par un Algérien persécuté en Algérie et depuis installé en France. Actuellement, nous sommes près d'une trentaine, et gravite autour de nous une cinquantaine d'autres personnes. Celles-ci ne savent pas trop où se positionner, et nous sommes là pour les aider, pour leur dire "vous êtes gays, vous êtes lesbiennes, du Maghreb. Mais en même temps, nous sommes visibles. C'est à dire que l'on se montre. Si vous voulez vous montrer, et bien vous pouvez venir à nos côtés. Il n'y a pas de problèmes". Nous avons des activités comme des groupes de paroles, des permanences téléphoniques hebdomadaires et une permanence HIV/médicale (je suis dans le domaine médical) mensuelle. Nous avons aussi des activités beaucoup plus conviviales, plus festives. Et un bulletin (*Amalgame*) qui parle de la vie de l'association.

Alors, pourquoi *Amal* ? Tout d'abord *Amal* signifie l'espoir en arabe. Nous aurions aimé trouver aussi un nom en berbère, sachant qu'il y a de nombreux berbères parmi nous. Mais il y a également des gens originaires du Maroc, de Tunisie et beaucoup d'Algérie (à peu près 80%). Actuellement, outre Paris, *Amal* est aussi implantée à Lille. J'ai d'ailleurs vu qu'il y avait à côté un garçon de Lille. Il y a aussi une antenne lesbienne, à Toulouse, créée après la *Gay Pride* de Paris. Matériellement un peu coincé, nous aimerions quand même faire un travail en direction de la banlieue. Sachant que beaucoup de filles et de garçons sont venus nous dire combien il est difficile pour eux de vivre au quotidien leur homosexualité, comme il est difficile (impensable) d'en parler à ses parents. Même à ses amis, c'est difficile. Par ailleurs, nous voudrions beaucoup travailler au niveau de la prévention HIV, et à partir de septembre prochain, en collaboration avec le CRIPS, et fort de notre identité et de notre savoir culturel, nous allons essayer de pénétrer cette population gay et lesbienne de banlieue. *Amal* ne se limite pas à la France. Nous recevons aussi du courrier d'Algérie, du Maroc et de Tunisie. Et c'est peut être pour nous l'aspect le plus important. Car lorsque l'on est en France, on profite d'une certaine liberté. Et les témoignages que nous recevons, tous bouleversants, montre une solitude extrême. Ceux qui nous écrivent attendent tellement que l'on puisse les aider. *Amal* peut être le lien entre l'Europe, la France et l'autre rive. C'est à dire le Maghreb. D'autre part, je voudrais dire que l'on travaille beaucoup avec d'autres associations, notamment avec *Beth Averim* (association juive). Symboliquement, nous avons fait ensemble quelques fêtes, histoires de montrer que malgré nos différences, nous sommes proches, du fait de notre identité sexuelle. C'est ainsi que nous avons organisé l'année dernière la soirée "Shalom-Shalom". Même si nous avons eu plusieurs commentaires de la part de certains de nos membres. Malgré tout, en septembre/octobre nous allons certainement recommencer. Et si vous êtes à Paris, vous êtes cordialement invités. Nous travaillons aussi avec d'autres associations identitaires (afro antillaise par exemple), et l'on s'occupe d'un festival de films identitaires.

Je voudrais aussi parler d'une chose qui me tient vraiment à cœur. C'est le problème des algériens qui arrivent en France. Ce n'est vraiment pas facile de vivre son homosexualité en Algérie, au Maroc, en Tunisie. Si je n'ai pas vraiment vécu là-bas, j'y ai passé toutes mes vacances. Et donc je connais assez bien le problème. Tous les algériens qui arrivent en France sont un peu perdus. Je pourrais vous citer bien des cas. Je pourrais témoigner combien ils sont dans une détresse importante. Ils arrivent, souvent sans papiers, parfois mal structurés mentalement, parce que persécutés. Persécutés par le FIS, par les intégristes. Ce ne sont pas seulement les villages ou les gens qui sont persécutés, mais aussi les gays, les lesbiennes. Et on n'en parle pas parce que dans la culture musulmane l'homosexualité est quelque chose de tabou. Et actuellement il y a des garçons qui sont à Paris, sans ressources, complètement abandonnés. Leur seul recours est de se retrouver dans le circuit de la prostitution. Je voudrais que l'on puisse faire quelque chose. J'ignore comment, mais c'est important qu'*Amal* mette le doigt sur ce problème. Je ne sais pas si vous avez lu l'article dans *Têtu* l'article "Les sœurs du boulevard Ney", qui malgré elles font le trottoir. Et cela m'est difficile à dire, pourtant c'est la triste réalité, il y a en plus des maghrébins qui les persécutent. Nous essayons de les aider, de les soutenir.

Je terminerai en parlant des filles. Nous les garçons, on peut toujours partir. Le garçon comme vous le savez est roi dans la société, dans la famille musulmane. Alors que pour les filles, c'est très difficile. Considérées comme les génitrices, elles doivent enfanter, assurer la continuité de l'espèce. Une fille lesbienne, au sein d'une famille musulmane, est ressentie comme une calamité. Je voudrais citer le cas d'une fille, complètement perdue, membre de l'association, qui a découvert son homosexualité. Elle est en dépression depuis 4 mois parce que son frère ne veut plus lui adresser la parole. Pour lui, l'homosexualité est un pêché. Cet exemple montre que pour nous, gay ou lesbienne, il est impensable d'afficher notre homosexualité. Car cela signifie être complètement rejeté de la cellule familiale, de perdre ses repères. Quand ils arrivent à l'association, on leur dit "bon vous êtes là, on vous soutient. On peut vous aider" mais jamais on leur dit "partez de chez vous, faites une rupture totale" car cela signifie une fracture, une perte de leur identité. Voilà, je pense que j'ai dit à peu près tout ce que j'avais à dire. Mais bon, je pourrais vous donner d'autres témoignages au cours du débat, par la suite. Merci.

Jean THEBAULD : Je crois qu'après avoir entendu les différents témoignages des personnes ici présentes, on peut constater qu'il y a en fait deux niveaux d'homophobie. Enfin deux niveaux de compréhension des lois réprimant l'homosexualité. Il y a des pays où l'homosexualité est encore réprimée par la loi, et des pays où elle est décriminalisée. Ce qui entraîne des différences dans la façon d'y vivre son homosexualité. J'ignore si c'est facile de construire un débat équilibré avec des témoignages aussi différents. Je crois que les questions vont arriver plutôt de façon diffuse et chacun va y répondre à sa façon. Par ailleurs, je me demandais si les lois étaient appliquées en Roumanie, en Algérie et au Maroc. Avons-nous connaissance de personnes qui sont emprisonnées sous le coup de ces lois ? Si oui, pouvons-nous intervenir, pouvons-nous faire quelque chose ? Est-il possible d'avoir des informations, de savoir si des procès sont en cours et comment y assister ? Ceci dit, Octavian, peux tu dire quelque chose au sujet de la Roumanie ? C'est ici où nous avons le plus d'informations sur ce qui s'est passé les dernières années.

Octavian : Oui. Après la modification de l'article 200 du code pénal, les autorités n'ont pas annoncé publiquement le moindre emprisonnement. Mais en fait, ce qui nous manque c'est surtout l'information quant à la réalité de ce qui se passe.

Habib : Il y a une chose que je n'ai pas souligné tout à l'heure lors de mon intervention, ce sont les conditions d'emprisonnement des homosexuels. Ils sont traités différemment, de façon lamentable, parce que considérés comme inférieurs par rapport aux autres prisonniers. D'abord, ils sont mis dans un pavillon à part, avec des lits sans sommiers. Des témoignages de personnes qui ont fait de la prison, affirment que certains sont violés par les gardiens, que les détenus hétéros donnent de l'argent aux gardiens afin qu'ils soient transférés avec eux pour être violentés, violés.

Jean THEBAULD : Merci. On se demandait si l'on pouvait avoir des informations sur ceux qui sont détenus dans les pays où l'homosexualité est encore réprimée. Quelles étaient, quelles pouvaient y être les conditions de détention. Et comme tu es membre de l'ILGA, tu as peut-être des informations à ce sujet.

Yo Lalan : L'organisation que je représente ici n'est pas l'ILGA, mais une association portugaise. Nous avons peu d'informations sur les conditions de détention des prisonniers homos dans les pays où l'homosexualité est réprimée. Par ailleurs, nous n'avons pas énormément de moyens de pression sur les gouvernements de ces pays. Sauf pour la Roumanie, où à travers son appartenance au Conseil Européen nous avons essayé de faire pression en vue de l'abrogation des lois anti-homosexuelles.

Jean THEBAULD : Bien, j'ai vu qu'il y a des mains qui commencent à se lever dans la salle. On va donc vous donner la parole. D'abord au milieu, là, et après dans l'ordre.

Maïté Maillet : Avez-vous remarqué que dans l'exposé de Jean Thébauld d'*Amnesty* que les relations entre femmes sont ignorées par la loi ? La citation des différents codes pénaux montre que les lesbiennes sont ignorées. Faut-il s'en réjouir ? Hélas, non. Les relations entre lesbiennes sont sanctionnées, mais d'une autre manière, pas forcément par un texte de loi qui dit le motif d'homosexualité. Je reviens un peu en arrière dans l'histoire. Il suffit de se souvenir du régime nazi qui a imposé le triangle rose aux homos, emprisonnés en tant que tels, alors que les lesbiennes étaient classées dans la catégorie des asociales et enfermées avec les prostituées. Leur homosexualité n'était pas reconnue, n'était pas prise en compte.

Les lesbiennes sont encore maintenant invisibles, et cela à double titre. D'une part parce qu'elles sont femmes et d'autre part parce qu'elles sont lesbiennes. La reconnaissance de leur identité homosexuelle est très difficile, que ce soit en France ou dans le bassin méditerranéen. Vous demandiez à l'*ILGA* et à d'autres comment obtenir des témoignages. Cela est parfois difficile pour les gays de témoigner. Mais en plus, lorsque l'on est femme, c'est extrêmement dur de porter plainte lorsque l'on a été violée, battue, violentée, lorsque l'on a subi des brimades dans sa famille ou son quartier. Pourquoi ? Et bien le représentant d'*Amal* nous l'expliquait très bien. Etre femme, c'est avoir un statut différent au sein de la société. Dans certains pays, les femmes n'ont pas d'autonomie, ni financière, ni juridique. On ne maîtrise pas le fonctionnement social de la même manière, parce que l'on ne sort pas souvent de chez soi, parce que l'on n'a pas le même niveau culturel que le frère, parce que l'on n'a pas le droit de faire des études. Ainsi, la simple maîtrise du système juridique ne serait-ce que pour s'exprimer au commissariat lorsque l'on veut porter plainte (ce qui est une course d'obstacle). Et puis, les femmes subissent une pression de la part de la famille autrement plus importante que celle que subissent les garçons.

Je voulais vous dire pour terminer qu'en France, la *Coordination Lesbienne Nationale* (dont je suis membre, comme d'*Amnesty*) apporte actuellement son soutien à une jeune femme en région parisienne. Cette personne a subi un viol collectif de la part des garçons de son quartier. Parce que lesbienne. Il lui a été dit "tu vas savoir ce que c'est, puis que tu es lesbienne. On va t'en faire voir." Cette jeune femme a eu le courage d'assumer son homosexualité et de demander notre aide. Elle a eu aussi le courage de demander l'aide de mouvements féministes, et son procès est pris en charge. Sa famille, bien sur, voulait cacher les raisons de son viol et le scandale qui aurait couvert de honte l'ensemble de la famille.

Jean THEBAULD : Merci. Octavian a quelque chose à dire sur les lesbiennes de Roumanie ?

Octavian : Oui, *Accept* a organisé depuis cette année une section spéciale pour les femmes, pas nécessairement lesbiennes. Ce groupe existe depuis avril et dispose de financements propres. Mais il est important de souligner que le principal problème des lesbiennes en Roumanie, c'est l'absence de conscience féministe au sein de la société.

Jean THEBAULD : J'ai vu qu'il y avait une question, là-devant.

Yves ROUSSEL : Oui. En fait si je prend la parole c'est pour exprimer un peu le malaise de quelques personnes ici présentes dont je me fais le porte-parole. Nous sommes à l'*Université d'Eté Euroméditerranéennes*, donc nous pouvons exprimer combien nous pouvons avoir des approches radicalement différentes de la société, combien nous pouvons échanger. Nous sommes entre nous, aussi j'espère que nous pouvons dire certaines choses. Et le malaise est qu'on a le sentiment que nous n'avons

pas la même perception de la réalité. Et je souhaiterais que nous ayons un véritable échange à ce sujet. Par exemple, je trouve très important que l'on nous rappelle qu'il y a des gens qui sont en prison pour avoir eu des relations amoureuses, ce qui me permet de faire le lien avec quelque chose dont on ne parle pas aujourd'hui. Actuellement, ailleurs qu'en Roumanie, en Europe, il y a des gens qui sont emprisonnés pour avoir eu des relations amoureuses avec des mineurs. A une époque, au cours des *Universités d'Eté* (version précédente), nous pouvions parler de ce genre de problème. Et si moi-même je n'ai pas grand-chose à en dire, j'espère que d'autres pourront en parler. Il serait intéressant de voir comment *Amnesty* se positionne à ce propos, même si je ne souhaite pas l'interroger, en particulier. Mais qu'est cette grande interrogation sur les questions de pénalisation de l'homosexualité qui fait totalement l'impasse, ne serait-ce qu'au niveau du débat, sur la législation des rapports entre adultes et mineurs consentants. Alors que nous savons que cette question est d'actualité, que la législation évolue, qu'il y a quasiment des dénis de droits puisque lors de récentes affaires, les droits des gens présumés innocents ont été durement malmenés. Donc, il y a ici un vrai problème juridique.

Autre point, et là aussi je mets les pieds dans le plat, c'est une interrogation sur la question de savoir ce qui se passe au Maghreb. Je suis peut être naïf, mais ce soir il s'agit bien un débat sur la situation des personnes homosexuelles en méditerranée ? Parce que, et les témoignages (des personnes présentes à la tribune) sont là pour expliquer combien il y a une homosexualité, presque impossible au Maghreb, qui co-existe avec un univers très masculin. C'est une réalité sociale qui interpelle le vécu homosexuel masculin européen. Là aussi, c'est quelque chose qui faisait l'objet de débats à une époque, et nous avons l'impression ici, que cette réalité n'existe pas. Puisqu'elle n'est pas dite. Il me semble qu'il y a de nombreuses pratiques entre hommes au Maghreb. J'ignore comment en parler, mais cette réalité m'interpelle. Nous avons l'impression que nous sommes confinés dans une vision très anglo-saxonne, très juridique de l'homosexualité. Et que l'on ne peut pas parler d'autre chose. Y a t-il des gens qui ont des choses à dire, des choses qui sorte un peu des discours bien rodés qu'on vient d'entendre ?

Jean THEBAULD : Merci, je pense que les *Universités d'Eté Euroméditerranéennes des Homosexualités* viennent de commencer, que nous aurons probablement l'occasion, au cours de cette semaine, de parler des sujets que tu as évoqués. Je voudrais resituer le sujet de ce soir. *Amnesty International* est une association légaliste qui se base sur des textes internationaux, des traités. C'est dans ce cadre qu'*Amnesty* intervient. Je ne suis pas autorisé, et je n'en suis pas capable de toute façon, de mener un débat sur les rapports homosexuels entre adultes et mineurs consentants. Je ne sais pas si quelqu'un veut dire quelque chose de plus précis là-dessus. Philippe, pour *Amnesty* ?

Philippe : Dans ce siècle de droits humains, il convient de mieux s'organiser. Je travaille au sein d'une association internationale, comme *Amnesty*. Et je me demande combien de fois nous avons interpellé les instances officielles pour leur transmettre des informations à propos de cas de discriminations. Il faut s'organiser, travailler avec l'Internet, utiliser les médias. Par ailleurs, il faut être encore plus visible. Combien de fois nous avons pensé à soumettre à nos députés des cas précis. C'est très récemment qu'ils ont, à *Amnesty*, découvert cette dimension. Il faut que l'on s'organise beaucoup mieux, entre nous. Bien sur, l'Europe méditerranéenne n'est pas une instance internationale, mais une réalité géographique. Et il y a bien d'autres instances où nous pouvons, nous devons prendre la parole. Mais nous devons mieux nous organiser. Il me semble que pour faire une analyse à peu près juste de l'homosexualité dans un ou plusieurs pays, nous sommes obligés d'avoir plusieurs niveaux d'analyse. Et ce qui me semble être en cause, c'est justement qu'on ne peut pas partir de la législation, surtout dans les pays du sud. Considérer que le droit et le fait sont à peu près la même chose est une vision très occidentale des choses. Hors, dans une grande partie des pays du monde, le droit et le fait ne sont pas la même chose, dans tous les sens d'ailleurs. C'est peut être mieux, peut être pire, peu importe. Mais le droit tel qu'il est énoncé, est l'idée que, hérité des droits de l'homme, il va s'appliquer à toutes les catégories de la population. Alors que cela n'est

pas totalement le cas, dans aucun pays au monde. Car en réalité, il y a d'autres contradictions sociales qui peuvent jouer et annihiler aussi un privilège ou une interdiction. Cela peut être la situation sociale, le fait d'avoir de l'argent, d'appartenir à tel groupe, à telle institution Nous sommes bien obligés d'en tenir compte. D'autre part, ce qui était particulièrement gênant, c'est que le titre général de ce forum était "témoignages méditerranéens". Or, et ceci me semble caractéristique, c'est précisément le fait de la possible existence de fait, une réalité de vie homosexuelle, qui ne correspond pas tout à fait à du dire, à une certaine visibilité. Cet aspect des choses fut un peu évoqué au cours du témoignage sur la Grèce antique. Et si l'on ne prend pas en compte cette réalité, on ne comprend rien. Je crois à la situation réelle. Et précisément, l'évolution en France des dernières années est en train de nous faire passer d'un modèle qui était encore largement méditerranéen, latin (celui du non-dit), du tabou, à une situation correspondant davantage à celle des pays d'Europe du Nord. C'est à dire à la fois une plus grande intégration, une meilleure reconnaissance de l'homosexualité. Mais aussi maintenant, et c'est nouveau, à un discours homophobe militant. On n'en n'avait jamais vu. D'une certaine façon, il n'y en avait pas besoin. Et c'est là qu'il y a une vraie différence. Est-elle méditerranéenne, est-elle Nord/Sud ?

X : Je suis membre d'*Amnesty* et toujours extrêmement impressionné par les gays et les lesbiennes originaires de pays où ils subissent des persécutions et qui viennent témoigner, et qui de ce fait amènent une force, une certaine fraîcheur. Je dis d'abord un grand bravo à toutes ces personnes présentes sur l'estrade, et qui mènent un travail pas forcément facile, pas forcément évident. A travers leurs témoignages, ils nous permettent de voir une réalité que nous avons quelque fois tendance à oublier, parce que nous vivons ici en France, dans un certain confort.

Donc j'aurai deux questions à poser. Premièrement, le code pénal. On a parlé de lois qui pénalisent l'homosexualité, il existe aussi des lois qui pénalisent l'incitation à la débauche ou la promotion de quelque chose d'interdit. Donc j'aurais voulu savoir auprès des personnes qui travaillent sur la prévention HIV, si en faisant de la prévention dans le milieu gay, ce n'est pas compris par les gouvernements comme faire la promotion de l'homosexualité. Ensuite, je crois qu'un rapport est sorti sur la Roumanie, rapport diffusé par l'association ACAS (association roumaine qui était venue à *Solidays* à Paris). Ce rapport relate le fait que l'on y accuse les homosexuels d'avoir introduit l'épidémie HIV. C'est une politique, une opinion déjà entendue au Zimbabwe par le président Robert Mugabe. Avec cet exemple, nous sortons du cadre méditerranéen. Ce discours particulièrement homophobe accuse les homosexuels d'être responsable du sida. Alors, justement, la question est de savoir si nous retrouvons ce genre de discours dans les pays méditerranéens, particulièrement ceux du Maghreb, ainsi que la Libye, la Syrie ou le Liban ?

Jean THEBAULD : Habib, tu peux dire quelque chose ?

Habib : Le projet de prévention de proximité que nous menons fait parti du programme national de lutte contre le sida, avec l'accord du gouvernement. Quant au sujet de savoir si les homosexuels sont accusés d'être responsables de l'épidémie du sida, la réponse est négative. Bien sur, ceci ne nous aide pas à faire correctement et tranquillement notre travail de prévention. Les autorités savent ce que nous faisons, bien que nous n'ayons aucune autorisation officielle. En tant que pays musulman, surtout musulman, à la lumière de plusieurs réunions que nous avons eut avec les autorités, nous pouvons travailler assez librement. Mais les autorités nous disent "vous pouvez travailler, on ferme les yeux. Et si vos enquêteurs sont en prison, nous pouvons intervenir, les relâcher sans qu'il y ait de traces ou de dossier". Le problème est qu'il y a souvent des fêtes au cours desquelles des visiteurs extérieurs à la ville, à la région viennent. Et dans ce cas, il y a des rafles, et durant les jours qui suivent, personne ne sait si nos enquêteurs ont été embarqués. C'est notre principal problème. J'espère avoir répondu à la question.

Jean THEBAULD : Octavian sur la question concernant la Roumanie ?

Octavian : Mercredi il y aura une discussion, animée par *Aides* sur le sida. Et nous parlerons de la situation des personnes atteintes ou risquant de l'être, dans différents pays.

X : Pat Relin a parlé de l'article de Hélène Hazera paru dans le magazine *Têtu* (N° 35) du mois dernier qui parlait des transsexuels algériens souvent toxicomanes, séropositives, sans papiers. J'ai eu l'occasion de rencontrer Hélène, et ses témoignages font froid dans le dos. Tout à l'heure la personne d'*Amnesty* demandait si l'on avait connaissance de procès ou de gens qui sont en prison. Là, ce sont des choses qui se passent en privé, ce sont des gens déjà mort. Hélène Hazera connaît par exemple un couple dont l'un des deux, un transsexuel, est décédé du sida. Son compagnon a souhaité pouvoir accéder au cercueil avant qu'il ne soit rapatrié en Algérie, afin de lui couper les cheveux et de lui retirer ses implants mammaires. Ce qu'il n'a pas pu faire. Et lorsque le cercueil est arrivé en Algérie, il fut jeté à la mer.

J'ai assisté, en soutenant les sans papiers, à Lille et à Paris à des procès notamment avec le troisième collectif (qui regroupe des sans papiers asiatiques), et dans la salle des pas perdu du tribunal il y avait dans un coin, trois travestis maghrébins avec des bleus sur la figure. Avec deux amis, je me suis approché pour leur demander ce qu'ils faisaient là. Ils venaient pour des problèmes de papiers. Il y avait tout un groupe de journalistes, notamment la correspondante du *Monde* à Pékin, des gens de *Libération*. Bref un monde fou pour soutenir les sans-papiers du troisième collectif. Et lorsqu'on est revenu vers ces gens et qu'on leur a dit "vous avez vous vu là, les trois prostitués qui sont là, les bleus qu'ils ont sur la figure, ils se les ont pris dans un commissariat. On pourrait faire quelque chose ?", la correspondante du *Monde* nous a répondu que l'on ne pas s'occuper de tout le monde. Ceci me fait penser à Lille, et j'en profite, je sais qu'il y a encore ici, dans la salle, des représentants de l'*Interpride*. Je sais que le problème s'est posé dans pas mal de *Lesbiennes & Gays Prides* cette année en France, celui d'associations militantes qui ont eu un peu assez de défiler à côté d'établissements commerciaux. C'est très bien qu'il en existe, mais quand à Lille *Les Flamands Roses* (groupe militant homosexuel mixte) et *Les dégénérée* (groupe de lesbiennes radicales) ont souhaité porter une parole politique au sein de la *Gay Pride*, se fut complètement refusé. C'est pourquoi ils se sont retirés du comité d'organisation de la *LGP*. Et la présence des sans-papiers au moment de la marche est passée à l'as. Il a fallu qu'ils s'intègrent de façon foireuse en queue du défilé. Je trouve cela très dommage.

Fabienne LARRIVIERE : Je suis présidente de l'*Interpride* et je pourrais te répondre. Mais ce n'est pas le lieu. C'est hors sujet. Le sujet, ce soir, n'est pas les *LGP*. Mais il n'y a pas de problème si tu veux qu'on parle des relations associations/établissements commerciaux. Mais je pense que ce n'est pas le moment.

Daniel LECOR : Je voulais rebondir un peu sur ce qu'avait dit le représentant d'*Amal*. On parle souvent des problèmes des gens qui n'ont pas de papiers. Pouvons-nous ici, à l'Université d'été avoir un minimum de réflexion et peut être avoir une prise de position sur le problème de la régularisation des sans-papiers, et ensuite peut être sur la façon d'aborder l'immigration en France ? Aujourd'hui il est quasi impossible pour un immigré d'obtenir des papiers lors de son arrivée. Les algériens ici présents peuvent en témoigner. Je pense que nous pouvons avoir une position, un avis sur cette question. Je me souviens qu'avant les dernières législatives beaucoup de monde descendirent dans la rue, notamment les partis politiques aujourd'hui au pouvoir, pour lutter contre les lois Pasqua et Debré. Ce qui était très bien. Bizarrement nous sommes maintenant beaucoup moins nombreux dans la rue quand il s'agit d'y être. Il ne faut pas oublier que nous sommes d'anciens parias, rejetés par la société. C'est une réflexion que nous devons avoir, une position que nous devons prendre.

Donald SUZZONI : Membre des *Gays et lesbiennes Branchées*. J'ai entendu avec plaisir ces interventions parce qu'on ne sait jamais rien. Avec une certaine douleur parce que l'on a entendu n'est vraiment pas drôle. Nous, vieux militants, ça nous rappelle une époque gaullienne où en France le droit ne permettait pas de créer des associations ouvertement homosexuelles. C'est une réalité que nous avons connue. Il y a trente ans, cela existait, en France. Et quand nous voyons des gens dans cette situation, on se dit que ce n'est pas acceptable et je pense que tout le monde a envie de les aider. Et aujourd'hui la question que je me pose, c'est comment pouvons nous les aider ? On ne peut pas les aider s'ils ne nous disent pas eux-mêmes ce dont ils ont besoin. Nous n'avons pas à leur parachuter ce que nous pensons être bons ou mauvais. Il faudrait que quelque part, à cette *UEEH* ou à d'autres occasions, nous ayons une demande assez précise de leur part. Et je crois effectivement que beaucoup de gays, de lesbiennes sont disposés, même individuellement, à les aider.

En ce qui concerne l'intervenant grec qui a parlé d'Internet, je voulais dire que l'*AFQRD* est a priori un service, un regroupement associatif, complètement francophone, qui à l'intention de tendre la main à tous ceux qui ont envie de faire quelque chose. Et comme aujourd'hui nous avons en France un cadre juridique qui nous permet quand même de faire un certain nombre de choses, nous sommes prêts à aider les étrangers confrontés à des difficultés dans leur propre pays, pour avoir accès à l'Internet. Je ne me fais pas d'illusions. Dans beaucoup de ces pays, cet accès est très coûteux et donc l'usage de l'Internet ne sera pas finalement pour les ressortissants. Il s'agira plutôt d'avoir une fenêtre sur le monde et d'être connu ailleurs. Ce qui est déjà utile. Donc, il y a des internautes français, associatifs qui sont tout à fait prêts à aider, par l'hébergement de site ou autre. Et si à la suite de l'*UEEH*, vous voulez le faire, s'il existe des gens qui souhaitent prendre contact, c'est très volontiers. Au cyber café.

Il y a un autre point sur lequel je voulais intervenir. C'est un problème de droit. Je ne peux pas passer sous silence l'intervention, non pas maladroitement mais hésitante d'Yves Roussel qui a montré que ce n'est pas parce qu'on a une légitimité, depuis maintenant quelques années, qu'il n'y a pas de marge d'action, qu'il y a une "bonne conscience" de la communauté gay. Puisque ce soir nous nous interrogeons sur l'état du droit qui peut conduire certains en prison pour des questions de désirs amoureux. Effectivement, je ne crois pas que l'on puisse passer sous silence le problème du désir amoureux des mineurs. Il existe. Même si la majorité aujourd'hui en France est à 18 ans, moi je l'ai connue à 21 ans, avant que Giscard s'en occupe. Ce n'était pas très drôle. Et puis 18 ou 21, ça se discute. Alors, effectivement ce n'est pas un débat qui concerne tout à fait *Amnesty*, mais je suis d'accord avec Yves, c'est un débat qui a concerné et qui concerne encore l'*UEEH*. D'autant plus que l'*UEH* est devenue l'*UEEH Euroméditerranéenne*. Et puisque nous voulons peser sur le côté latin des choses, des mœurs et du droit, je ne crois pas que nous pourrions faire l'impasse sur ce sujet. Nous ne l'attendons pas d'une première *UEEH* qu'il faut déjà féliciter d'avoir réussi à être là, mais peut être qu'il faudra l'envisager. On ne pourra pas, lors des prochaines *UEEH*, passer sous silence le rôle social de l'homosexualité dans l'antiquité. Nous avons redécouvert à l'occasion des débats sur le PACS qu'ont tenu aujourd'hui Yves et Gérard, que les homosexuels étaient structurants d'une société lorsqu'ils proposaient le PACS. Ce n'était pas seulement un problème de droit individuel. Dans le passé, l'homosexualité était structurante d'une société, notamment dans les sociétés antiques. Nous ne pourrions pas faire l'économie de cette information, de ce débat dans les *UEEH*. Et cela concernera aussi les relations avec les mineurs, et peut être les problèmes que représentaient les liens initiatiques de la pédérastie grecque. Voilà. Merci.

Jean THEBAULD : Bien, il est temps de se séparer. Je crois que ce forum a permis de commencer à poser des jalons pour pas mal de débats qui se tiendront au cours de la semaine qui arrive. Je remercie beaucoup les différents participants présents sur l'estrade, et je pense que nous aurons l'occasion de nous retrouver pendant toute cette semaine.

Jacques FORTIN : Communauté/Communautarisme/Universalisme et intégration républicaine, tel est le débat que nous vous proposons ce soir. Nous allons faire une courte introduction, aussi bien Geneviève que moi-même, puis grâce au micro baladeur nous allons donner la parole à la salle. Pour commencer, je dirai que dans ce débat, autour de la question de communauté homosexuelle, il y a deux débats.

Je pointerai simplement deux éléments qui m'ont paru importants à noter.

- Le premier, c'est que la communauté c'est un peu quelque chose dont nous parlons à tort et à travers. C'est à la fois une réalité et une sorte de mythe. C'est aussi un peu une anarque. C'est un peu tout ça. Néanmoins pour nous, c'est un vrai attachement. C'est une façon, si on le désire, d'échapper à hétéro-land. Mais c'est aussi un lieu qui pour nous est indispensable, surtout pour ceux qui le ressentent mieux, c'est à dire ceux qui vivaient il y a 20, 30 ou 40 ans une clandestinité absolue. Mais que signifie le terme communauté. Ne faudrait-il pas mettre un s aussi ?
- Le deuxième débat, porte sur les notions d'universalisme et d'intégration républicaine. Toutes les minorités ou tous les opprimés ont en général assez vite une certaine méfiance à l'égard de la notion d'universalisme et celle d'intégration républicaine. Pourquoi ? Parce que si la loi est, sur le papier, égale pour tous, tous (toutes) ne sont pas égaux (égales) entre eux (elles). Quand on n'est pas égal, la loi a beau être égale pour tous, il y a problème. L'exemple traditionnel que l'on donnait dans le mouvement ouvrier, c'était le droit de vote de celui qui possède TF1 est-il égal à celui qui ne possède qu'une bicyclette et qui a encore un crédit sur cette bicyclette ?

Je voulais pointer ces deux débats, et passer la parole à Geneviève. Ensuite, c'est à vous.

Geneviève PASTRE : Je dois dire en préambule qu'en tant que lesbienne, j'ai pris un plaisir extrême au jeu de notre cher Christophe/Madame H. On peut retourner son intervention dans tous les sens, tout est dedans il me semble. Il y a un tel message que je suis presque désolée de prendre un ton sérieux pour dire presque les mêmes choses sur la communauté. Ceci dit, j'avais relevé quelques points pouvant être des axes de réflexion sur la notion de communauté homosexuelle, sur ce que c'est une communauté. La dénomination (utilisé dans l'usage commun). Ca pourrait être une famille, un réseau. C'est un fait d'expérience, le sentiment d'être reconnu, un sentiment d'appartenance. C'est un soutien émotionnel, culturel et des services. Mais c'est aussi, en contre partie, si j'ose dire, un contrôle social et un rôle normatif.

Ensuite, la base sur laquelle se forme une communauté. On nous reproche, parfois, que ce soit la sexualité. Est-ce que la sexualité suffit ? Je dirais que la sexualité en soit, est déjà une culture. Ainsi donc, il me semble que sensibilité, culture, sexualité, sont à la base de la communauté homosexuelle. Et puis il y a un autre aspect, celui d'avoir été longtemps rejeté. En ce qui nous concerne, il y a, sur tous les plans comme une absence sociale, sans compter une certaine hostilité. Nous sommes bien placés pour le savoir. Ainsi, il y a une espèce de force centripète qui fait que nous avons envie d'aller vers une communauté. C'est une sorte d'éloge de la communauté.

Alors, qu'elle est la forme de la communauté ?

Il me semble avoir entendu le terme d'imposture. Encore une fois, je défends la communauté. Ce n'est pas une structure organisée, une organisation, une association. Ce n'est même pas une fédération d'associations. La communauté, ce n'est pas non plus un parti politique. La communauté, en fait, c'est une sociabilité informelle. Elle est à la fois collective, interpersonnelle et volontaire. Enfin, elle ne cherche pas trop à être coercitive. Il y a une tendance au conformisme. Dieu sait ce que l'on a pu dire sur les clones, sur le costume lesbien très stricte, très austère (que j'ai vu assez souvent). Il y a donc un conformisme certainement à déplorer, mais qui inversement nous aide à nous constituer. La constitution du moi se faisant à travers l'autre. Et l'autre n'est pas forcément pour un homme ou pour une femme, ou bien l'hétéro par rapport aux homos. L'autre c'est aussi le premier homosexuel, le premier gay, la première lesbienne que l'on rencontre. La communauté, c'est aussi une force sociale vraiment importante qui d'ailleurs fait peur, et qui peut aussi être sujet à l'intérieur à des manipulations, du fait qu'il y a forcément des effets, des questions et des enjeux de pouvoir. Parce que nous sommes des êtres multidimensionnels, parce qu'il y a forcément chevauchement ou conflits d'intérêts ou d'idéaux. Parce qu'ainsi il existe à l'intérieur du groupe des pressions et des tensions. Mais toutes ces tensions sont le signe de quelque chose de vivant, de quelque chose qui bouge. Et le rôle de leader, le cas échéant, c'est d'être une force d'entraînement qui oblige les autres à se positionner, par rapport aux autres, par rapport à la communauté. Et nous aurions peut-être tendance à être une masse anthropique. Vous savez, les caricatures qu'on fait du quartier du Marais comme si c'était le lieu où les gays se retrouveraient, se regrouperaient en tournant le dos à l'extérieur, à la société. Tout ça sont des stupidités puisqu'il y a mille autres manières de vivre son homosexualité.

Perspectives et propositions autour de la communauté

Il s'agit surtout de développer notre connaissance intra-culturelle, en particulier au niveau gay et lesbien. Je pense qu'il faut un brassage, et de ce côté je pense être assez proche des queers. Sans être trans-genre, il faut vraiment qu'il y ait un mélange à ce niveau là. C'est quelque chose qui me semble important. Il faut décoller d'une problématique douloureuse et bloquée. Intra-culturelle et inter-culturelle aussi, c'est à dire avec les autres, se remettre soi-même en question, sans être septique. Il faut aussi bien se rendre compte que nous ne pouvons pas être intégrés aux hétérosexuels. C'est impossible qu'ils soient intégrés à nous. L'enjeu et le bénéfice de la rencontre (c'est un grand sociologue qui a dit ça) est elle-même. Je trouve ça très bien, l'altérité (c'est à dire changer), et le bénéfice de la rencontre avec les hétérosexuels doit laisser subsister l'étranger tel qu'il est. Il faut oser nos différences. Il faut oser en voir le bénéfice, l'avantage. Il faut partir d'une philosophie du sexe, et élargir cet aspect. Justement on vous en parlera demain. C'est même ma philosophie, mais pas seulement la mienne. Didier Eribon développe quelque chose d'un petit peu analogue. Il faut une philosophie des sexualités pour en finir une bonne fois pour toute avec l'idée de l'homosexualité comme étant frontale face à l'hétérosexualité. Cette opposition homosexualité/hétérosexualité, ça va devenir une vieille querelle, au début du 21^{ème} siècle. Il y a des sexualités diverses et multiples, quelles qu'elles soient, reproductives ou non. Il faut partir de là.

Je pense que l'opposition entre communautarisme et citoyenneté peut être dépassée d'une certaine manière, en utilisant tous les droits que peuvent avoir les citoyens. Cela a été mon choix, après vingt ans d'expérimentation du militantisme sous toutes ses formes. En tant que citoyen, nous avons le droit d'être des acteurs politiques à part entière. Nous avons également le droit d'être une force, des forces de propositions, c'est à dire d'exister au même niveau que les autres partis politiques (bien entendu de gauche). Mais d'exister avec les autres. Ceci dit, la parole est à vous.

Louis Georges TIN : Je suis très content pour ma part que l'on ait posé cette question de communautarisme et universalisme. Cette question me paraît essentielle parce que c'est une fausse question et un vrai traquenard pour les homosexuels. C'est à dire qu'évidemment on a construit cette dichotomie qui, bien sur, ne fait pas du tout notre affaire. Si on prend la question du mariage par exemple, les homosexuels se disent "nous sommes des citoyens comme les autres, nous demandons par conséquent l'égalité et le mariage". Vous leur dites "oh non, vous oubliez que vous êtes différents". Donc, on va demander un mariage spécifique pour les gays et les lesbiennes. Vous leur dites "vous êtes universaliste". Vous voyez dans ce double débat, dans cette double contrainte, finalement lorsqu'ils veulent être universalistes on les renvoie à leur différence et quand ils disent nous sommes différents, on leur dit d'être universalistes. On n'en sort jamais. C'est vraiment un traquenard.

Quand on me demande si je suis universaliste ou communautariste, je réponds ni l'un ni l'autre ou les deux à la fois. Mais c'est justement à partir de cette articulation là, communautarisme/universalisme que j'ai été heureux de la proposition de Geneviève Pastre qui propose un parti (*Les Mauves*) constitué au départ de gays et de lesbiennes, mais qui en même temps a une vocation plurielle. Je n'aime pas le mot universel, parce qu'on retombe dans une problématique un petit peu piégée, disons une problématique plurielle, dans la mesure où il concerne tous ceux et celles qui sont intéressés et qui croient que ces questions de genre ne sont pas des questions de détails. C'est à dire que la sexualité n'est ni un détail ni la totalité de l'individu. Et voilà ce qui me semble être une approche importante pour repenser une philosophie de l'être humain et un projet de société. C'est le cas, dans le parti des *Mauves*.

Ce qui se passe, c'est qu'effectivement les associations homosexuelles ont eu, depuis de longues années, un engagement politique de plus en plus important. C'est un fait notoire. Cela dit, elles se sont jusqu'à présent cantonnées dans une action de type lobbying qui a des résultats, ce qui est très bien. Mais je pense qu'il est temps que les homosexuels puissent devenir les propres sujets de leur action politique. C'est à dire que l'on en finisse avec l'aliénation, que l'on ne soit pas obligé de confier nos causes et nos revendications uniquement à d'autres partis qui les portent. Ne proposons pas une démarche exclusive mais alternative dans la mesure où ces revendications sont légitimes. Il n'y a pas de raisons qu'elles soient aliénées et confiées à d'autres plus ou moins bienveillants. Pourquoi ne seraient-elles pas directement incarnées par les homosexuels ? Et donc, pour répondre à une question souvent posée et qui interroge : pourquoi *Mauve* ? Madame H ne me contredira pas, quand on est une bonne mère de famille, on choisit du bleu pour les garçons et du rose pour les filles. Et le mélange de ces deux couleurs donne du mauve. Merci.

Pascale BERTHAULT : Quelqu'un demandait quel était le débat. Je n'ai pas vraiment compris. Je crois qu'il y a débat sur communautarisme/universalisme, mais je ne sais pas de quoi il retourne. Je voulais juste aborder une question qui me paraît être tout à fait dans l'air du temps, celle de la mixité. C'est un débat que nous avons eu à *Equivox*. C'était aussi une contribution que l'on voulait proposer au cours de cette *Université d'Été*. Je voudrais en dire deux mots. Je crois qu'il y a une nouveauté, quelque chose qui a changé ces dernières années au sein du mouvement gay et lesbien. C'est qu'il existe dorénavant des associations mixtes. Et qu'elles fonctionnent, y compris politiquement.

Equivox, association culturelle est une chorale, à tous niveaux (instances) paritaires. Avec alternance à la présidence homme/femme. Les membres sont presque tous homosexuels, mais pas seulement, et à l'occasion de leur participation à cette chorale, trouvent un échange qui est d'une autre nature de ce dont on a l'habitude dans les relations sociales du travail ou celle d'avoir des relations amicales. Je crois que c'est quelque chose qui a changé depuis, ce que l'on pourrait appeler, les origines du mouvement gay dans les années 70, 80. Je pense que c'est intéressant d'en prendre acte et de voir ce que ça peut donner. J'ai un certain nombre d'hypothèses sur ce que ça peut donner, mais ce ne sont que des hypothèses.

Pierre GANDONNIERE : La question de l'opposition entre communautarisme et universalisme, posée de cette manière, est difficile à résoudre. Pourtant, c'est justement de cette façon qu'elle est généralement posée. Je ne crois pas que ce soit un faux débat. Mais je crois que cette question posée ainsi, cela risque de nous entraîner dans une impasse.

Y a-t-il ou non une communauté ? Question posée depuis quelque temps. Aujourd'hui je crois que cette question ne se pose plus. Car dès l'instant où nous parlons d'une communauté, c'est qu'elle existe. Reste à savoir ce que c'est. Et je crois que c'est bien sur la question de la nature de cette communauté que se focalise le débat. Il peut s'agir dans un cas, d'une communauté fermée sur elle-même, dans laquelle les gens vivent entre eux, ne fréquentent que des gens comme eux, y compris dans le cadre de relations sociales, commerciales ou autres. C'est ainsi ce que l'on nomme un ghetto. Ghetto où l'on peut très bien vivre, entre soi, en oubliant complètement le monde extérieur. Même si le monde extérieur ne manquera pas à terme de se rappeler à vous, quand il s'agit de voter le PACS. Et on s'aperçoit tout d'un coup qu'il y a des gens qui sont très hostiles, alors que l'on avait presque fini par les oublier.

Le Marais est-il un ghetto ? On peut dire que non, pas du tout, que c'est ainsi que cela fonctionne. Et pourtant lorsque l'on regarde fonctionner les associations, je ne parle pas seulement des associations gays, mais de celles portant sur tous les sujets, elles ont une fâcheuse tendance à vivre repliées sur elles-mêmes. Le danger d'une communauté fermée sur elle-même, c'est un danger réel. Mais il y a une autre possibilité, et pour vous dire que cette question est en soi un faux débat, je prendrais un exemple. Aujourd'hui, dans l'actualité française, il y a une controverse à propos des langues régionales. Il paraît que la France serait menacée si les bretons parlaient breton et les catalans parlaient catalan. C'est une conception typiquement française d'un danger menaçant l'Etat. Et c'est bien un problème d'une communauté. Quand on pose la question aux bretons, ils répondent pourquoi seraient-ils moins français en parlant breton qu'un parisien. Pour le breton, la question ne se pose pas en ces termes, mais plutôt du point de vue de la multi-appartenance à différentes communautés. Il est à la fois breton, français, et aussi, par exemple universitaire, européen, et tout ce que l'on voudra d'autre.

La question qui est posée c'est de savoir s'il sera question d'une communauté dans laquelle tous les centres d'intérêts vont être tournés autour de la problématique gay et lesbienne, ou bien d'un communautarisme pris dans ce qui est en train de se faire de plus en plus, à savoir des communautés ouvertes, multiples, où nous avons à la fois plusieurs appartenances, des communautés diverses. Ce qui se passe à travers Internet où des gens peuvent avoir des communautés, où ils se retrouvent, sans jamais s'être vu. Et pourtant il y a effectivement un fonctionnement de gens qui sont entre eux et qui s'établit. Je crois qu'on est en train de faire là, aujourd'hui, sur cette semaine, c'est plutôt d'aller vers la deuxième direction, celle d'une communauté ouverte sur l'extérieur et non pas fermée sur elle-même.

Jacques GARRY : Tout d'abord, je dois dire que je regrette vraiment une chose, c'est la forme du débat. Je trouve un peu léger de faire un débat sous cette forme concernant un tel sujet. Ou bien, on considère que le débat sur la communauté, le communautarisme est quelque chose de très secondaire en quel cas Voilà, ça c'est une expression. Vraiment..... Bon, je m'arrête parce que je ne veux pas vous priver du spectacle. Je reprendrais après. Voilà.

Kaliskonova INFORMA : Bonsoir. J'ai des choses à dire. Mais d'abord je voudrais vous présenter mes copains. A ma droite Luxuria Prolétaria, et à ma gauche Madame la Comtesse Gilette de Politoxica. On s'impose ici pour parler de la violence des garçons. La violence peut être utile, même pour moi, et peut-être aussi un moyen politique, un moyen de défense. Contre un ennemi, potentiel ou non. Lorsqu'on m'agresse. Mon agresseur sera toujours mon ennemi, puisque je serais toujours la victime.

Luxuria PROLETARIA : Oui, bonsoir. Je voulais également parler de violence. Hier soir dans les Calanques, il y a eu un petit événement dont nous parlerons peut être tout à l'heure, sans doute. Un petit incident violent. Jusqu'à hier, je me sentais, a priori dans un espace privilégié avec les pédés, les lesbiennes. En sécurité. Et ce petit événement, même si je n'ai pas été agressé, me rappelle à la dure réalité du quotidien, comment dire, hétéroriste. On parle de violence des mecs, parce que la violence est essentiellement masculine. Qu'elle soit verbale, physique, sexuelle. Le viol étant l'une des premières violences. Enfin bref, ceci rappelle tout simplement qu'être pédé ne garanti absolument d'être un mec mieux que les autres.

Gillette de POLITOXICA : Moi aussi je me sentais en sécurité jusqu'à hier soir. Et depuis cet accident, je sais qu'il n'y a pas, ici, que des amis. En tous cas, il y a un ennemi, peut être déjà parti. Mais je profite de cette occasion pour demander à tous les mecs violents de se tirer de cette *Université* Je vous remercie.

Jacques FORTIN : Laissez-les s'expliquer. Si une ou deux personnes qui désirent par la suite intervenir, elles viendront. Mais il ne faut pas polariser la soirée sur ce débat. Ce débat, nous le connaissons depuis 24 heures, et nous ne savions pas comment le prendre. Il a été pris spontanément. Il faut écouter les personnes et puis passer à autre chose. Il y aurait eu hier soir, aux Calanques, alors qu'un certain nombre de personnes se trouvaient bien ensemble et passablement mélangées, quelqu'un a très mal pris le mélange parce qu'il avait une relation affective avec quelqu'un. Nous connaissons la douleur, cela existe, de se trouver face à cette situation. Cette personne a pété les plombs. Ce qui est inadmissible.

Kaliskonova INFORMAMA : Et justement ce que je voulais dire, c'est que face aux violences, je ne choisis pas la loi du silence. Et comme je pense aussi que parmi nous, lesbiennes, pédés, trans, tarlouzes de tous poils, nous sommes certainement beaucoup ici à avoir été, à l'extérieur, victime de violence. Et donc en solidarité avec toutes les victimes de violence, et pour faire du bruit, je demande des applaudissements.

Jacques GARRY : Bon, je reprends la parole. Mais comme je suis au milieu d'un débat qui n'est pas celui initialement prévu, et compte tenu de la forme qu'il a pris, bref, je ne me sens pas très bien là-dedans. Je vous le dis tout de suite, et donc je n'ai rien à dire.

Irène : Bonsoir. Je suis Belge, ça change un peu. Je vais peut être prendre une position opposée à ce qui a été dit jusqu'à maintenant. Ça va peut être aider à relancer le débat. Je voudrais parler de ce que je pense de la communauté, et du problème de la mixité.

En ce qui concerne la communauté, je dois dire que je suis particulièrement allergique à ce mot, mais je crois que cela fait partie de mon histoire personnelle. Je suis née et j'ai été élevée dans une communauté juive. Et je sais à quel point, quand on naît dans une communauté, combien il est difficile d'en sortir. Et quand on en sort, on est considéré comme un traître. Si j'ai quitté, difficilement, une communauté ce n'est pas pour rentrer dans une autre. C'est pour cette raison que je n'aime pas le mot communauté. Je ne parle même pas du communautarisme, parce que dès que l'on met "arisme" quelque part, cela devient négatif. Cela veut-il dire que je pense qu'il n'y a rien de commun entre les homosexuels ? Non, mais au terme de "communauté" je préfère celui de "mouvement". Pour moi, une communauté c'est quelque chose à quoi on appartient, et il faut le faire exprès pour en sortir. Un mouvement, c'est l'inverse. On n'y appartient pas, il faut faire l'effort d'y rentrer. En plus, un mouvement c'est un projet. Et donc, je suis d'autant plus allergique au mot "communauté". Il n'y a certainement pas de communauté gay et lesbienne au sens strict du terme.

On a entendu, aujourd'hui, et pas seulement aujourd'hui, les tensions qu'il peut y avoir entre les gays et les lesbiennes. Il y a des problèmes de sensibilité, mais aussi d'autres questions. Si on se définit en tant que communauté par rapport à la sexualité, désolée mais il me semble qu'un gay à une sexualité plus proche d'un hétéro que d'une lesbienne. Tout comme une lesbienne à une sexualité plus proche d'une femme hétérosexuelle. Je ne crois pas que la sexualité puisse à elle seule définir une communauté, et je pense que c'est aussi vrai au niveau culture. Il y a toute la mythologie gay sur les femmes fatales, en gros sur les princesses. Je caricature pour être brève. En tant que lesbienne, nous ne partageons pas les mêmes mythes. Et d'ailleurs, nous n'avons pas de mythes masculins. Je crois que ce serait intéressant d'analyser cette différence, et j'aimerais bien que l'année prochaine nous puissions avoir un séminaire, un forum pour se rencontrer. Parce que je suis tout à fait pour la mixité, et je pense que nous avons des revendications communes. Je crois que nous devrions avoir un mouvement commun, mais pas de communauté commune.

Gilles : Je voulais demander en quoi les termes "communauté", "communautarisme", "universalisme", peuvent nous (les gays et les lesbiennes) servir pour agir. Ceux qui sont venu cette après-midi au forum consacré aux homosexuels sans-papiers ont vu un cas qui leur a été présenté. Celui de Youri Maroussitch, ukrainien, venu en France en 1990. Il a déclaré être homosexuel et persécuté. Il lui a été répondu que le droit d'asile s'applique pour les personnes persécutées en raison de leur opinion mais pas de leur sexualité (propos quelque peu différentialiste). Il a donc, de fait, été mis dans une communauté. Ensuite, il s'installe en couple avec un français et demande, à ce titre, un droit de séjour. La loi lui dit qu'en tant qu'homosexuel, son couple n'est pas normal, ce qui ne lui donne pas accès à un droit de séjour. Là encore il est mis dans une communauté, par discrimination.

Maintenant, pouvons-nous utiliser cette communauté d'une façon positive ? Oui, sous sa forme positive, c'est à dire la solidarité. Et comment la situation de la communauté peut avancer ? Grâce à la solidarité du milieu homosexuel. En revanche, quand on articule le discours pour expliquer pourquoi Youri est victime d'une double discrimination, à ce moment là, on utilise un discours universaliste puisque nous disons qu'étant comme les autres, il doit avoir les mêmes droits que les autres. Il ne peut y avoir de droits différentiels. Donc ce qu'on voit c'est que le communautarisme et l'universalisme sont deux armes à utiliser. Ce sont deux liens, avec lesquels nous pouvons agir. Il ne faut pas nécessairement les opposer.

Et puisque j'ai le micro, j'en profite pour faire une très courte annonce. Le cas de Youri est extrêmement important parce que le Conseil d'Etat va avoir à donner un avis sur cette situation. C'est la première fois que le Conseil d'Etat est saisi, et vu l'importance du cas, nous avons constitué un comité de soutien, et lancé un appel que je vous invite tous à signer. Pour ce faire, avant la fin du présent débat, je vais laisser ici le texte de cet appel ainsi que les bons à signer. Je vous encourage très fortement à les photocopier puis à les diffuser autour de vous. Merci.

Jean-Michel DARIOSSECQ : Si nous étions aux Etats-Unis, ce genre de débat ne se poserait pas parce que là-bas tout le monde a l'habitude des communautés, de l'idée de communauté. On est même, il me semble, obligé de se situer par rapport à sa communauté. Elle peut être d'adoption, raciale, religieuse.... Cela n'a rien d'étonnant que les homosexuels aient créé une communauté avec leur propre drapeau. Ceci signifie bien quelque chose. J'ignore si c'est ce qu'on appelle le communautarisme, en tout cas cela inquiète parce qu'on a peur de diviser la société dans des sous-groupes. En France nous avons une tradition républicaine de la nation une et indivisible. L'histoire des langues régionales en est l'exemple. Je crois que c'est le libéralisme et l'ultralibéralisme qui encourage ce mouvement, et serait ainsi ravis d'avoir en Europe des régions, non plus des nations, des régions qui revendiquent chacune leur spécificité linguistique et d'autres. En ce sens, c'est quand même dangereux.

Bien entendu, les homosexuels ne sont pas une région, mais néanmoins ce qui définit une communauté ce sont certaines caractéristiques, mais aussi le lobbying. Ce qui veut dire influencer les décideurs pour obtenir des bénéfices, des privilèges ou au moins certains droits pour sa propre communauté. Et ça, j'ai pas l'impression que se soit le cas en France. Nous avons un sous-ensemble de consommateurs qui suivent un sous-ensemble de modes vestimentaires, musicales et idéologiques. Le PACS étant pour moi une mode idéologique parmi d'autres. Ca ne veut pas dire qu'il n'y a pas de solidarité. Evidemment, ce qu'on a entendu avant appelle à la solidarité mais rien n'empêche les hétérosexuels d'être solidaires d'un russe persécuté. Il n'y a pas de raisons de confondre solidarité d'une part, mode d'autre part et puis lobbying qui est encore autre chose, peut être de bien plus dangereux.

Jean le BITOUX : Je suis assez d'accord avec ce que dit Jean-Michel. Je pense que là, nous sommes face à un débat qui risque de s'empêtrer grave et comme d'habitude, c'est le vocabulaire qui va nous piéger, alors que nous avons des choses à nous dire et à faire ensemble. Et comme d'habitude, nos ennemis inventent le vocabulaire. Ainsi le terme de communautarisme intoxique la presse gay et l'édition française en général, depuis maintenant près de deux ans. Je pense qu'il n'y a pas menace de communautarisme, que le mouvement homosexuel ne l'a jamais été. Dès le début, nous avons été en soutien avec d'autres luttes sociales, et nous continuons à le faire. Il faut arrêter cette idée de communauté. Le vocabulaire nous sert lorsque nous avons des choses à faire ensemble. Souvenez-vous, il y a 15 ans, le débat sur l'utilisation du mot gay. Effectivement le terme d'homosexuel était très frustrant puisqu'il n'avait qu'une connotation sexuelle, pénale, alors que nous avions autre chose à dire que ce que nous faisons dans nos lits, les uns et les autres. Il faut s'échapper de ce débat et en avoir d'un peu plus politiques. C'est à dire, qu'est ce qu'on fait pour nous-mêmes, comment nous construisons nos solidarités, entre nous et avec le reste de la société ? Le reste, c'est du nombrilisme, de la "masturbation" (j'adore la masturbation) mais je trouve que vraiment on va s'empêtrer dans du faux intellectualisme, que l'on va vraiment, véritablement dans un piège.

A propos de la notion de communauté, évidemment, il y a un milieu commercial avec drapeau et quartier. Je vais moi-même souvent dans le Marais, je ne critiquerai donc pas, officiellement, le Marais parce que je le trouve utile et très important. Mais les territorialités géographiques sont une menace de comportements stéréotypés. J'ai bien entendu ce qu'a dit Geneviève tout à l'heure, le Marais n'est pas un ghetto. Celui qui m'inquiète, c'est le ghetto du comportement. C'est à dire, comment on fait pour exclure l'autre alors que nous sommes nous-mêmes exclus sociaux. Ce qu'il faut que l'on invente ensemble, ce sont des solidarités entre nous et avec le reste de la société.

X : Bonsoir, je suis d'accord avec ce qui vient d'être dit. J'ajouterais juste une chose. J'ai l'impression que ce qui s'est passé en parallèle n'est pas lié au débat. Le fait qu'il y ait des groupes, des personnes ou des collectifs qui sont parti prenante d'une communauté, qu'elle existe ou pas. En tous cas, c'est une utile expérience comme disait Geneviève qui interroge aussi à notre sujet. Qui on est quand on dit "nous". Ca me semble bizarre que l'on s'appelle encore Université des Homosexualités et pourquoi pas des bisexualités, des transsexualités ? C'est nous ça aussi. Les solidarités, c'est d'abord entre nous qu'il faut les forger.

Jean-Yves le TALEC : J'interviens ici en tant que *Sœur*, et toujours à titre personnel. Je ne représente pas le mouvement des *Sœurs*. Je vais revenir un peu sur les choses de terrain et l'observation qu'on peut en faire. Je suis ici avec l'autre fondatrice du mouvement des *Sœurs de la Perpétuelle Indulgence*, et nous sommes très heureuses d'être là à observer. Les *Sœurs* observent beaucoup. Les *Sœurs* ont aussi beaucoup de mémoire. Et depuis des jours, durant ces *Universités*, ici, j'ai observé en fait, un assez grand nombre de silences.

Alors sur le versant communauté/mouvement, nous sommes plutôt communautaires et pour le mouvement, quand il est là. J'ai observé des silences quand Jacques est intervenu dans le débat sur le PACS, avec un argumentaire très solide et en même temps très calme, ouvert. Il y a eu comme une gêne, un silence. Il n'y a pas eu de débat, et cela m'a embêté. Cet après-midi, dans un atelier sur la prévention gay avec Gérard Pelé, nous étions plusieurs à faire des interventions à propos du SNEG. Il y a eu un silence très mou. Quelle place donnons nous aux commerces dans notre vie ? Je pense que c'est un problème qui devient aigu, qui doit être discuté, alors que ça laisse place à un silence mou. Nous n'avons pas eu de réponses de la part de Gérard. Dans sa position et sa fonction, je comprends qu'il reste silencieux, bien entendu. Alors, ce débat nous devons l'avoir, ailleurs. Quant au début de cette soirée, Laurence (une copine de Toulouse) intervient sur le thème de la sensibilité lesbienne et féministe, cela laisse comme un malaise. Il n'y a pas eu après de vrai débat, il n'y a pas eu de questions, d'interrogations. Laurence en a été blessée.

Il y a des choses qui se passent autour des désignations, des catégories. On y reste, on en sort. Il y a eu beaucoup de monde au séminaire Queer. Il se passe quelque chose autour de ces idées. Qui sommes-nous finalement ? Sommes-nous assis sur un acquis historique et politique ? Sommes-nous au point de se dire qu'il faut encore se relever de ce siège et travailler encore des années pour arriver à une nouvelle forme d'identité, de reconnaissance, d'inclusion politique ? J'ignore comment le décrire. Et il y a aussi un petit sentiment de flou, de malaise, de flottement. On ne sait pas trop. Quand on se réunit, nous sommes très, très peu. Quand on dit on va faire quelque chose, on va faire bouger la tête, on va rentrer dans le lard, on fait dans l'entrisme, de "l'extérisme". Mais nous sommes très peu.

Alors j'ai observé tous ces silences. Le silence majeur pour moi, mais je pense que tout le monde l'a ressenti, fut l'intervention de Guillaume Dustan, hier. Elle a laissé un malaise terrible. Or, avec ses mots, on peut être d'accord ou non avec la forme, mais Guillaume pose quand même quelque chose de fondamental autour de la sexualité et autour de ce qu'on devient aujourd'hui. Ce n'est pas seulement le sida qui est en jeu, aujourd'hui, mais plein d'autres choses. C'est la question de notre rapport à la responsabilité citoyenne, à la santé publique. Plein de trucs. Et pareil, il y a des réactions émotives, certaines violentes, mais pas de débat. Et surtout pas de réponse de la part de la tribune. Daniel, hier soir tu n'es pas intervenu, ni toi, Jean. Alors j'aimerais que ces débats, nous les ayons. Peut-être pas tout de suite, mais c'est un programme à avoir. C'est ce que je pense.

Jacques FORTIN : Il y a quand même des mots que nous employons à longueur de journée, entre nous, et sur lesquels il faut que nous réfléchissions. Parce que si nous employons ces mots, c'est bien parce qu'ils recouvrent quelque chose. Lorsque l'on parle de mouvement, de communauté, nous parlons de réalités. Le mouvement, tu l'as très bien dit, c'est des objectifs politiques. Existe-t-il encore un mouvement homosexuel en France ? Et si oui, quelle forme a-t-il ?

Sur l'affaire du PACS, ma critique fondamentale est de dire que des gens ont fait un travail volontaire, sincère, mais ne se sont pas donné nécessairement comme objectif que ce débat et ce travail soient beaucoup plus largement et beaucoup plus en amont travaillé par un mouvement, effectivement moribond. Là, il y a un problème. C'est pour ça que je ne tire pas sur le pianiste. Mais c'est quand même un vrai problème. Le problème, on l'a vu quand ? Lorsque l'on s'est fait agonir d'injures pendant un an par la droite et l'extrême-droite, et grosso modo installé dans une discrimination soft par la gauche intellectuelle. On pourra revenir sur ce qu'elle a dit à ce propos. Madame Agacinski, je ne l'ai pas particulièrement dans le nez, mais quand vous la lisez (elle a donné un interview dans *Ex Aequo*), elle dit "vous êtes homosexuels, c'est une différence, c'est une minorité. Pourquoi vouloir des enfants, pourquoi ne pas soigner cette différence ?" Nous sommes une sorte de chose élégante de salon. C'est une forme de discrimination élégante. Mais c'est une forme de discrimination qui peut entraîner bien d'autres.

Dans ce débat, il n'y a eu personne pour sérieusement y répondre. D'autres ont exécuté une série d'actes. Mais les actes que les uns et les autres ont pu faire, on été des actes courants. *Act-Up* a fait des choses ici et là, et a travaillé à ce qu'une vraie réaction nationale se fasse. Mais je pense que contre les insultes, il aurait fallu une marche nationale (je ne parle pas de la *Gay Pride*). Le mouvement, contrairement à la communauté, est riche de ses objectifs politiques. Il ne faut pas se dire que la communauté n'existe pas. Elle existe, c'est une énorme nébuleuse, traversée de réalités économiques, sociales, politiques et sexuelles. Je pense qu'il faut y réfléchir. A l'heure actuelle, si on prend les *Lesbiennes & Gays Prides*, il y a une bagarre politique entre le secteur commercial et le monde associatif. Ce n'est pas toujours simple, et à certains moments, cela peut porter à conséquence. Il y a là un vrai problème sur lequel il faudrait réfléchir.

Que ne recouvre pas le terme de communauté homosexuelle ? Prenez *Yves St Laurent*, *Aide* et bien d'autres. Il y a une série de choses qui ne sont pas spécifiques aux homosexuels mais qui participent de cette nébuleuse. Et là-dedans, il y a des enjeux politiques, sociaux, sexistes qui se jouent. Et si maintenant on dit qu'il n'y a pas de communauté, que l'on n'y pense pas, nous ratons ainsi un certain nombre de choses qui sont aujourd'hui importantes, sur le plan social ou politique. A l'heure actuelle on pourrait discuter des rapports de force au sein de cette communauté, de cette réalité.

X : Je voulais aller dans le sens de ce qu'a dit Jean-Yves Le Talec tout à l'heure. Je crois que dans l'intervention précédente, il ne voyait pas le besoin d'une communauté, qu'il suffisait d'avoir des solidarités. Il y a beaucoup d'angélisme à croire qu'on va avoir, comme ça, des solidarités sans communauté. Bien entendu, lorsque l'on se bat pour un sans-papiers homosexuel, que l'on fait une pétition et que l'on essaye de la faire signer pas des associations n'appartenant pas à la communauté homosexuelle (comme *France Terre d'Asile*, la *Ligue des Droits de L'Homme*), bien entendu nous avons des solidarités, hors de la communauté. Mais quand il s'agit de rédiger l'appel, d'amener le papier pour la photocopie, nous avons besoin d'avoir un réseau un peu organisé. Dire que l'on n'a pas besoin de ce réseau, les solidarités s'organisant toutes seules, c'est faux.

Il faut qu'il y ait des gens qui travaillent à organiser ces solidarités. Et il me semble que si on refuse la dénomination homosexuelle, si on dit qu'après tout chacun à sa propre sexualité, chacun est un individu réductible à aucune classification, et bien nous perdons toute possibilité d'articuler un discours politique, toute capacité à s'organiser. En revanche, la seule chose qui va rester c'est les discriminations de fait. Et plutôt que de se dire "oublions que nous sommes homosexuels, rejetons ces catégories", il me semble que c'est beaucoup plus efficace d'accepter ces catégories, de les reprendre à notre compte, de les travailler, de les redéfinir et d'en construire de nouvelles.

Geneviève PASTRE : Je voudrais revenir, après tout ce que j'ai entendu, sur ce que j'ai dit dans ma petite introduction. Je crois vraiment que le terme communauté est à entendre au sens de groupe spontané, informel contre lequel on ne peut rien. On ne peut pas le réduire, ce que regrettent les gouvernements, ainsi que les "républicains". Je crois qu'à l'intérieur, il y a des mouvements. Effectivement, il peut y avoir des mouvements mais c'est comme des forces qui se croisent à l'intérieur. Et ce que je reprochais parfois au mouvement, dont pourtant je fais partie, c'est d'utiliser une espèce de masse qui se trouve là spontanément. Qu'on le veuille ou non, c'est comme ça. C'est un fait.

Au niveau politique, c'est une richesse qu'il existe des tensions, des groupes plus actifs. On fait nombre. C'est la force sociale et politique dont je parlais. Il faut accepter l'idée que c'est une communauté différente d'une communauté ethnique, dans la mesure où on me "voit" pas dedans. D'une communauté géographique aussi. Et ce qu'on dit en sociologie maintenant c'est le réseau qui remplace l'idée des vieilles

communautés, par exemple rurales. Il faudrait retravailler un peu la question. Je crois qu'il faut accepter ce terme. D'ailleurs, il y a un élément qui est extrêmement fort, qui est très bon, c'est pour ceux qui ne sont pas là en général ou qui ne font pas partie de la communauté. Quand il la découvre, ils disent un "ouf". La première fois où je suis rentré dans un bar lesbien, je me suis sentie inondée de bonheur. J'étais chez moi. Quand je suis venue à l'*Université d'Eté* la première fois, ce fut pareil. J'étais chez moi.

X : Je voulais répondre à ce qu'a dit le précédent orateur. J'ai eu l'impression que ce qu'il disait s'adressait un peu à moi. Je n'ai pas dit que les solidarités allaient s'organiser toutes seules. S'il n'y a pas de militants, c'est sûr que rien ne se fera. D'autre part, je n'ai pas dit non plus qu'il fallait oublier que l'on est homosexuel. Je ne veux pas parler à leur place, parce que j'ai l'impression qu'ils sont partis, mais les militants d'Amnesty qui sont sûrement des militants de longue date, qui ont décidé de militer pour les gens persécutés, quand ils créent à l'intérieur d'Amnesty une commission pour les droits humains (qui en réalité a pour objectif de défendre les gays persécutés en raison de leur orientation sexuelle), ils n'oublient pas qu'ils sont eux-mêmes homosexuels. Ils organisent des solidarités, mais en même temps s'identifient-ils comme communauté ou au contraire ont-ils voulu se fondre dans des solidarités plus générales ?

J'opte pour la deuxième hypothèse. Je crois que l'on peut prendre des tas d'autres exemples. Quelqu'un qui décide d'aller militer dans une association comme *Ras'l'Front*, il y va pour le militantisme de cette association bien plus générale que les autres associations homos. Mais je pense qu'à l'intérieur de cette association il peut avoir une influence sur les autres militants, et leur éventuel machisme, en faisant savoir qu'il est homosexuel. Il y a un militantisme homosexuel, mais intégré dans quelque chose qui n'est pas spécifiquement la communauté gay et lesbienne.

Fabienne LARIVIERE : Je voulais revenir un petit peu sur ce que Jacques avait dit à propos des *LGP* et le conflit commerciaux/associations. Le conflit, pour nous organisateurs, il n'y en a pas. Pour nous, les établissements font partie de la communauté, si elle existe. Et ils ont leur place à part entière dans la marche. Le problème que nous avons, c'est qu'il n'y a pas de militants. Alors, quand j'entends "solidarité", ça me fait sourire. Quand des militants montent au créneau, on essaye de les démonter. Lorsqu'il y a de nouvelles initiatives, on s'y oppose au lieu de se dire qu'une initiative va en remplacer une autre. J'en reviens à ce que j'ai dit l'autre fois, on fonctionne par opposition alors que l'on devrait fonctionner par complémentarité. Et le problème actuel au niveau des *LGP*, c'est qu'il n'y a pas de militants. Je crois que si on veut parler d'une communauté, il faut que ça se réveille au niveau du militantisme.

X : Pourquoi avons nous à ce point intégré le discours homophobe ? Comment se fait-il que nous ne soyons pas conscients de notre force sociale. Ne vous faites pas d'illusions mes chéris, nous sommes le nouveau prolétariat. Et dans cette limite là, il est absolument nécessaire de réintroduire une dimension radicale. Nous sommes une population opprimée. En particulier, et uniquement en particulier par le pouvoir entrepreneurial des entreprises gays qui nous disent "consomme, sois heureux et tais-toi". Je crois que l'axe principal de notre militantisme, il est là. Construisons-nous, en tant que groupe communautaire dissident et opposé, ayons une parole qui nous appartient au premier chef. Construisons là avec nos propres opinions, et non celles qui sont importées au nom du consensuel. Et après avoir fait le point sur ce que nous sommes et sur ce que nous voulons, nous pourrons faire profiter l'intégralité du corps social de nos avancées. Lorsque les femmes ont demandé le droit de vote, celui d'être citoyen, c'était une communauté qui avait désigné ses ennemis, qui a travaillé à la constitution de son identité. Dans cette lutte de classe, la violence avait sa place.

X : A propos de la communauté homosexuelle, il faudrait savoir à quoi elle ressemble. Ressemble-t-elle à celle dans laquelle on arrive à la naissance, dans laquelle il faut se bagarrer pour exister ? En principe, il faut savoir que la communauté gay n'existe pas, nous sommes en train de la construire. Elle ne sera certainement pas à l'image de ce qui existe déjà, mais plutôt à celle de ce qu'on en fera ou seront capables d'en faire, de ne pas en faire. Pour cette construction, il y a au moins deux principes sur lesquels nous devons travailler. D'abord, le principe d'une communauté intégrée. A savoir, une communauté qui à la même présence partout sur le territoire, parce qu'on sait qu'une décision prise à Paris peut avoir un impact différent dans un autre endroit. Nous devons être présents sur le terrain. Ce qui fait la force de la militance, c'est peut être de faire parti de la communauté gay, mais aussi de pouvoir porter les questions gays dans le monde du travail, à l'endroit où l'on vit, son quartier, sa commune. C'est à dire d'être multicarte, et de pouvoir faire avancer les choses partout où nous sommes. Ceci procède de l'intégration. Ensuite, et Geneviève en a parlé, c'est la question des réseaux. Aujourd'hui les communautés ne sont pas localisées géographiquement. Et ce qui se met en place, ce sont des communautés de contact, à travers notre identité. Peut être entre personnes, au niveau des médias, entre militants syndicaux ou autre. Et c'est à partir de là que nous allons pouvoir porter le débat sur les questions gays et lesbiennes, et bien d'autres (comme l'éducation, la santé, le pouvoir économique).

Sylvie GAUME : Je voudrais revenir sur le problème, pour moi c'est un problème, celui des *LGP*, exemple de la communauté démunie de ses revendications, de son identité. Je parle de l'expérience de Marseille depuis deux ou trois ans. Avant, la communauté était portée par les mouvements associatifs. Tous les militants y avaient leur place. Depuis deux ans, l'appellation *LGP* a été déposée officiellement, à l'initiative d'une seule personne, qui de ce fait en a dépossédé la communauté. Il l'a offerte aux commerçants. Il l'a fait vivre, tant bien que mal, avec l'argent de la DASS, du 1er décembre, avec le soutien des autres *LGP* de France. Nous, ça fait des années que l'on connaît nos revendications, alors que l'on se fait régulièrement éjecter. Cela se traduit aussi par des violences physiques. Je m'occupe d'un bar lesbien qui compte plus de 600 adhérentes, nous n'avons pas reçu un fax, un programme, une affiche. Et je ne parle pas du programme de l'année dernière, particulièrement lesbophobe, où les filles étaient censées faire de la poterie et du macramé. Programme diffusé à près de 50000 exemplaires. Je n'appelle pas ça de l'humour.

X : La question est existe-t-il une communauté homosexuelle ou un mouvement homosexuel ? La réponse est non. Ni l'un, ni l'autre. Ce qui est possible, c'est justement qu'il y ait les *Universités d'Eté Homosexuelles* (lieu ouvert à tout le monde, gays et lesbiennes), qu'il y ait la possibilité de débat, que chacun puisse donner son point de vue sur tel et tel sujet. C'est effectivement le regroupement d'un certain nombre d'individus, hommes et femmes, qui se sentent bien entre eux, et qui ont certains projets communs. Est ce que cela fonde une communauté ? Est-ce du communautarisme ? Je crois qu'il s'agit d'une dimension psychologique et même psychanalytique, plutôt qu'autre chose. C'est à dire la possibilité pour des gens qui vivent une situation qu'ils peuvent considérer comme oppressante, difficile ou même simplement différente, de pouvoir se regrouper à un moment donné autour de projets qui les intéressent ou les passionnent, qui leur permettent de sortir un peu du quotidien. Geneviève a très bien défini les difficultés que nous pouvions rencontrer, et la façon dont on peut, à un moment donné, se retrouver si bien dans un endroit qui nous est "réservé". Peu importe la philosophie, profonde ou pas, de celui qui tient le lieu. Cela m'est égal d'aller dans un bar tenu par quelqu'un qui se fait du fric sur mon dos. L'essentiel c'est que je m'y trouve bien, avec un certain nombre de copains, de copines. Peu m'importe le reste. Alors sur cette dimension psychologique, je crois qu'il ne faut pas l'oublier. En ce moment nous sommes en train d'avoir un débat qui vient d'ailleurs. Les Etats-Unis vivent quelque chose, nous vivons autre chose. Mais ce qui est important, c'est ce que l'on fait. Et pour l'instant nous faisons un certain nombre de choses sans avoir besoin de ces débats, à mon avis, dictés par des volontés politiques.

Jacques l'a rappelé tout à l'heure, j'étais sur la même longueur d'onde, j'ai d'ailleurs fait une intervention juste après sur le PACS. Le PACS est l'expression même d'une volonté politique et non d'une volonté communautaire, et encore moins communautariste. Ceux qui ont promulgué le PACS, qui ont essayé de le promouvoir auprès d'un certain nombre de forces politiques, avaient effectivement une idée derrière la tête. Quand je dis une idée, c'était plutôt plusieurs. Ils ont à la fois des projets personnels, politiques et sociaux. Et ils le présentent, et ça marche. C'est très bien. Puisque là-dedans, il y a un certain nombre de chose qui profiteront sans doute aux gays et aux lesbiennes. Est-ce que tous vont en profiter ? Il va falloir être vigilant. Mais nous n'allons pas cracher dans la soupe. Donc concrètement, nous verrons si nous avons besoin d'une communauté, mais je crois surtout qu'on a besoin de se sentir bien entre nous. Et c'est à ça que servent effectivement les *Universités d'Été*.

Donald : Communauté, communautarisme, mouvement, je partage complètement l'avis de Jean Le Bitoux sur le fait qu'il s'agit d'une masturbation intellectuelle. Un peu comme lorsque nous avons discuté du terme homosexuel. C'est un qualificatif, chacun peut changer de conduite. Le mot peut être aussi un enfermement et nous pouvons longuement discuter de vocabulaire. Par contre, j'ai entendu tout à l'heure quelqu'un faire référence à la communauté juive, et le rapprochement me fait penser à une chose. Quand on pose la question de la définition à donner à ce que peuvent être les gays et les lesbiennes, finalement est-il question d'être conservateur ou au contraire constructif, quelque chose de vivant ? Il y a une vraie différence. Mais le problème de contenu me paraît plus important que celui des mots.

Ensuite, je voulais intervenir sur le problème, non douloureux, des *LGP*. On se rend bien compte, surtout à Marseille, combien c'est assez houleux. Il y a certainement d'autres villes où c'est ainsi. En disant les choses de façon lapidaire, et bien sûr cela va hérisser un certain nombre de personnes, une *LGP*, lorsqu'on la prépare, on voit des associatifs, probablement assez militants (même si ceux-ci manquent comme quelqu'un l'a dit), des commerciaux et puis, on va dire des ambigus, parce qu'effectivement il y a des ambiguïtés dans l'attitude de certains. Puis, le lendemain, ils défilent. Et à partir du moment où ils défilent, ils se disputent. La veille, ils étaient d'accord pour faire un événement, et quand l'événement est en cours, les commerciaux font une quinzaine commerciale et les militants font de la revendication. Je crois qu'il y a là un véritable problème, qui n'est pas près d'être résolu. Pour finir sur ce sujet, il me souvient d'une période où nous étions très politiques, très militants. Ce n'était pas des *LGP* que l'on faisait, nous étions beaucoup plus franco/français. Tout simplement les militants, les *GLH*, le *FAHR* défilaient lors du 1^{er} mai (manifestation complètement politique) derrière la CGT, les femmes et autres, avec un triangle rose, symbole beaucoup plus proche de ce qui nous préoccupe. Alors faut-il tirer de nouveaux les marches annuelles vers des circonstances plus politiques ? Merci.

Jean-Yves le TALEC : Je reprends la parole quelques instants. Je serais bref. Je rajoute un silence à ceux que j'ai pointé tout à l'heure et j'observe qu'ils ne sont pas abordés. Je rajoute celui des rapports sociaux de classe. Ils sont absents, ici, dans tous les ateliers. Et c'était quand même un thème de nos aînés des années 70, une préoccupation très importante.

Alors je reviens sur le terrain encore une fois, et sur le passé. C'est les 30 ans de Stonewall. A cette époque, les bars de Christopher Street étaient tenus par la mafia new-yorkaise. Je ne suis pas certain qu'aujourd'hui nous avons progressé avec le *SNEG*. Je m'explique Alors, je retire mafia mais j'explique mon propos. Quand l'Etat décide de subventionner très lourdement le *SNEG*, sur le thème du sida, à hauteur de plusieurs millions de francs (2,5 cette année), c'est aussi ouvrir un espace économique à un syndicat patronal. Cela peut être perçu, et je le comprends, comme une volonté politique, car pendant que nous buvons de la bière dans les bars, nous ne sommes pas dans la rue.

Philippe : Je m'excuse, mais je vais parler d'autre chose. Je suis convaincu que la communauté existe. L'institution qui nous cause le plus de tort, et ouvertement, c'est largement l'Eglise catholique. L'an prochain, pour l'an 2000, à l'occasion de son Jubilé, elle va tenter une épreuve de force qui sera hyper médiatisée dans le monde entier. Je pense qu'il faut absolument qu'on se retrouse les manches et que l'on soit présent sur la Place St Pierre. Même si elle nous sera interdite.

A l'occasion de l'*Europride* en 97, il y avait déjà les associations qui essayaient de nous rassembler pour cet événement. J'ai l'impression qu'il n'y pas de suivi. J'ai encore consulté le Web, la semaine dernière et je n'ai pas trouvé de sites consacrés à Rome, à la *World Pride* Ah, donc j'ai du mal chercher. Je ne critique personne, parce que de mon côté, je n'ai rien fait. Mais je pense que c'est très important que l'on soit présent, d'autant que se sera médiatisé. Il faut savoir qu'il y a des sénégalais qui regardent TV5. Dans le monde entier, on va couvrir notre présence. Il faut donc que l'on y soit. Voilà.

Jacques FORTIN : Qui souhaite prendre la parole ? Toi, ici aussi Bien, on continue. Seulement il faut savoir terminer un débat, surtout quand il est alambiqué comme le notre. Mais il en faut.

Ali : Je suis secrétaire d'un mouvement de jeunesse, le MAG. Depuis le début des *Université d'Etés*, j'ai un petit malaise. Principalement parce que je ne me retrouve pas dans l'idée, dans la façon de réfléchir des *Universités*. Il y a un mot qui me manque, celui de "lien social". Je ne le trouve nul part. J'essaye, avec beaucoup d'hésitation de voir les anciens pour en discuter. Mais c'est vrai qu'à part les mots "droit individuel", "communauté", je ne me retrouve pas du tout. Moi, je me trouve dans une démarche plus citoyenne où je suis un peu comme Jean Le Bitoux, j'avance avec les uns, les autres et avec la société, en même temps. Je n'ai pas envie de m'exclure, de me mettre de coté parce que je suis homosexuel. Je suis plus qu'homosexuel. J'ai une expérience et je n'ai pas envie de m'enfermer dans un mot. Je me sens citoyen français, et même européen.

De plus, venant d'un milieu maghrébin, j'ai un peu de mal à naviguer entre l'idée de communauté homosexuelle et mes origines. Je ne sais pas s'il faudrait mettre en place des micro-communautés. On parle de solidarité, mais avant de créer de la solidarité, il faut créer du lien social. Il faut être capable d'en créer entre nous et avec la société dans son entier. Voilà.

X : Le mot communauté, d'après le Robert, c'est une communauté de destin. Avons-nous, avons-nous eu un destin commun ? Rappelons quand même que nous avons eu un destin commun dans les camps et les trains de la mort. Et n'oublions pas que si nous devons être raflés demain, nous le serions bien évidemment par un régime fasciste, un régime d'extrême droite. Donc nous sommes obligés de réfléchir ensemble sur ce qui nous agresse, ce qui nous empêche d'exister.

Ces débats sur "avons-nous une identité" ont déjà eu lieu, il y a bien longtemps. C'était d'ailleurs le débat précédent, il y a 12 ans, ici même. Je crois que la notion d'identité aujourd'hui, avec le contexte commercial fait que nous aurons des champs de liberté, derrière le commercial qui s'installe. Ce qui est inévitable avec ce libéralisme mondial. Je suis extrêmement frustré sur les possibilités de négociations ou de discussions avec les entreprises gays. Je ne citerai pas le SNEG, parce qu'en général, elles se valent toutes. Même si d'anciens copains du mouvement gay ont ouvert des lieux sympas (c'est à dire pas chers et solidaires) que ce soit dans le Marais, mais aussi ailleurs.

Je suis très étonné quand même que le "mouvement gay" ne soit pas soutenu financièrement. Et dieu sait que l'exemple américain ne me fascine pas, mais je trouve que là il y a un soutien que nous n'avons absolument pas en France. Je me permets aussi de signaler que si nous étions une communauté, nous serions ici tous ensemble. La mission de la presse gay c'est d'être également présente. Et il me semble qu'elle est particulièrement absente. Alors comment va-t-elle chroniquer pour nos aînés qui n'ont pas eu la chance de venir pour savoir ce qui se sera passé ici ? Ce sera à coup de fil, de "coco tu me fais trois feuillets" ? Nous aurons, sans que les gens soient sur le terrain, quelque chose qui sera probablement de l'opinion, de l'interprétation. Et je voudrais quand même signaler que le mensuel *Têtu* s'est permis de publier en tout et pour tout deux phrases sur les *UEEH*, alors que *Ex Aequo* (qu'il convient de remercier) y a consacré plusieurs pages, et de nombreux articles. Nous manquons de médias gays parce que nous manquons de soutiens. Si cette communauté existe, elle est très fragile.

Yves : C'est assez difficile de reprendre le fil de la conversation après une telle déclaration, mais j'avais plutôt envie de parler de la relation entre communauté et universalité. J'ai le sentiment, en fait, que lorsque l'on pose la question de cette manière là, on oublie qu'il y a des "entre-deux". Entre d'un côté l'enfermement, et de l'autre les principes universels de la République. Et moi ce qui m'intéresse, c'est cette espèce de parasite, d'hybridation, cet entre-deux là qui a formé tout de même le mouvement homosexuel. Je veux dire que si nous avons quitté *Arcadie*, c'est bien justement parce que nous étions dans cette problématique. Alors je ne sais pas, j'espérais qu'ici on poserait quelques jalons, quelques débuts de réponses pour savoir quels étaient les liens qui nous permettraient de voir dans quelle mesure, de quelle façon, nous pouvons participer de l'invention sociale du lien. Et moi, cela me paraît tout à fait essentiel, y compris au cours des prochaines *Universités d'Eté*, de poser cette question de l'entre-deux. Je dirais que c'est quelque peu essentiel à mon sens de s'interroger sur des questions qui nous sont identitaires. Je parlerais évidemment de notre sexualité, supposée perverse et polymorphe.

X : Bonsoir, je voulais faire preuve de ma présence ici, et de parler au nom de tous les maghrébins et de toute la Méditerranée. Depuis tout à l'heure, vous parlez de la violence, comme quoi vous êtes mal vus. Mais il n'y a pas pire que ce qui se passe au Maghreb, en Algérie. Je suis algérien. Et depuis tout à l'heure, j'entends violence et encore violence, alors qu'il serait mieux de savoir ce qui se passe en Algérie. Vous êtes privilégiés de pouvoir vous réunir comme ça, parce que chez moi ça ne se passe pas comme ça. On n'a pas le droit de dire qu'on est homo, qu'on a envie de faire quelque chose, alors qu'ici c'est le cas. Donc j'aurais bien aimé demander à tous ceux qui sont là, de me donner un coup de main, un peu de solidarité, des idées afin de créer quelque chose. Ici ou en Algérie pour l'aide aux homosexuels algériens et maghrébins.

Laurence : Bonsoir. C'est très difficile d'intervenir après ce jeune homme, mais je vais essayer de faire un peu d'humour. Je propose une idée très pratique, et très sympa. A savoir que je viens de découvrir que le *SNEG* était le syndicat des commerçants, alors pour l'année prochaine, à Rome, se serait bien que les organisateurs nous proposent des tarifs réduits. Ainsi, la rencontre entre associations et commerçants pourrait transformer l'histoire. C'est un point de plaisanterie, mais on avance. Je crois que le fait d'être ici, c'est déjà construire quelque chose. Rien n'est acquis, nous le savons. Et c'est nous toutes, nous tous qui pouvons le faire ensemble. Tout en n'étant pas naïf. Par exemple, lorsque je suis intervenue tout à l'heure, je n'y reviendrai pas. Et c'est à chacun, chacune, entre nous, de travailler à ce que ces *Universités* soient de ce qui est de la démocratie actuellement. C'est à dire, je rejoins ce qu'ici certains copains ont dit, nous sommes dans des sociétés de classe, ici il y a des jeunes qui sont en situation de précarité. Il faut donner d'autres espaces, espaces, d'autres manières de s'exprimer, de rencontrer des savoir-faire différents

afin de construire une réelle culture homosexuelle, à la fois gay et lesbienne. A savoir, que ces *Universités* ouvrent le pas à l'imaginaire et à la construction. Revoir les espaces, revoir ce qui est du privé, du public, c'est revoir l'histoire, revoir nos pratiques et tant qu'êtres sociaux, sexués, politiques et appartenant à une classe. Merci de m'avoir écouté.

Hervé CHEVAUX : Je voudrais rebondir sur ce que viens de nous dire le copain algérien, cela permet effectivement de relativiser la situation, et de remettre les choses à leur juste place. Alors quelques remarques sur les termes que l'on emploie. Je crois que lorsqu'on parle de communauté, cela signifie nous interroger sur ce que nous, gays et lesbiennes, nous avons de commun et sur ce qui nous sépare, sur ce qui nous sépare des hétérosexuels, sur ce qui nous, gays et lesbiennes, nous réunit, et enfin sur ce que nous avons de commun avec les hétéros.

En tant qu'historien, il y a un certain nombre de choses qui ne me plaisent pas tellement. A savoir le terme de ghetto. Je crois qu'il faut être conscient de la signification de ce terme. Un ghetto c'est là où furent enfermés les juifs. Dans une territorialité, avec une légalité moindre. On peut employer le terme de ghetto, encore faut il être conscient de sa réalité historique. Ensuite sur les aspects de classe. Jusqu'à plus ample informé, je ne crois pas que l'homosexualité soit une condition de classe. Je ne crois pas que nous soyons aujourd'hui un nouveau prolétariat. Je pense que c'est indécent vis-à-vis de l'histoire du mouvement ouvrier de dire cela. Pour autant je n'exclue pas des dimensions de classe qui peuvent exister au sein de notre "condition". Encore ne faut-il pas la schématiser et l'analyser un petit plus en avant. Et effectivement, il faut explorer les différents phénomènes d'exploitations commerciales qui peuvent avoir lieu aujourd'hui, et qui se sont développés surtout depuis une vingtaine d'années. Je vous remercie.

Jean-Marc ASTOR : Je suis responsable de la *LGP Marseille*. Je voudrais un petit peu revenir sur cette histoire de la *Lesbienne and Gay Pride*, et surtout sur les propos de Sylvie que je juge déplacés. Elle a reçu la convocation, comme toutes les autres associations de Marseille, à moins qu'elle ait changé d'adresse, mais je ne pense pas. D'une part. Ensuite, elle me rencontre toutes les semaines, au niveau des *UEEH*, quand elle veut bien y venir. Donc là, il n'y a pas de problème, elle peut m'en parler. Ensuite je voudrais dire, simplement pour revenir sur la *Coordination Lesbienne*, que le nom a été déposé comme celui de la *LGP*. Et le réseau *Interpride France* a justement été mis à contribution, c'est à dire qu'il a été créé justement pour ne pas être dépossédé par le commercial. Alors, quand vous aurez compris ça, vous aurez tout compris. Ensuite, concernant le programme de ce qui a été fait sur la *Coordination Lesbienne*, cela a été mentionné dans le programme. Nous avons bien reçu le fax. Il n'y a aucun problème, mais au moins, nous avons eu la décence de vous marquer, alors que vous n'avez jamais parlé de quoi que se soit concernant la *LGP*. Ensuite, il y a eu 5000 personnes à la *LGP Marseille*. Oui, 5000 personnes. Et je remercie tout le monde, tous les gens Oui, mais Bon alors, Sylvie, tu ne parle pas.

Geneviève PASTRE : Oui, je me permettrais d'intervenir très brièvement sur la question de la représentativité. Il ne faut pas croire que la communauté homosexuelle est représentative de tous les homosexuels, de tous les gays et de toutes les lesbiennes. C'est très important je crois. Il faut avoir une vision un peu plus distanciée. De la même façon, la *Coordination Nationale Lesbienne* n'est pas représentative de toutes les tendances, de toutes les lesbiennes qui existent. Il faut se méfier un peu de cet usage que nous faisons de groupes et de gens qui nous ressemblent, dans l'idée de prendre appui dessus. Il faut faire très attention, c'est pourquoi j'ai insisté tout à l'heure sur le caractère électron libre dans une communauté traversée par des courants multiples et actifs. C'est tout à fait différent.

Jacques FORTIN : Je voulais simplement continuer sur l'histoire de l'existence d'une communauté. Quels en sont les fondements ? Il y a un élément important et dont nous avons peu parlé ce soir, c'est l'homophobie. Et quand nous en parlons, nous avons tendance, en général, à essayer de la désigner comme une somme d'actes. L'homophobie est une sorte de structure sociale, c'est une maladie, quelque chose de profondément ancré. Et elle commence déjà dans la façon dont la société fabrique des hommes qui doivent être des hommes et des femmes qui doivent être des femmes. Ainsi, la société fabrique de l'homophobie et inculque aux gens, pas simplement des actes sociaux, mais une structure profonde de la personnalité.

La Marseillaise, aujourd'hui, a publié une de mes phrases et l'a collée comme titre. Ce qui m'a fait un peut sursauter. A savoir "L'homophobie commence chez les homosexuels". C'est un peu un détournement de phrase. Ce que je voulais dire par là, c'est que nous sommes homophobes, nous naissons homophobes. Et avoir notre propre dignité, c'est de nous débarrasser de notre propre homophobie, ne serait-ce qu'à l'égard de nous-mêmes. L'homophobie, c'est ce qui fonde la communauté, l'existence d'une réalité qui doit lutter. Nous éradiquerons l'homophobie dans le corps social que s'il y a une solidarité et un combat commun. L'homophobie fonde une certaine forme d'identité par l'exclusion, et donc forme un certain nombre de nécessités de résistance. Si ce n'est pas nous qui résistons contre, personne ne le fera à notre place.

On peut toujours dire qu'il faut avoir des sexualités diverses, qu'il faut être citoyen, que..., mais on va avoir à travailler en profondeur sur la nature de la lesbophobie, de l'homophobie, sur les mécanismes sociaux qu'il y a derrière. En quoi c'est lié à la soumission des femmes aux hommes, au fait de l'identité dans laquelle on enferme les hommes. Et il y aura toujours une sorte d'ensemble vague et multiforme, beaucoup plus petit que mon optimisme ne le montre, qu'est l'ensemble de résistance contre ça. Et si cet ensemble n'a pas conscience de lui-même et ne travaille pas à éradiquer ce genre de chose, nous ne nous en sortirons pas. C'est ainsi que la question de l'existence d'une communauté se pose.

A propos de l'idée de l'universalisme, de l'égalité des citoyens. Il faut aussi de l'exception. Quand il y a une loi générale pour tout le monde, elle est bonne pour tous ceux qui peuvent la saisir, pas pour ceux qui ne peuvent pas. C'est ici que commence l'inégalité. En ce qui concerne, par exemple, l'égalité de droit, je repense à ce que j'avais dit lors de la LGP à Marseille : "Il y a des émissions à la télévision pour les communautés dites religieuses, pour des gens qui nous abreuvent d'injures, qui nous fabriquent du traumatisme. Il n'y a pas dans les organes officiels de cette société de lieu où le contre-feu homo puisse être donné. Il faut l'exiger (ce qui d'ailleurs est un acte communautaire), sinon personne ne le fera pour nous".

Geneviève PASTRE : Si je peux rajouter un complément de la tribune. Je crois qu'il ne suffit pas d'avoir une volonté de résistance (ce qui est effectivement le nœud du problème), mais il faut avoir aussi (en parallèle) une philosophie des sexualités. Parce qu'il faut savoir exactement de quoi on parle, savoir quelles sont les valeurs, l'éthique, sur quoi nous pouvons nous appuyer. Si nous n'avons pas une philosophie de l'homosexualité, de l'hétérosexualité, des sexualités et de leurs articulations entre elles, nous n'avons pas d'arguments de fond.

Hélène GARCIA : Je suis membre de l'association *Etudions Gayment*. Vu que je n'ai pas encore parlé avec les autres membres de l'association, donc ce soir, je parle en mon nom propre. Cela fait 4 ou 5 jours que nous sommes là, et je me demande pourquoi. Sommes nous venu parler d'égalité des droits, de militantisme ? J'ai l'impression que nous sommes venus, chacun, régler nos comptes et tirer la couverture à soi. Chacun, en fait, emmerde l'autre en disant "je ne suis pas d'accord avec toi parce que moi je veux ça". On a entendu de tout et de rien, des demandes pour une stricte égalité de droit entre homos et hétéros, ce à quoi certains ont répondu que fondé ou non, cela revenait à se baser sur le modèle hétéro.

Je pense qu'avant d'entamer des débats aussi compliqués et qui bouleversent aussi profondément la société pas seulement occidentale, mais aussi la manière de penser l'être humain, nous ferions bien de nous occuper d'abord de ce qui est urgent. A savoir, l'homophobie, l'égalité des droits. Et bouger dans ce sens. On n'en a rien à foutre que machin veuille tirer la couverture à soi, nous sommes là pour bosser. Moi, je me suis demandé si nous étions ou non ici pour bosser pour les homosexuels. J'en n'ai pas l'impression.

Michel LECOR : Je suis vice-président de *Contact Paris*, association qui regroupe des parents, vos pères et mères, ainsi que des gays et des lesbiennes. Tout à l'heure, on parlait du terme communautaire, je crois que nous pouvons carrément parler de famille. Parce qu'on reçoit des familles qui désirent comprendre la sexualité de leurs enfants. On essaye de dépassionner les débats. Nous sommes à l'écoute des gens. Et sur le lien social dont on parlait tout à l'heure, c'est vrai que nous accueillons des familles, et donc aussi des jeunes, venant d'horizons sociaux divers. Nous notons tout ce que nous faisons, et c'est vrai que nous pourrions mettre en commun tout ça. Ce sont des informations que nous sauvegardons, chacun de notre côté. Il y a un travail à faire à ce propos. A Contact, je pense que nous nous sentons bien puisque la présidente est ici parmi nous, à l'*Université*. C'est une maman qui a l'air de bien s'amuser. Je la remercie d'être parmi nous. Par ailleurs, je regrette ces débats trop passionnels. Cela me fait mal, tout simplement. J'aimerais beaucoup remercier les garçons qui sont venus tout à l'heure. Je suis chimiste et visiblement il y a une loi thermodynamique qui s'applique aujourd'hui, à savoir qu'une action violente appelle à une réaction violente. Ils ont été peut être agressés, ce fut peut être grave. Ils ont voulu nous le dire, ils nous l'ont dit et je les en remercie.

Ensuite, il y a quelque chose que j'ai fait cette après-midi, au cours d'un séminaire et qui m'a énormément plu et dont je voudrais vous faire part. Nous avons parlé des sans-papiers. Je me suis dit que lorsqu'un étranger arrive dans un pays, finalement il en modifie la culture, tout comme la sienne est modifiée par la notre. Ce qu'a dit notre amie belge tout à l'heure était fort juste. C'est vrai qu'entre gays et lesbiennes, il y a une différence notable, mais nous pouvons à partir de maintenant nous en nourrir et peut être avoir l'humilité, j'insiste sur le terme, de le faire. Dommage que Daniel Defert ne soit pas là puisqu'il a l'air d'être un grand lettré, je suis scientifique et pas littéraire, il aurait donc pu m'aider peut être. Enfin, merci.

X : Je suis particulièrement meurtri que l'on ait cru que je voulais insulter le prolétariat, dont je suis issu depuis des générations. Seule référence que j'ai osée, et que je vis au quotidien. C'est peut être pour cette raison que mes termes sont inexacts au regard de certains grands spécialistes par la taille et la qualité. Le seul parallèle que j'ai voulu oser c'est celui d'une classe sociale qui a su se structurer autour de sa noble culture, de ses revendications contre les ennemis socialement très identifiés. Et là, j'ai tout à fait conscience que mes termes en disant ça sont relativement vagues et pas nécessairement référencés au regard de certains. C'est le seul et unique parallèle que j'ai voulu oser. Ce que je voudrais dire aux gays et aux lesbiennes, c'est ce qui se disent les prolétaires : Unissons-nous et avançons.

Jacques FORTIN : Merci à tous et à toutes pour cette soirée, et fin de ce débat.

Le PACS et L'APRES -PACS

Christian de LEUSSE : Il nous paraissait important d'avoir, au cours de ces *Universités d'Eté*, un débat sur ce sujet, dans la mesure où le PACS a occupé une grande partie de nos débats au cours de cette année. D'autant plus que nous sommes tous attentifs au devenir de cette affaire. Comment le PACS va évoluer ? Comment vont réagir le Sénat, le Conseil Constitutionnel ? Et les décrets d'application ? Sans compter toutes les questions, les attentes et les réponses que le PACS a été incapable, est incapable de formuler. Bien, pour rentrer dans le vif du sujet, je vous présente les personnes qui vont intervenir ce soir. J'espère, nous espérons qu'elles sont suffisamment représentatives de toutes les sensibilités qui ont accompagné tous les derniers débats qui ont eu lieu à propos du sujet qui nous occupe ce soir, le PACS. Je commence par Yves ROUSSEL, dans la mesure où il fait partie de l'équipe de ceux qui, avec Gérard BACH IGNASSE et Jean-Paul POULIQUEN, accompagnés d'un certain nombre de soutiens, de forces, ont fait avancer ce dossier jusqu'où il en est aujourd'hui. Je présente ensuite Daniel BORRILLO, de Aides Fédération qui nous expliquera sa position, Fabienne LARIVIERE, présidente de la *LGP Montpellier* et présidente de l'*Interpride*. Egalement Maité MAILLET qui au sein de la *Coordination Lesbienne Nationale* travaille, a travaillé plus particulièrement sur le PACS, Jaime Del VAL de Madrid qui, dans son pays, a participé à une évolution différente du droit du couple. Et enfin Eric DUBREUIL qui a beaucoup fait parler de lui ces derniers temps, et qui nous annonce par ailleurs, un colloque en octobre prochain sur la parentalité.

Juste deux ou trois mots pour présenter le débat, et nous laisserons la parole à chacun. Pour finalement tous ensemble en débattre.

Il me semble que le PACS a été un révélateur. Révélateur du fait que la "communauté", que le monde homosexuel se découvrait, se redécouvrait à travers ce débat. Révélateur d'une homophobie latente, qui finalement s'est avérée assez, voire extrêmement virulente. Le PACS est aussi apparu assez symptomatique du long chemin vers la reconnaissance sociale que depuis si longtemps nous parcourons. Il fut également révélateur d'une forte demande, exprimée par beaucoup, d'être reconnus dans notre identité d'homosexuel et de citoyen, reconnus dans notre vie de couple. D'une certaine façon, le PACS est le résultat de cette revendication sociale plus ou moins prise en main par nous-mêmes et du fait que l'on découvrait en même temps à quel point nous étions en situation de démobilitation dans notre revendication de nouveaux droits.

Quelles sont les perspectives qui s'ouvrent désormais ? Peut-être un palier, un vide revendicatif (comme en 82 où après avoir obtenu l'abolition des lois discriminatoires, le mouvement homosexuel s'est endormi). Peut être, bien au contraire, nous allons vers toute une série de nouvelles revendications, exprimées ici et là lors de nombreux débats, comme par exemple des questionnements sur les droits à l'enfant, à l'adoption, à la procréation artificielle. Allons nous ouvrir de nouvelles pistes sur le droit de l'individu ? Le droit de l'individu peut-il progresser par le biais du PACS, sachant que la problématique du couple ne concerne qu'une minorité d'entre nous. Le PACS peut-il contribuer à faire bouger le statut du couple, les droits de l'individu ?

Voilà, je laisse la parole à ceux qui sont à la tribune. Nous allons chacun intervenir de façon assez courte afin de nous laisser le temps de répondre aux multiples questions de l'assistance qui vont suivre.

Daniel BORRILLO : Bonsoir, je suis responsable juridique de l'association, pour Paris Ile-de-France, et responsable du dossier PACS au niveau national. C'est donc au nom de *Aides* que ce soir je m'exprime.

Depuis le début, l'association *Aides* est partie prenante dans l'élaboration de propositions concernant de nouvelles formes de conjugalité. Notre expérience nous a forgé une idée assez précise de ce dont il s'agit. Et à la lumière des demandes exprimées par ceux qui viennent consulter nos services juridiques, tant nationaux que parisiens, nous nous sommes aperçus qu'il y avait un certain nombre de droits devant être considérés comme élémentaires. En particulier le transfert de bail et tous les droits liés aux questions patrimoniales. C'est ainsi que nous avons commencé à travailler sur un certain nombre de propositions concernant les aspects les plus récurrents. La force de *Aides*, en la matière, est que nous n'avons jamais voulu dissocier les questions liées au VIH des droits fondamentaux, des libertés publiques, pensant toujours la santé publique en terme de liberté et de droits fondamentaux. Donc, à partir de ces éléments, nous nous sommes dit que notre expérience nous montre qu'il y a un certain nombre de droits concrets, basiques et de situations insupportables. Ce qui nous permet de continuer à réfléchir sur une prise de position générale, fondée sur la notion d'égalité. C'est ainsi que la position (de principe) actuelle de l'association consiste à revendiquer non pas certains droits, comme ceux qui découlent du PACS, mais bien la totalité des droits.

Il y existerait deux formes de conjugalité. Une qui passe devant le tribunal d'instance (considérée effectivement comme celle de concubins améliorés) et celle des concubins, surtout homosexuels, qui ne passant pas devant le tribunal d'instance, ne disposent d'aucune protection minimale. C'est pourquoi nous revendiquons le concubinage et nous sommes très heureux qu'aujourd'hui le PACS inclue également cette question, puisque nous nous sommes beaucoup battus pour cela. *Aides* revendique le PACS, forme intermédiaire entre le concubinage et le mariage (droit le plus constitutionnel), mais aussi les droits indissociables qui y sont liés. Et c'est pour cela que nous revendiquons également le droit au mariage. La question n'est pas le mariage en soi. Et en fait, peu importe ce que chacun d'entre nous à l'association nous en pensons. L'important, c'est que le mariage est un droit, et c'est ce droit que nous revendiquons. Nous ne parlons pas des bienfaits de l'institution, nous revendiquons tout simplement un droit. La question n'est pas "pourquoi le mariage ?" mais bien au contraire "pourquoi pas le mariage ?" Donc, c'est à partir de ces deux questions très simples, "pourquoi pas le mariage" et "ne parlons pas de mariage mais des droits fondamentaux liés au mariage" que l'on est arrivé à la conclusion que le mariage était également une revendication de l'association.

Ensuite, nous ne voulions pas rentrer dans une logique consistant à dissocier la notion d'alliance de la notion de famille (ce qui était la politique de la gauche). C'est à dire attribuer aux homosexuels certains droits qui découlent de l'alliance, du couple, mais surtout pas ceux concernant la filiation et la vie familiale. C'est pour cela que le gouvernement voulait absolument résoudre la question du PACS avant d'aborder celle de la réforme des droits de la famille qui aura lieu prochainement (le rapport est prévu pour octobre prochain). Donc, nous ne voulions pas dissocier le couple de la famille, car il n'y a pas de raison que les homosexuels ne bénéficient pas de notion de vie familiale telle qu'elle est prévue dans l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Enfin, il s'agit d'une pleine revendication d'une égalité de droit, et pas de revendiquer seulement certains droits, je répète, mais de tous les droits. Un certain nombre de personnalités ont prétendu que c'était la différence qui fondait le droit au mariage. Et ce n'est pas à partir de la différence, mais à partir de l'égalité que nous revendiquons également le concubinage, le PACS et le mariage. Il faut que les homosexuels aient la possibilité de dire oui, ou non.

Voilà, je résume très rapidement la position de l'association. On pourrait ensuite en discuter. Merci de votre attention à tous et à toutes.

Fabienne LARIVIERE : Au niveau des *Lesbians and Gays Prides*, nous ne sommes évidemment pas très satisfaits du contenu, mais nous avons quand même décidé cette année de soutenir le PACS pendant les marches. A Paris, le slogan fut "Pour le PACS contre l'homophobie". En province, le propos fut élargi puisque nous demandions aussi le droit au respect, de manière plus globale.

Donc nous avons soutenu le PACS parce que comme l'a dit Christian, une forte homophobie s'est révélée avec cette histoire. Et effectivement, il faut que le PACS passe sinon on risque de faire un pas en arrière. Cependant au niveau des *LGP*, le PACS n'est pas la principale revendication. Il est bien évident que si des homosexuels veulent le mariage, et bien nous nous battons pour le mariage. Et que l'on réfléchisse aussi à ce que disait Christian à propos de ceux et celles qui vivent seul.

En tous cas, le PACS n'est pas un contrat très avantageux pour ceux qui sont les plus démunis. Il y a donc encore des choses à faire. Tous les homosexuels ne sont pas riches. Le PACS est un pas, mais nous continuerons vers d'autre chose durant les prochaines années afin de répondre aux revendications que peuvent avoir les homosexuels. Voilà, c'est globalement notre position sur ce sujet.

Yves ROUSSEL : On croyait que le PACS serait voté en juin, mais en fait le texte, en l'état devrait être adopté en octobre. Mon intervention ne va pas viser à convaincre l'assistance qu'il faut se battre pour le PACS. Nous avons un outil, un cadre juridique et il s'agit maintenant de savoir comment l'utiliser ou ne pas l'utiliser. La question reste ouverte. Nous sommes ici face à une situation nouvelle.

Juste un petit rappel sur la nécessité de souligner que ce PACS est vraiment une invention. C'est à dire qu'il ne résulte pas effectivement de droits déjà existants, dont auraient été exclus les homosexuels, mais bien d'un cadre nouveau. Et là, je tiens à souligner que le PACS n'est pas simplement un droit, mais un cadre juridique, mélange assez complexe de droits et de devoirs. C'est donc une espèce de norme qui va être proposée aux couples, une norme juridique qui va permettre d'organiser les aspects économiques de la vie commune. J'ai presque envie, c'est peut être un peu ridicule, de diminuer l'importance du sujet. Il ne s'agit pas de quelque chose qui vise à transformer la société dans sa totalité. C'est un cadre au contenu bien précis, qui tient en quelques pages.

C'est un cadre qui, certes organise les aspects économiques de la vie commune, mais qui surtout a un effet de reconnaissance juridique. Parce qu'à partir du moment où il y a des partenaires pacsés, la société, dans son ensemble, va pouvoir avoir un rapport différent avec ces personnes. Que ce soit, par exemple, les assurances, les banques, les commerces. Nous pouvons raisonnablement penser que des effets nouveaux vont apparaître. Je voulais insister sur cette nouveauté, car finalement on ne sait pas trop ce qui va se passer. Il y a quelque chose qui vient d'apparaître et maintenant, comment la société va l'utiliser, va s'en emparer ? Le débat reste ouvert, et c'est peut être à nous tous, à nous toutes de réfléchir à ce qu'on peut en faire. Ensuite, à propos de l'utilisation de ce nouveau cadre. Ma position ici consiste aussi à donner des informations très techniques sur le contenu juridique du PACS (ce que j'ai essayé de faire hier en séminaire) et essayer de souligner les points à connaître, les points qui pourraient être utilisés. L'existence du PACS va de fait avoir un rôle sur l'homoparentalité, nous pourrions en débattre tout à l'heure. Techniquement, il y a des ouvertures. Il faut réfléchir à ce que le PACS peut, à ce qu'il va changer sur la question du droit de séjour pour les étrangers. Il y a un certain nombre de questions qui de fait, sont ouvertes. Comme les effets que le PACS va avoir sur la question de la réforme du divorce et peut être un jour, sur celle de la filiation.

Maintenant, il y a tous les débats ouverts à l'occasion du PACS. Et à la limite, on ne s'attendait pas à des débats d'une telle ampleur, d'une telle violence. Débats qui ont traversé l'ensemble de la société française. Ce qui en soit est intéressant. Par exemple, dans les contributions que l'on pouvait trouver dans le "cahier

d'arrivée" des UEEH, se trouvait le texte de Christian qui rappelait ce qui s'est passé dans la presse marseillaise. Le PACS a permis qu'on parle d'homosexualité. Ce dont les députés à l'origine du texte témoignent. On peut maintenant mener des débats, pas simplement avec les associations homos du coin, mais aussi, Patrick Bloche nous le disait, avec les vigneron de la Beauce, enfin les vigneron de je ne sais où. Nous pouvons ainsi, avoir des débats avec un public qui a considérablement augmenté en quantité. En tant qu'acteur de ce débat, de ce combat pour le PACS, j'aimerais souligner que tout cela fut extrêmement utile et continue de l'être, en permettant de révéler au grand jour une certaine homophobie et des conceptions très réactionnaires sur les relations entre hommes et femmes. Cela a permis aussi le débat sur l'homoparentalité, sur le mariage. La question de l'ouverture du mariage aux homosexuels a aussi largement été portée par ce combat. De fait, tous ces débats furent légitimes car utiles. Même si parfois, ils en ont quelque peu brouillé la compréhension du contenu juridique. Pour des raisons parfois très politiques, certains utilisant ce débat pour essayer de faire capoter le projet. C'est clair.

Autre point important : nous avons tendance à vouloir dire que les détails techniques, ce n'est pas important. Je l'ai entendu, pas plus tard qu'hier. Alors j'aimerais, et c'est mon rôle, dire que les détails techniques ça compte. Un exemple (hors de toute polémique) : le fait que le PACS mettait terriblement en avant la conjugalité. Alors qu'à titre personnel je suis opposé à l'idéologie de la conjugalité à tout crin, je dois dire que lorsque je lisais ce qu'écrivait Irène Théry sur sa conception du couple, de concubin, sur ce qui faisait qu'un couple était socialement admissible, ça ne me plaisait pas du tout. Tous ceux à l'origine du PACS ne vivent pas en couple, et ce n'est pas cet aspect qui les intéressait le plus. Et bien malgré tout ça, nous avons tous veillé, nous nous sommes tous battus, y compris face à des associations et des interlocuteurs homosexuels, pour que le texte de loi puisse s'appliquer à des gens qui n'ont pas de relation de couple, pour que le PACS puisse s'appliquer à d'autres situations. C'est un aspect de la question qui n'a d'ailleurs pas souvent été très bien ressenti. On pourrait éventuellement en discuter. Mais je dois dire que ce débat sur cette question me rase royalement maintenant. La seule chose qui pour moi est une joie, c'est que nous avons réussi à ce que le texte de loi puisse s'appliquer à des situations de duos, de solidarité, à des situations de personnes n'étant pas liées par un lien sexuel, charnel. Nous avons réussi et j'en suis fier.

Toujours sur la question des détails techniques, je voulais citer un autre exemple. Triste, puisque nous avons perdu, mais c'est pour illustrer à quel point le détail technique est important. C'est la question du droit de séjours des étrangers. Il faut savoir qu'en septembre il fut rajouté au texte deux mots. Deux petits mots qui ont suffi pour modifier la situation dans un sens défavorable. A l'origine, il y avait un élément qui quasi automatiquement pouvait donner un droit de séjour. Il a suffi de deux mots ("éléments d'appréciation") pour que maintenant l'administration conserve un certain pouvoir arbitraire. C'est un exemple précis où le détail technique, juridique a de l'importance. Ainsi, face à un tel projet, il convient de devenir juriste. Je n'ai jamais fait d'étude de droit, mais je me suis mis au travail. On essaye de comprendre, de ne pas se faire complètement avoir par les experts. Et quand c'est nécessaire, on fait le travail d'apprentissage. Alors qu'il est bien plus facile de dire que le droit, les détails techniques ne nous intéressent pas. Et face à la psychanalyse qui raconte n'importe quoi, on s'initie aux discours techniques de la psychanalyse. La lutte contre le sida est l'exemple type d'un mouvement social où des citoyens, des malades on fait l'effort de ne pas se laisser intimider et d'assimiler un savoir, bref d'être actif face aux gens qui savent. Au niveau politique aussi (et je serais quelque peu agressif) il est utile et même nécessaire de se faire politicien. Le fonctionnement des institutions, la politique, le jeu politique, tout cela s'apprend. Il faut connaître les règles du jeu, et ne pas avoir peur de mettre les mains dans le cambouis.

En conclusion, je dirais qu'avec cette histoire de PACS, nous avons eu une attitude réformiste. Car nous avons créé quelque chose, dans le cadre de la loi, sans faire de révolution. Un certain nombre de nos adversaires, et là je pense encore à Irène Théry qui nous dénonça comme le "lobby libertaire", genre "le gouvernement socialiste s'est finalement fait manipuler par les libertaires". Les réformistes seraient donc libertaires. Intéressant rapprochement. Il se trouve que les gens à l'origine du PACS ont aussi un côté libertaire, qui fait qu'ils se sentent assez à l'aise dans cette *Université d'Eté*.

Maité MALLET : La *Coordination Lesbienne Nationale* est l'union d'associations lesbiennes réparties dans toute la France. La création de principe remonte à 1996, et son existence légale et organisée date de 1997. Nous avons donc eu une prise de parole collective et publique depuis assez peu de temps, et une réflexion commune qui remonte également pas à très loin.

Cependant les associations lesbiennes étaient partie prenante dans les collectifs qui demandaient le PACS. Mais les lesbiennes n'ont pas vécu avec acuité les problèmes de couples liés à la problématique du sida, elles n'ont donc pas ressenti avec la même urgence la nécessité d'obtenir un statut de couple. Bien évidemment, certaines en ont envie. Mais c'est l'idée de solidarité de l'ensemble du mouvement gay et lesbien qui les a fait rejoindre le mouvement général. Nous avons effectué un sondage parmi nos adhérentes afin de connaître leur avis sur ce sujet. Ce sondage a donné une forte proportion de demandes concernant le concubinage. Les lesbiennes, qui sont avant tout des femmes, ont une triste expérience du mariage, qui au cours de l'histoire fut, pour elles, un lieu d'aliénation et d'enfermement. Femmes et lesbiennes, nous n'avons pas très envie d'un statut, d'une structure susceptible à nouveau de nous enfermer. Aussi la tendance majoritaire s'est portée vers un lien plus souple comme le concubinage. Par chance, merci messieurs les sénateurs, nous l'avons obtenu. Et même s'il n'y a pas eu d'enthousiasme délirant, l'ensemble de la *Coordination Lesbienne* s'est positionné en soutien tout à fait positif vis-à-vis du PACS. Quant au mariage proprement dit, il n'est revendiqué que par une très faible partie d'entre nous, dans l'optique d'un lien symbolique très fort avec une forme de visibilité (qu'elles ne trouvent pas dans le PACS ou le concubinage). Cette demande de reconnaissance, non portée haut et fort par la *Coordination*, est essentiellement symbolique, Il ne faut pas oublier que lorsque nous avons fait ce sondage, une grande partie d'entre nous a dit "D'accord, on vous soutient. Il faut obtenir ce PACS ou quelque chose d'équivalent. Mais n'oubliez pas les droits individuels". Je suis en charge du dossier PACS pour la *Coordination Lesbienne Nationale*, et régulièrement lorsque nous avons des rencontres trimestrielles au Conseil d'Administration, on n'oublie pas que la conjugalité, le couple, ce n'est pas tout à fait dans nos revendications. Les droits individuels seront à prendre en charge et à développer dès que le dossier PACS sera refermé.

Pour finir je dirais que le PACS est un des éléments de notre militantisme et que les lesbiennes, de longue date et avec beaucoup d'énergie, se sont consacrées à la lutte contre les discriminations qui leur sont faites en tant que femme. Il est parfois difficile d'être sur tous les fronts avec la même efficacité. Aussi, nous privilégions depuis pas mal de temps cet aspect féministe de notre militantisme, et le jour où les gays voudront bien nous rejoindre dans cet aspect des choses, ils seront les bienvenus.

Jaime Del VAL : Bonsoir. Une chose qui m'a frappé ici, c'est que souvent, on parle du PACS comme un but en soi et non comme un pas vers le mariage. En Espagne, déjà deux régions ont adopté une loi sur les couples. Nous avons là-bas toujours regardé le projet de loi comme un pas vers le mariage à une époque où l'on ne pouvait pas en parler. Maintenant, si. Je crois qu'il y a des raisons bien précises pour, au-delà des opinions et des préférences personnelles, revendiquer le mariage, de ne pas s'enfermer dans le PACS. Sur cela, on peut réfléchir. Il y a souvent un risque pour le mouvement homo de perdre un peu de vue l'autre côté, la société hétéro-sexiste homophobe dont nous faisons partie. Les discussions autour du PACS ne montraient pas une opposition au PACS en tant que tel, mais en tant que pas vers l'institutionnalisation du mariage homosexuel, possible danger pour la structure de la famille traditionnelle. Mais le PACS ne représente pas ce risque. L'ignorance généralisée sur les homosexuels (basée sur les tabous et les préjugés), fait qu'il n'existe pas aujourd'hui de concept socialement reconnu de relation affective entre personnes de même sexe. On continue à réduire le fait d'être homosexuel à quelque chose de sexuel. C'est sur cette ignorance que se fonde cette volonté sociale de ne pas vouloir nous accorder une visibilité, à travers l'institutionnalisation du mariage. Ne pas reconnaître le mariage homosexuel signifie que la possibilité (capacité) de créer une famille ne nous est pas reconnue. L'implication du concept de famille, à travers le mariage homo devrait signifier une révolution culturelle assez profonde, tandis que le PACS comme

formule de contrat que ne reconnaît pas le concept de couple et encore moins de famille ou de relation affective, est une confirmation du concept social réductionniste, à la hauteur de l'image des homosexuels (des gays et des lesbiennes) au sein de la société. Pourtant il existe des familles homosexuelles, même si aucune structure sociale ne leur est reconnue. Aux Etats-Unis, des études sur les familles hétérogènes (lorsque l'un des deux partenaires est homosexuel), montrent qu'un pourcentage très important d'homos se sont mariés, principalement pour avoir des enfants. Pour autant il ne faut pas travailler pour le désir personnel de quelques-uns. La lutte pour le mariage n'est pas une question personnelle. Le mariage est important en terme symbolique et de reconnaissance sociale. Le jeune, dans une société qui ignore systématiquement les homos, éprouve des difficultés de se constituer positivement une identité globale, du fait d'un manque de modèle visible, positif. Le PACS n'offre pas un tel modèle parce qu'il ne change pas la vision réductionniste que la société a des homosexuels. Depuis des années aux Etats-Unis et en Europe, on développe la perspective d'études lesbiennes et gays. La "Queer théorie" concept d'identité gay et lesbien qui rompt avec le réductionnisme dont je parlais, se présente comme une manière d'être globale, une affectivité, une sensibilité. Pas quelque chose de fondamentalement différent, mais plutôt qui a son propre profil facile à distinguer, qui a des limites dans le sens où il y a une forme. Le mariage, hors des notions d'homologation et d'assimilation serait la reconnaissance de cette identité aujourd'hui ignorée par la société et par les homosexuels.

La critique des institutions traditionnelles, faites du point de vue des études lesbiennes et gays et de la Queer théorie milite pour ne pas revendiquer le mariage, institution décadente. Position souvent peu réaliste, il me semble, mais c'est un chemin parallèle. La transformation sociale des structures traditionnelles est une action postérieure. On peut la discuter. La reconnaissance du mariage homo serait déjà une transformation importante dans une société qui ne veut pas se diviser, mais il y a l'espace pour que les différentes sensibilités, les différentes identités s'expriment de manière visible et intégré.

Eric BUBREUIL : L'APGL (*Association des Parents et Futur Parents Gays et Lesbien*) existe depuis 13 ans. Il y a quatre ans, elle comptait 70 membres et aujourd'hui plus de 800. Un tiers d'hommes, et donc deux tiers de femmes. A égalité entre Paris et la Province. Il y a un superbe équilibre entre ceux qui ont déjà des enfants et ceux qui en désirent. Nous comptons aujourd'hui ainsi quatre ou cinq antennes. Il n'y a toujours pas d'antenne marseillaise (bien que nous l'appelions de nos vœux). Le 1er et 2 octobre aura lieu au *Forum des Images* un colloque intitulé "parentés et différence des sexes". Pour ce faire, nous avons invité des gens d'horizons assez variés, puisqu'il y aura des défenseurs de l'égalité des droits, des gens comme la très honnie Irène Théry. Parce que du dialogue naît le progrès. Si je vous parle aujourd'hui de ce débat, c'est que sur le carton d'invitation et le programme, figurent les logos des Universités Paris 8, Paris 10, celle de Caen et celui du CNRS. Ce qui pour nous est très important. Nous avons le sentiment que le fait d'être parent ou vouloir l'être ou que d'autres puissent l'être est quelque chose qui nous concerne tous. C'est une question d'égalité des droits, de se projeter dans la vie, de pouvoir transmettre à d'autres. C'est aussi contribuer à ce que la société bouge. Qu'un organisme prestigieux comme le CNRS soutienne à ce colloque montre que le sujet concerne l'ensemble de la société. Les hétéros, les homos qui ont fait le choix de ne pas avoir d'enfant, ceux qui en veulent, ceux qui en ont. Aussi, dès que le PACS sera adopté, je vous invite à nous aider (nous en aurons besoin), à développer ce sens de la citoyenneté, de l'humanité qui est en chacun de nous et duquel, je ne vois pas pourquoi, nous en serions privés.

Christian de LEUSSE : Quel envol, merci Eric. La parole est maintenant à la salle. Allez-y exprimez-vous.

Irène : Bonsoir, je suis belge (Bruxelles) et je parle ici en mon nom propre, parce que dans l'organisation dont je fais partie (le journal *Tels Quels*) je suis minoritaire. Je m'étonne que dans le panel d'opinion ici présent, il y a une absence. Et c'est d'autant plus étonnant que demain et après demain, est organisé un séminaire sur "Gay de gauche et contre le PACS" (le titre a dernièrement changé). Cela me paraît intéressant et je trouve dommage que l'on n'ait pas entendu cette tendance s'exprimer à la tribune.

Je vais donc expliquer pourquoi je suis, à titre personnel, contre le PACS. Bien sûr je ne milite pas contre, mais cette revendication me pose beaucoup de questions. Je suis une militante féministe, ça ne va pas me rajeunir, des années 70. Et effectivement à cette époque, souvenons-en, la mise en cause de la famille par le mouvement féministe et le mouvement homosexuel était un aspect très important. J'ai l'impression que sur ces questions, nous notons un certain recul. Ce n'est pas seulement qu'on donne d'autres réponses, c'est que l'on ne pose même plus la question. Alors, je sais bien que ce n'est pas un hasard si c'est justement la personne qui représente la *Coordination Lesbienne* qui en a, un peu, parlé. Les femmes se posent davantage la question, justement du fait de ce que le mariage représente à leurs yeux. Mais dire que l'on se bat pour le PACS et pour les droits individuels, désolé, mais il me semble que l'on ne peut pas se battre pour une chose et son contraire. Lors de la dernière *Gay Pride*, Le PACS ou une forme de PACS tel qu'il est proposé en Belgique était une des revendications exprimées. A cela nous avons rajouté une autre revendication, celle de droits individuels. Mais à un certain moment, il faut choisir. Il est utile d'avoir ce débat, surtout quand au sein du mouvement homo il est absent. Et c'est important que l'on ait ce débat, ici, demain. Même si tout le monde ne sera probablement pas présent, ce qui est assez dommage.

Alors, pourquoi cet aspect des choses me paraît tellement important ? Parce que les droits individuels, ce n'est pas simplement un mot. Quand on demande des droits supplémentaires pour les couples (qu'ils soient homos ou hétéros d'ailleurs), ce n'est pas simplement que l'on oublie les célibataires, ceux qui vivent ou veulent vivre seul, c'est qu'on les fait payer. C'est à dire que les avantages accordés aux couples sont payés par les célibataires et les femmes qui travaillent (ce que les féministes ont depuis longtemps démontré). Alors, non seulement on oublie les célibataires, mais en plus on les fait payer plus. Je ne vois pas pourquoi il faut donner des avantages supplémentaires aux couples alors que vivre à deux revient moins cher que vivre seul. Je reconnais qu'il y a des problèmes matériels qui se sont posés lors de l'épidémie du sida, ce qui en soi est important, mais il me semble qu'il est possible de résoudre ce type de problème sans adhérer à cette idéologie de la conjugalité.

Par ailleurs, je voulais parler du droit des étrangers, puisque certains en ont parlé et qu'il y a ici, apparemment, pas mal de gens qui défendent les sans-papiers. Pour moi, quelqu'un a le droit de vivre dans un pays en tant qu'individu, et pas forcément en tant que la moitié d'un couple. Or ce que l'on est en train de demander, c'est justement que quelqu'un puisse venir seulement pour vivre à deux. Allons-nous, à la limite, voir se contracter des "PACS blancs" ? Je sais bien que l'argument "attention, nous allons élargir les possibilités d'immigration" est un argument de droite, et bien, je dirais oui, il faut élargir les possibilités d'immigration. Mais pas sous cette forme, sous celle de droits individuels.

Je crois que je vais me faire beaucoup d'ennemis, mais l'homoparentalité me met vraiment mal à l'aise. Pas dans le sens de ceux et celles qui ont des enfants (ni dans le sens de l'adoption) mais dans le sens de la procréation médicalement assistée. Et j'espère que nous aurons ici, cette semaine, l'occasion d'en discuter. Cette question est pour moi d'autant plus importante qu'en Belgique c'est tout à fait possible. Non pas tant que la loi l'autorise, mais c'est plutôt qu'elle a oublié de l'interdire. Vous voyez, la Belgique est vraiment un pays extraordinaire. Car, petite parenthèse, en Belgique rien ne précise que le mariage est réservé aux hétérosexuels. Ils ont oublié de le préciser, donc maintenant le parti d'extrême droite veut que la loi précise que le mariage est réservé à l'alliance d'un homme et d'une femme. Bon, je termine sur la procréation médicalement assistée. C'est pour les femmes en général, que je suis mal à l'aise. Dans le sens où un père est considéré simplement comme du sperme. Et encore plus quand il s'agit des hommes. La procréation

médicalement assistée pour un couple gay signifie une mère porteuse. Des femmes pauvres, payées par des gays riches. Peut-être que l'association *Homosexualité & Bourgeoisie* a une position officielle à ce sujet. On voit ce qui se passe avec le tiers-monde. Je ne sais pas comment des couples gays pourraient avoir des enfants sans les acheter. Comment une femme pourrait accepter de porter un enfant puis de l'abandonner à sa naissance ? En tant que femme, cela me met très mal à l'aise.

Eric CEVAER : Je suis ravi d'entendre que les détails techniques sont importants, parce que cela fait bien des années que je le dis, et que je ne l'avais (jusqu'à présent) jamais entendu. Alors, lorsqu'il est nécessaire de devenir juriste, on le devient. J'aurais bien voulu que ça se passe ainsi. J'aurais aussi aimé savoir quels ont été les juristes consultés lors des débats préparatoires. Nous ne manquons pas d'éminents universitaires. Quels sont ceux dont nous nous sommes entourés, quels sont les universitaires qui ont parrainé le CUC, le CUS, le PACS ? Personnellement, je l'ignore. D'autre part le texte proposé est arrivé en première lecture devant l'Assemblée Nationale dans un état d'imperfection lamentable. Un étudiant de troisième année aurait pu déceler des erreurs. Alors, je veux bien que lorsqu'il s'agit de devenir juriste, on se fasse juriste, ce qui a été la démarche des associations de lutte contre le sida (*Aides* a eu recours à des médecins éminents pour se renseigner en matière médicale). Mais il n'y a pas eu de grands universitaires, de grands juristes, de grands spécialistes (notamment du droit de la famille) qui furent sollicités. Et il aurait fallu se renseigner chez les techniciens.

Christophe MARCQ : Oui, je vais être beaucoup plus bref. Président, vice-président, secrétaire général, trésorier et unique membre de l'association *Homosexualité et Célibat*. Mais je crois que cela ne va pas durer puisque je vais me marier avec Irène. Minoritaire, j'étais le seul à me balader à Paris pendant la *Gay Pride*, avec un panneau "contre l'homophobie et contre le PACS". Et personne ne s'en est aperçu. Il y en a bien une qui m'a engueulé, mais comme elle était un peu loin de moi, nous n'avons pas dialogué. J'ai hâte que le PACS soit voté (le débat d'aujourd'hui c'était "après"), pour que l'on puisse parler d'autre chose. Je n'ai pas la prétention d'aller contre le sens de l'histoire, celle d'aller vers une nouvelle forme de solidarité à deux. Maintenant le débat est complètement obscurci sous le poids d'une pensée unique. Moins chez les lesbiennes, et chez les gay on doit être pour le PACS, comme si tous les hétéros devaient être pour le mariage. Une fois que les choses seront apaisées, que vous serez calmés puisque vous aurez la possibilité de souscrire un PACS, nous pourrions discuter. Comme l'*UEEH* est arrivé avant le vote, j'ai tout de même proposé d'en discuter ici, parce que ces *Universités* sont un espace assez libre pour discuter. Non pas pour polémiquer, mais pour réfléchir sur et comment depuis une vingtaine d'années, les valeurs du couple, celles de la vie à deux ont évolué, chez les gays et dans l'ensemble de la société. Je pense que c'est lié à l'évolution économique vers laquelle nous allons. Vers un libéralisme de plus en plus libéral.

Dans le PACS comme dans le mariage, tout n'est pas à jeter, bien sur. Ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit. Il y a des choses qui sont de l'ordre de la reconnaissance absolument nécessaire. Il y a aussi des choses de la protection qui sont absolument nécessaires. Enfin, comme le disais Irène, c'est l'aspect des privilèges des couples ou des gens qui sont à deux (ça peut être des duos) par rapport aux célibataires. Je ne comprends pas pourquoi on paierait moins d'impôt sous prétexte que l'on vit à deux. Par contre, je serais volontiers partisan qu'on demande une réduction d'impôt pour tout le monde.

Audrey BUISSON : J'aurais voulu demander au représentant de la *LGP* qui évoquait tout à l'heure l'éventualité des droits pour les homosexuels célibataires. Pourquoi les célibataires homos auraient plus de droits que les célibataires hétéros.

X : Je trouve dommage que l'on fonctionne par opposition (ce qui entrave beaucoup trop le militantisme). Ce n'est pas parce qu'on veut le PACS, que l'on ne veut pas autre chose. Ce n'est pas parce qu'on est célibataire qu'un jour on n'aura pas envie d'être avec quelqu'un. Il n'y a pas qu'une homosexualité, nous ne sommes pas des clones. Il y aura des demandes diverses et variées, et c'est à nous, militants associatifs, de nous battre afin de satisfaire tout le monde. C'est ce que je voulais dire. Il y aura effectivement peut être pas des droits spécifiques pour les homosexuels, mais on pourrait demander une réduction pour tout le monde. Ce que je voulais dire, c'est qu'on ne s'arrête pas au PACS.

Etre pour le PACS ce n'est pas être contre le mariage. Tout est une question de temps, et actuellement il faut se battre pour le PACS, demain pour autre chose. Cet autre chose qui sera alors la demande de certains d'entre nous. En fait, il ne faut pas fonctionner par opposition, puisque les choses sont au final complémentaires. Et ce n'est pas parce que l'on se bat aujourd'hui pour ceci, que demain nous ne battons pas pour cela. Il me semble que l'on entrave beaucoup le militantisme, principalement parce que les gens fonctionnent par opposition, alors que nous n'avons pas à nous opposer. On travaille aujourd'hui sur quelque chose, demain sur autre chose et après-demain encore sur autre chose.

Pascale BERTHAULT : Je voulais aborder un autre aspect du dossier PACS. Nous l'avons encore entendu tout à l'heure, il n'y a pas d'enthousiasme délirant, de la part des associations comme des gays et des lesbiennes vis-à-vis du PACS. Aussi bien lors des manifestations, qu'avant ou après le non-vote à l'Assemblée Nationale. Et sauf lors des *Gays Prides* qui ont imposé ce slogan depuis de nombreuses années, il n'y a pas eu effectivement de large mobilisation qui reprenaient ces revendications.

La cause de ce phénomène est intimement liée à la stratégie qui a été choisie et mise en oeuvre par l'équipe qui a travaillé sur le PACS et qui fait qu'aujourd'hui, comme ils disent eux-mêmes, a eu, de fait, des effets sur la question de l'homoparentalité, du droit des étrangers. Peut-être que si l'on avait inversé la vapeur très tôt (en 90-91), si à cette époque il y avait eu une volonté d'élargir ce mouvement, alors que le mouvement associatif et les structures politiques pouvaient l'entendre et reprendre ça, je pense qu'on ne serait pas dans la situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui. C'est à dire avec un PACS pas encore voté, qui en l'état ne satisfait en fait pas grand monde, pour ne pas dire personne, en ne reprenant pas nombre de revendications importantes pour nous. La question de l'homoparentalité est quelque chose de central qui n'apparaît pas dans le texte. Ce qui est incroyablement choquant. Il faudrait que l'on en tire les enseignements et plus particulièrement, qu'on voit comment on se dote dans l'avenir des outils de coordinations et de lutte qui feront effectivement aboutir nos projets et nos revendications, y compris à l'Assemblée Nationale.

X : Bonsoir, je voulais poser la question pour les couples lesbiens et gays. Comment se passe l'adoption. Si quelqu'un peut me répondre à ce sujet, parce que c'est quelque chose de vraiment très nouveau pour moi.

Yves ROUSSEL : Je prends le micro pour répondre à cette question. En France, l'adoption est possible pour une personne célibataire. Depuis 1966, sous de Gaulle. Ce qui en soi est assez drôle. Même si ce fut par erreur (pour que les nounous puissent adopter les enfants dont elles avaient la charge). Et donc, aujourd'hui, un gay ou une lesbienne peut adopter. Mais la jurisprudence est claire, nous ne connaissons pas un seul cas où une personne ayant déclaré son homosexualité ait pu adopter en France

Vous connaissez un cas ? Je serais vraiment ravi de le connaître parce qu'effectivement nous sommes à la recherche de gens qui ayant déclaré leur homosexualité ont pu adopter. Jusqu'ici on n'en connaît aucun.

Donc, pour le coup ce n'est plus zéro mais un ou deux. Il y a une très forte majorité de gays et de lesbiennes qui ayant déclaré leur homosexualité se sont vus refuser l'accès à l'adoption. On leur refuse l'agrément. Il s'agit donc d'une jurisprudence à caractère discriminatoire. Et à propos de la possibilité pour un couple homosexuel d'adopter, c'est tout simplement interdit. Sauf pour les couples mariés (et hétérosexuels). C'est effectivement un point que nous souhaitons faire évoluer bien sûr.

Il y aussi un troisième cas d'adoption dont je voudrais parler. Celui de l'adoption par le second parent. C'est à dire lorsqu'un enfant a un seul parent légal (si par exemple il a été adopté par un gay ou une lesbienne, issu d'une insémination artificielle ou par mère porteuse). Dans ce cas de figure, il n'y a qu'un lien légal, et ce serait la possibilité pour le compagnon du père ou la compagne de la mère d'adopter cet enfant. Donc là, il s'agit de la question de droits de l'enfant. L'enfant n'est pas responsable de la sexualité de ces parents alors qu'il dispose d'un cadre légal inférieur à celui d'un enfant né d'un couple hétérosexuel, marié. L'adoption par le second parent est une mesure urgente.

Je terminerais en étant un peu optimiste. Il se passe des choses très positives au Pays-Bas. Nous pensons que d'ici un an ou deux, il devrait y avoir une loi qui permette l'adoption d'enfants pour les couples de même sexe. Et aux Etats-Unis, le New Jersey a permis en 1997 l'adoption par les couples homosexuels, c'est un pas important dans les revendications homoparentales.

Marco DEL'OMODARME : J'avais une critique concernant la genèse du PACS. Je me souviens qu'en 94 lors de certaines réunions sur le CUS (à l'époque on ne parlait pas encore du PACS), la minorité au sein de la communauté homosexuelle (ceux qui pouvaient être présents à ce genre de réunion) a lutté pour qu'il y ait une loi spécifique pour une classe spécifique, pour un droit spécifique, et on a essayé de pousser pour une réforme du droit de la famille. Tous ces gens là n'ont pas été écoutés, je pense notamment aux féministes. Voir ce qu'exprimait Irène Théry à propos de nouvelles formules familiales. D'ailleurs, pourquoi en couple ? Après tout, pourquoi ne pourrait-on pas se marier à quatre ? Et je me permets d'insister sur le fait de dire qu'il faut aussi essayer d'arrêter de s'étonner du fait qu'on pourrait avoir plus de droits, que nous en avons aujourd'hui.

En tant que pédé je réclame davantage, beaucoup plus de droits que les hétéros. Pourquoi pas ? Et cette idée ne doit vraiment pas choquer ou impressionner quiconque. D'ailleurs, n'oublions pas qu'en tant qu'homosexuels, nous avons beaucoup moins de droits. Et pour une petite loi, on a le temps de discuter et de penser qu'ils vous donnent je ne sais pas quoi, mais c'est rien. Parce qu'à côté, il y a beaucoup de choses auxquelles on ne peut pas accéder, on n'y songe même pas. Une minorité de gens accaparés par des intérêts qui en soit étaient légitimes n'ont pas vu qu'à côté il y avait tout un réseau de militants de vieille date. Et aujourd'hui, ils nous disent "Maintenant, on a une loi qui ne satisfait personne mais tout le monde doit en profiter, bien ou mal".

Grégory : D'abord j'aimerais faire une remarque. Je suis étonné du fait que vous teniez cette discussion à un niveau très technique, très français pour un séminaire international et méditerranéen. Et je pense que vous ratez l'occasion d'avoir quelques idées des autres pays de la Méditerranée. Pays qui disposent d'une expérience particulière en la matière. Par contre j'aimerais vous remercier de la part des pays où il y a une activité, mais pas une dignité homosexuelle pour toutes ces discussions qui nous ont offert l'occasion d'ouvrir des débats chez nous, à un autre niveau, beaucoup plus bas. Mais j'aimerais bien que l'on rajoute peut être dans cette UEEH l'aspect international avec un peu de distance pour avoir des idées neuves, des idées d'autres pays méditerranéens

Daniel BORRILLO : Je prends la parole parce que je voulais parler du droit comparé, en fin comment cela se passe ailleurs. C'est vrai que je ne suis pas juriste d'Assas ou d'Aix, seulement de Paris 10. Je ne suis donc pas une éminence, je n'ai pas été consulté. Il y a les droits individuels, ceux du couple et ceux des personnes qui décident de vivre ensemble indépendamment de tout lien sexuel ou affectif. Des étudiants qui décident de vivre ensemble, des personnes âgées avec des jeunes qui peuvent faire bénéficier de droits sociaux. Bref énormément de cas de figure qui ne se limitent pas à deux personnes. La Suède par exemple, depuis 87 a une loi sur la cohabitation. C'est aussi le cas de la Catalogne. Mon collègue espagnol saurait mieux que moi en parler. Il y a donc une loi qui concerne effectivement le couple, le couple de fait. Il y a une loi qui concerne les relations de voisinage ainsi que la solidarité entre personnes, indépendamment de tout lien sexuel ou affectif.

En tous cas le problème du PACS c'est qu'il participe à l'idéologie de la conjugalité. Car on ne peut signer un PACS si on est marié, en concubinage ou dans une situation de droit de famille (ascendants ou descendants). On ne peut pas dire que le PACS ne participe pas de la logique de la conjugalité, puisqu'il donne des droits à deux personnes. Et pour sortir de cette logique conjugaliste, il faut ne pas se limiter à deux personnes, mélanger les droits personnels et ceux du couple. On peut critiquer cette idéologie, je suis d'accord quand on dit que le mariage est un lieu d'oppression des femmes. Et que le mariage leur soit ouvert, entre elles, il n'y aura pas domination à l'intérieur de l'institution. C'est à nous de construire ces institutions. Donc évidemment, on peut être contre l'idéologie conjugaliste, mais on ne peut pas dire que le PACS n'y participe pas. Et ce n'est pas le PACS qui nous fera sortir de cette logique.

Il est légitime de revendiquer la conjugalité, mais parlons de la nature juridique de cette organisation entre deux personnes. Car si nous sommes dans la logique de la conjugalité, pourquoi considérer que le seul lieu légitime de la vraie conjugalité qui donne droit à la filiation, à l'ensemble des droits sociaux, à la nationalité, au séjour immédiat, au regroupement familial, au statut de réfugié, au droit d'asile, est le mariage hétérosexuel ? Ne pas revendiquer le mariage, c'est renoncer à ces droits, le PACS ne les offrant pas. Et si on est dans la logique de la conjugalité, revendiquons le plus, pas le moins. Mon origine méditerranéenne m'a appris que quand on négocie, on demande toujours le plus pour avoir le moins.

Geneviève PASTRE : Bonsoir, c'est pour répondre à ce qu'a dit Eric Dubreuil tout à l'heure. C'est l'interprétation des cas isolés. Quant on voit la progression d'une loi, vous avez cité celle du New Jersey, vous avez dit qu'il y avait un cas, et c'est un immense progrès. Alors pourquoi ne pas avoir dit la même chose pour un exemple que vous citez dans les travées, qu'en France il y avait eu un droit qui avait été donné l'adoption dans un cas particulier justement de lesbiennes ou de gays et vous avez considéré comme quelque chose de très peu important, en faisant la soustraction et en disant oui, il y a une quantité considérable de cas où on refuse l'adoption. Alors ou bien on considère que un cas isolé c'est une avancée considérable qui fera jurisprudence ou rien du tout. Mais il faut que ce soit la même chose pour les différents pays. Je crois que c'est très difficile dans cette progression nuancée dans laquelle nous sommes de garder un juste milieu, de ne pas se laisser emporter.

Donald SUZZONI : Je suis quand même surpris. Je suis comme la belge qui s'est présenté tout à l'heure, militant depuis l'époque du FHAR. Et quand on a entendu les discours récents sur le PACS, c'est sûr que l'idéologie du FHAR, elle hurle devant ça. Je passe là-dessus. C'est un autre débat. Ce qu'on a entendu jusqu'à présent sur le PACS, me semble être une façon de regarder les choses par le petit bout de la lorgnette. J'ai l'impression qu'une société commerciale gay s'est installée derrière le militantisme.

Et le PACS, c'est quoi ? C'est le fait que deux personnes peuvent avoir un lien reconnu par l'ensemble de la société. Vu sous cet angle là, c'est totalement différent. Il ne m'intéresse pas de voir ce que les deux personnes veulent vivre ensemble et revendiquer. Ce qui m'intéresse, c'est ce que nous voulons vivre ensemble, vis-à-vis de la société. Et à travers le PACS, nous sommes en train d'organiser quelque chose de très particulier. Depuis les années 70, nous revendiquons. D'abord des droits de reconnaissance individuelle, puis de reconnaissance sociale à travers, par exemple, le droit de créer des associations dont l'objet était clairement la défense de l'homosexualité. Maintenant nous sommes devant quelque chose, le PACS, qui est de reconnaître l'homosexualité comme structurante, comme étant un lien qui doit être reconnu par la société. Vu sous cet angle, nous demandons à la société de faire un effort. Quelle est la période de notre histoire où ce type de relation a existé, dans les villages, les mœurs, les lois ? La réponse est du côté du Moyen Age, période la plus proche de nous. Sinon, il faut remonter jusqu'à l'Antiquité.

Je trouve que le débat qui a eu lieu sur cette question, et quel que soit le résultat final, aura été de toute façon positif. Parce que comme l'a dit un intervenant tout à l'heure, nous pouvons maintenant parler avec tout le monde. Le PACS, aujourd'hui, est un sujet d'actualité. Nous avons gagné au moins ça. Nous avons au moins gagné de pouvoir en parler. Ceci est pour moi très positif et c'est principalement pour cette raison que j'ai soutenu le PACS, par convivialité militante. Je dois dire aussi que j'ai été choqué de voir beaucoup d'associations qui demandaient de soutenir par principe le PACS, alors qu'aucun débat sur le fond ne s'y était tenu. Et puis, pour conclure, je suis très heureux de constater ici, ce soir, qu'il y a un décalage entre nous et les "institutionnels", les professionnels de la chose. Ces dernières années, nous les avons laissé faire, nous les avons suivis, soutenus. A cette Université, ce soir, j'ai le sentiment très net qu'il y a dans la salle des protestations à la fois véhémentes, nombreuses et structurées. Tout ceci me paraît intéressant, parce que c'est la première fois. Lors des *Gays Prides*, on défile, on consomme, on s'envoie en l'air, mais on ne discute jamais de rien. Et les *UEEH* effectivement aident à réfléchir, à remettre en question. Au cours des premières universités, il y eut une contestation qui permettra de savoir ce que voulait vraiment la base, et pourquoi elle le voulait. Voilà, je vous remercie.

Jacques FORTIN : Le débat de ce soir est aussi sur "L'après PACS ?". Nous avons rajouté un point d'interrogation parce qu'on se demandait si le PACS allait ou non passer. Enfin, toute l'équipe de copains qui ont travaillé sur cette question, et qui ont fait avancer les choses à leur façon, on obtenu que le PACS puisse passer cette automne. Ils ont fait un sacré boulot. Mais le bon angle d'attaque aurait été celui de l'attaque de la République dans laquelle existe, non pas des droits individuels mais des libertés communes et un droit commun. Ces libertés communes, ce droit commun doivent être communs et communes. C'est sous cet angle d'attaque qu'il fallait lancer la question de la reconnaissance de notre droit à vivre ensemble. Y compris à propos des célibataires. La République dans laquelle nous sommes, doit discuter des libertés communes, d'un droit commun. Il n'y a aucune raison qui justifie qu'untel ne puisse pas avoir accès aux libertés communes, même les plus crétines comme le mariage.

Quelqu'un a dit "je me réjouis que quelqu'un débarque, soulève plein de questions. C'est chouette". Il ne faut pas être malhonnête, un débat n'est jamais innocent. La façon dont la gauche a conduit ce débat est terrible pour nous. Ce débat s'est construit à coup de "ni" qui se sont rajouté les uns aux autres. "Ni" au mariage, "ni" à la mairie, à la parentalité. C'est un débat de "ni", pas un débat de "plus". Et on le paiera, par exemple sur la parentalité. Donc, ce débat n'a pas été innocent puisqu'il portera à conséquence. Nous en paierons le prix. Je ne dis pas que c'est de notre faute, mais avec cette histoire de PACS, nous nous sommes retrouvés dans une situation bloquée du point de vue du mouvement gay et lesbien. Il n'y a pas eu de vrai débat, de réflexions communautaires. Si nous avions voulu un débat communautaire, nous aurions aussi intégré dans nos réflexions le féminisme, au nom de la diversité de notre communauté. L'argument qu'il "fallait répondre aux urgences" n'est pas recevable. Etouffer le débat sur la question du féminisme, question qui a sacrément perdu du terrain en particulier chez les gays, est une erreur. Il y a une certaine lesbophilie.

Il n'y a pas une *Gay Pride* où l'on parle de cette question. Le débat sur du PACS était l'occasion de se réapproprier, de développer la réflexion féministe (fondamentale pour nous tous). C'est des filles qui ont fait le *FHAR*, il ne faut pas l'oublier. Les grands mouvements homos en général ont succédé à des luttes des femmes qui nous ont ouvert l'espace, pour que nous puissions parler luttes démocratiques. C'est quelque chose à ne pas ignorer.

Dernier point, celui de la critique de la famille. Ce qui m'a fait dresser les cheveux sur la tête, c'est cette omniprésence du couple. La pensée unique sur le thème qu'il y a une différence, c'est quelque chose qui nous tue depuis des millénaires. Comme Pouliquen qui disait au cours d'un débat sur la parentalité, que deux parents de même sexe était un obstacle insurmontable. Vraiment ? Avoir deux parents noirs, à l'heure actuelle, c'est un obstacle. Devons nous interdire aux noirs d'avoir des enfants ?

Christophe : Je crois qu'il y a un débat qui à la fin des années 90 a traversé notre communauté, celui de l'intégration de la communauté gay à la société. Nous sommes confrontés à la difficulté de faire valoir nos droits, ce qui en soi est indispensable. Et c'est un combat qu'il faut continuer à avoir. Je pense qu'à l'occasion de ce débat, on peut aussi essayer de prendre en compte l'autre dimension qui est comment nous pouvons enrichir la société. Et peut être que la dignité que l'on peut nous reconnaître passera par ce qu'on pourra apporter à la société. Je ne suis pas d'accord avec Jacques Fortin, le PACS, il fallait le faire, c'est une première étape. Et à propos du mariage, ça vaut le coup d'en discuter et d'apporter nos questions et peut être nos réponses à l'ensemble de la société. Par exemple, quand la *Coordination Lesbienne Nationale* nous dit "On ne veut plus du mariage parce que c'est quelque chose qui entraîne une hiérarchie centrale" le type de mariage que nous pourrions exiger estomperait cette image", ne pouvons-nous pas en profiter pour dire à la société que le mariage n'est plus forcément ce que vous avez cru depuis longtemps, que ça peut être autre chose ? Même chose pour la parentalité, l'adoption, bref l'homoparentalité qui sera probablement un prochain débat lors des *Universités d'Eté*.

Jacques GARRY : Le fait qu'il y ait eu une absence de débat depuis des années a créé un vide, peuplé de façon un peu curieuse. Certains avaient dit que le PACS fera ses preuves dès qu'il y aura plus d'hétérosexuels que d'homosexuels qui en souscriront un. Il y a eu un débat sur le nécessité de créer quelque chose de nouveau, qui n'est pas le mariage, qui n'est pas le concubinage. Nous avons maintenant une espèce de coquille qu'on pourra la remplir par la suite. Est-ce si sûr ? Qui va remplir la coquille ? Sûrement pas les homosexuels, dans la situation actuelle, cela me surprendrait. A nous d'y mettre d'autres fonctions, d'autres idées. Il faudrait que se soit le résultat d'une réflexion commune.

Alors maintenant que le PACS existe, on verra ce qu'il donnera au final. J'avais beaucoup aimé un tract paru juste le jour suivant le rejet du PACS par l'Assemblée, titrant "on se calme". Et qui se calme ? Les homosexuels ? Cette situation est quelque peu inquiétante pour l'avenir. Il va falloir être très attentif aux débats et à ce qui se passe à l'étranger, parce qu'il me semble que là il y a des avancées plus intéressantes que celles que nous connaissons en France. De ce point de vue, il serait intéressant de regarder dans cette direction afin d'alimenter notre propre réflexion, et avancer régulièrement pas à pas, peut être en ne laissant pas trop les experts passer devant.

X : Bonsoir. Je voudrais revenir sur ce qui a été dit ce soir et hier en cours de débat à propos des origines. Effectivement, je crois que les avancées dans la société, dans la construction de la société, les premiers en avant furent les homosexuels. Je pense que les homos ont une idée assez large de toutes les discriminations

(langue, race ...). Pour en revenir au PACS, je crois qu'il faut éviter à tout prix de demander des droits futurs, donc le PACS, en nous enfermant encore dans des carcans de la loi. Attention à la politique. Et je dis que la politique tue le monde. L'homme, en tant que tel, doit dans les années à venir trouver en lui-même l'équilibre en dehors de nos sacrées lois qui tuent l'humanité.

Jaime Del VAL : Il ne faut pas oublier que les droits des couples mariés sont une chose, et que le mariage est un droit individuel. Ca devrait être assez clair. Maintenant, il conviendrait de parler de la parentalité des gays, puisqu'il y a la question de l'adoption.

Maïté MALLET : Un des effets positifs du débat sur le PACS, débat qui a touché toutes les couches de la société, c'est d'avoir rendu possible une certaine visibilité lesbienne (des femmes lesbiennes), au niveau des associations et des sorties de placard. Je pense (à titre personnel) à Amélie Mauresmo a fait sa sortie du placard probablement dans le sillage de ce débat public sur l'homosexualité. Et en plus, elle s'est présentée au public en couple, ce qui rejoint un peu le thème de la conjugalité. Nous avons besoins, nous autres lesbiennes, d'images positives de ce style. Les figures connues ne sont pas légion chez nous. En fait, nous n'en n'avons presque pas. Contrairement aux gays. Nous en étions restés à Sapho et à Lesbos. Il y a eu, c'est vrai, Navratilova avec toutes les difficultés qu'elle a eu à se visibilité. Et bien sûr, nous la remercions pour cela. Donc, la visibilité d'Amélie Mauresmo est quelque chose d'important, et nous espérons que ce débat, cette visibilité va permettre de nouvelles visibilité lesbiennes.

Yves ROUSSEL : Je n'ai pas grand chose à ajouter, et je n'ai aucune raison de ne pas dire ce que je pense. En revanche, il est possible que je m'illusionne sur ce qui me détermine secrètement. Enfin, il me semble que mes choix sont assez transparents. Maintenant, quant à savoir quel est le bon angle d'attaque, je ne prétends pas que la politique pour le PACS a eu le bon angle d'attaque vu où nous en sommes aujourd'hui. Beaucoup de choses se sont passées. Si une autre stratégie avait été suivie, que se serait-il passé ? Bien malin celui qui pourrait le dire. On peut seulement avoir l'intuition d'une direction. On se rend compte, après coup que l'idée, l'insistance à vouloir un statut qui concerne aussi bien les homos que les hétéros, consensus assez général de la communauté homo, c'est quelque chose qui a eu d'énormes effets politiques intéressants. L'homophobie qui s'est révélée lors des débats, l'a été en partie grâce à l'idée d'un statut que l'on voulait nouveau et applicable à tous. Avec le recul, il y a certainement tout un gros paquet d'histoires entre associations et personnes qui ne sont pas jolies, jolies. On pourrait aussi en faire le récit, si cela amuse certains, mais ce n'est pas vraiment l'endroit. Mais d'ici quelques temps nous aurons passé par dessus, et on se rendra compte qu'au moins, il s'est passé des choses, que nous sommes dans une situation nouvelle. Quelle est cette situation nouvelle ? Je pense que le débat national, au cours des deux dernières années, a été utile. Il ne nous a pas mis dans une situation de force, mais néanmoins intéressante. Je ne crois pas que cela va provoquer un effondrement des associations gays et des débats, mais au contraire cela a ouvert de nouveaux horizons. Voilà, c'est sur cette base que nous devons maintenant travailler.

Fabienne LARRIVIERE : Je suis toujours étonnée des réactions. Cela fait huit ans que l'on entend parler d'un projet sur le couple, et qu'il n'y a pas eu d'interpellation de la part du milieu associatif. Ce que l'on voit à chaque LGP, c'est qu'au départ tout le monde est parti prenante alors qu'à la fin nous avons des critiques. Des gens ont travaillé sur ce projet et ils en ont le mérite. A nous de faire notre mea culpa sur notre absence, sur notre manque d'implication dans cette histoire, de ne pas être intervenus plus tôt.

Maintenant, le PACS est là. Il faut reconnaître qu'un travail a été fait par des gens qui auraient peut-être aimé qu'on leur donne d'autres clefs. Nous sommes aussi responsables. Les députés reçoivent des milliers de courriers envoyés par des opposants au PACS, alors qu'ils n'en reçoivent pas des pro-PACS. Quand il s'agit d'aller au charbon, il y a peu de mobilisation. La critique est facile.

X : Le gouvernement, les parlementaires n'avaient pas une politique structurée à propos des relations sexuelles. S'il n'y avait pas eu la débâcle du 9 octobre, une droite qui trouva dans le PACS un nouveau drapeau, si la gauche n'avait pas eu peur du Sénat, s'il n'y avait pas eu un clivage Droite/Gauche, le PACS n'aurait probablement pas eu ce succès. La question centrale était la question lesbienne et gay.

Et pourquoi avons nous inventé le PACS ? Parce que la Cour de Cassation a considéré qu'il n'y avait pas de concubinage homosexuel, qu'on ne pouvait pas revendiquer le mariage. Ainsi, si nous avons choisi le PACS, c'est surtout par "realpolitik" (par réalisme politique), car c'était la petite plage que l'on nous laissait en disant "vous n'avez pas droit au concubinage, ni au mariage car sinon cela serait la débâcle. Parce que tout de même il faut faire en sorte que l'hétérosexualité demeure la sexualité la plus légitime, et comme autrefois il y avait une forme, un statut spécifique pour les protestants, pour les noirs, vous aussi les homosexuels, vous allez avoir un statut, une place qui vous corresponde". Ainsi, tout le monde soutient le PACS, en l'état, qui est une étape.

Eric DUBREUIL : Je voudrais vous dire que pour moi, il s'agit d'une construction personnelle, à la portée de chacun qui veut s'en donner la peine. Je remercie les organisateurs de cette soirée parce que je crois qu'il y a moyen, en cette fin de 20^{ème} siècle, de se construire au-delà des normes. Il est possible de se construire soi-même, de prendre ses distances par rapport à ce qu'on nous dit, d'en retenir certaines choses, d'en créer de nouvelles. Aujourd'hui, je crois que les *Universités* sont un lieu qui le permet, et je vous remercie de le faire. Je voudrais apporter mon expérience personnelle en disant que c'est quelque chose qui m'a permis de rencontrer l'homme que j'aime, d'une part, et puis de progresser dans une voie de construction de l'ensemble, d'une contribution à l'ensemble. Je vous embrasse.

Christian de LEUSSE : Juste un mot pour dire combien nous sentons, à travers tout ce qui vient d'être dit durant ce débat, l'urgence de la confrontation. Les étapes ultérieures ne manqueront pas. Il faut que nous poursuivions absolument nos mobilisations, que nous soyons attentifs à un certain nombre de sujets qui ont été très bien soulignés ce soir.

Les individus seront-ils écrasés par cette histoire de couple ? Serons-nous assez attentifs pour dire que le droit au couple ne concerne que certains et certaines d'entre nous ? Serons-nous attentifs à ceux qui vivent le fait d'être père ou mère, tout en étant qu'homosexuel ? Est-ce que nous saurons les défendre ? Serons-nous assez forts pour développer toutes ces solidarités, sur lesquelles nous sommes attendus ? Il faut que nous soyons capables de mieux nous écouter, et de faire avancer un certain nombre de luttes nouvelles, celles de lesbiennes aux cotés des gays.

SIDA et ASSOCIATIONS HOMOSEXUELLES

Christian de LEUSSE : D'abord, je crois qu'il n'est pas vraiment besoin de présenter les deux personnes qui sont à mes côtés. Et je voudrais dire combien pour ma part je suis touché par leur présence. Jean le Bitoux, depuis longtemps sur la brèche, a su évoluer et s'impliquer dans cette lutte contre le sida tout en gardant fermement l'objectif de contribuer à la mobilisation du mouvement associatif homosexuel. Daniel Defert, ensuite, dont nous savons tous quel rôle majeur il joua dans la mobilisation face au sida, et qui nous avait fait l'amitié de venir à l'*Université d'Été* de 1985, nous présenter *Aides* qu'il était en train de fonder avec des amis. Rappelons nous qu'à cette époque ils étaient des prophètes prêchant dans le désert, en essayant de mobiliser les homosexuels dans la lutte contre le sida.

Sommes-nous un peu à l'issue d'une période où nous avons vécu quelque chose de dramatique pour les personnes, comme pour le mouvement homosexuel qui s'est étiolé pendant toute cette période ? Je prends l'exemple de Marseille, où entre 1987 (date de la dernière *Université d'Été* et de la disparition du *GLH* Marseille) et la réapparition d'un mouvement homosexuel visible en 1993, c'est à dire l'année de la première *Gay Pride* que les marseillais arrivèrent à organiser, nous assistons à une disparition gravissime de la mobilisation homosexuelle, du militantisme homosexuel. A partir de là, c'est la question que je pose, la montée du sida a-t-elle eu ou non un impact fort sur ce mouvement homosexuel ? Le sida explique-t-il cette démobilité ? Est-il la cause de cet effondrement ? L'effondrement qui a accompagné la montée du sida n'est-il pas le signe de la fragilité du mouvement homosexuel en France ? C'est une réflexion utile à avoir si l'on veut reconstruire les choses pour l'avenir. Rappelons-nous de l'effondrement, en 1933, d'un très puissant mouvement homosexuel allemand, du fait des nazis. Nous avons vécu quelque chose d'analogue. Et que beaucoup d'homos se mobilisèrent dans des associations de lutte contre le sida, peut-il être considéré comme une nouvelle forme de la mobilisation associative homo ?

Le "renouveau" associatif d'aujourd'hui est-il capable d'intégrer les années sida ? Est-ce qu'il y a eu un apprentissage militant nouveau, lié à cette lutte ? La reconstruction du mouvement homosexuel aujourd'hui a-t-elle à voir avec une certaine stabilisation du sida ? Y a-t-il eu rejet ou intégration de la lutte contre le sida par le nouveau mouvement homosexuel ? Est-ce un mouvement qui s'est construit à côté ou un mouvement qui a pris le train en marche ? A-t-il été capable d'intégrer tout ce qu'apportèrent nos amis qui ont lutté contre le sida, par toutes les formes d'expression, les mobilisations, les solidarités qui s'exprimèrent alors ? Des associations de lutte contre le sida ont attiré notre attention sur la situation dans les prisons, sur celle des toxicos, des droits du malade, puis peu à peu sur le droit des couples et la protection de la personne la plus faible dans le couple, et finalement sur la solidarité internationale et les droits de l'étranger. Donc toute une série de débats fortement portés par ceux qui se battaient contre le sida. La mobilisation, celle d'aujourd'hui, doit-elle reprendre à son compte toutes ces batailles ? La remobilisation associative est-elle compatible avec la mobilisation individuelle et collective face au sida ?

Certains affirment que les débats sur le sida avaient quelque chose de pas très positif en matière de bataille pour les droits, d'un autre côté la nouvelle montée en puissance, si elle existe, des mouvements homosexuels, à tendance à oublier la nécessaire mobilisation contre le sida, la nécessaire prévention. La remobilisation associative participe-t-elle à une démobilité individuelle face au sida, ou bien au contraire peut-elle contribuer au maintien de cette mobilisation ?

Voilà, je ne voudrais pas monopoliser trop longtemps la parole. Ce sont quelques questions que je pose, afin d'alimenter nos débats. Bien, je laisse la parole à Daniel Defert. Merci encore d'être venu jusqu'à nous.

Daniel DEFERT : Je suis venu la première fois en 1985 et c'est vrai que nous avons eu alors bien des difficultés à mal à faire admettre l'idée qu'il y avait un débat prioritaire à avoir, celui de l'émergence du sida. Nous en avons pris conscience dès fin 1984. Et nous pensions alors être très en avance par rapport aux américains. A cette époque, il y avait peu de cas connus et nous croyions qu'en nous mobilisant très tôt, nous pourrions ainsi freiner cette épidémie. Mais nous ne savions pas que l'épidémie était déjà installée, et ce depuis un certain temps. Comme l'affaire du sang contaminé nous le prouva par la suite (les réserves de sang étaient largement touchées). La contamination commença dès 1978.

Gai Pied en parla dès septembre 1981 (c'est d'ailleurs le premier journal à en avoir parlé), alors que la grande presse nationale n'en parla qu'à partir de 1982. Je vous renvoie au très bon livre de Jérôme Stazzula qui a refait tout l'historique des articles sur le sida. Cependant lorsque *Gai Pied* parlait du sida, c'était sous la forme d'information, et non pas d'un appel à la mobilisation.

Et même si nous avons eu du mal à imposer le sujet, c'est à la suite des *Universités d'Eté* qu'a été créée Aides Marseille. Et nous tous, Jean le Bitoux, Patrice Meyer (créateur de VLS, Frédéric Edelman et le docteur Brugeat (maintenant décédé), à l'époque nous fûmes perçus comme des oiseaux de mauvaise augure. D'ailleurs, j'en veux pour preuve le fait qu'un soir retrouvant des amis dans un bar de Marseille, avec plein de préservatifs que j'avais l'intention de distribuer lors des *Universités d'Eté*, et voilà que les amis me proposent de commencer la distribution dans ce bar (qui à l'époque s'appelait le *Kempson*). Le patron est venu me voir en disant "Monsieur, vous insultez la sexualité de mes clients". Il est passé récupérer les préservatifs auprès de chacun d'entre eux. Cet exemple est somme toute assez caractéristique de l'ambiance générale de l'époque. C'était l'été 85. Voilà un peu dans quel contexte nous avons démarré. Je suis content de revenir ici, mais je suis quand même un peu surpris du fait qu'entre 1987 (date de la dernière *Université*) et aujourd'hui, il n'y ait pas eu d'*Universités Homosexuelles d'Eté*, pendant les années aiguës de l'épidémie. Qu'est-ce que cela signifie ? Je ne tiendrais pas l'analyse que Christian a présentée tout à l'heure, ce qui en soit prouve bien qu'il y aura débat au terme de ce forum. Et j'aimerais retracer cette histoire complexe du militantisme homosexuel français contre le sida. Il faut savoir que l'histoire française est différente de l'histoire américaine, et souvent nous n'en avons pas une perception très claire, et ainsi nous les confondons, nous les jugeons l'une par rapport à l'autre.

Nous sommes aux *Universités*, je suis universitaire, et donc excusez-moi de commencer par une bibliographie. En tant qu'acteur de cette histoire, je ne suis pas d'accord avec tout ce qui s'est écrit, mais je vous rappelle ce qui existe (j'hésite à parler des miens). Il y a d'abord l'ouvrage très important de Michael Pollack "Homosexualité et sida". Il y a aussi l'article de Patrice Pinell, historien et médecin (qui a fait un très bon bouquin sur l'histoire du cancer), mais ses écrits me semblent assez partiels. Il y a aussi un papier de Philippe Adim qui travaille dans un groupe de sociologie médicale. Il y a un livre américain de Bayer et Kisp qui dresse une histoire de la lutte contre le sida dans sept démocraties industrielles, faite par les chercheurs américains, Monique Steffen s'étant occupée de la partie française. (Mais c'était avant l'affaire du sang contaminé, ce qui donne un aspect un peu différent sur l'histoire française). Egalement l'ouvrage de Frédéric Martel, livre très documenté qui fut l'objet de nombreuses polémiques, mais beaucoup de choses qu'il signale sur l'histoire du sida sont exactes. Il y a le livre de Franck Arnal et celui de Martet d'*Act Up*. Et puis actuellement, l'école du sociologue Touraine est en train d'enquêter pas mal sur la question.

Cause particulière, cause collective

Avant tout, écrire l'histoire de cette lutte, c'est comprendre comment s'est construit le sida en tant que cause collective. Cette histoire, c'est aussi mon histoire. L'histoire de la gestion d'un amour, d'un deuil, d'une histoire militante interrompue que je n'acceptais pas d'interrompre. La question est de savoir comment on transforme une cause particulière en cause générale. La question est également de savoir si en construisant une cause générale, on construit aussi une identité collective.

C'est le succès ou l'échec de la construction d'une identité collective qui fait le succès ou l'échec d'un mouvement social. En 1984, pour moi comme pour les premières personnes qui, avec moi se sont mobilisées dans la lutte contre le sida, la question, était, en premier lieu, de savoir qu'elle était la nature de la cause à construire. Ce qui n'était pas si évident que ça. Au départ, j'avais une colère, un modèle. Christian rappelait que l'histoire du mouvement homosexuel français de lutte contre le sida ne fut pas tant la transformation d'un mouvement, mais plutôt la création d'autres acteurs et d'autres perspectives. Sachant qu'il est assez rare lorsque l'on est engagé dans une cause, de ne pas se retrouver engagé autrement. Je suis de la génération qui a connu la guerre d'Algérie, j'ai milité contre. Et avec Foucault, en 70/72, nous avons créé un mouvement contre les prisons. Pour nous, pour moi, la question des prisons était une question de stigmatisation, et aussi une question morale. Des gens stigmatisés à qui dans le silence le plus total, on impose un système de punition sur lequel on ne s'interroge pas. Et pour ce faire, nous avons mobilisés les professionnels, les détenus et les familles. Ce que nous avons fait alors, fut pour moi, un modèle. J'avais donc un modèle de lutte, politique, qui consistait à transformer une cause avec l'aide de militants politiques. C'était un petit peu le modèle sur lequel je voulais me baser, désirant continuer sur un autre terrain, le travail militant que nous avons eu en commun, Foucault et moi.

Une lettre : Donc j'écris une lettre (on la retrouve dans le livre de Frédéric Martel) à différentes personnes avec qui j'avais eu des contacts militants durant les années 70. Cette lettre posait le problème de la situation des homosexuels face à l'épidémie. Je proposais la création d'un mouvement autour des droits des malades, parce que l'accès aux dossiers médicaux me paraissait des choses essentielles pour le malade lui-même. Je trouvais que mourir jeune sans être prévenu, était réellement insupportable, qu'on avait des choses à gérer jusqu'au bout. J'ai donc envoyé cette lettre à 10-15 personnes. Des avocats, des amis de Médecins du Monde, des amis qui avaient créé le Mouvement pour l'Avortement. Personne n'y a répondu. Des années après, ils m'ont dit "on s'excuse de ne pas avoir répondu, c'est notre plus grand regret". Le stigmatisme homosexuel fut très fort dans cette non-réponse.

Après un deuil, on ne se sent pas la capacité de mobiliser, et donc je pensais m'appuyer sur des gens organisés. Alors, avec Gilles Barbedette (aujourd'hui décédé), qui à cette époque était déjà atteint par la maladie, nous avons réuni Franck Arnal (représentant de *Gai Pied*), Jean Pierre Joecker (de la revue *Masques*). Frank Arnal nous expliqua que *Gai Pied* ayant un lectorat majoritairement provincial, vivant sa sexualité par procuration, il n'était pas concerné (j'apprenais, après coup, que cette question ne fut jamais discutée au sein de la rédaction). Bref, nous étions une dizaine, certains déjà pris par la maladie, à se demander comment nous allions nous constituer. Robert Gallo (on croyait alors qu'il était le véritable découvreur du virus, et non pas Montagnier) vient assister à un colloque à Cochin. *Libération* qui couvrait l'événement, me demanda de parler de Aides (qui balbutiait en octobre 84) de mes projets. Et je parle de la lettre, de la situation des homosexuels face à l'épidémie, de la question de la souffrance, du deuil et des relations avec la famille. Le lendemain, je reçois plein de lettres et des chèques. Donc, au démarrage de *Aides* se trouvent des réactions individuelles, et non celles d'un mouvement. Ce ne fut pas celles de gens organisés, de têtes de mouvements. Michael Pollack a très bien dit que ce ne sont pas les homosexuels, en tant que groupe collectif qui se sont mobilisés contre le sida, mais c'est le virus qui a découpé le militantisme. Et effectivement, c'est bien le virus qui a découpé, redécoupé des réseaux de militantisme. Je me souviens d'une femme dont le mari était mort du sida, de médecins en tant que médecins gays, de militants des années 70, après avoir milité pour la libération de la sexualité homosexuelle, et tous ces gens et bien d'autres, découpés par un intérêt spécifique, estimaient qu'ils avaient une certaine responsabilité à agir contre cette maladie.

Ce fut donc un recoupage de réseau et non pas un mouvement identitaire qui s'était constitué. Je crois qu'il faut toujours être très attentif aux termes que l'on emploie. D'autant que l'on ne peut pas dire ce sont les homosexuels comme collectivité, comme communauté, qui sont à l'origine de l'association. Gérard Pelé, venu quelques semaines après (en janvier 85), et donc à ce titre l'un des plus anciens de cette histoire, nous en parlera tout à l'heure.

Construction d'une cause

Une information ne construit pas une cause. Il faut savoir qu'à la fin des années 70, le mouvement militant homo s'étiolo. Après 81, estimant avoir remporté une victoire avec la disparition des fichiers policiers (ce qui était effectivement important) le *CUARH* se dissout. Et c'est le commerce gay qui se développe. S'offre alors, la possibilité d'avoir une sociabilité homosexuelle, des modes de consommation et de comportements homosexuels sans avoir besoin de militer. D'une certaine manière le commerce importe en France les modes de vie développés aux Etats-Unis, et ce, de façon beaucoup plus publique. J'en sais quelque chose. J'habitais le Marais et tout le monde me disait "Tu es complètement idiot, tu habites dans le quartier le plus hétéro de Paris. C'est normal que tu ne rencontre personne". Et le jour où je déménage (en 78), le déménageur me dit "vous avez vu, en bas de chez vous, ils sont en train d'ouvrir un bar de pédés". Et le commerce gay occupe l'espace et offre de nouvelles possibilités. Possibilités qu'il n'était pas nécessaire de revendiquer, la situation politique ayant changé depuis 1981. Le mouvement homosexuel se sent fragilisé par cette épidémie, croyant à un risque d'une stigmatisation collective et ne sait pas comment, au fond, mener une information et une action préventive. Les notions de Safer sex n'étaient même pas constituées. Michael Pollack a décrit cette maladie comme une maladie du silence. La plupart des malades, comme la plupart des français, n'avaient pas négocié leur homosexualité avec leur famille. Le sida a atteint des militants, mais aussi des gens qui avaient des pratiques homosexuelles. Pour la première fois, engagé volontairement ou non dans cette histoire, nous avons eu un destin commun

La ligne politique : Beaucoup de gens atteints n'étaient pas en mesure de négocier avec leur entourage leur maladie. D'autant qu'à l'époque, il faut le savoir, le test n'existait pas. A cette époque, les gens découvraient en fait, la maladie au stade terminal. Le sida était une maladie du silence. Et les gens n'arrivaient pas à affronter à la fois, le sida et l'homosexualité. C'est pourquoi lier homosexualité et sida nous paraissait une façon d'empêcher les gens malades de nous contacter. Parce que, leur homosexualité était la chose qu'ils avaient le plus de difficulté à négocier. Avec Franck Arnal, nous nous étions demandé dans le cas d'un malade maltraité parce qu'homosexuel, si une association homosexuelle aurait le pouvoir d'intervenir. Et pour ce faire, fallait-il opter pour une ligne de défense homosexuelle, ou déclarer qu'il y a une crise du système de santé publique ? La lettre que j'avais écrite, prônait une politique homosexuelle, autour des émotions, des affects et non pas autour de la sexualité. Finalement, *Aides* opta pour l'option de la crise de la santé publique. Longtemps après, j'ai pu lire Léo Bersani déclarer "l'erreur que nous avons faite aux Etats-Unis, c'est d'avoir fait du sida, une crise de la sexualité, pas une crise de la santé publique". Et une grande partie des reproches adressés à *Aides*, en France, c'est justement d'en avoir fait une crise de la santé publique, pas une crise de l'homosexualité. Personne n'est satisfait de son histoire. C'est normal. On ne peut pas être satisfait face une telle maladie. C'est l'objet majeur de ce débat. Et c'est la grande différence entre le modèle américain et le modèle français. Modèle qui, par la suite fut repris en Afrique et dans les pays de l'Est (où *Aides* a été très sollicité).

Crise de la santé publique : Le terme de crise de la santé publique, en lui-même veut tout dire et rien dire à la fois. Par exemple, il y a quelques temps, lors de la défense du PACS, on a dit que c'est un enjeu de santé publique que des gens aient le droit de se pacser. Enjeu de santé

publique, je n'aime pas cet argument pour le PACS, je préfère largement des arguments sur le droit des individus, mais on peut tout dire. Bref, on était dans un espace suffisamment vague pour faire monter le maximum de revendications. Et en plus, en France on a une tradition militante de militer contre l'Etat. Donc c'était, d'une certaine manière plus facile de mobiliser, d'autant qu'il n'y avait qu'une petite fraction du mouvement homosexuel d'alors, et du milieu médical qui sur une question de la crise de la santé, étaient mobilisable. Ensuite, on s'adressait directement à l'Etat par la voie de la presse. Je pense que les Etats Généraux de la Santé qui viennent d'avoir lieu prouvent l'importance qu'a eu cet axe, cet angle d'attaque, dans l'histoire des institutions françaises. Je vous signale que l'année prochaine, il y a un dépôt de loi sur le droit des malades et que le rapporteur de cette loi est un député de Nancy, Jean Jacques Denis qui est un des fondateurs de *Aides Nancy*. Ce n'est certainement pas un hasard. Donc j'insiste sur cela, parce que c'est le point de départ.

Quelqu'un qui a écrit l'histoire du mouvement de lutte contre le sida aux Etats-Unis, Mélinda Kersen, reconnaît dans la lutte contre le sida quatre facteurs. En premier, un milieu où est reconnue la gravité du problème. A New York, ce fut le milieu gay qui eut alors pleinement conscience de cette réalité, pour des raisons à la fois sociales et médicales. Ensuite, l'existence de réseaux mobilisables. Aux Etats-unis il existait un nombre considérable d'associations. Quand j'ai repris l'histoire de ce qui s'est passé à San Francisco qui est un véritable modèle, j'ai noté qu'il y avait un nombre important d'associations et d'associations de services, ce qui était assez différent de la tradition française. A San Francisco, on est dans le monde du militantisme revendicatif, et par exemple, il y avait une clinique de maladies vénériennes, gérée par les gays. En fait, il y avait des tas de services gérés pour des gays. Troisième facteur, des alliés potentiels. Toujours aux Etats-Unis, ce fut Hollywood qui rempli cette fonction par une large mobilisation de vedettes de cinéma. Et pour finir, des sources de financement. Aux Etats-Unis, la plupart des fondateurs d'associations de lutte contre le sida furent républicains. Comme Larry Kramer qui a fondé *Act Up* (au départ, faisait partie de ceux qui ont fondé *Act Up*, appartenaient au milieu de la finance). C'est pour ça qu'ils n'ont pas donné à leurs associations une orientation politique axée sur la crise de la santé des gays mais qu'ils ont toujours affirmé que leur service était ouvert à la totalité de la population atteinte, que 50 % était destiné à des communautés non-homosexuelles. Alors qu'en France, il y a eu très peu de financiers qui soient impliqués dans le milieu homosexuel. A l'exception notable de Pierre Berger qui a revendiqué le fait d'associer son entreprise (*Yves St Laurent*) au mouvement homosexuel. Il faut savoir que la question du financement du mouvement associatif s'est passée aux Etats-Unis dans un contexte homosexuel très différent. En France, le gros du financement associatif, c'est l'Etat ou les collectivités locales qui l'assurent. Donc, nous avons tout un ensemble d'éléments qui constituent un paysage différent. En France, la lutte contre le sida ne naît donc pas d'une reconversion d'un militantisme gay préexistant, mais de la construction d'une cause publique avec de nouveaux partenaires (dont les pouvoirs publics étrangers aux luttes homosexuelles antérieures).

Un nouvel espace militant : En 1987, Michelle Barzach déclare le sida "cause nationale", ce qui prouvait que le cadre militant dans lequel on s'inscrivait était un cadre où des alliances en fait, étaient gérables. Et, point plus personnel, je pense que le système de santé en France est un appareil d'Etat considérable, dont on ne peut pas toucher un élément sans créer des mouvements importants. Donc la santé est un point crucial à partir duquel on peut faire circuler énormément d'enjeux. Je rappelais que Michael Helquist, Mickael Pollac et moi-même nous avons été ceux qui ont négocié la disparition de l'homosexualité comme pathologie mentale de l'OMS (lorsqu'il nous fut demandé de participer à des comités de l'OMS, la condition de notre participation était cette disparition). Donc à partir de cela je voudrais montrer comment s'est créé un nouvel espace militant qui a eu, au final, deux séries d'effets.

Un déplacement de l'offre de santé : Il s'agit de la prise en charge globale des malades avec sa dimension sociale et psychologique. C'est à dire la modification des horaires de consultation hospitalière, le financement des services à domicile, toute l'action sur la douleur et le développement des équipes de soins palliatifs mobiles, l'acceptabilité des essais thérapeutiques par les malades. Ce qui a complètement modifié le rapport des malades avec l'institution médicale. Le premier service d'*Aides* fut une permanence téléphonique, qui donnait aux personnes une information, une formation médicale afin de pouvoir négocier point à point leur traitement, s'ils le souhaitaient. Ainsi nous placions l'appelant en position de consommateur ou d'usager du système de santé, et non plus simple consommateur passif. Ce qui ne s'était jamais vu, et ce qui changea les rapports au système. Le deuxième service de *Aides* fut l'intervention dans les bars gays sur la prévention, alors il n'y avait pas de stratégie de prévention. C'est nous qui avons été chargé d'inventer la stratégie de prévention. Ce sont les français qui imposèrent le mot "safer sex". Celui de "safe sex" (que je n'aime pas) suppose un sexe pathologique ou malsain, et une totale sécurité. J'estime qu'il y a tout un ensemble d'insécurités qui font partie de la sexualité. C'est pourquoi nous avons dit "plus sûr" et non pas "sûr". Cela signifie que nous avons comme objectif, non pas tant d'offrir des services (ce qui me paraît être le rôle de l'Etat) mais plutôt d'expérimenter des réponses acceptables. Ce qui ne fut pas toujours compris. Je me rappelle que des gens venaient nous voir pour comprendre comment nous procédions. Ils étaient tout à fait surpris que l'on ne leur fasse pas une histoire médicale, mais qu'on leur dise qu'il y avait toute une gamme de possibilités, et qu'on leur donne une échelle de risques. Il fallait inventer un discours qui n'était pas celui des professionnels ou du gouvernement. Notre rôle n'était pas de revendiquer de l'Etat des réponses (c'est le reproche que je fais à *Act Up*) mais d'expérimenter ce que nous étions prêts à accepter pour imposer des conditions, des limites de travail. Tout un travail, nouveau, qui engageait l'acceptabilité sociale d'une communauté. C'est pour ça que nous avons opté de plus en plus pour le vocabulaire de santé communautaire et non pas de santé publique. Ce fut un axe de travail qui a certainement été source de nombreuses alliances.

Un déplacement sur les contenus identitaires : En ouvrant un espace aussi vaste que cette notion de crise de la santé publique, *Aides* ouvrait un espace où tout le monde pouvait dire ce qu'il avait à dire. *Aides* avait une fonction d'ouverture vers l'autre, vers les autres. Et à la fois une fonction de confidentialité. C'est à dire qu'elle offrait la possibilité de verbaliser ce qui était jusqu'à présent indicible, ce qui était du domaine de l'intime. D'autant qu'il n'y avait pas que l'homosexualité qui était un enjeu identitaire. La séropositivité est un changement d'identité personnelle, changement par rapport au temps et aux autres. Et nous avons, dans le cadre de la lutte contre le sida, à gérer plusieurs problèmes d'identités, plusieurs manières d'être sujet. Ce qui pour moi est un débat théorique très important, mais il ne faut pas trop se focaliser sur la notion d'identité qui est très souvent obscure. Au-delà de la lutte contre le virus, il y eu aussi une lutte identitaire par la conquête d'un espace de redéfinition de plusieurs identités. Car il y avait plusieurs manières d'être sujet face au virus. Séronégatif qui se protège, séropositif, homosexuel, parent d'homosexuel, amant de quelqu'un, d'un malade ou d'un séropositif, parent en deuil. Bref tout un ensemble de subjectivités qui n'avaient pas d'espace pour se constituer. Et une des dimensions très importante de la lutte contre le sida, justement, fut la création de l'auto-support. En créant *Aides*, j'étais déjà dans mon auto-support. Mais en disant les choses, nous les collectivisons. C'est à dire que nous les faisons passer du plan personnel au plan d'une négociation sociale possible. Il est toujours possible de ne laisser aucun espace, comme dans les sociétés répressives. Je ne connais pas de société sans risque, et je connais trop de sociétés sans liberté.

Guillaume Dustan : A cette époque, la parole était absolument impossible. Nous étions systématiquement stigmatisés. Parce que considérés comme des criminels. Avec, grâce à vous, l'intériorisation de la loi de la capote pour être de bons pédés. Des bons pédés responsables qui ont droit aux subventions de l'Etat

Daniel Defert : Nous pourrions avoir un débat sur cette question, mais pour l'instant, histoire de ne pas se disperser, je voudrais en finir avec mon propos. Donc, la question est de savoir si la lutte contre le sida a bouffé la lutte homosexuelle. Cette lutte contre le virus s'est passé en grande partie, mais pas exclusivement, avec les homos. Elle a aussi permis au toxicomane, à l'émigrant, à d'autres personnes concernées de se faire entendre en tant que groupe sujet. Tout en donnant un nouvel espace de reconstitution d'identité. L'homosexualité, en tant qu'identité, n'est pas une nature qu'il faut libérer mais d'avantage un projet collectif qu'il faut construire. En cela, je suis foucauldien. Il y a une érotique homosexuelle qui n'est pas forcément une identité psychologique. Or, aujourd'hui nous sommes en train, un peu sur le modèle américain, de confondre tout ce qui est érotique homosexuelle et identité psychologique homosexuelle. Je préfère avoir accès à l'érotisme de tous les hommes, plutôt qu'à seulement 4% de la population. Nous sommes face à l'enjeu très important d'une construction identitaire, dans la construction de stratégies multiples. La lutte contre le sida a offert un espace politique, celui de "santé publique" (mot très obscur) à partir duquel on peut remettre en cause tout un ensemble d'institutions, avoir tout un ensemble de parole.

L'intérêt politique du sida

Je crois qu'un nouvel espace pour un militantisme plus diversifié s'est constitué durant les années de lutte contre le sida. Les dernières mobilisations de la *Gay Pride* témoignaient par leur style et leurs ampleurs de cette diversification militante. Cet espace politique a permis la tenue de négociations nouvelles, que ce soit au sein des familles, du cercle des amis ou des groupes politiques. La question du mariage comme celle des enfants, ainsi que le débat sur le PACS, ce ne sont pas des questions d'identité, mais des questions de projets collectifs. Cette histoire homosexuelle était probablement arrivée à bout de souffle. C'est probablement l'une des principales raisons qui expliquent pourquoi au début de l'épidémie, il n'y a pas eu de mobilisation générale des homosexuels, pourtant directement concernés. Cependant, par la suite il y a eu une forte mobilisation, mais ce ne fut pas vraiment un choix. L'existence de cette épidémie, ainsi que mobilisation multiforme de gens qui négocieraient leur homosexualité, en tant qu'homosexuel, volontaire, soignant, médecin ou autre, a précipité les choses. Des gens ont négocié leur identité de façon différente, des enjeux nouveaux sont apparus. Et aujourd'hui, il n'est non pas tant question de régression ou de progrès militant du mouvement homosexuel. Parce qu'en fait, il n'y a pas eu un mouvement, un projet, mais des réseaux et des formes de mobilisation diverses et multiples. Il y a aussi un espace public où toute cette réalité peut se négocier. Espace public qui n'existait pas auparavant.

Mais il ne faut pas oublier le prix réel que nous avons payé pour la négociation de cet espace. Ce ne fut pas seulement des luttes politiques visibles, mais aussi des luttes collectives et surtout individuelles contre la mort, contre la souffrance, la maladie. Mais tout cela au prix de la mort d'un nombre considérable de nos amis, de nos amants, de nos proches, de nos semblables. Au prix de la mort de 25 000 à 30 000 personnes en France, si ce n'est plus. Au prix de souffrances considérables, qui ont joué un rôle important, je dirais même fondamental dans la manière dont les familles se sont mobilisées face à la maladie. Nombre de familles d'homosexuels qui se sont mobilisées dans des associations l'ont été mobilisées sur une souffrance, un deuil. Cette souffrance fait que nous ne pouvons pas liquider cette lutte, que nous ne pouvons pas simplement tourner la page et passer à autre chose. Nous avons une dette à l'égard de tous ceux qui ont été malades, qui sont malades, à l'égard de ceux qui sont morts, comme à l'égard de ceux qui vous mourir. Et le mouvement homosexuel ne peut pas se reconstituer, et perdurer sans penser, sans avoir conscience de cette dimension fondamentale de son histoire collective, particulière et militante.

Jean Le BITOUX : Je vais essayer de faire court, afin qu'il y ait de la place pour un débat ultérieur. Suite à l'intervention de Daniel, il y aura certainement plein de questions à débattre. D'autant que nous sommes dans le cadre des (rarissimes) *Universités d'Eté homosexuelles*. Evènement important, précieux pour nous tous, au niveau de nos différences, et aussi par delà nos différences. Le bon vieux fond de sauce de la dénonciation de la répression, présent depuis longtemps, fut mis en valeur, en exergue par les événements de mai 68. Evènement dont le mouvement homosexuel actuel, comme le mouvement des femmes est issu. Et suite à l'élection de François Mitterrand, l'article 331 du code pénal saute (l'homosexualité n'est plus un délit), Gaston Defferre, alors ministre de l'intérieur, fait de telle sorte que le fichier homosexuel de la Préfecture de Police est détruit. Le CUARH, fondé sur la dénonciation de la répression, manifeste le 8 avril (quelques jours avant l'élection de Mitterrand). Mais nous constatons un essoufflement, un effondrement généralisé du mouvement homosexuel en terme de discussion, d'association, de réunion, couplé à un développement spectaculaire du mode de vie gay, ludique, nocturne et culturel. Ce qui crée un gommage de la racine essentielle de ce qui fut le mouvement homosexuel, à travers la dénonciation de la répression. Le Marais s'installe, le poppers circule dans les poches, les backrooms s'ouvrent, les 3615 font des recettes merveilleuses, les allers-retours New York, Berlin, Amsterdam, Londres se passent parfaitement bien. Et dans cette foulée, l'épidémie commence à s'inscrire avec, bien évidemment une politique de l'autruche des responsables associatifs gays qui à ce moment sont persuadé que nous rentrons dans une ère du bien vivre ensemble et que s'éloigne toutes les menaces. Les gays ne comprennent pas cette épidémie, ce qu'elle signifie, ce qu'elle va avoir comme effet sur la vie de chacun. Aucune association gay ne s'empare de la question, de la problématique du sida et continuent tranquillement leurs activités, sans s'occuper de cette maladie, pourtant mortelle à 100%.

Presse et sida

Daniel le disait tout à l'heure, la presse gay dans son ensemble montre une certaine réticence à aborder la question du sida. *Gai Pied*, exemple caractéristique, publie entre août 83 et février 86 (soit 100 numéros ou 5000 pages) seulement une trentaine d'articles sur l'existence de cette épidémie. Et encore, il s'agit d'articles qui se contentent d'informer sans vraiment appeler à la mobilisation. Alors que la presse gay anglo-saxonne s'est réveillée beaucoup plus tôt et prend à partie les lecteurs sur tous les aspects dangereux de cette épidémie. Ce qui explique que ces pays ne subirent pas comme ici, quelques graves années de retard dans un nécessaire prise de conscience.

Les années passent ainsi. Et ainsi jusqu'en 1990, il nous arrive encore de lire des choses assez étranges dans *Gai Pied*, des choses qui sont de l'ordre de la démobilisation. Sans compter les rapports assez difficiles entre l'association *Aides* et le journal *Gai Pied*. D'ailleurs Emmanuel Hirsh écrit à ce propos, en 1990 "on sait que les rapports de *Aides* avec le principal organe de presse de la communauté gay n'ont jamais été tout à fait satisfaisants, du moins dans les premières années du développement de la maladie. Certains y voient la réticence des homosexuels français à se voir attribuer une épidémie visant à modifier leur mode de vie considéré comme des acquis d'une liberté fondamentale, d'autres y voient la crainte de perdre un lectorat ou une clientèle".

Donc on voit très bien comment la question homosexuelle, militante, médiatique est piégée par rapport à l'arrivée de cette épidémie. L'ambiance est lourde. On parle de "cancer gay", (que l'on se rappelle une des couverture de *Libération* en 1984), on parle des 4 H (hémophiles, haïtiens, homosexuels, héroïnomanes, c'est à dire la lie de la société). Par ailleurs, que dire des difficultés pour obtenir de la part du ministère de la Santé de l'époque, une compréhension minimale ? Daniel raconte cette rencontre avec Edmond Hervé, ministre de la santé d'alors, plutôt une fin de non-recevoir. Ce dernier s'inquiétant bien plus des possibles (et somme toute hypothétiques) répercussions électorales d'un soutien politique, que d'une véritable prise de conscience de la gravité de cette épidémie. Le manque de relais politiques, le manque d'implication militante dans l'associatif gay est alors flagrant.

Les questionnaires Gai Pied : D'un autre côté, apparaît, tant mieux ou tant pis (c'est selon), les fameux questionnaires santé dans *Gai Pied Hebdo*. Grâce à Michael Pollack, au CNRS ainsi qu'au soutien du Ministère de la Santé. Et au travers des réponses, se dessine une espèce de figure idyllique de l'homosexuel qui, enfin se protège, qui enfin a tout compris, qui enfin est merveilleusement mobilisé. Comme l'affirment plusieurs éditoriaux de l'hebdomadaire. Avec ces questionnaires, se dessine la figure d'un homosexuel parfaitement lucide, conscient, responsable. Alors qu'en fait, il y a une différence (presque une illusion d'optique) entre le lecteur de *Gai Pied*, motivé, informé, et l'homosexuel lambda qui n'est pas informé, qui n'est pas mobilisé.

Act Up arrive : Pendant que *Aides* développe une réelle envergure nationale à travers l'installation de tout un ensemble de comités locaux, la prévention gay commence, malgré tout, par devenir une réalité. Elle s'installe, difficilement, dans les bars gays, auprès d'une clientèle dans l'ensemble assez septique, voir réticente. Et ce faisant, démontre la nécessaire réforme de la santé publique. C'est en 1989 (soit 5 ans après la naissance de *Aides*) que se crée l'association *Act Up Paris* (sur le modèle américain) qui d'emblée, opte pour un tout autre positionnement militant, en interpellant prioritairement les pouvoirs publics. Par exemple, en critiquant les questionnaires de Michael Pollack, considérant que ces derniers ne reflétaient pas la réalité de l'ensemble des homosexuels ou en agressant verbalement les homosexuels avec une "*Lettre ouverte aux homosexuels parisiens*" considérant qu'ils ne se mobilisent pas suffisamment. On peut aussi se souvenir du grand slogan de la *Gay Pride* 90 "Pédés, réveillez vous". Cette force verbale d'*Act Up*, que certains trouvèrent agressive, servit à dire les choses et dénoncer la lenteur des pouvoirs publics, par l'interpellation directe des personnes, des responsables publics. Déjà, lors d'assemblées générales, la méthode du outing est discutée, prônée.

A la fin des années 80

A cette époque, rappelons nous, le mouvement homosexuel est toujours dans le coma. L'entrepreneur gay parisien, David Girard (propriétaire et gérant de *Haute Tension*, du sauna *King Night*, de *Mégatown* et de plusieurs publications) qui faisait grand bruit (et suscitait bien des controverses chez certains) dans le Paris nocturne, publie dans 5/5 (mensuel gratuit appartenant justement au groupe David Girard), son célèbre éditorial "*Merde au sida*", qui illustre une position de rejet, une politique de l'autruche, en fait assez générale. Les *Gays Prides* étaient alors devenues extrêmement commerciales, et puisqu'il était le seul à en organiser, s'ouvrent avec lui des négociations afin de leur retrouver un sens collectif. Marches qui jusqu'à aujourd'hui non cessé de croître en affluence.

Les actions sur le terrain, ainsi que les activités de *Aides* firent que les homosexuels cessèrent de croire qu'ils étaient face à un débat simplement politique, à un débat idéologique. Mais bien au service d'une communauté, plus proche des questionnements quotidiens de chacun, face à son malaise, face à son mal-vivre homosexuel. Qu'il soit jeune, âgé, atteint dans sa santé, socialement discriminé. Et c'est à ce moment que commence, sous l'influence de *Aides*, toute la mise en place des *Maisons des Homosexualités*, des *Centres Gay et Lesbien*. Lieux qui sont tout d'abord, et qui par définition doivent être des lieux d'accueil, d'écoute, d'entraide, de solidarité, de parole, de soutien à la disposition de la population homosexuelle dans son ensemble. Dans les années 90/95, se produit une montée en puissance des associations de lutte contre le sida. Parallèlement, nous assistons à un renouveau, à une reconstruction, un reformatage de la dynamique homosexuelle. On arrête alors de prendre le micro pour dire les choses uniquement homosexuelles. On commence à élargir l'idée de solidarité à l'ensemble de la "communauté homosexuelle". Il s'ensuit une volonté d'être mobilisés, solidaires et d'élargir le débat aux droits des personnes. Et c'est ainsi qu'apparaissent les premières propositions sur la question des couples de même sexe.

Quelques flous

Et cette énergie, cette visibilité culmine, il me semble, en 95. Il y a alors des Etats Généraux à Paris, où apparaît une synergie entre les mouvements de lutte contre le sida et les mouvements homosexuels. Mais il apparaît aussi que le cadre conceptuel des différentes associations s'est modifié. Nous sommes face à un dysfonctionnement, un brouillage. On ne voit plus qui fait quoi, au nom de qui, de quel projet social, de quel objectif. Et je suis bien content de dire cela, ici, parce que j'espère qu'on pourra en tirer des discussions fructueuses. Et j'ai quelques difficultés pour repérer, définir, les dynamiques de chaque association, les dynamiques collectives. Hier soir, il y avait un débat ici même, extrêmement trouble, difficile, incompréhensible. Je donnerai quelque exemple de ce flou artistique qui me gêne très profondément :

Les subventions : Le mouvement homosexuel a toujours été très pauvre, matériellement, financièrement parlant, fait de bouts de ficelles. Il faut savoir, à titre d'exemple, qu'en l'espace d'une trentaine d'années, le mouvement homosexuel n'a jamais eu de local correct dans Paris. Sans parler de la question récurrente du salariat. Et avec la lutte contre le sida, nous assistons à une première arrivée d'argent, assez importante, du fait de subventionnements publics. Arrivée qui instaure un certain déséquilibre, somme toute assez nocif, entre les associations, entre celles qui sont subventionnées et celles qui ne le sont pas (d'ailleurs, une certaine transparence en la matière serait utile et profitable à tous). Et il semble bien que se soit au ministère de la Santé que les avancées sociales des homosexuels sont les plus notables, quand les autres ministères ont des réticences, des difficultés à comprendre que la question homosexuelle dépasse le terrain du seul ministère de la Santé.

Mélange des genres : Certaines associations de lutte contre le sida sont fortement intéressées par des dossiers purement homosexuels, comme la question de la déportation. Par exemple lors de la journée nationale du souvenir où on retrouve des associations de lutte contre le sida "au nom des homosexuels". Il m'est difficile de voir le lien entre lutte contre le sida et le dépôt de gerbe, qui devrait être le fait de la seule dynamique homosexuelle.

Act Up et son logo : Même chose pour le logo d'*Act Up* qui m'a toujours gêné. Ce triangle rose, pointe en haut nous rappelle très fortement la persécution des homosexuels par le régime nazi. Et pour autant que je sache, alors qu'il est possible de faire des parallèles entre discrimination et persécution, je pense qu'il y a tout de même une grande différence entre un virus et une idéologie inventée par des hommes, fussent-ils particulièrement myopes.

Les Gays Prides : Il y a aussi des pressions fortes au niveau des *Gays Prides* pour transformer l'événement d'une visibilité urbaine en Sida Pride, alors que par exemple, la journée du 1^{er} décembre qui marque la réalité du sida paraît mériter d'avoir une véritable visibilité sida.

Conclusion

Bien évidemment, il existe bien d'autres exemples, mais avant tout il me semble qu'il serait opportun et précieux que nous essayons de redéfinir les contours de ce renouvellement conceptuel du mouvement homosexuel. Renouvellement que l'on constate aujourd'hui avec, par exemple tous ces débats sur les questions de genre. Il faudrait aussi que l'on puisse en quelque sorte se redéfinir, afin pour bien savoir comment ces deux mouvements sociaux, celui de lutte contre le sida et le mouvement homosexuel proprement dit, peuvent continuer à être en véritable synergie et point trop en rivalité, en brouillage, en interférence. Ce qui fragilise tout le monde et les luttes communes que nous avons à mener. Merci.

Christian de LEUSSE : Merci à vous deux. Mais rappelons qu'après doit avoir lieu un débat sur le présent des mobilisations associatives homosexuelles contre le sida à l'étranger. Des acteurs de terrain participeront à ce débat animé par Gérard Pelé. Nous aurons droit à un exposé de la situation vis-à-vis du sida, les chiffres, les réalités sociales dans différents pays comme le Portugal, le Maroc Mais pour l'instant, la parole est à vous. Alors, allez y, exprimez vous.

Jean-Louis TOUTON : Je suis assez d'accord avec ce qui a été dit. Depuis un moment, on entend un certain discours à propos d'*Act Up*. Et plus particulièrement sur sa logique de lutte contre le sida. A mon avis, la question importante est celle de la mise en place d'une nouvelle politique de lutte, *Act Up* a fait avancer les choses. Il est malhonnête de vouloir mettre en accusation leur radicalité. *Act Up* à sa manière, avec 200, 300 militants a réussi à déplacer le débat vers la problématique des toxicomanes, des immigrés et autres catégories de population. Et comme ils sont absents, je ne voudrais pas que l'on leur tape dessus. De toute façon, la mobilisation profite à l'ensemble du mouvement homosexuel.

Guillaume DUSTAN : Je voudrais dire que ce n'est pas très bien de fonder une identité collective sur le mensonge. Depuis des années, on nous sert la chanson sur la capote. Genre "la capote c'est un jeu sexuel, c'est marrant, ça change rien". C'est un mensonge. Et tout le monde est obligé de reprendre la chanson, c'est un peu style stalinien. Attention. Le deuxième mensonge porte sur la réflexion elle-même. Je comprends que la capote c'est fait pour se protéger. Quand on est séronégatif, on en met. Surtout que depuis les trithérapies, on peut avoir le choix d'avoir ou non le sida. Mais qui est-ce qui peut décider pour nous ? Pour certaines personnes, selon le contexte, ne pas mettre une capote équivaut à un crime. Ne pas en mettre, c'est être criminel. Je ne mets pas de capote systématiquement, depuis 1992. Parce qu'avec, je n'arrive pas à jouir. Il y a plein de gens qui ont du mal avec la capote. Beaucoup. Il y a plein de gens qui ont arrêté la sodomie parce que c'est tellement difficile. La capote, ce n'est pas une solution viable.

Donc voilà, j'en ai gros sur la patate. Et il faut se mettre à dire la vérité. Je pense que j'y ai contribué en disant que je ne mets pas de capote, en disant que je ne suis pas d'accord avec la chanson sur la capote. Je pense aussi que j'ai rendu un fier service au mec qui va se retrouver dans le noir, rejeté par la communauté homosexuelle. Il saura qu'il n'est pas seul dans son cas. Et les chefs du mouvement homo, ceux qui devraient être un soutien en tenant un discours de liberté et de responsabilité (le seul possible) genre "vous n'en mettez pas si vous n'en voulez pas", prônent davantage une sorte de loi avec sanction. Il suffit de voir les petites affichettes de prévention qui interdisent tout autre comportement que celui d'utiliser la capote.

X : Si on pouvait choisir de mettre ou de pas mettre de capote, ce serait idéal. Et dans ce cas de figure idéal, avec ta carte de sécurité sociale, pourquoi ne pas te demander des remboursements décents ? Après tout, si tu demandes à l'ensemble de te rembourser

Guillaume DUSTAN : Si seulement tu mets une capote.

X : C'est normal qu'on puisse te le demander. Si nous avons un but communautaire ou un but social, c'est normal qu'on te demande de faire des choses, parce que tout simplement c'est nous qui payons. Après, la liberté totale je suis d'accord. Mais dans ce cas là, tu jettes ta carte de sécu, et ce que tu demandes aux autres de payer avec leur impôt. Et tu fais ta vie, de ton côté, mais tu ne mets pas les autres à contribution.

X : Juste une remarque, je crois que tout le monde a bien compris que c'est chacun qui prend le risque qu'il veut. Seulement, il a bien fallu informer. Et au départ, beaucoup ont pu le constater, il y avait à cette époque beaucoup de gens qui ne tenaient pas à ce que cette information soit faite. Bon maintenant l'information est faite, maintenant tu mets une capote, tu n'en mets pas....

Guillaume DUSTAN : La capote c'est de la propagande.

X : Mais chacun prend un risque en connaissance de cause. C'est un choix personnel. Il me semble que pour les associations homosexuelles, l'histoire des subventions, du partage des subventions a eu un effet très important. L'argent de la lutte contre le sida est un problème. A cela s'ajoute le problème des commerçants et leurs impacts financiers. Et je rajouterai un troisième acteur, à savoir la presse homo qui est, par nature, totalement affiliée aux commerçants par le biais de la publicité. Et comment sortir de cette situation ? C'est à dire comment aider les associations qui pour avoir de l'argent sont obligées de monter un dossier sida ? Comment est-ce qu'on peut obtenir des financements de la part des commerçants ? Il y a eut le problème de *l'Europride* et sa catastrophe financière. Je crois que la question de l'argent, des subventions joue beaucoup. C'est une question importante pour l'avenir du mouvement homosexuel. Nous devons réfléchir, savoir comment sortir de ce dilemme que pose la question du financement, des subventions.

X : Ce qu'a dit Guillaume à l'instant me touche. Moi aussi je suis séropositif, depuis l'âge de 17 ans. Quelqu'un qui, comme moi, prend son traitement tous les jours sait que c'est contraignant. Les effets secondaires du traitement, ce n'est pas rigolo. Etre séropositif, ce n'est pas rigolo. Bon, après l'argument "j'arrive pas à jouir avec une capote", ok, c'est vrai qu'il y a des gens qui ont des problèmes à jouir avec, et il y a des gens qui n'en ont pas. Personnellement, en tant que séropo, ne pas utiliser de capote me poserait un problème moral. Guillaume dit "je regrette, je peux pas jouir avec capote" et réclame ce droit, mais ce droit ne regarde que lui. Et lui seul. Guillaume, tu peux le prendre ce droit, si tu veux, mais penses que tu fais toujours l'amour avec quelqu'un d'autre. Et à travers ce que tu dis, j'ai l'impression que tu en as rien à foutre de l'autre. C'est ton désir, et tu n'as aucune conscience du désir de l'autre. Tu peux le contaminer, et tu n'en as rien à battre. Alors, si tu crée un réseau de séropos qui baisent entre eux, sans capote, d'accord, mais crée le ce réseau. Vraiment, ce discours m'énerve. Nous savons tous qu'il y a des séropos qui baisent sans capote. Je le regrette. J'ai des copains qui me disent qu'ils baisent sans capote, et cela me met vraiment hors de moi. Et ce qui me pose problème, c'est que tu voudrais qu'on te légitimise, alors que c'est impossible. Je regrette, il y a le respect de l'autre. C'est quelque chose d'essentiel dans la vie. Baiser sans capote, c'est ton choix, pas celui des autres. Assume la critique de ceux qui ont un autre choix.

Guillaume DUSTAN : Donc le placard pour les séropos qui baisent sans capote. C'est parfait. Bravo les associations de lutte contre le sida. Bravo, j'ai refermé le placard sur nous.

Michel : Bonjour, je suis un peu moins passionné. On parle ici sexualité et sida. On parle toujours de sexualité au singulier, alors que c'est quelque chose qui est multiple. En fait, il faudrait parler des sexualités. Ceci dit, le problème qui se pose ici, c'est qu'il y a un manque énorme d'informations, et à tous les niveaux. Je ne peux pas donner raison ou tort à qui que ce soit. Ceci dit, la question que j'aimerais poser porte sur le problème qui se pose à la communauté homosexuelle, celle du financement par le seul biais du sida et de la santé. Ne sommes-nous pas pris dans un piège ? Il me semble que cela pose un énorme problème. De ce fait, nous sommes peut-être un peu figés dans nos actions, comme faire des campagnes d'information sur l'homosexualité dans les écoles.

X : Je voudrais simplement dire deux choses. D'abord, je ne suis pas du tout pour qu'on fasse l'impasse sur la question de l'usage de la capote. Durant trois ans, J'ai vécu à Paris, et cette question revenait régulièrement en répi (en réunion ouverte à d'autres personnes que les membres d'*Act Up*). Plusieurs fois j'ai posé la question. Je me souviens de quelqu'un qui avait dit qu'il en avait marre, qu'il baisait sans capote, et Didier Lestrade lui avait répondu que si lui n'avait aucun problème de conscience à contaminer quelqu'un, pour lui c'était un problème. Pouvons-nous parler de ces questions ailleurs que dans un cabinet psychanalytique ? Se serait bien que l'on continue à réfléchir là-dessus. N'importe qui s'occupant de prévention a ce problème en tête, contrairement à ce tu pourrais croire Guillaume, Guillaume Dustan. En tant que séropo, j'aimerais bien savoir si je peux baiser avec d'autre séropos. Je ne crois pas qu'il y a eu d'études sérieuses faites là-dessus.

X : Je voudrais dire un truc. De temps en temps, on sort du discours politique et on regarde en arrière, alors que je crois qu'il faut regarder en avant. La communauté gay, c'est une somme de réalités multiples. Si tu fais l'amour avec un mec, qui n'est pas séropo et qui est consentant, c'est très bien. Et aux séropos on sert des discours genre "vous allez mourir". Pourtant il existe une information sur la capote, sur les traitements. Le discours doit évoluer. La communauté est faite, avant tout, d'êtres humains.

Daniel DEFERT : Je voudrais répondre à un certain nombre de choses. Premièrement sur la question des capotes. Je voudrais quand même rappeler une chose (et ça devrait être un thème des *Universités d'Eté*), que pour ne pas avoir de jugement sur les pratiques des gens, on a choisi un discours techniciste sur le préservatif. Pourtant, il y a une alternative sérieuse au préservatif, qui n'est pas le silence, genre "je baise comme ça me plaît", c'est la négociation, la relation. Et il y a des groupes homosexuels où les membres s'entraident, à l'image des groupes canadiens pour hémophiles. Ces groupes organisaient des camps de vacances pour les hémophiles séropos, non-séropos, où les gens, des adolescents, apprenaient à flirter. C'était vraiment un apprentissage de la relation. Le problème finalement, c'est la relation, c'est la négociation. Si les gens n'ont pas de parole, si tout se passe dans les backrooms, sans dialogue, je trouve que c'est choisir sa liberté contre celle de l'autre. La relation est une vraie alternative à la capote. Mais c'est un entraînement, une technique à avoir. Ca ne s'improvise pas comme ça.

Deuxième point, la question d'*Act Up*. Je ne suis pas pour le consensus. Je ne suis pas un fou du consensus. Je n'ai pas créé une association pour rencontrer des associations mais pour bâtir un projet politique. Les autres ont un projet politique différent, et c'est très bien. Je déteste les consensus. Par contre, il faut savoir, réalité importante, que l'Etat ne se bouge que si la société fait pression derrière. L'Etat seul n'agit pas contre une société qui ne réclame rien. Nous avons fait un effort, et justement je rappelais tout à l'heure, notre choix politique d'une large mobilisation sociale. Les enquêtes que Jean Paul Moatti a menée sur l'acceptation par la société française de tout un ensemble de choses concernant l'homosexualité et les pratiques homosexuelles, sont à ce titre assez instructives. Par ailleurs, durant l'émission "Sida Urgence" *Act Up* a décidé au dernier moment de jouer une carte personnelle, celle de casser le lien entre la société et la lutte contre le sida. Depuis justement, on en paie le prix en terme de solidarité, de solidarité politique, de solidarité financière. Et à partir du moment où la société n'est plus solidaire, l'Etat risque de relâcher ses efforts. Et c'est sur ce point précis que je suis particulièrement critique vis-à-vis d'*Act Up*, et je ne céderais pas sur ce point. Troisième point sur lequel j'aimerais revenir, la question de l'argent. Lorsque la question de la *Maison des Homosexualités de Paris* s'est posée, *Act Up* voulait que l'Etat la finance. Moi, je n'aimerais pas que l'Etat finance une Maison de l'Hétérosexualité. Elle aurait trop d'argent (sans compter les allocations familiales). Ce fut le principe quand nous avons créé *Aides*. Nous avons créé quelque chose que nous financions nous-mêmes, et après, sur la base d'un programme on négocie des subventions. Je pensais que les homosexuels étaient en mesure d'autofinancer une infrastructure correspondante à leur besoin.

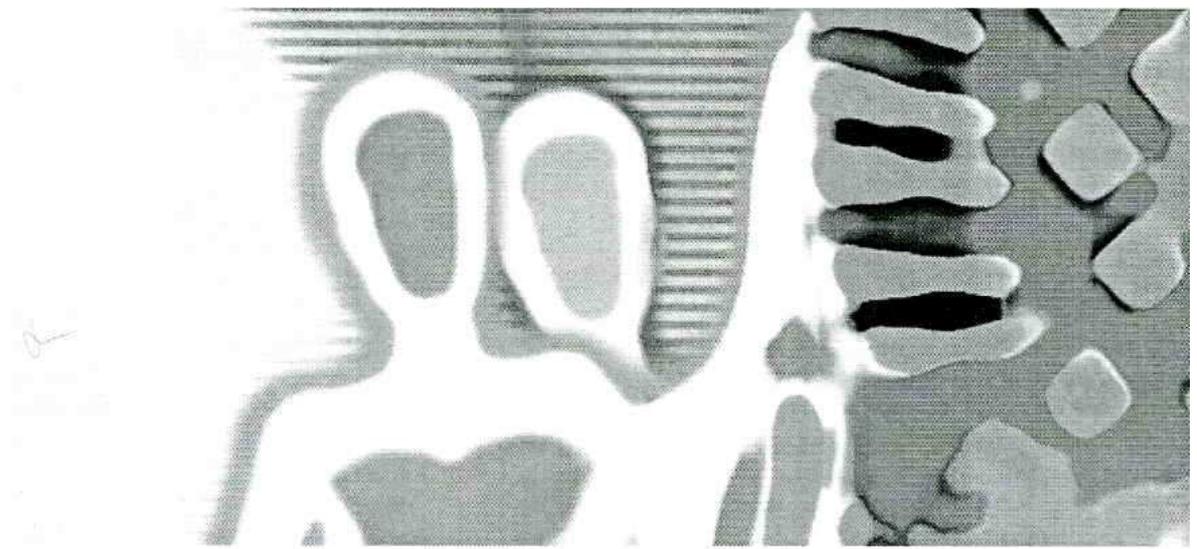
Et effectivement, si on ne compte que sur l'argent de l'Etat (c'est une tradition française), on est obligé de détourner le discours vers un discours sida. Et si on a 40 associations pour les droits des homosexuels, c'est difficile de collecter de l'argent. C'est le problème de la structuration du mouvement. Je me rappelle à Paris une fois, on a voulu travailler avec les associations homosexuelles. J'arrive, et le président du Comité Paris me dit "Tu vois, il y a ici 40 associations homosexuelles, c'est une victoire". Je n'ai pas osé lui dire qu'il y en avait probablement 39 de trop. Parce qu'on ne peut rien faire avec 40 associations. Le vrai problème de l'argent s'il n'est pas public (subvention), il est celui d'une structuration du mouvement homosexuel.

Ensuite, la question de la sexualité. Je suis pour dire les sexualités. Moi, je préfère l'érotisme. L'érotisme, c'est les formes du plaisir. La sexualité, c'est le terme technique qui a remplacé le sexe, le genre masculin ou féminin. La sexualité nous définit à partir de l'objet du désir. Je dirais que c'est une définition psychologique et non pas anatomique. Par contre, à l'intérieur même de cette définition psychologique, on peut être fétichiste, on peut aimer la pisse, la merde, on peut aimer n'importe quel fétiche. Au fond, ce sont des érotismes. Actuellement il y a un groupe de psychanalystes qui sont en train de revenir sur ces questions là. Ils sont justement en train de dire la psychanalyse se casse la gueule, puisque le triptyque sur laquelle elle a été construite, sur laquelle elle repose, à savoir psychose, névrose et.... perversion, j'oubliais parce que c'est tellement loin de mon sujet, les perversions étant en voie de disparition et devenant des droits de l'homme. Alors donc, le triptyque de la psychanalyse se casse la gueule. Ainsi, il faut faire disparaître les concepts de sexualité, de libido, et revenir à une théorie de l'érotisme. Les multiplicités sont des multiplicités érotiques.

Jean-Yves le TALEC : J'interviens ici en tant que *Sœur de la Perpétuelle Indulgence*, en tant que Sœur Rita du Calvaire. Par rapport à ce que disait Guillaume, je voudrais apporter un témoignage de terrain. Fin 94, début 95, à Paris nous avons beaucoup travaillé sur le thème du "relapse". C'est une question que l'on posait beaucoup, et nous passions énormément de temps à aller sur le terrain, dans les backrooms, les saunas. Souvent, bien deux nuits par semaine. Les questions que tu soulèves Guillaume, on y passait nos nuits. Les garçons passaient leur temps à en parler avec nous. Genre "est-ce que je me protège ? Je mets une capote. J'en mets pas". Avec une culpabilité plus ou moins grande. Et lorsque l'on recueillait ce type de témoignages, on répondait qu'il faut mettre une capote. Nous y avons passé des heures. Je crois que c'est un débat que nous devons avoir, même si c'est un débat très difficile, passionnel, avec beaucoup d'émotion, de questions ouvertes. Et quand aujourd'hui, nous continuons à faire de la prévention sur les lieux de consommation homosexuelle, la question se pose toujours. Il n'y a pas de réflexion suffisante, depuis des années. Et nous sommes peut-être passé à côté de l'essentiel. Certains lieux, certains moments sont complètement exclus d'un message de prévention. D'autant que le problème se pose encore, alors que le contexte fait que l'épidémie du sida se présente aujourd'hui sous un jour nouveau, du fait des trithérapies.

Christian de LEUSSE : Une table ronde se poursuit afin de permettre à tous ceux qui le souhaitent de continuer ce débat. Aussi je propose, Daniel Defert ayant en quelque sorte fait une conclusion, de laisser le mot de la fin à Jean le Bitoux

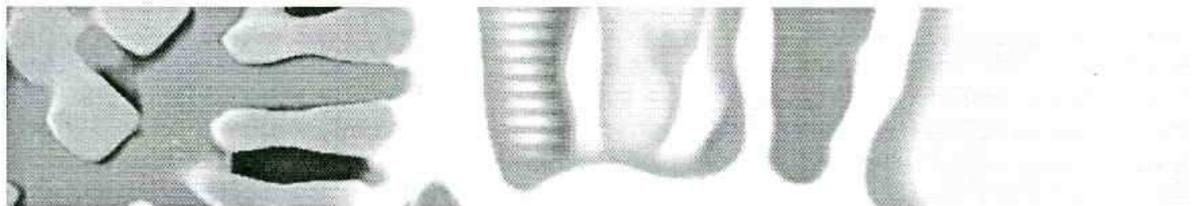
Jean le BITOUX : On peut parler de ces situations de risque qui sont marquées par une certaine culpabilité. Je crois qu'il n'y a aucune solution. Et personne n'est un exemple. Nous avons tous des fragilités, nous avons tous des moments de risque. L'important c'est de ne pas garder ça pour soi. Il y a *Sida Info Service* pour une véritable écoute. Mais il faut que nous apprenions à nous écouter, les uns les autres. Ce serait bien, ça permettrait d'avancer dans un débat qui est difficile, mais qui est celui des *Universités*. Merci.



ATELIERS

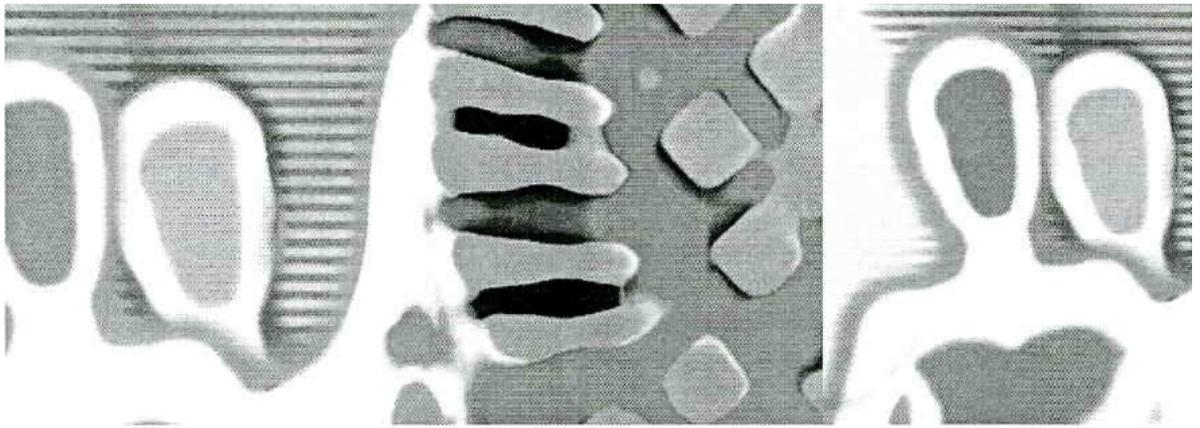


ATELIERS

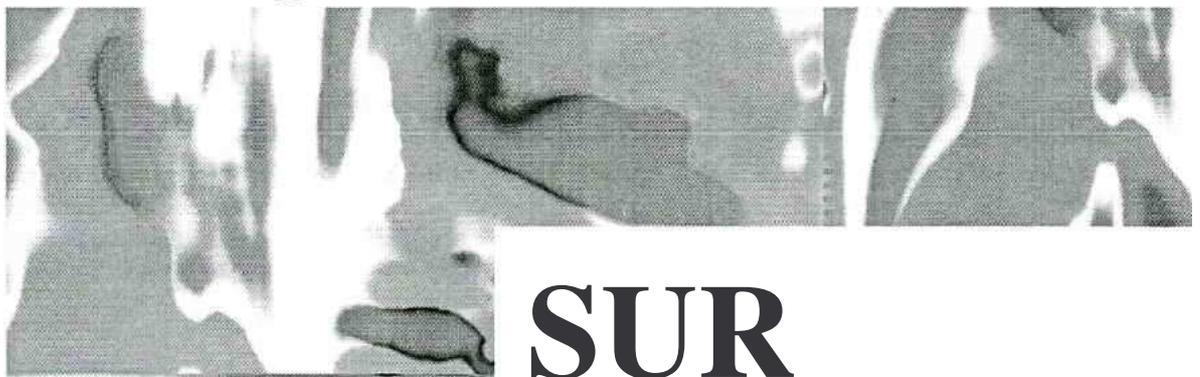


ATELIERS





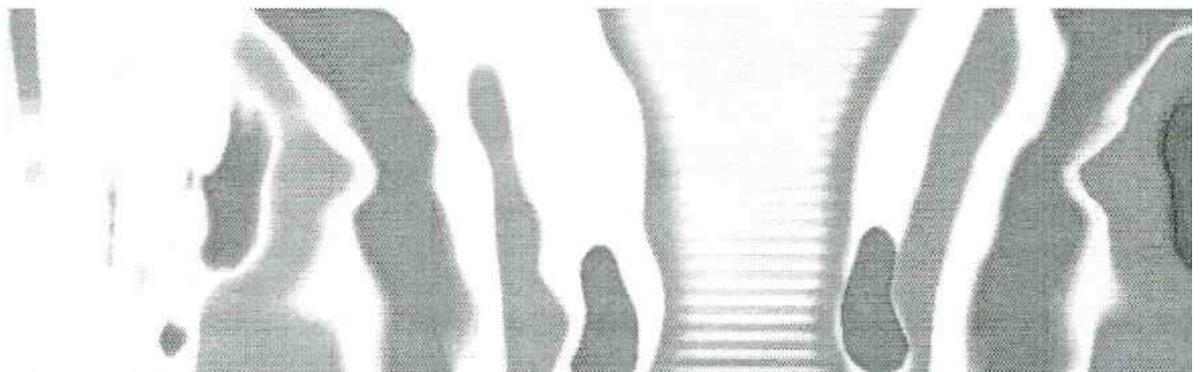
REGARDS



SUR



L'ETRANGER



Dans le CADRE de l'EXPOSE sur la ROUMANIE

Une solidarité quotidienne est fondamentale pour la personne à qui elle s'adresse, mais aussi pour les associations qui doivent faire face, immédiatement, à des problèmes de survie quotidienne, en même temps qu'elles réalisent des actions multiples pour faire changer la loi et faire évoluer les mentalités. L'aide et le contact individuel sont essentiels pour permettre à des personnes de sortir de leur isolement, de reprendre espoir et d'envisager des solutions aux difficultés qu'elles rencontrent. Les échanges avec l'association *ACCEPT*, aujourd'hui, d'autres demain, sont importants pour qu'en Roumanie une réflexion et des actions soient menées.

Au cours de l'UEEH 1999

L'association des *Gays et des lesbiennes Branchés* s'est engagée à aider à l'utilisation d'un site Internet par *ACCEPT*. Un site qui puisse garantir la sécurité des internautes.

D'autres initiatives sont à proposer à *ACCEPT*, par le biais de Octavian LOGIGAN (qui, pour sa part, maîtrise parfaitement le français). Comme :

- L'envoi de livre, de documents, d'invitations.....
- L'établissement de liens privilégiés entre une(des) association(s) et *ACCEPT*
- Des visites en Roumanie
- Une Lesbian and Gay Pride à Bucarest.....

Inventons, innovons.....

De son côté, les UEEH

L'*UEEH* est d'accord pour servir de relais technique afin de regrouper les aides financières en direction d'*ACCEPT* (c'est-à-dire toutes aides nécessaires du fait de l'arrêt du soutien financier hollandais). L'idéal serait que chacun s'engage sur un virement bancaire ou postal mensuel sur le compte des *UEEH* en direction d'*ACCEPT*. Mais les mandats, les chèques, l'argent liquide..... sont bienvenus

ACCEPT : CP 22 116 Bucarest – Roumanie
Tel : (00 401) 310 24 21 - Fax : (00 401) 569 52 87

MOUVEMENTS GAYS et LESBIENS ETRANGERS

Peter DRUCKER : Le comportement homo-érotique est virtuellement universel dans les sociétés humaines à travers le temps et les cultures, même si dans une importante minorité de sociétés cela est plus ou moins durement réprimé et/ou condamné. On a trouvé très peu des sociétés humaines, parmi celles qui ont été minutieusement étudiées, qui ne présentaient aucune trace d'érotisme homosexuel. Une étude a montré que dans 49 des 76 sociétés examinées, certaines formes de comportements homosexuels (masculin et/ou féminin) étaient considérées comme socialement acceptables. Mais la question de savoir quelles formes de sexualités existent et quelles formes sont considérées comme acceptables varie énormément d'une société à l'autre. Depuis la naissance du mouvement contemporain de libération homo avec les émeutes de Stonewall, des mouvements gays et lesbiens sont apparus dans le monde entier, y compris dans le tiers-monde. Et depuis les années 80 en particulier, des gays et des lesbiennes ont affirmé leur existence et constitué des organisations dans un pays du tiers-monde après l'autre, en redéfinissant souvent les concepts "gay" et "lesbien" en les ancrant dans leur culture ou inventant des mots dans leur propre langue. Beaucoup d'entre eux ont montré un courage extraordinaire en étant ouverts à propos de leur vie et en exigeant leurs droits, affrontant la haine et la violence. Avec la montée du fondamentalisme et d'autres formes d'intolérance, la lutte des lesbiennes et des gays du tiers-monde pour vivre ouvertement donne quelque fois l'impression d'une lutte contre leur propre culture et leur propre peuple.

Cette étude soutient que les forces réprimant les gays et les lesbiennes du tiers-monde manipulent en cachant une part de la vérité et en faisant un choix arbitraire des traditions du tiers-monde. La répression anti-gay n'aide pas les peuples du tiers-monde à se libérer de la domination extérieure. Même plus, elle est un aspect de la souffrance que les peuples du tiers-monde endurent en conséquence du Nouvel Ordre Mondial et de la crise économique globale actuelle. Les nouveaux mouvements gays et lesbiens émergents sont un aspect des efforts des peuples du tiers-monde de se réapproprier et de définir leurs nations et leurs cultures. Il est de plus en plus nécessaire pour la libération gay et lesbienne dans le tiers-monde que des analyses et des stratégies spécifiquement adaptées au tiers-monde soient développées, à partir de l'expérience et des mouvements du tiers-monde. Cette étude se veut être une contribution aux efforts des gays et des lesbiennes du tiers-monde à cette fin.

Un sujet largement inexploré

Il est difficile de créer une analyse et une stratégie pour la libération gay et lesbienne dans le tiers-monde pour plusieurs raisons. A savoir :

- L'homo-érotisme dans le tiers-monde n'a été relativement que peu étudié. Beaucoup d'études réalisées, la plupart durant la dernière décennie, sont le fait d'européens, de nord-américains et d'australien. Et beaucoup de données, notamment celles d'études ethnographiques antérieures sont colorées de préjugés raciaux et sexuels.
- Sous la pression d'une forte influence culturelle et du fait d'une plus grande abondance de sources en Europe et en Amérique du Nord, certains militants gays et lesbiens contemporains eux-mêmes, ont parfois eu tendance à traduire des travaux européens ou nord-américains plutôt que de théoriser à partir de leurs propres expériences et recherche.

Il en résulte que les travaux les plus importants offrant une vue d'ensemble de la libération gay et lesbienne. Les "classiques", sont pratiquement tous sous influence de l'expérience européenne, nord-américaine et austral-asiatique. Même les auteurs du tiers-monde qui font leurs propres recherches et analyses tendent à s'appuyer sur ces "classiques" ce qui conduit à un manque d'égard aux thèmes spécifiques au tiers-monde même dans les écrits en provenance de ces pays. Le développement d'analyses et de stratégies pour la libéralisation gay et lesbienne dans le tiers-monde se heurte aussi à l'énorme diversité des formations sociales et culturelles, des sexualités dans les différentes classes ou milieu au sein d'un même pays. La seule chose qui unisse virtuellement les pays du tiers-monde est la domination par l'impérialisme, surtout pendant ce dernier siècle. Cela a eu un fort effet unificateur sur les structures économiques, et un moindre effet sur certains autres aspects des structures sociales, et peut-être des effets les plus divers et variés sur des aspects de leurs cultures comme la sexualité. Personne ne peut prétendre de synthétiser l'extrême diversité d'informations révélées par les études de l'homo-érotisme dans le tiers-monde. Tout ce que peut faire cette étude, c'est d'éclairer certains aspects de la sexualité et certains problèmes de la libération des gays et des lesbiennes qui sont plus ou moins communs au pays du tiers-monde. Même sous cette réserve, on ne peut tirer que des conclusions conjoncturelles. L'intention est de stimuler la recherche, notamment dans le tiers-monde, sur la base de quoi ces conclusions peuvent être mises à l'épreuve et révisées.

Des sexualités uniques surgissant d'histoires uniques

Les différentes formes d'homosexualité qui existent dans le tiers-monde aujourd'hui sont des produits uniques des histoires uniques. La sexualité entre femmes, souvent perçues comme une menace pour la domination masculine et sévèrement punie, a une histoire moins visible dans le tiers-monde que la sexualité entre hommes. Mais les homosexualités féminines et masculines ont existé de tous temps dans le tiers-monde, et se sont transformées à mesure que les sociétés du tiers-monde se transformaient. Le point de départ de l'homo-érotisme dans les différents pays du tiers-monde est la grande variété des sexualités indigènes des cultures existantes en Asie, en Afrique et dans les Amériques d'avant l'âge de la conquête du monde par l'Europe. Ces sexualités indigènes étaient différentes d'une culture à l'autre. Notamment les homosexualités indigènes ont pris des formes différentes dans les sociétés basées sur les systèmes de parenté que dans les sociétés basées sur des systèmes plus hiérarchiques ou des systèmes de classes. Beaucoup de sociétés indigènes d'Afrique ou des Amériques basées sur des systèmes de parenté avaient un homo-érotisme de type "transgénérique", dans lequel certaines personnes adoptaient les rôles sociaux et les caractéristiques du genre opposé. Aussi leur attribuait-on souvent un statut religieux et des pouvoirs spéciaux. Les sexualités "transgénériques" ont survécu dans les sociétés basées sur un système de classe en Asie du Sud et du Sud-est dans lesquelles les structures familiales et villageoises traditionnelles se sont fondues dans la hiérarchie de classe qui s'est sur-imposée. En contraste, dans les sociétés de classe de l'Asie centrale et occidentale et l'Afrique du Nord islamique, les esclaves et les citoyens étaient souvent isolés de leur communauté d'origine et de leur parentèle. Les homosexualités y sont largement définies par l'âge et la classe, les jeunes garçons et les esclaves de ces cultures endossant les rôles sexuels "passifs" et "féminins".

Au cours des siècles, ces différentes sexualités indigènes se sont répandues d'un bout à l'autre du monde et ont inter réagit les une avec les autres de manière unique. Par exemple, l'homo-érotisme défini par l'âge et la classe et lié à une société islamique s'est répandu en Asie du Sud où il a coexisté avec la sexualité transgénérique traditionnelle. La sexualité transgénérique d'Afrique occidentale est arrivée au Brésil et dans les Caraïbes avec les bateaux d'esclaves et y a persisté sous-jacente dans les cultures dominées par le christianisme. L'homo-érotisme indigène du tiers-monde, souvent sévèrement persécuté par les maîtres européens, perdure, dans une plus ou moins large mesure et sous une forme plus ou moins altérée, dans le tiers-monde d'aujourd'hui.

Les communautés gays et lesbiennes se sont étendues dans le tiers-monde, et de plus en plus rapidement ces dernières décennies. Tandis que l'influence européenne ou nord-américaine a pu parfois faciliter l'émergence de communautés gay/lesbiennes dans le tiers-monde, le processus de développement du capitalisme à l'intérieur des pays du tiers-monde a été au moins aussi important. Mais surtout, la dépendance du tiers-monde par rapport aux économies impérialistes a contribué à retarder le développement de la base matérielle des communautés gays/lesbiennes du tiers-monde. Les communautés gays et lesbiennes du tiers-monde actuel ont émergé sur la base d'homosexualités uniques et diverses qui sont autant de combinaisons uniques de quatre types différents de sexualité : indigène basée sur les systèmes de parenté (largement transgénérique), indigène déterminée par l'âge et la classe, commodifiée transgénérique et gay/lesbienne réciproque. Cette étude tente de rendre un aperçu du kaléidoscope en mutation historique que constitue l'homo-érotisme dans le tiers-monde, sa signification dans la vie des gens, et surtout sa signification pour les mouvements de libération sexuelle dans le tiers-monde.

ROUMANIE : Etat des LIEUX

Bruno HERAIL : Au cours de l'UEEH, nous avons rencontré Octavian LOGIGAN représentant de l'association *ACCEPT* de Bucarest. Celui-ci a pris la parole, au cours d'un forum et d'un atelier, pour nous informer de la situation faite aux homosexuels en Roumanie.

- L'article 200 du Code pénal criminalise tout acte homosexuel, public ou privé, même entre partenaires consentants, car pouvant être source de trouble à l'ordre public. Légère atténuation par rapport à la loi en vigueur jusqu'en 1998 qui interdisait tout rapport homosexuel, même entre personnes consentantes. En 1993, Amnesty International dénombrait 57 personnes détenues, nombre en diminution les années suivantes. Les conditions de détention étaient épouvantables : cellules de plusieurs dizaines de personnes, violences physiques, psychologiques et sexuelles.
- Pas de vie communautaire publique, sous peine qu'elle soit considérée comme propagande pouvant troubler l'ordre public. *ACCEPT*, par le biais de la lutte contre le sida, tente de créer des liens avec des personnes homosexuelles. Un groupe lesbien vient de naître. Extrême fragilité des initiatives et d'*ACCEPT* qui ne survit financièrement que par l'aide de la Hollande. Cette aide sur une durée de trois ans, devrait s'arrêter dans les mois qui viennent.

La situation en Roumanie évolue trop lentement malgré son adhésion au Conseil de l'Europe (en octobre 1993) qui lui fait obligation de supprimer tout article du Code Pénal contraire aux droits européens de l'homme, notamment l'article 200 du code pénal.

L'histoire de C. : Il y a quatre ans, alerté par une information provenant de l'Observatoire International des prisons, j'ai pris contact avec un jeune roumain qui demandait de l'aide. Dénoncé par un proche, son ami (20 ans) et lui (17 ans) ont été condamnés à de la prison ferme. Incarcérés, ils ont subi des violences sexuelles durant leur détention. A sa sortie de prison, ne pouvant accéder qu'aux cours du soir car il lui était interdit de reprendre ses études au collège, il n'a pu bénéficier d'une bourse d'étude pour survivre. Ayant eu les honneurs de la presse de sa ville, avec son nom et sa photo, il a dû déménager et n'a pas trouvé de travail. Il était maltraité verbalement, physiquement, par les gens qui le reconnaissaient. Son ami, traumatisé par le procès et sa médiatisation, la détention, s'est marié pour essayer de "guérir" et

réintégrer la société. Aboutissant à un échec, ne pouvant concevoir d'être homosexuel en Roumanie, il s'est suicidé en 1995. Cette situation, proche de celles vécues par plusieurs personnes, appelle à une aide directe pour la survie quotidienne. Avec quelques uns, nous lui avons envoyé, régulièrement, des lettres et de l'argent pour qu'il puisse se nourrir avant de trouver des solutions plus radicales mais nécessitant un peu de temps pour aboutir. En même temps nous avons des contacts avec l'association *SIRDO* (Association indépendante roumaine pour les droits de l'homme) à Bucarest. Les lettres transitaient, dans les deux sens, par l'*IGLA*, à Bruxelles pour être traduites car nous n'avions pu trouver de traducteur bénévole sur Lyon. Ce bricolage a redonné espoir et du temps à C. pour s'organiser et quitter la Roumanie.

GAYS et LESBIENNES TURCS en ALLEMAGNE

Nicolas LABASQUE : Avec 2,1 millions de ressortissants, les Turcs sont la plus grande communauté étrangère (28,6%) en République Fédérale d'Allemagne. Si ce chiffre n'évolue que de façon insignifiante depuis le début des années 1990, la confrontation culturelle entre allemands et turcs est de plus en plus thématifiée, ce que le discours politiquement correct ambiant favorise. Entre le sursaut de conservatisme du voile islamique, l'affaire calan et la greffe transculturelle d'éléments turcs dans le quotidien allemand, les zones de friction sont sujets quotidiens dans la presse. Mais on commence également à trouver dans des magazines life style germano-turcs tels "Hayat" ou "Turkis" les premiers articles du style "Turcs et gays, un paradoxe ?" montrant également une intégration de modèles alternatifs occidentaux ou tout au moins une confrontation frontale avec cette question. Les sociologues effectuent des recherches sur la bisexualité des orientaux, et quelques gays et lesbiennes turcs commencent à sortir du double anonymat étranger/homosexuel, s'organisent en groupes thématiques et/ou font la fête. Se crée ainsi un double phénomène d'intégration par métissage culturel. Un réseau de permanences accueille les gays et les lesbiennes turcs à la dérive, les aides à gérer leurs conflits, tandis que les fêtes orientales célèbrent les ambiguïtés et brisent les vieux tabous.

Les groupes Gay-Turk : C'est en 1996 que commence l'histoire des groupes Gay-Turk en Allemagne. Enver et Mustafa de Cologne qui désirent faire la connaissance d'autres Turcs gays ébauchent une homopage sur Internet avec le soutien (et la photo) du premier député de l'histoire allemande d'origine turque. Ceci doit permettre aux Turcs intéressés et à leurs amis Allemands de prendre contact avec le groupe. Ils organisent également une table ronde mensuelle qui sera un réel succès qu'après deux ans, succès auquel aura largement contribué les soirées Gay-Turk dans la discothèque Schwuz. Depuis, le groupe réunit une fois par mois une quinzaine de turcs qui viennent aborder des problèmes précis qui gravitent autour de trois grandes thématiques (Familles, patrie (carte de séjour), service militaire et (homo)sexualité) D'autres groupes Gay-turk existent dans le bassin de la Ruhr et il s'en crée en ce moment à Berlin, Saabruck, Hambourg, Brème et Stuttgart.

Les soirées allemandes : D'autres organisations qui s'adressent en priorité aux migrants intègrent les problèmes spécifiques liés aux homosexualités, et touchent ainsi un public bien plus large que celui du coming-out. Parallèlement à ces réseaux d'aide émergent des manifestations qui se démarquent par l'affirmation pure et simple des différences pour sortir du cercle vicieux de l'auto-compassion. De même que ce sont les soirées "Turkish Delight" qui ont promu le groupe Gay-Turk, on reconnaît en la fête un facteur déterminant dans l'acceptation. Parallèlement à la lente mais inexorable dépolitisation du mouvement d'émancipation homo en Allemagne qui permet une reconnaissance plus forte car plus décontractée, on retrouve ce phénomène aussi lors des soirées

orientales. Cologne propose chaque mois son "Turkish Delight" et s'associe parfois à Ermis, un groupe de gays et lesbiennes grecs. Berlin mêle dans la discothèque SO36 (dans une rue à 90% turquise) les sons orientaux de Turquie et des pays arabophones. Dans cette ville où la plupart des discothèques font faillite avant un an, les soirées *Gayhane* (bar gay) ont une longévité dont la fin n'est pas encore en vue. L'attente d'une heure à l'entrée, inconnue dans les autres discothèques berlinoises, est une première preuve du succès de l'entreprise.

S'il est un endroit où les illusions d'une société multiculturelle deviennent réalité, il semble bien que ce soit là. Dès l'entrée, des panneaux en arabe et en turc rappellent que les machos sont priés de rester dehors, et dans la salle on trouve un inédit mélange de tous les horizons et de tous les bords. Plutôt que de problématiser l'écartèlement entre les cultures, les organisateurs du "salon oriental" ont choisi de thématiser. Des travestis animent la soirée, présentent des danseurs du ventre et des saynètes thématiques, accueillent leurs invités d'un légendaire "chères lesbiennes, chers gays !" sans pour autant exclure par là les autres. Le succès de ces soirées a porté ses fruits. La ville bourgeoise de Düsseldorf organise désormais également ses soirées "harem", le Salon Oriental part en tournée à Hambourg. Renforcés par le succès de nombreux hits turcs qui sont joués selon le rythme et non plus dans le quart d'heure "ethno" des discothèques, de nouveaux aspects de la culture turque pénètrent la sphère allemande relativement réactionnaire. Le pas vers la sphère publique ne fait que commencer, mais le processus est enclenché et déjà montre des acquis inestimables.

GROUPES de SPORT et INTEGRATION des HOMOS en ITALIE

Germano GASPARINI : L'émancipation et l'intégration des gays et des lesbiennes dans la société italienne butte contre l'opposition (et les préjugés) de l'Eglise catholique. La localisation géographique du Vatican au centre du pays accentue le problème. L'influence de l'Eglise sur les politiciens est toujours très forte et se manifeste directement par les choix et décisions pris à propos de l'homosexualité. Ce qui se traduit par un complet blocage de toutes tentatives de reconnaissance légale des couples de même sexe. Son influence sur la société civile est plus indirecte, plus subtile, tant il s'agit plutôt d'un fond historique et culturel. La position de l'Eglise vis-à-vis de la sexualité, et plus particulièrement de l'homosexualité peut se résumer par la formule "vous devriez pas faire, on ne vous condamne pas si vous gardez le secret" Cette façon de penser est encore très partagée par les gens, même si exceptée une petite minorité, "l'homme de la rue" se moque des discours et déclarations officielles du Vatican. Les gays et les lesbiennes sont ainsi tolérés s'ils restent cachés et ne demandent aucune égalité en matière de droit.

L'importance des groupes de sport gays et lesbiens

Dans le contexte social italien où l'acceptation de soi peut être un parcours assez difficile, les groupes de sports peuvent aider et soutenir les homosexuels à s'accepter. En faisant évoluer les mentalités et l'attitude des gens, par une action mesurée mais affirmée, et promouvoir ainsi les personnes homosexuelles. Et donc travailler à leur émancipation, à leur visibilité. Bref en s'opposant aux stéréotypes sociaux, en défendant l'idée qu'un homosexuel est d'abord une personne comme les autres. L'existence de ces groupes de sport homos permet donc d'encourager un certain respect de soi et par la suite peut s'avérer être un relais efficace en terme d'amitié et de relation sociale. Pour atteindre cet objectif, il est important de participer aux compétitions, si possible avec des sportifs hétérosexuels d'un bon niveau technique, et mieux encore avec l'accord des fédérations sportives et

des officiels. Dans ce cas, en plus, la participation aux compétitions accentue et accélère l'évolution personnelle du processus d'acceptation de soi. Cependant, il s'avère que l'approche "juste pour le plaisir" n'est pas correcte, tous les groupes qui sont restés à cette approche "amateur" ont disparu rapidement. L'histoire des groupes de sport homos a commencé en 1989 avec la formation de l'équipe de natation milanaise "Gruppo Pesce", toujours active. Ce groupe de sportifs homos, originellement créé "juste pour le fun" s'est professionnalisé en rencontrant le succès. Dix ans après, nous nous trouvons face au fait que le nombre de groupes sportifs homos performants a augmenté, concentrés dans le nord du pays (surtout à Milan et Bologne), et qu'après beaucoup d'échec, il n'y a aujourd'hui qu'un groupe de sport homo qui a du succès (les *Front Runners*). Mais il n'y a rien au sud de l'Italie. Cet écart s'explique par des raisons culturelles liées aux différentes influences de l'Eglise sur le tissu social. Ces groupes présentent un grand intérêt pour la communauté homosexuelle, Mais lorsqu'il s'agit d'en créer de nouveaux là où il n'y en a pas, il est difficile de trouver les gens motivés qui ont le temps, l'énergie (et parfois l'argent) nécessaire.

Les lesbiennes sont particulièrement sous-représentées en la matière. Dans la société italienne, les femmes homosexuelles ont des problèmes de visibilité et d'acceptation sociale plus importants que les hommes. Et donc, finissent par s'isoler au sein de la communauté homosexuelle. Les tentatives d'ouvrir les groupes de sport gays aux lesbiennes n'ont pas réussi (et il n'y a que très peu d'initiatives initiées par les femmes elles-mêmes). De bonnes relations se sont établies avec l'une des fédérations sportives "hétéro" (UISP, fédération des amateurs de sport). Un groupe comme "*Gruppo Pesce Milano*" est d'ailleurs membre de cette organisation depuis des années et, à ce titre, est un bon exemple d'acceptation, de tolérance de la part des équipes hétéro. Les choses sont différentes avec les fédérations sportives officielles. Pour elles qui proclament que l'homosexualité n'existe pas chez les athlètes, les groupes sportifs homos ne sont pas encore à même de satisfaire leurs exigences (y compris économiques). Il n'est pas encore certain qu'une demande d'adhésion des groupes gays et lesbiens soit favorablement reçue.

Les perspectives d'avenir

Les relations internationales sont de plus en plus nombreuses, ce qui entraîne l'augmentation de la participation de ces groupes aux compétitions majeures comme les *Gay Games*, ainsi que dans les activités de plusieurs fédérations sportives gays et lesbiennes. Cependant, l'organisation des événements sportifs d'envergure internationale en est encore à ses débuts.

L'évolution naturelle pour les groupes de sport gays et lesbiens devrait être de promouvoir de nouveaux groupes (si possible de femmes et au sud de l'Italie) ainsi que d'être un relais d'information, un support technique, tout en poursuivant les demandes d'affiliation aux fédérations nationales officielles (processus qui devrait prendre plusieurs années) et en coordonnant les groupes homos au niveau national afin de mettre en place une équipe nationale officielle, et commencer la recherche de sponsors à l'occasion d'événements comme les *Gay Games*. Et enfin d'avancer l'intégration au niveau international, en accord avec les groupes homos et autres organisations. Pour cela, il faut prendre en considération les tailles et possibilités actuelles des groupes sportifs homos italiens afin d'étudier leur participation à l'organisation d'événement régionaux, et réunir les autres pays géographiquement ou culturellement proches (sud de la France, Espagne, Suisse, Autriche, sud-Allemagne-Bayern). Il est important de considérer que les potentialités des groupes de cette zone géographique sont homogènes en terme de taille (moyenne et petite) et d'approche culturelle, ce qui constitue un atout pour la réussite d'un projet régional (situation stimulante). D'un côté, un échange continu d'informations, de conseils et d'expériences entre les divers groupes, offre bien des avantages pour tout le monde. D'un autre côté, l'organisation d'événements régionaux pourrait être facilitée ainsi que l'encouragement à la création de nouveaux groupes. Finalement, les groupes de sport gays & lesbiens pourraient apporter une contribution active à un processus plus large à l'intégration des homos dans la société italienne.

Vincent PELLETIER : Bonsoir, je représente *Aides Fédération*, dont je suis le directeur adjoint. Le tour d'horizon que nous allons faire, va nous donner un éclairage vraiment différent sur notre vision du sida. Parce que ces trois pays (Maroc, Grèce, Portugal) ont des cultures, et des réponses très différentes vis-à-vis de l'homosexualité et du vécu sida des homosexuels, par rapport à notre propre vision de l'épidémie.

Nous commencerons par entendre Gérard Pelé pour la France. En commençant par lui, nous serons dans la comparaison, ce qui n'est pas inintéressant. Gérard Pelé qui se présentera plus en détail, travaille à la Direction Générale de la Santé et s'occupe plus précisément des actions de prévention en direction des hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes. Ensuite, nous irons au Maroc avec Habib al Ali qui représente l'*ALCS*, association marocaine de lutte contre le sida extrêmement liée à *Aides* (de tous les partenariats que nous avons menés, c'est certainement celui-ci qui est le plus important et le plus ancien). Il faut savoir que l'homosexualité y reste quelque chose d'extrêmement tabou, d'extrêmement difficile à visualiser, à verbaliser. L'action y est donc forcément différente. Nous irons ensuite au Portugal avec Gonzalo da Silva président d'*ILGA Portugal* et volontaire d'*Abrazzo*, la plus importante association de lutte contre le sida dans ce pays. Nous aurons alors un éclairage quelque peu différent, puisque le milieu associatif portugais est quelque chose de très récent, et à ce titre a connu un développement complètement différent de ce que l'on peut voir dans les pays du Nord, ou en France. Pour finir ce tour d'horizon, nous partirons vers la Grèce. C'est vrai que dans le cadre de la présentation, j'étais plutôt tenté de dire "le pays de l'homosexualité" ou "culturellement le pays de l'homosexualité" du fait des perceptions vraisemblablement erronées que nous pouvons en avoir dans les pays latins. Et il sera vraisemblablement très intéressant d'opérer une remise à jour de notre perception de l'homosexualité et du sida dans ce pays.

Je propose que l'on aille très vite, le dernier bus étant à 20 h 15. Donc nous finirons à 20 heures. Ah, ce n'est pas un bus, c'est à pied les Calanques. Super. Donc, nous terminerons à 20 h14 pour être sûr que le départ soit pour tout le monde. Donc je propose Gérard de commencer, et de faire le plus rapidement possible

Gérard PELE : Bonsoir. Pourquoi est-ce que je suis ici aujourd'hui ? Tout d'abord je représente la Direction Générale de la Santé. Il faut savoir que depuis 87, la loi a donné à l'Etat la responsabilité de la santé publique, précédemment gérée par les Conseils Généraux. Ce qui se conçoit assez facilement, car donner la responsabilité de la santé publique à l'Etat et non pas aux collectivités territoriales, permet de s'assurer qu'entre Nice, Marseille et Nouméa, c'est une même politique qui est suivie.

Je suis là parce que j'ai, en partie, la responsabilité de la politique de l'Etat. Mais aussi au nom d'un itinéraire d'engagement vis-à-vis du vieux débat sur la santé communautaire. Aussi, je dirais à propos de ce que j'ai entendu tout à l'heure lors de l'intervention de Guillaume Dustan, je crois qu'il est intéressant d'entendre, mais aussi de comprendre ce qu'il y a derrière ça. Toutes les politiques que nous devons mettre en place, doivent être des politiques de prévention, à l'adresse de chaque individu soumis à des difficultés de vivre et qui à ce titre a besoin de soutien. Je pense que la stratégie générale sur laquelle nous allons travailler aujourd'hui, doit pouvoir prendre en compte l'ensemble des différentes problématiques. J'avoue que j'ai été choqué d'un certain nombre de propositions qui furent émises, comme celles de renvoyer aux

gens qui prennent de l'argent public du fait de la gestion de leur prévention, une fin de non-recevoir. En tout cas, c'est quelque chose qui me gêne énormément, et j'espère que cela ne restera qu'une idée. Avant de parler de politique de l'Etat, nous allons parler un petit peu d'une chose qui me paraît très important, et essayer de voir de qui nous parlons lorsque nous parlons de politique en direction des homosexuels. Et donc toute une partie de mon introduction, qui est assez longue, va concerner les spécificités homosexuelles. Pour ce faire, nous avons à notre disposition toute une série d'enquêtes, très nombreuses, dont les premières remontent à 1985. A l'époque, publiées dans le journal *Gai Pied*, et ce jusqu'en 1997. A cette date étaient publiés au total neuf journaux homosexuels (offrant gratuitement l'espace pour des formulaires de quatre à huit pages), ce qui permettait d'avoir une grande diversité de lectorat. Nous disposons également d'enquêtes qualitatives menées par des bureaux indépendants, avec évaluation qualitative de la communication. Vous avez aussi les services de l'Etat, dans les départements, qui avec la collaboration de sociologues, d'épidémiologistes, ont également mené un certain nombre d'enquêtes auprès de la population homosexuelle. Il y a également différents travaux menés sur l'inconscient en matière de prévention, et ceux qui furent menés dans le cadre particulier de l'université. Enfin d'autres études qui donnent des éclairages sur cette problématique de la prévention. Sans compter des épidémiologistes purs et durs, armés de leurs outils statistiques. Bref, toute une somme d'informations, de travaux et d'études qui nous apprennent toute une foule de choses sur le sujet qui nous occupe. Je vais surtout parler des enquêtes parues dans *Gai Pied*, parce qu'elles me semblent être les plus pertinentes, et aussi parce qu'elles sont depuis inscrites dans le paysage. Ces premiers questionnaires d'enquête étaient assez longs, riches de nombreuses questions. Dès le début, en 1985, nous comptons 1000 questionnaires remplis, et en 1997 nous en comptons 3500. A la lumière de l'analyse statistique (et autres corrélations) des réponses, nous avons du recul, et surtout un regard différent sur la problématique qui nous occupe.

Les enseignements de l'enquête de 1997

Acceptation de soi : En 1997, 88% des répondants déclaraient être homosexuels (par comparaison, en 1985 ce taux était de 75 %). Le nombre de ceux qui refusent de se définir par rapport à leur sexualité n'est pas négligeable, puisqu'il est tout de même de 6% (14 % en 1985). Hier comme aujourd'hui, il y a des gens qui malgré des pratiques homosexuelles disent ne pas l'être.

Connaissance de son homosexualité par l'entourage : C'est quelque chose qui a beaucoup évolué. Et aujourd'hui, si dans le cadre du cercle d'amis hétéros l'acceptation est grande (pour 78 % des cas, 41% en 1985), en revanche le père n'accepte la situation que dans un tiers des cas (53% des cas pour la mère). En 1985, seulement 15% des pères et 27% des mères acceptaient. Il subsiste donc un vrai problème à l'intérieur des familles, même si la situation s'est améliorée. Cela est d'autant plus vrai dans le cas d'un jeune garçon qui découvre son homosexualité, de ses questionnements vis-à-vis de ses copains et de ses parents, au moment où il est en très grande difficulté pour en parler.

Les modes de vie sexuelle : Depuis 1990, nous notons une augmentation de l'activité sexuelle, parallèlement au fait que les modes de rencontre ont fortement évolué. Les établissements gays représentent une part prépondérante, en particulier avec les lieux de convivialité (bars, discothèques et autres) chez les moins de 30 ans. Alors que les petites annonces, les réseaux minitel et téléphoniques connaissent un certain déclin (6,5% et 31% des rencontres). Les rencontres dans les lieux publics et chez des amis représentant chacun 21% des rencontres. 20% déclarent avoir eu plus de 20 partenaires au cours des 12 derniers mois (19% déclarent un partenaire et 25% entre 2 et 5).

Vi à deux : 53% des répondants (pareil qu'en 1985) vivent en couple, dont 40% qui ne partagent pas le même appartement. Plus de 40% d'entre eux sont ouverts à des rencontres occasionnelles, en dehors du couple. Le VIH concerne 20% des couples, un des deux (ou les deux) étant séropositif.

Dépistage : 86% d'entre eux ont fait au moins une fois le test de dépistage. Et si 75% déclarent être séronégatifs, il est important de noter que pour 15% d'entre eux, le test remonte à plusieurs années. N'ayant plus osé ou n'ayant pas voulu en refaire, ils ne savent plus très bien où ils en sont. Enfin, 13% des répondants se déclarent séropositifs (21,5% en 1986). C'est un chiffre qui m'a beaucoup étonné parce qu'on pouvait imaginer qu'il serait beaucoup plus important, mais ce 13% est une moyenne, avec 2% dans la région d'Alençon, et 40 voir 50% à Paris. Je disais tout à l'heure que 20% des couples étaient concernés, en même temps 54% disent avoir des amis atteints par le sida.

Gestion du risque : Globalement, les gens ne se protègent pas de façon systématique avec leur partenaire régulier, dans le cadre d'une relation de couple (pour 31% d'entre eux). La moitié (51%) des répondants ayant un partenaire stable déclarent avoir fait un test de dépistage après leur rencontre. Pour 63% des cas, il s'agissait de déterminer s'ils pouvaient avoir entre eux des relations non protégées. Ceci dit, dans leur ensemble ils ont très bien compris l'intérêt d'aborder la question du préservatif s'ils ont une aventure extra-conjugale (utilisé dans 93% des cas lors du dernier rapport anal avec un partenaire occasionnel, et 14% d'utilisateurs dans le cas d'une fellation, toujours avec un partenaire occasionnel). Le préservatif est ainsi systématiquement utilisé dans le cadre d'un couple sérodiscordant (c'est à dire lorsque l'un des deux est séropositif), et dans le cadre d'un couple où les deux partenaires sont séropositifs. Les homosexuels ayant une activité sexuelle importante et ceux atteints par le VIH, sont ceux qui ont le plus de mal à éviter les risques. En effet, il faut tout de même noter qu'en moyenne, 15% des répondants ont déclaré avoir eu des relations anales non protégées avec des partenaires occasionnels durant l'année écoulée, avec un pic de 24% chez les personnes atteintes et de 22% chez ceux qui ont plus de dix partenaires dans l'année. De façon générale, ceux qui sont titulaires d'un diplôme universitaire se protègent mieux et gèrent mieux leur sexualité de couple ou extra-conjugale, par rapport à ceux d'un niveau scolaire plus faible.

Impact des multithérapies : L'enquête de 1997 inaugurerait toute une série de questions sur les traitements. Ceci dit, si 94% des répondants ont entendu parler des nouveaux traitements, c'est ceux qui ont une éducation moins élevée qui sont les moins bien informés. Le traitement en cas de pré-exposition est connu par 100% des personnes atteintes. 33% pensent que les homosexuels se font moins de soucis s'ils ont pris un risque. Il est important de noter que 9% des répondants disent moins se protéger du fait des nouveaux traitements (19% pour ceux qui ont plus de 20 partenaires dans l'année, 14% pour ceux qui n'ont pas le bac).

Conclusion de l'enquête

Bien que les modes de vies gays soient très diversifiés, cette enquête démontre que les relations stables jouent un rôle important. Les trois quart des gays ont au moins une relation stable dans l'année, et la moitié ont un partenaire stable au moment de l'enquête. Ceci explique le très fort impact des questions autour de la reconnaissance du couple homosexuel. Ainsi, 75% des répondants ayant une relation stable souhaitent pouvoir bénéficier avec leur partenaire d'un contrat d'union donnant certains droits accordés aux hétérosexuels mariés. Par contre, le problème de l'homoparentalité, à travers la question de l'adoption des enfants, n'est pas à l'ordre du jour de leurs revendications (seulement 32% d'entre eux y accordaient de l'importance). L'importance des relations stables prend sa pleine mesure vis-à-vis de la protection sexuelle face au VIH. Il faut se rappeler qu'un peu moins de la moitié des répondants ayant un partenaire stable ne se protègent pas systématiquement avec lui. Situation compréhensible dans le cas où les deux partenaires sont certains de leur statut sérologique (négatif) ou si les pratiques sexuelles à l'extérieur du couple font l'objet d'une protection par le biais de l'utilisation du préservatif. Malheureusement, tel n'est pas le cas, puisque près de 25% des couples sérodiscordants déclarent des pénétrations anales non protégées, particulièrement chez ceux d'un niveau scolaire modeste. Chez les partenaires occasionnels, les prises de risques existent toujours. Nous notons également depuis 1991 une augmentation de l'activité sexuelle, la

part de ceux ayant plus de vingt partenaires progresse. La sodomie est également en forte progression, même si une protection de plus en plus systématique de cette pratique est constatée chaque année (+ 40% d'amélioration entre 1991 et 1997). La connaissance des nouveaux traitements associant plusieurs antirétroviraux est bien connue, même si chez certains homos moins éduqués des idées fausses sur la guérison définitive du sida sont présentes. Enfin, beaucoup d'homos redoutent un relâchement général de la prévention du fait des nouveaux traitements, même si cette impression n'est pas confirmée par les comportements personnels de la plus grande partie des répondants.

Orientations possibles pour la prévention : On ne peut pas parler de stratégies sans savoir comment les gens vivent, aiment. C'est tout l'intérêt d'une telle enquête, il nous appartient de déterminer la teneur et l'orientation de nos actions à la lumière de ces réalités humaines. Il nous faut donc nous adapter à la diversité des situations vécues par ceux ayant des rapports homosexuels, et voir comment les actions locales peuvent compléter, amplifier des initiatives nationales.

Les homosexuels proches du "milieu gay" (70% d'entre eux) : Des actions de proximité avec des partenaires comme le *SNEG*, ainsi que des actions de proximité dans les lieux de rencontre extérieurs avec les associations, mais aussi des actions de communication dans la presse homosexuelle d'opinion ou de charme. Sans oublier le rôle important des professionnels (santé, éducation, social) qu'il convient de former afin qu'ils soient plus à l'aise vis-à-vis l'homosexualité. Je pense qu'en la matière, nous nous sommes un peu trop reposé sur les autres, genre "Aides est là, c'est bon".

Les homosexuels éloignés du "milieu gay" : Il convient de mener des actions de terrain sur les lieux de rencontre, associées à des actions de communication sur des supports tous publics ou spécialisés dans les petites annonces, ainsi que des revues érotiques homosexuelles.

Les homosexuels en couple : Situation faussement sécurisante, car en fait c'est justement dans ce cas de figure que les prises de risques sont les plus fortes. D'où l'importance des actions abordant les enjeux relationnels et préventifs dans la diversité des situations de couple (partenaires séronégatifs, séropositifs ou sérodiscordants).

Les jeunes homosexuels : Cette population souvent fragilisée (socialement et psychologiquement), demande des actions non identitaires, ciblées tout public, associées pour certains d'entre eux à des actions de visibilité, via des associations de jeunes valorisant l'identité homosexuelle. Ceci couplé avec un travail auprès de l'entourage familial et amical (*Association Contact*).

Conditions d'efficacité : Il faut que la déconcentration des services de l'Etat amplifie les actions en fonction de la réalité du terrain. Il faut travailler à inventer des actions de terrain conformes aux difficultés de la prévention, par rapport à ceux qui ont fait le choix de ne pas se protéger. Il faut faire en sorte que tous ceux qui sont dans la souffrance puissent en parler, et être aidés. C'est tout un champ d'actions qu'il convient d'investir, d'autant que sur cet aspect nous n'avons pas beaucoup avancé. C'est pourquoi, il faut développer des actions de terrain dans le milieu identitaire, et promouvoir la formation des professionnels et intervenants locaux divers amenés à suivre les personnes atteintes ainsi que leur entourage. Enfin, il faut revoir et renforcer la compétence et le savoir-faire des intervenants de terrain, et finalement favoriser la mise en oeuvre d'actions de proximité visant au maintien d'attitudes préventives sur le long terme et intégrant les difficultés de la prévention. Pour ce faire, nous devons nous servir de l'évaluation de formations départementales visant à ce que les professionnels soient plus à l'aise dans leur pratique professionnelle autour de l'homosexualité et de la bisexualité. Nous pouvons prévoir de nouvelles études visant à mieux cerner les liens existant entre identité sexuelle et pratiques sexuelles (protégées ou non) chez les jeunes hommes (16-25 ans) ayant des pratiques homosexuelles. Ainsi que sur la nature du meilleur cadre favorisant l'écoute des intervenants de terrain sur les questions de sexualité et de prévention.

Habid el ALI : Bonsoir. Je suis volontaire depuis huit ans au sein de l'ALCS, association marocaine de lutte contre le sida, et depuis un an coordinateur du projet de proximité. Je vais vous parler de notre travail sur le terrain auprès des travailleurs du sexe. Au Maroc (l'Islam y est religion officielle) l'homosexualité ou plus exactement le fait que des hommes aient des rapports sexuels entre eux n'a pas droit de cité. L'homosexualité constitue un délit, non seulement au regard des lois sociales, mais aussi au regard des lois pénales. L'homosexualité est en effet passible de six mois à trois ans d'emprisonnement. Le contexte aidant, il n'existe pas de communauté gay à l'occidentale, assumant sa différence, visible, organisée et disposant de ces propres lieux de rencontre. Face à cette situation, et après plusieurs mois de réflexion, l'association a décidé d'approcher le milieu des prostitués masculins qui semblent constituer la face la plus visible de l'homosexualité au Maroc.

La réalité sociale du terrain : La prostitution masculine est une réalité principalement urbaine, surtout à Casablanca, Marrakech, Agadir et Tanger (les villes touristiques, connues pour cela au niveau local comme international). Dans ces trois dernières villes, il existe un véritable tourisme sexuel. D'un point de vue légal, la prostitution masculine n'existe pas. C'est quelque chose de tabou dans la société. Et à propos du sida, le premier cas connu fut identifié en 1998. Au 31 mars 1999, nous comptons 590 cas. La voie hétérosexuelle représente le mode de transmission le plus fréquent (63% des cas). Après vient la prostitution homosexuelle (20% des cas), les contaminations par intraveineuse suite à l'usage de drogue (8%).

Les objectifs de l'association : L'objectif de l'ALCS est de promouvoir les stratégies de réduction de risque dans la communauté homosexuelle à travers le développement d'un programme de prévention de proximité. Nous voulons aussi évaluer des stratégies d'études sur la marginalisation sociale et individuelle des travailleurs du sexe masculins, afin de réduire leur vulnérabilité face au sida. Enfin, nous souhaitons développer une méthodologie de travail applicable au contexte socioculturel de l'Afrique du Nord.

La méthodologie employée : L'action menée par l'ALCS a débuté en 1993. Elle est toujours en cours. Elle a d'abord été mise en place à Casablanca et à Marrakech, et par la suite étendue à Agadir et à Tanger. Elle comporte deux volets :

- Une étude basée sur 177 questionnaires et interviews menés afin d'enrichir nos connaissances de cette population et d'évaluer les pratiques et les perceptions de celle-ci.
- Une politique de prévention de proximité qui consiste au recrutement et à la formation d'intervenants. Ces derniers prennent contact avec les travailleurs du sexe, sur les lieux de drague (parcs, avenues, cafés et bars). Ils distribuent des préservatifs et adressent ceux qui en manifestent le désir, vers un centre de dépistage anonyme et gratuit et au besoin vers des centres de soin.

Résultat de l'étude

L'équipe de l'ALCS, dans son travail sur le terrain, devait surmonter plusieurs obstacles dûs à la nature officieuse de l'investigation. Les intervenants ne disposant pas d'autorisation officielle, leur sécurité n'était pas assurée, principalement vis-à-vis des "casseurs de pédés" et des contrôles policiers. Tous ces facteurs leurs rendirent la tâche très difficile. Et comme on devait s'y attendre, la population ciblée s'est révélée extrêmement difficile d'accès, peu structurée. Ce n'est qu'après trois mois d'investigation et de présence continue que l'équipe d'enquêteurs de l'ALCS a pu établir un climat de confiance, discuter avec les prostitués et susciter leurs confidences. Ce résultat est dû à la qualité d'écoute des enquêteurs, à leur disponibilité, à leur respect des différences.

Les différents profils des prostitués interviewés (âgés de 14 à 34 ans)

- 77% d'entre eux ont un faible niveau d'éducation (école primaire)
 - 72% sont chômeurs, et la plupart de milieux défavorisés.
 - 33% ont des partenaires sexuels aussi bien masculins que féminins.
 - Ils ont entre 2 et 30 partenaires par semaine (avec une moyenne de 8).
 - Le prix de la passe entre 15 et 350 Frs (à peu près).
 - A Casablanca, pour 37% des prostitués, leurs clients sont exclusivement des marocains autochtones. A Marrakech, les partenaires sont surtout des touristes. A Agadir et à Tanger, il s'agit de nationaux et d'étrangers.
 - 57% des prostitués n'utilisent jamais de préservatif, ou alors exceptionnellement (26,5% par refus du client, 23,5% par manque de disponibilité du préservatif et 16,2% parce qu'il réduit le plaisir).
-
- 24% ont une bonne connaissance des modes de transmission.
 - 36% affirment ne pas se sentir exposés.
 - 27% estiment que le sida ne concerne que les homos exclusifs.
 - 50% croient que sélectionner le client est un moyen de prévention.
 - 15% ne croient pas à l'existence du sida.

Les interviews ont révélé que les jeunes prostitués doivent quotidiennement faire face à la violence, à la peur et à la souffrance. Ils se sentent stigmatisés, rejetés en raison de leur identité sexuelle, mais également marginalisés par la société. De ce fait, ils ont assez peu d'estime pour eux-mêmes.

Résultat de l'action : Les permanences s'effectuent trois fois par semaine sur les lieux d'activité. Durant ces permanences, les enquêteurs de l'ALCS informent les travailleurs du sexe masculins sur les modes de transmission de VIH et la prévention. Par ailleurs, ils distribuent de grandes quantités de préservatifs et de gel lubrifiant, non disponible en vente libre au Maroc. Ils remettent également des brochures d'information éditées par l'association. Enfin, ils conseillent, écoutent et orientent les personnes vers des structures médicales adéquates. Comme corollaire de l'action menée à Casablanca, beaucoup de travailleurs de sexe viennent à l'ALCS. Et certains d'entre eux deviennent volontaires pour assister à des débats de groupe sur le VIH/sida, pour débattre de la perception qu'ils ont de leur propre homosexualité, pour visionner des cassettes vidéo sur le sida, et enfin pour faire le test de dépistage (test anonyme et gratuit).

Conclusion

Malgré toutes les difficultés rencontrées dans les actions de terrain, cette action démontre la faisabilité, et surtout l'utilité, d'un tel projet de prévention de proximité à l'adresse des travailleurs du sexe dans un pays musulman comme le Maroc. Au-delà des difficultés dues au contexte culturel et social. Ainsi, il s'avère que l'éducation et le conseil des intervenants semblent être très efficaces. Par ailleurs, l'étude nous a démontré chez les travailleurs du sexe prostitués au Maroc, une très grande vulnérabilité. Cette vulnérabilité qui s'explique par la conjonction de différents éléments, à savoir :

- La multiplication des partenaires.
- Leur bisexualité.
- La pratique limitée du sexe sans risque.
- La marginalisation par la société de leur identité sexuelle.
- Le peu d'estime qu'ils ont d'eux-mêmes.

Grégori VALIANATOS : Bonsoir. Je suis un activiste gay, qui a décidé péniblement d'abandonner ce milieu, et de coordonner les associations sur le sida. Cela fait cinq ans maintenant. De façon générale, les associations gays n'ont pas d'initiatives en matière de sida. Pourtant tout le monde sait que ce sont les gays qui sont les pionniers dans cette lutte.

La Grèce est un pays d'à peu près 10 millions d'habitants. Le premier cas de sida fut déclaré en 1984. Et jusqu'à présent, nous avons 1882 cas déclarés. On pense que c'est correct. Dont 30 enfants et 1852 adultes, plus précisément 1820 mâles et 32 femelles. Les deux dernières années (1997/1998) nous avons eu une baisse des cas de sida de 30%, ce qui n'est pas mal. La répartition entre les diverses catégories s'opère ainsi : 76% sont homosexuels, pas de femelle. Les drogués représentent 3,3% (7,8% de femmes), les hémophiles sont 7% (2% pour les femmes), la transfusion sanguine (2%, et 11% de femmes). Les hétérosexuels représentent 9% (68,5% pour les femmes), et 12% pour les non déterminés. En Grèce nous avons un problème avec la non-détermination. Les grecs ne sont pas tout à fait à l'aise avec toutes ces notions d'homosexualité, d'homo-érotisme. Ils essaient d'être sexuels. Ils ont des difficultés. A propos de moralité et d'éthique, remarque personnelle, mais il me semble que pour nous la moralité est quelque chose d'assez chrétien, que l'on ne sait comment traduire, et l'éthique de la politique sur le sida, c'est la responsabilité de chacun. Il y a dix ans, le président de l'Académie des Sciences a déclaré qu'il fallait absolument que les gens veuillent attraper le sida, parce que c'était un acte volontaire. Et toutes ces histoires de criminels qui contaminent, c'est quelque chose de pas très connu chez nous. Par contre, si on fume on sait que l'on paie la thérapie du cancer, et on sait que les docteurs peuvent dire si c'est à cause de la fumée. Je pense que la Grèce est victime d'une lutte entre le christianisme et le paganisme. C'est dommage que le christianisme une fois vaincu, ose dire 2000 ans après, que le sexe est quelque chose qui concerne la procréation, et qui nous parle de péché. Donc, on cache, on couvre et on n'en parle pas. Merci.

Vincent PELLETIER : Merci beaucoup. En espérant que l'on n'arrivera pas à un impôt sur l'acte sexuel pour financer la prévention, je passe la parole à Gonzalo Da Silva, président d'*ILGA Portugal* et volontaire de *Abrazzo*, l'association la plus importante de lutte contre le sida dans son pays.

Gonzalo Da SILVA : Je voudrais d'abord m'excuser de faire cette intervention en anglais, mais mon français n'est pas assez bon. Donc, je fais appel à un interprète. Comme cela a été dit, le mouvement gay et lesbien au Portugal est quelque chose de très récent. Les premières tentatives de créer un mouvement social homosexuel apparurent après la Révolution (des Oeillets). Cela n'a duré que peu de temps, puis il y a eu un long intervalle sans rien, jusqu'au début des années 90. En 1987, le gouvernement a créé un groupe de travail sur le sida, au sein du ministère de la santé (quatre ans après le premier cas de sida déclaré). Ce délai caractérise bien le style de comportement du gouvernement portugais qui a toujours agit trop tard.

En 1991/1992, l'association *Abrazzo* a été créée par un groupe d'amis, pour répondre aux besoins de personnes très malades, et qui avaient besoin d'aide. *Abrazzo* signifie en français embrasser, serrer dans ses bras. Et bien que ce ne soit pas une organisation gay et lesbienne, il y a toujours eu une majorité d'homosexuels. L'histoire a montré que l'association a servi d'incubateur pour le mouvement gay et lesbien qui est venu ensuite. *Abrazzo* s'est toujours caractérisé par un domaine d'intervention très large, et comme *Aides*, nous avons travaillé non seulement en tant qu'association de service, mais aussi en tant qu'association de combat et de revendication. Cette association est née de la volonté, de la rencontre de bénévoles d'autres associations qui avaient le sentiment que l'action n'était pas suffisamment axée sur les homosexuels. Une de nos premières actions fut de mettre en place une stratégie ciblée sur les gays et les lesbiennes, non seulement pour parler leur langage mais aussi pour s'adapter à leurs comportements. Depuis, l'association est née et l'éventail de nos interventions s'est élargi pour devenir aussi une association de propagande et d'activisme visant le public homo.

Il n'y a pas que des inconvénients à avoir commencé tard. Nous avons ainsi pu apprendre ce qui s'était fait dans d'autres pays, et en tirer des enseignements. Ce qui nous évite de commettre les mêmes erreurs. Je n'ai pas, sur moi, de document avec des chiffres, mais les derniers que j'ai en tête datent de 1998. Et il ne s'agit que de personnes atteintes par le sida, et pas seulement contaminées par le virus. Donc, parmi ces personnes atteintes, 45% sont des usagers de drogue. Entre 20 et 25% sont homosexuels, 20 à 25% sont hétérosexuels. Les autres sont hémophiles, ou non déterminés.

Le Portugal est le troisième pays en Europe en terme de personnes atteintes par le sida, proportionnellement parlant, après la France et l'Espagne. Nous n'avons jamais fait d'enquête dans la communauté gay et lesbienne, notamment parce que nous n'avons pas les moyens de communication comme peut avoir la presse gay qui existe en France. La seule expérience que nous avons, c'est celle du contact direct avec les gens, et parmi les actions que nous menons, il y a notamment la distribution de préservatifs et de gel dans les bars et autres lieux de rencontre. Bien que l'on sache qu'une grande proportion de personnes utilise les préservatifs, on sait aussi qu'un nombre non négligeable en utilisent seulement de temps en temps. Non seulement nous distribuons des préservatifs, mais nous faisons aussi pression sur le gouvernement pour mettre en place, dans les écoles, une éducation sexuelle non moraliste et impartiale. D'après les dernières données que nous ayons, les proportions parmi les personnes malades d'homosexuels, d'hétérosexuels, de toxicomanes n'ont pas changé. Par contre, le nombre de malades a augmenté. Et bien que jusqu'à présent on se soit surtout axé sur le préservatif, aujourd'hui nous considérons qu'il faut développer d'autres stratégies, et pas seulement se contenter du préservatif. Voilà.

Vincent PELLETIER : Merci. Nous sommes dans une situation assez intéressante comparativement parlant, et que c'est pour cela que nous travaillons depuis des années sur des comparaisons en terme d'immunologie, au niveau européen, voir au niveau du bassin méditerranéen. Parce que l'on se rend bien compte que les incidences politiques ou culturelles sont très fortes sur l'évolution de l'épidémie, mais aussi sur la perception de l'homosexualité par la société, perception liée au problème du sida.

Dans un pays comme le Maroc où l'homosexualité continue à être réprimée, et à être extrêmement tabou, on voit bien que l'épidémie a beaucoup de mal à devenir visible, et que l'on continue de nous donner des chiffres minorés, qu'ainsi il n'y a pas de problème sida alors que l'on sait bien que c'est faux lorsque l'on va sur le terrain. Cela ne peut être qu'un travail souterrain, extrêmement compliqué, et que nous avons aucun espoir de voir dans un tel pays une évolution sociale vis-à-vis de l'homosexualité dans les années à venir sans un travail de fond très important. Au Portugal, situation complètement différente, c'est un problème de mouvement social extrêmement récent. Avec des associations fragiles, sans moyens identitaires forts, qui fonctionnent avec des bouts de chandelle. Des associations qui ont un gros problème de reconnaissance du travail effectué. C'est le sida qui, par l'importance des chiffres, a permis l'émergence d'un mouvement homo plus important. Situation complètement paradoxale par rapport celle de la France. En Grèce, c'est la pression culturelle qui empêche la reconnaissance sociale, et on se retrouve avec des chiffres de contamination très importants chez les homos, à contrario de la France, sans que la contamination importante des homosexuels n'ait modifiée la perception sociale de l'épidémie, comme de l'homosexualité.

Ces trois éclairages nous permettent de voir que la France est dans une situation particulière (chaque situation est particulière) mais qui est mise en avant par le fait que le sida est arrivé au moment où on allait vers une reconnaissance sociale de l'homosexualité, et le sida est arrivé de plein fouet. Cela ne fait que confirmer, au vu des situations dans les autres pays, cette idée que vraisemblablement la renaissance du mouvement homosexuel en France est forcément imprégnée de ces dix ans perdus dans l'évolution de la reconnaissance sociale et de toutes ces discussions sur le PACS.

HOMOS SANS-PAPIER

Gilles DOWEK : L'ARDHIS, dont je suis membre, et que je représente ce soir, est une association qui s'occupe des homosexuels de nationalité étrangère, sans-papiers. Ses actions, comme sa réflexion s'articulent autour de deux axes principaux, à savoir l'octroie de la nationalité française et la lutte contre toutes discriminations du droit d'asile. A propos de l'octroie de la nationalité, il faut savoir que l'article 7 du projet de loi du PACS disait qu'après le droit de séjour (qui est un droit temporaire), l'accès à la nationalité française était possible pour les pacés. Cet article a carrément été supprimé, et si maintenant vous lisez le texte de loi vous remarquerez que cela passe directement de l'article 6 à l'article 8. Ce n'est pas une erreur de typographie. C'est la première discrimination, celle des couples bi-nationaux, face à laquelle nous nous sommes heurtés. Quant à la discrimination du droit d'asile, la France comme beaucoup d'autres pays, a signé en 1951 la Convention de Genève qui définit le statut de réfugié. L'article 1 stipule "doit être considéré comme réfugié toute personne qui craint avec raison d'être persécutée dans son pays d'origine, en raison de sa race, de sa religion, de son ethnie, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques". La France, qui est donc l'un des signataires de ce texte, ne l'applique pas encore complètement. A cela, elle y met deux réserves.

- La première c'est le fait de considérer que les homosexuels ne forment pas un groupe social. Exception française, puisqu'au Royaume Uni, en Allemagne, en Belgique, en Hollande, au Danemark, en Australie, au Canada, on pense que l'idée de groupe social regroupe différentes populations dont les homosexuels. Ainsi, aujourd'hui un homosexuel persécuté dans son pays du fait de son homosexualité, n'est pas reconnu comme étant persécuté en raison de sa non-appartenance à un groupe social. Il n'est donc pas considéré comme réfugié. Ainsi l'OFFRA n'a aucune difficulté à rejeter tous ces dossiers.
- La deuxième restriction, c'est alors que la Convention de Genève parle de crainte fondée, l'administration française demande vous ayez été personnellement persécuté. Ceci pose un problème pour les pays qui condamnent à mort les homosexuels, puisqu'il faudrait avoir été soi-même exécuté pour bénéficier du statut de réfugié.

Ces deux limitations font qu'aujourd'hui il existe un certain nombre de gens qui ayant fui leur pays en raison de persécutions subies (liées à leur orientation sexuelle) voient leur demande refusée. En plus, si ces deux discriminations sont assez différentes, rien n'empêche une personne de les cumuler. En fait, la plupart des réfugiés déboutés finissent par s'investir dans des relations de couple et se trouvent donc dans les deux situations. C'est à dire qu'ils sont discriminés une première fois parce qu'on leur refuse le statut de réfugié, et discriminé une deuxième fois parce qu'on leur explique qu'ils ne sont pas un groupe social.

Bien entendu, nous n'avons pas fixé dans les statuts de l'ARDHIS de se battre seulement contre ces deux formes de discriminations. Nous sommes toujours à l'affût d'autres discriminations faites à l'encontre des homosexuels, que nous n'aurions pas encore vu apparaître, mais qui vont apparaître un jour. Nous avons à ce sujet quelques pistes, mais plus floues que ce que je viens de dire. Vous savez que les couples homosexuels et les couples hétérosexuels, quoiqu'en dise le PACS, ne sont pas tout à fait de la même nature. Il y a un certain nombre d'homosexuels qui disent vouloir résider en France parce que c'est là qu'ils souhaitent vivre avec les gens qu'ils aiment. Mais il ne peut s'agir d'un couple au sens où l'entend la sainte institution du mariage, ni le PACS, ni la Préfecture.

Beaucoup d'homosexuels vivent dans des couples non cohabitants, c'est à dire qu'ils ont un copain, un amoureux, un mari, mais qui ne partagent pas un appartement avec cette personne. Et les préfectures ont du mal à reconnaître ceci comme étant un couple. D'autres partagent un appartement à plusieurs, leur vie sexuelle ou amoureuse étant ailleurs (on ne peut pas passer à plusieurs). D'autres ont des relations de couple, mais avec plusieurs partenaires à la fois. Le mari, la femme et l'amant, c'est une situation que les homosexuels affectionnent également. Et s'il s'avérait que ces situations étaient prépondérantes chez les homosexuels et minoritaires chez les hétérosexuels, il faudrait vraiment voir une discrimination dans le fait que la loi ne les reconnaît pas. Exemple d'une famille de quatre enfants qui vit en France depuis de nombreuses années. Arrivée alors que les enfants n'étaient que des enfants. Ils sont maintenant adultes, et sur les quatre, il y en a trois qui sont hétéros, mariés avec des français ou des françaises. Il y en a un seul qui est sans-papiers, celui qui est pédé.

N'y aurait-il pas, par hasard un lien entre son homosexualité et le fait qu'il n'ait pas de papier ? Alors, nous lui expliquons que si comme ses trois frères et sœurs, il avait un copain, s'il vivait une relation de couple, il pourrait avoir des papiers. A cela, il lui est répondu qu'il n'est pas en couple, que dans cette famille, seuls les hétéros sont en couple, pas les homos. On s'aperçoit aussi, Or de tout jugement de valeur, que c'est quelqu'un d'instable affectivement parlant, et que cet état de fait est extrêmement lié aux discriminations qu'il a subies. En particulier, sa famille fut très influente dans le fait de rapprocher ses frères et sœurs de leur fiancé(e)s respectifs, alors que lui fut plutôt mis à la porte. Nous voyons ici une discrimination qui n'est pas liée au couple, au droit d'asile. La difficulté de ce type de discrimination c'est de la formuler. Car alors, comment dans le cas présent, aller à la préfecture plaider sa cause ? Nous pouvons écrire une lettre au préfet qui va peut être l'émouvoir, mais si l'on imagine que cette situation est typique, comment allons nous arriver à formuler une revendication qui prenne en compte ce type de situation. C'est un point sur lequel nous n'avons pas de réponse.

Les principes de nos actions

On nous a assimilé, assez souvent, à une mafia des homosexuels sans-papiers. Par exemple, dans les lettres d'insulte que nous recevons (pas beaucoup bizarrement, nous devrions en recevoir davantage), on nous dit "vous défendez vos intérêts propres, essayez de défendre l'intérêt général". Mais au contraire d'une mafia des homosexuels sans-papiers, nous ne nous battons pas uniquement pour l'intérêt de nos membres, mais pour l'intérêt général. C'est à dire que nous nous battons au nom de principes. Nous argumentons notre discours, non pas juste à la lumière de situations pathétiques d'homosexuels sans-papiers, mais au fait qu'il y a des principes qui guident notre action. Ces principes sont :

- **L'égalité des citoyens devant la loi**, pour les homos comme pour les hétéros.
- **Le respect de la vie privée** qui impose que le choix du partenaire ne soit pas conditionné par la collectivité, par la loi.
- **Le droit d'asile** des personnes qui sont soumis à un traitement inhumain ou dégradant dans leur pays d'origine.

Ces trois principes, nous les sortons de la Convention Européenne des Droits de l'Homme (1948), de la Convention de Genève (1951) et de la Constitution Française (plus particulièrement son préambule qui rappelle un certain nombre de principes fondateurs de notre République). On s'appuie sur trois textes datant des années cinquante. Nous ne sommes donc pas révolutionnaire, mais nous sommes des lobbyistes du droit. C'est à dire que l'on ne sait rien faire de mieux que de s'occuper des droits de l'homme. A l'ARDHIS, nous ne sommes pas beaucoup plus évolués que les droits de l'homme, mais il nous a semblé qu'il était plus important de se battre pour l'application de ces trois textes qui dans les faits sont largement bafoués, que de revendiquer des droits beaucoup plus pointus.

Alors et c'est assez consternant, nous allons bientôt fêter le cinquantenaire de la Convention de Genève, et nous sommes encore obligés de nous battre pour sa simple application. Cela peut être analysé politiquement comme un recul des valeurs qui ont mené à ce texte. Ce n'est pas de notre faute, mais c'est ainsi. Et nous nous battons avec les outils dont nous disposons.

Le discours d'ARDHIS

Maintenant je souhaiterais aborder trois discussions récurrentes dans l'élaboration de notre discours. D'abord la notion de minorité, ensuite notre souci de ne pas se faire instrumentaliser par le gouvernement (c'est un risque politique important) avec cette distinction entre bons et mauvais sans-papiers, et enfin le problème de la politique de profil bas, de la politique des petits pas. Et enfin, le principe d'universalité et son rapport à la notion de minorité. On nous dit souvent "vous êtes une minorité, les homosexuels sans-papiers, vous vous battez pour cette minorité", et à cela on nous oppose le principe d'universalité. Principe qui dit que la loi ne devant pas s'appliquer spécifiquement à tel ou tel groupe de personnes, elle doit être la même pour tout le monde. En fait, c'est un procès qui n'a pas de sens puisque notre principe de base est de revendiquer l'égalité des droits. Tout simplement. Nous ne sommes donc absolument pas dans un discours minoritariste, c'est à dire que nous ne revendiquons pas des droits positifs ou une discrimination positive, mais juste l'égalité des droits.

Le fait d'utiliser un discours universaliste pour entériner des discriminations faites à l'encontre de minorités, de telle ou telle catégorie de population, c'est un très vieux principe des forces réactionnaires. En 1791, le député Lechapelier fit voter une loi qui, au nom des principes universalistes, interdisait les associations de gens de même métier. Et par exemple, les boulangers qui sont des citoyens comme les autres n'avaient pas à se regrouper entre eux, et doivent se battre avec tous les citoyens. Cette loi a, de fait, provoqué l'interdiction des syndicats. Syndicats qui seront autorisés seulement à la fin du 19^{ème} siècle. Ainsi donc, durant tout le 19^{ème} siècle, il n'y a pas eu de syndicat, donc pas de droits syndicaux, d'avancées de condition de travail, pas les progrès sociaux amenés par la lutte syndicale. Cette lutte a été empêchée au nom des principes universalistes. La République n'est pas un argument très nouveau que l'on nous oppose pour maintenir les discriminations dans les faits. Certains nous disent "vous vous battez pour les homosexuels sans-papiers. Pourquoi ne vous battez-vous pas pour tous les sans papier ?". D'autres nous disent "pourquoi vous ne vous battez pas pour tous les homosexuels ?". D'abord c'est faux parce que nous nous battons pour tous les sans-papiers et tous les homosexuels, parce que nous avons soutenu, certes symboliquement faute d'énergie militante, les luttes pour les sans-papiers et celles des droits des homosexuels. Par exemple sur le PACS, nous sommes intervenus sur le débat signature en mairie/signature au tribunal. A la limite on s'en fout, peu importe, si on peut pacser au tribunal et obtenir des papiers, nous serions assez contents.

Ce qui est intéressant, c'est ce que cette critique identifie. Une des particularités d'ARDHIS, que l'on partage avec d'autres, c'est le fait que l'on se situe comme une minorité dans la minorité. C'est à dire que nous sommes à l'intersection de deux minorités. Et nous ne sommes pas les seuls. Par exemple, ceux qui luttent contre la double peine, la lutte des jeunes gays ou celle des migrants contre le sida. A chaque fois c'est une lutte qui se situe au carrefour des minorités. Nous nous sommes donc interrogé, sur le pourquoi d'un tel état de fait, et nous nous sommes aperçus que le fait de militer pour les homosexuels, pour les droits des homosexuels nous amène fatalement à construire une espèce d'homosexuel type, qui rassemble les points communs à l'ensemble des homosexuels. Donc cet homosexuel type est blanc, français, a des papiers, il est jeune et mignon, mais il a des problèmes par exemple avec sa famille ou à l'embauche. La construction d'une catégorie abstraite est nécessaire pour lutter, pour amener des gens à militer ensemble. Si on n'arrive pas à s'identifier comme homosexuel, on n'arrive pas à se regrouper. Mais cette construction a l'inconvénient de créer une norme. Donc tous les homosexuels qui s'éloignent de cette norme du bel homosexuel jeune et riche, ont leurs problèmes qui sont moins pris en compte par la militance.

Mais la militance n'est pas la seule à procéder ainsi, la loi procède de même. La loi relative au séjour est prévue pour les étrangers normaux, c'est à dire des étrangers qui bien évidemment sont hétérosexuels. C'est pour cela que le mariage donne droit à des papiers, parce qu'a priori un étranger est hétérosexuel. La loi pour le PACS est une loi qui s'applique aux gays et aux lesbiennes normaux, c'est à dire de nationalité française. Et finalement le problème des homosexuels étrangers n'est pris en compte ni par la loi sur les étrangers, ni par la loi sur les homosexuels.

Il y a des lois particulières, il y a des lois pour les étrangers, pour les homosexuels (les gays et les lesbiennes), pour les éleveurs de porc, pour les avocats, pour les profs, pour tout. Mais cela ne suffit pas, parce qu'il y a des situations plus complexes qui ne sont prises en compte par aucune des deux lois. Et c'est donc au carrefour de ces minorités que se situe les discriminations les plus criantes et donc que c'est là qu'il est important d'agir. C'est ce qui justifie notre action et celles d'autres associations. Mais nous avons nous-mêmes fini par créer un homosexuel sans-papiers type. Et nous nous trouvons parfois démunis lorsque nous nous trouvons face à un homosexuel sans-papiers qui cumule en plus le fait d'être séropositif ou d'être victime de la double peine, c'est à dire quelqu'un qui est donc face à une triple, à une multiple et non double discrimination. Et quand de tel cas se sont présentés, notre travail fut nécessairement inter-associatif. Mais n'excluons pas qu'un jour, peut être, les homosexuels sans-papiers victimes de la double peine créent leur propre mouvement. Nous n'arrêtons pas de critiquer les normes d'en construire de nouvelles, de les recritiquer, et ainsi de suite.

Il y a un certain nombre de personnes qui disent que l'existence même de ces catégories, le fait de parler d'homosexuels, le fait de parler de sans-papiers, c'est ce qui crée la discrimination. Donc, discours connu, arrêtons de mettre les gens dans des boîtes, arrêtons de leur coller des étiquettes, prenons les pour ce qu'ils sont dans leur complexité, dans leur existence, et arrêtons de catégoriser comme on le fait. Pour certains c'est depuis Voltaire, Descartes, Aristote, au choix. Nous pensons le contraire. Selon nous, si nous abandonnons le concept et la catégorie des homosexuels, nous abandonnons tout de suite les droits qui vont avec. En revanche, on n'abandonnera pas les discriminations de fait. Donc, au contraire de critiquer la notion de catégorie abstraite, nous croyons qu'il faut se la réapproprier, et en particulier en créer de nouvelles. Et le meilleur moyen de créer une catégorie, c'est de prendre la conjonction, l'intersection, le carrefour de deux catégories déjà existantes. C'est ce que nous faisons avec les homosexuels sans-papiers, ce que fait le MAG avec les jeunes gays, ce que font tout un tas d'autres associations.

Le problème des bons et des mauvais sans-papiers

Comme nous sommes une minorité au sein des sans-papiers, nous avons souvent des messages de sympathie qui nous mettent souvent un peu mal à l'aise. Par exemple, nous avons été reçus comme délégation de sans-papiers au ministère de l'intérieur. Bien sur le personnel de ce ministère est très occupé, nous avons donc attendu longtemps. Et pour pas que l'on mette à sac le ministère, on nous a fait garder par le responsable de la sécurité du ministère, un type assez sympa, ancien sous-off. Nous avons discuté avec lui pendant une heure. Nous lui avons expliqué le pourquoi de notre visite. A la fin, il nous répond "quelle horreur, c'est horrible que des gens comme vous qui sont des sans-papiers tellement gentils, tellement bien intégrés, vous ne soyez pas régularisés, alors qu'il y en a d'autres qui jettent les poubelles par les fenêtres". Je ne sais pas où les sans-papiers jettent les poubelles par la fenêtre, mais visiblement ce fonctionnaire en avait rencontré. Ce discours en tant que gays, en tant que lesbiennes, hélas, nous y sommes habitués. Parce que bien entendu, nous qui ne sommes pas folles, si tous les pédés étaient comme nous, ce serait tellement mieux. N'est-ce pas ? Nous, nous sommes les bons homosexuels, les bons sans-papiers. Mais malheureusement, il existe des mauvais homosexuels qui s'habillent en folle durant la *Gay Pride*. Il existe aussi des mauvais sans-papiers qui jettent les poubelles par les fenêtres. Et il paraît que c'est à cause d'eux que nous n'arrivons pas à faire avancer la lutte. Ce type de discours nous a toujours mis mal à l'aise.

Ce qui est important, c'est que les préfectures ont énormément de mal à faire le tri entre les bons et les mauvais sans-papiers. Elles ont du mal à savoir qui jette les poubelles et qui est bien intégré. Ainsi, elles nous demandent, nous les associations, de faire le boulot à leur place. Elles nous disent : "que les sans-papiers de votre association déposent un dossier, que dans ce dossier figurent des lettres de l'entourage qui disent c'est un gentil sans-papiers, que c'est un bon militant, qu'il y ait des lettres de la famille disant que c'est un bon fils, une bonne mère. Ainsi nous allons peut-être les régulariser". Lorsque l'on écrit ces lettres, il est assez facile de ne pas résister de toutes ses forces, et de dire exactement ce que nous disait le responsable de la sécurité, genre "telle personne dont nous demandons la régularisation est très gentille, très polie et obéissante, elle se lave les mains avant de passer à table", mais vous savez que ce n'est pas le cas. Lorsque l'on met en avant la bonne intégration d'un sans-papier, il est difficile de ne pas sous-entendre implicitement, voir explicitement pour les lettres les plus mal faites, que ce n'est pas le cas de tout le monde, que c'est un "bon" sans-papiers par opposition à un "mauvais" sans-papiers.

Il y a eu une grève de la faim d'un collectif de sans-papiers qui demandaient leur régularisation. La négociation finale fut "vous arrêtez la grève de la faim et on régularise 20% d'entre eux. Maintenant on commence à discuter sur qui fait partie de ces 20%". C'est à dire que l'on demande aux sans-papiers de désigner ces 20%. Ce n'est pas quelque chose de nouveau, l'Allemagne nazie a déporté 12 millions de personnes, dont 6 millions de juifs. Ce qui fut difficile, car techniquement parlant cela pose problème. Et les techniciens de la déportation comme Eichmann, ont eu l'idée de se faire aider par les conseils juifs qui acceptèrent de collaborer en espérant limiter les dégâts. Ainsi, le conseil donnait une liste de nom en échange de quoi les enfants n'étaient pas déportés. Et lorsque l'on est une autorité juive dans un ghetto, il est difficile de savoir ce qu'il faut faire. Bien entendu je ne veux pas comparer le gouvernement de Jospin avec l'Allemagne nazie, en revanche ce qui est intéressant de voir c'est que dans les deux situations, la solution est de faire faire le tri par les victimes. Il faut donc faire très attention de ne pas se faire instrumentaliser par le pouvoir. Par exemple j'ai reçue une lettre d'un homosexuel qui vit dans un pays étranger où ce n'est pas très drôle, et il m'écrit "voilà je veux immigrer, que me conseillez vous ? La France ou l'Angleterre ? Que faut-il que je lui réponde ? Si je lui réponds de venir en France alors que nous sommes là pour l'accueillir, il ira à l'*OFFRA* où il sera débouté. Si maintenant je lui conseille d'aller en Angleterre ou c'est mieux, je fais le boulot de la police des frontières. Je ne dis pas ce que je lui ai répondu.

Le problème de la politique des petits pas

C'est quelque chose qui souvent nous a été dit par des homos. Des homosexuels pas vraiment militants, qui subissent la violence homophobe, et qui n'arrivent pas à échanger avec d'autres qui militent. Ils disent "c'est tellement horrible, vous n'imaginez pas la situation des homosexuels en province, faisons passer le PACS à tous prix et arrêtez de charger la barque". C'est aussi le discours que tiennent les responsables socialistes. Par exemple, Jean Pierre Michel a été interrogé à ce sujet par Alexis Meunier au cours d'un débat chez Dechavanne qui lui demandé pourquoi le PACS est aussi peu puissant, pourquoi il y a aussi peu de choses dedans. Jean-Pierre Michel répondit "allons-y doucement, faisons passer d'abord le PACS, nous verrons ensuite". De la même manière, Catherine Tasca nous a répondu ceci lors d'un débat public. Elle nous avait même dit "c'est tellement horrible à l'Assemblée, vous n'imaginez pas ce que c'est. Nous avons tellement de mal à faire passer le PACS, ne chargez pas la barque". C'est vrai, ce n'est pas toujours facile, mais ce sont les députés qui sur ce point sont beaucoup plus rétrogrades que l'ensemble de la population. Rien n'est épargné à Tasca, à Bloche, à Michel qui s'occupe de la promotion du texte. D'abord, il a été programmé un vendredi, jour où l'on ne programme habituellement aucun texte important puisque les députés sont absents, ensuite on leur proposa d'étendre le PACS aux animaux de compagnie. Bref toute la palette d'une certaine homophobie. Nous sommes d'accord que c'est difficile, mais n'empêche.

J'ai un point de comparaison. J'avais 13 ans lorsque la peine de mort fut abolie. J'avais alors regardé tous les débats à la télévision. Le moins que l'on puisse dire c'est que Badinter n'a pas adopté un profil bas. Il aurait pu dire "nous allons faire des exceptions pour les crimes vraiment horribles, nous allons fixer un délai, nous allons abolir la peine de mort, mais seulement dans cinq ans". Pas du tout. Il est monté, il a dit "nous abolissons la peine de mort", et il est descendu. Et il n'a pas eu à faire face à beaucoup plus d'obstruction que nous tous, lors du débat sur le PACS, alors que la situation à l'époque était bien plus difficile. La majorité des français alors n'était pas pour l'abolition, quand elle est aujourd'hui pour le PACS. Ainsi donc, nous pouvons nous demander si ce n'est pas au contraire d'avoir opté pour un profil bas qui a entraîné toutes ces difficultés, toute cette obstruction.

Et ceci, on peut le comprendre. Prendre un profil bas, dire que l'important c'est d'améliorer un peu la situation par rapport à ce qu'elle est aujourd'hui, donc prendre comme référence ici et maintenant en se disant que l'on va faire un petit peu mieux, cela nous prive d'un outil, d'un argument essentiel, qui est l'égalité. On ne peut pas dire que l'on veut telle forme de PACS parce que c'est celle-ci qui respecte le principe d'égalité, mais que l'on veut tel PACS parce que c'est un petit mieux que ce que l'on fait maintenant. Cette politique des petits pas, du profil bas nous prive de l'argument essentiel, qui aurait du servir la promotion du PACS, celui du principe d'égalité. Au contraire, en proposant un texte diminué par rapport au mariage, qui donne moins de droits, les députés socialistes ont laissé entendre que les couples homosexuels étaient des couples inférieurs. Il n'était alors pas très difficile à la Droite ensuite de leur emboîter le pas et de dire, puisque vous admettez vous-mêmes que les couples homos sont inférieurs autant étendre le PACS aux animaux de compagnie. En fait, une fois de plus les députés socialistes ont illustré cette phrase de Sénèque qui était sur les capotes, durant les années 80, "Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas, c'est parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles" C'est une sorte de leitmotiv de la militance gay.

Les résultats de notre action

En n'oubliant pas que nous travaillons en collaboration avec d'autres associations, voici un bilan de nos actions de terrain et de leurs impacts politiques.

Action de terrain : Nous avons obtenu une vingtaine de régularisations. Ce n'est pas énorme, mais doit être interprété comme un encouragement à continuer à se battre. Nous n'avons pas non plus des milliards de gens qui viennent nous voir. En gros une cinquantaine de personnes pour lesquelles nous nous battons. Nous avons actuellement neuf demandeurs de droit d'asile, peut-être que nous ne les avons pas tous recensés, mais à France Terre d'Asile, ils ont trois homosexuels. Il n'y a pas une invasion d'homosexuels, tous les homosexuels ne rêvent pas de s'installer en France. On peut le regretter, mais c'est ainsi. C'est quelque chose qui se comprend, après tout il y a une très grande variabilité des homosexualités dans les pays où elle est discriminée. Un certain nombre d'homosexuels vivent assez bien leur homosexualité, pour qui la situation est beaucoup moins douloureuse que l'exil, et donc préfèrent rester chez eux. Ceux qui arrivent chez nous, en général c'est parce qu'ils n'ont vraiment plus aucune autre solution, parce que c'est une question de vie ou de mort. Ils ont laissé tout ce qu'ils avaient, leur baraque, leur fric, leur voiture, tout, pour venir faire la plonge à Barbés. En général, il n'y a pas beaucoup de gens qui rêvent d'un tel destin. Ceux qui optent pour ce destin, sont ceux qui n'ont pas le choix. Et ceux-là, il faut les accueillir. Ils ne représentent pas numériquement une invasion.

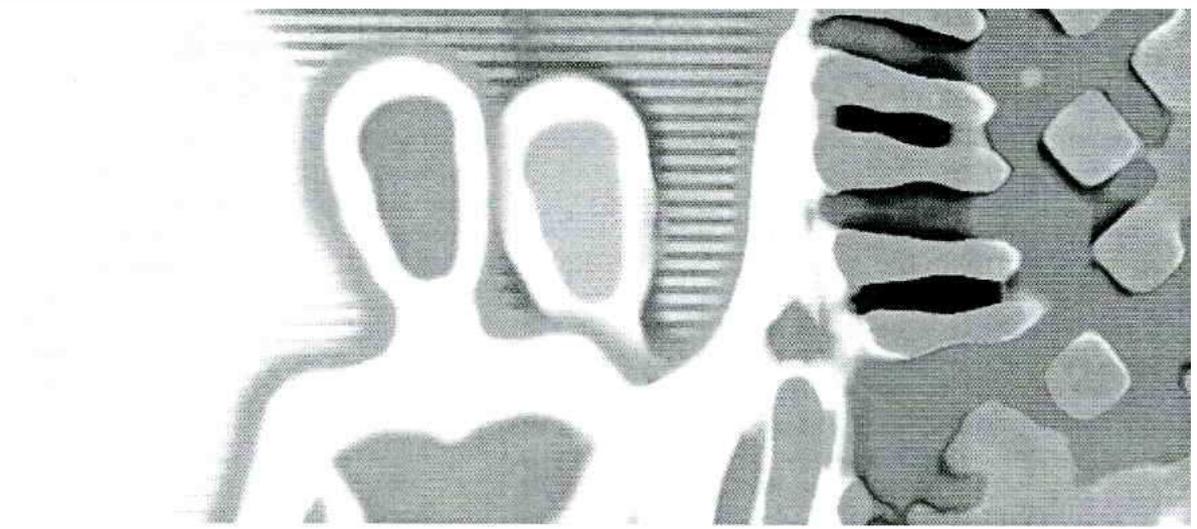
Actions politiques : Il s'agit de voir l'impact que nous avons eu sur la loi elle-même. Sur le PACS nous nous sommes plantés puisque nous n'avons pas réussi à obtenir le changement de l'article 6 et la réintroduction de l'article 7. Cela dit, comme l'article 6 est extrêmement flou, ce qui va énormément compter ce sont les circulaires d'application. C'est pour cela que nous continuons de

nous battre, car ce que nous n'avons pas réussi avec le texte, il va falloir l'obtenir avec les circulaires d'application qui précisent que ce flou doit être interprété au profit des couples homosexuels, et non de façon restrictive comme, hélas, les préfetures ont tendance à interpréter les textes en faveur des étrangers. Il est aussi intéressant d'examiner comment notre discours a été repris par d'autres. Que ce soit, de façon assez nette, par l'ensemble des associations homosexuelles ou par l'homme de la rue. Ce qui pour nous est, d'une certaine façon, une victoire, au-delà des résultats concrets.

Les associations : C'était par exemple l'une des revendications de la *Gay Pride*. Ce fut aussi repris par *Homosexualité et Socialisme*. Comme nous sommes issus d'un collectif associatif dont faisaient partie le CGL et *Act Up*, ces associations continuent de nous soutenir. Et même des associations dites modérées ont repris notre discours. Cela signifie que même au sein de ces associations le discours sur le profil bas commence à perdre du terrain. Il n'a pas encore disparu chez les homosexuels non militants qui se prennent la discrimination sur la figure, au quotidien, précisément parce qu'ils ne changent pas, parce qu'ils ne sont pas intégrés dans un réseau homosexuel ou ils peuvent parler de la façon dont ils ressentent l'homophobie, de la manière la plus forte, et qui du coup ont tendance à dire de ne pas aller trop vite. Au début, les associations de sans-papiers eurent quelques difficultés. Elles nous disaient de se battre pour tous les sans-papiers, de ne pas casser la machine unitaire. Finalement, elles ont compris que le fait de dénoncer l'arbitraire des critères de régularisation profitait à l'ensemble des sans-papiers. Du coup, elles ont repris notre discours. Les partis politiques traditionnels de gauche l'ont repris pour l'essentiel. Par exemple, le tract du PCF lors de la dernière *Gay Pride*, reprenait la plupart de nos revendications, mêlées à d'autres. Même au sein du PS, il y a un certain nombre de personnes qui ont repris notre discours. Il faut comprendre cela comme le fait qu'au sein du PS, il y a des gens qui reprennent les arguments des gens, du pays, pour marquer leur différence par rapport à la politique du gouvernement, politique qu'ils n'approuvent pas complètement, surtout en matière d'immigration. C'est ainsi qu'ils expliquent leur attitude. Nous avons aussi des contacts avec la LCR qui a repris et qui appuie nos revendications. De même pour les Verts.

L'homme de la rue : Reste la manière dont notre discours est repris par l'homme de la rue. Le mythique homme de la rue que nous avons du mal à sonder. Je vous propose un test, prenez votre meilleur ami hétéro, demandez lui s'il croit que le PACS donne des papiers pour les étrangers. Il vous répondra oui. Donc en général, lorsque l'on discute avec le mythique homme de la rue, nous avons un mélange de bienveillance et de surprise. C'est quelque chose qui tout au long de cette lutte m'a vraiment marqué, le fait que l'homme de la rue sur les questions d'homosexualité, de PACS et d'étrangers, est beaucoup plus en avance que nos représentants qui ont un certain nombre d'appréhensions et qui s'imaginent que l'homme de la rue est beaucoup moins avancé, beaucoup plus réactionnaire qu'il n'est. Cela signifie que la chose principale contre laquelle nous nous battons, ce sont des préjugés des députés et des sénateurs qui s'imaginent qu'à Carpentras, dans leur circonscription, il y a la veuve de Carpentras qui pense ceci, alors qu'en fait il y a les internautes de Carpentras qui sont sur les sites gays et lesbiens du monde entier. Il y a cette modernité de la population, de ceux avec qui on travaille, que l'on rencontre, qui se heurtent aux préjugés des députés.

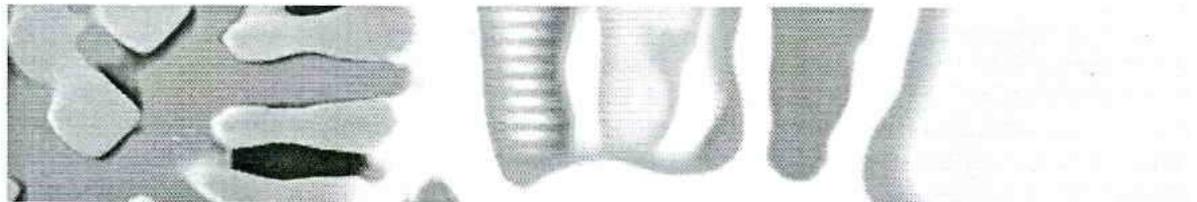
Le seul moyen de faire reculer ces préjugés, c'est de continuer la lutte. Et donc je vous invite à nous rejoindre sur le texte de l'appel au comité de soutien à Youri Maroussich. C'est un texte assez unitaire, où beaucoup d'entre nous peuvent se reconnaître. Je vous invite donc à le signer et à le faire signer. Merci.



COMMUNAUTÉ



?



HOMOSEXUELLE



LES FEMMES DE L'UEEH SE RENCONTRENT

Pascale BERTHAULT : Aux derniers jours de cette semaine, nous nous rendions compte qu'il était grand temps de nous rencontrer. C'est étonnant comme l'évidence de cette rencontre a pris du temps à s'installer ! L'UEEH 99 était-elle donc une initiative d'hommes pour des hommes ? Je dirais que c'était une initiative d'hommes qui attendaient que des femmes occupent les lieux et débats. Nous mettons toujours du temps à réaliser qu'un espace est disponible, que nous pouvons l'occuper, nous y installer. A quoi cela tient-il ? Parlons-nous des mêmes espaces, pouvons nous effectivement y prendre place ? Cette réunion fut l'occasion de paroles multiples, parfois contradictoires. Quelques mois plus tard, en relisant ce compte-rendu, j'y vois en même temps l'affirmation d'exigences et la volonté d'assumer nos responsabilités. La richesse des propos me paraît être le signe d'une volonté d'être là, nous lesbiennes, d'élaborer nos projets, d'échanger, de vivre nos amours, d'en rire et peut être en pleurer, d'exiger et gueuler, d'écouter et apprendre. Je souhaite que nous le fassions, entre femmes et avec tous les participants des *Universités* à venir. J'espère que nous saurons ensemble réaliser les souhaits qui se sont exprimés là, à commencer par le respect mutuel qui exige que tous aient conscience que la blessure créée par un propos sexiste ou lesbophobe ne peut qu'engendrer de la colère. Je rêve aussi à une *Université* 2000 où l'humour soit partagé, sans défiance ni méfiance. Saurons-nous prendre la Bastille de la satire et de l'humour ?

Pascale : Cette UEEH a fait un état des lieux. Il n'y a pas vraiment eu d'élaboration, mais on en sort néanmoins avec une vision de l'état actuel du militantisme dans les milieux homos. Les femmes ont été peu présentes dans la préparation des UEEH. L'enjeu est dorénavant que l'UEEH soit inclusive, notamment des femmes dans leur diversité. Il faut trouver les moyens d'être présentes dans toutes nos diversités et d'avoir les espaces de débats qui nous sont nécessaires. Dans les problèmes qu'il y a eu, nous avons notre part de responsabilité. Parmi ces problèmes : des tribunes trop masculines (aucune femme citée lors du forum d'ouverture sur la mémoire). Nous sommes trop peu capables de conserver et de transmettre notre mémoire et notre histoire. Il y a peu de rencontres entre femmes, il nous manquait un espace. Donc il faut faire le bilan et voir comment s'organiser pour préparer la prochaine rencontre, soit grâce aux structures lesbiennes qui existent (comme la *Coordination Lesbienne*), soit en construisant un réseau spécifique UEEH.

Isabelle : Tu présupposes que les femmes peuvent y avoir une place en toute intégrité. J'ai subi une énorme misogynie. Tant que le public masculin ne sera pas plus mature, je n'ai pas de place en tant que femme.

Jessy : Est-ce que les sujets des forums et des débats concernaient les femmes ? J'en doute. Ils concernaient surtout les gays. Ainsi on n'a pas parlé de la sexualité féminine, de notre corps, de la violence. Il n'y avait pas de séminaires sur la transmission - ce qui a été dit dans les années 70 et ce que cela devient maintenant.

Laurence : Je suis membre d'une association non-mixte, et ce n'était pas facile de me décider à venir. Durant l'UEEH, j'ai ressenti des difficultés. Renvoyée au rôle de celle qui devait toujours dire ce qui manquait : on parlait d'homophobie et je devais rajouter "lesbophobie". Il y a de la part des hommes trop d'ignorance, d'indifférence. Les femmes doivent faire des ateliers non-mixtes. Nous avons besoin de nous rencontrer, en partant de nos différences et de la place que nous avons chacun(e)s qui n'est pas la même.

X : Quant à moi, je n'ai pas ressenti de misogynie. Peux-tu expliquer ?

Isabelle : Dès qu'une lesbienne prenait la parole, il y avait des expressions comme "pouffiasse", "les lesbiennes sont des mal-baisées". C'est inadmissible !

Irène : Certes, mais il y a désormais des discussions entre gays sur leur attitude vis-à-vis des femmes. Quant à moi, je me suis sentie bien. Nous pouvons demander ou imposer des choses et des espaces qui nous concernent et des lieux où nous puissions nous retrouver. En fait, les sujets des forums nous concernaient aussi (en tant que femmes). Mais ils étaient trop français. Il faut que la préparation soit plus internationale.

Claudie : Les statuts de l'UEEH précisent que cette *Université* entend combattre le sexisme, le racisme, etc... Evidemment, cela ne les fait pas disparaître, car ils sont profondément intériorisés, mais cela nous donne un outil pour les désigner et les contester. La faible participation lesbienne s'explique aisément par une méfiance vis à vis des initiatives dites homosexuelles "mixtes" qui sont en fait le plus souvent dominées par les hommes. Beaucoup d'entre nous sont venues un peu en observatrices ... Mais je crois qu'il y a dans ces UEEH des potentialités à investir. Je veux insister sur le fait que s'il peut y avoir des thématiques plus précisément "femmes", nous devons tout autant être présentes transversalement, et sur tous les sujets exprimer un, ou plutôt des points de vue à partir de nos engagements féministes et lesbiens, et de nos expériences. Enfin il est fondamental que l'action de solidarité internationale, avec cette ouverture "méditerranéenne" implique des femmes. Il n'y avait cette année aucune femme invitée. Il faut que de l'énergie et de l'argent (en particulier des subventions) soient consacrées à ce que les femmes du Maghreb, du Proche-Orient, des Balkans puissent venir.

Eliane : Je suis co-présidente du *CGL Marseille* et je n'ai pas participé à la préparation, sauf tout à fait à la fin. C'est vrai qu'il n'y avait pas de présence femmes structurée. On ne peut pas le reprocher aux organisateurs, c'est à nous de nous poser la question de quel espace ont va prendre, s'il faut des lieux ou des moments spécifiquement femmes. Il faut aussi être présentes dans les problématiques mixtes pour irriguer les réflexions. J'ajouterai qu'on (les femmes) a manqué d'une présence ludique; il aurait fallu s'organiser pour faire des actions créatives - ce que les hommes ont su mieux faire que nous. Evidemment il est facile à des mecs homos de se moquer d'eux-mêmes, et des femmes, devant un public majoritairement masculin - mais comment vouloir montrer notre humour et notre ironie devant des gens dont une grande part est encore si sexiste et misogyne ? Bref, il faut être plus présentes, et l'équipe d'organisation est évidemment d'accord.

Nelly : J'ai participé dans le passé à de nombreuses initiatives mixtes, et il y a toujours eu des difficultés pour les femmes (*GLH, Masques*). Je savais qu'il en serait de même ici et j'ai décidé de jouer le jeu de la mixité. Essayons de voir comment on peut avancer ensemble : on n'a pas analysé suffisamment pourquoi ces différences homos/lesbiennes, il n'y a pas eu d'espace pour discuter de cela. Il faut qu'il y ait des lieux mixtes et non-mixtes (sur la sexualité, les relations entre nous) . La seule chose que nous avons en commun avec les hommes homos, c'est la lutte contre l'homophobie. Et dans ce domaine il faut être plus concret, pouvoir réagir rapidement. Par exemple à propos du PACS, on n'a pas réagi assez fort. Il faut peut être créer une structure, un "Comité de vigilance contre l'homophobie". A part cela, j'ai été choquée aussi par les hommages aux disparus (pas de femmes) et les sketches (discutables). Mais j'ai eu des discussions intéressantes avec des mecs.

Katie : Cette UEEH a le mérite d'exister malgré ses défauts. Mais ne nous posons pas en victimes : nous n'avons pas assez pris le pouvoir. Nous avons eu des coups de colère, mais ne les avons pas exprimés tout de suite, nous n'avons pas proposé des ateliers femmes Enfin, bien que cette Université s'appelait "euroméditerranéenne" nombre de conflits étaient franco/français et cela manquait de dignité, comme par rapport aux gens du Maghreb (je pense au débat commerce/militantisme). C'est du luxe.

Marie-Hélène : Nos revendications doivent être qualitatives et non quantitatives. Nous étions trois femmes (Catherine, Suzette et moi) à participer à la préparation des UEEH, en proposant un "comité scientifique". Nous avons un niveau d'exigence élevé sur le plan théorique, nous voulions aussi faire quelque chose de plus court. Nous voulions faire venir une femme grecque, et cela n'a pas été possible financièrement. En raison de désaccord sur ces points nous avons quitté le groupe de préparation. Si nous n'étions pas parties, il n'y aurait pas eu certains des problèmes (comme l'absence de femmes dans l'hommage aux disparus). C'est toujours l'éternel problème qu'en tant que lesbienne si on veut avoir notre place, on doit faire encore plus de travail que les autres. Il faut placer la barre très haut, combattre la lesbophobie, que les garçons deviennent féministes ... Il faut être majoritaire "qualitativement".

Isabelle : Pour eux (les mecs homos), les femmes n'existent pas. C'est inacceptable qu'ils n'aient pas fait venir de femmes étrangères. De plus l'équité aurait voulu que soient publiés les textes de lesbiennes même s'ils dépassaient deux pages (dans la brochure de préparation).

Fabienne : Les jeunes lesbiennes sont trop absentes. On ne s'intéresse pas assez à elles et à ce qu'elles attendent. Elles s'ennuient quand on parle de conflits qu'elles ont dépassés. Les jeunes ne se mélangent plus entre gays et lesbiennes.

Sacha : Dommage qu'on se réunisse seulement le dernier jour ! Je suis pour la mixité (je participe au CGPIF) mais en mixité il faut que les lesbiennes s'affirment deux fois plus ! Oui, il y a eu de la misogynie, j'ai entendu au cours de cette semaine des choses innommables. Et il faut se battre contre. L'UEEH c'est bien mais je préfère la *Coordination Lesbienne* !

Elisabeth : C'est la première fois que je viens dans un regroupement homo. J'ai trouvé que dans les forums il y a souvent des débats difficiles à saisir, étant plus jeune. Je suis à *Equivox* et je trouve bien la mixité. Mais il faut un espace de rencontre et de paroles entre femmes, et qu'on puisse aussi comprendre ce qui s'est passé dans le passé.

Annabelle : Je n'ai pas ressenti de sexisme, et je ne souffre pas de la mixité, même si je respecte les points de vue féministes. C'est moi qui ai participé au dernier sketch de Christophe (celui qui a posé problème). Mon souci était de ne pas lui servir de faire-valoir. Il avait entendu des accusations de lesbophobie à son encounter, d'où ce sketch avec une lesbienne. Je trouve que c'est important que la dérision, la satire, ne soit pas réservée aux hommes. L'humour c'est important et cela fait partie de la présence qu'on peut avoir ici.

Laurence : Moi je suis intervenue pour critiquer ce sketch. J'ai vécu cela comme un imaginaire très limité ! Ma parole était un acte, et beaucoup d'autres femmes étaient prêtes à s'insurger.

Isabelle : En ce qui me concerne, je n'ai pas pu m'exprimer dans les forums, et d'ailleurs très peu de femmes s'y sont exprimées. Il y avait le poids de l'éducation, etc ... Mais aussi le style des discussions : les mecs ne laissent pas de porte à l'interrogation.

Claudie : Les débats dans les forums étaient en effet très contestables dans leur forme (laissons de côté leur contenu plutôt médiocre). Il fallait des prises de parole bardées de certitudes, et pas de réflexion nuancée, de questionnement. Les applaudissements systématiques après chaque intervention imposaient la démagogie ou le simplisme. Pour en revenir à notre parole, féministe et/ou lesbienne, il faut comprendre que ce que nous avons à dire n'est pas une addition, un ajout, mais un bouleversement des problématiques. Et évidemment ce n'est pas aisé à articuler. Et cette problématique, elle est pour moi toujours la contestation de l'hétéropatriarcat : Nelly a dit que le seul point en commun avec les mecs homos c'était la lutte contre l'homophobie. Moi je voudrais qu'ils s'impliquent, en tant qu'hommes, contre l'hétéropatriarcat. Et les choses à faire ne manquent pas !

Marie-Hélène : Il faut que se soit plus politique. Christophe en parlant des lesbiennes a pointé le problème. Il y a une asymétrie, de vrais enjeux. Ce sketch était une dénonciation de la lesbophobie. A nous de travailler la performance, la prise de parole.

Irène : Je n'ai pas de mal à prendre la parole en public, mais le problème dans ces forums c'est qu'il était impossible d'exprimer quelque chose de nuancé en deux minutes. Et puis on traitait dans les forums de sujets qu'on n'avait pas travaillés en séminaire. Ce serait bien qu'il y ait des débats et réflexion avant le forum, et que des gens répercutent dans les forums ce qui s'est dit dans les ateliers. Moi aussi je pense que c'est important d'introduire une analyse lesbienne sur tous les sujets.

Nelly : Je voudrais dire que les discussions avec les mecs homos, je les ai eues il y a 20 ans. Et cela n'a pas avancé. Et je ne veux pas perdre mon temps à leur expliquer. D'où mon intervention sur l'action commune possible, sur une base minimum.

Claudie : Avant qu'on puisse décider comment on s'organise et ce qu'on fait éventuellement à la prochaine UEEH, il faut donner quelques informations sur ce qui a été énoncé dans les réunions inter-associatives et sur le réseau "recherches". Il est question d'une *Université d'Eté Homosexuelle "in"* (avec quatre ou cinq cycles de séminaires définis à l'avance et un forum pour chaque séminaire), d'une "off" où seraient possibles des ateliers, réunions, etc..., (y compris décidés sur le moment). Cela peut être intéressant (et de toute façon il faut qu'il puisse y avoir des choses spontanées, il y a d'ailleurs l'espace matériel pour cela), mais en même temps établit une hiérarchie.

Et si c'est cela qui est décidé, il faudrait que "nous" (quel que soit ce nous) posions dès maintenant un thème (même s'il n'est pas défini avec précision, ce serait quelque chose sur les problématiques lesbiennes, féministes, antisexistes), car il y a déjà de nombreuses propositions, et si on attend trop on risque d'être évincées (et il y aura pour cela un argument "technique" tout trouvé !). Par ailleurs les organisateurs sont tout à fait d'accord avec l'idée de moments, d'espaces non-mixtes. Enfin il y aura deux "emplois jeunes", dont une femme qui aura entre autre tâche l'appui au réseau "recherches". Elle pourrait aussi travailler sur l'inclusion des lesbiennes, les contacts avec les femmes étrangères.

Pascale : Il faut préparer maintenant l'intervention que je suis invité à faire en notre nom à l'AG de clôture.

CONCLUSIONS PRESENTÉES par PASCALE Pour L'AG de CLOTURE

Les propos sexistes sont intolérables. Quelle que soit l'organisation (in/off ou autre), nous voulons nous installer au cœur de l'UEEH, et non dans les marges. Si nous décidons que nous voulons des espaces non-mixtes, il faut que cela soit respecté. De toute façon nous voulons aussi être présentes transversalement partout. Il faut changer la méthode des débats dans les forums qui font obstacle à l'expression. Il faut faire venir des lesbiennes des pays méditerranéens et tout particulièrement des Balkans, du Maghreb et du Proche-Orient.

Ensuite, de façon plus informelle sont émises des idées sur les thèmes, formes d'apparition d'organisation. J'ai retenu principalement :

- Désir d'un atelier théâtre lesbien
- Place des universitaires (notamment étrangères à inviter) ?
- Il faut que le cinéma soit plus mis en valeur et intégré, et réfléchir davantage à la programmation, aux horaires

Parmi les thèmes il pourrait y avoir :

- Les études lesbiennes
- La sexualité (de façon mixte et non-mixte)
- Le sexisme dans le milieu homo
- L'histoire des mouvements lesbiens et féministes
- Les lesbiennes aujourd'hui
- La jeunesse et les rapports inter-génération

Il faut réfléchir à la structuration des journées pour favoriser la transversalité entre les thèmes. Ne faut-il pas occuper davantage toute la journée ? Il faut aussi ne pas oublier d'envoyer un compte-rendu de nos discussions, et d'autres textes, pour la brochure de l'UEEH (quelle est la date limite ?).

Pour l'organisation, plusieurs possibilités :

- Un réseau spécial "femmes UEEH" ?
- Faire une réunion à l'occasion d'une rencontre femmes ou lesbiennes (CA de la *Coordination Lesbienne* à Toulouse le 4 octobre, *Cinéfable* (Paris) fin octobre ?
- Aller à la réunion UEEH prévue en janvier
- Utiliser Internet (et la liste de diffusion mise sur pied par les *Gays et Lesbiennes Branchés*) ?
- Enfin, faire le point avec la *Coordination Lesbienne* : pourront-elles, voudront-elle s'investir dans l'UEEH ?

Une COMMUNAUTE HOMOSEXUELLE ?

Christian de LEUSSE : La communauté homosexuelle se mobilise lorsqu'elle est touchée (comme à Londres lors de l'attentat à Soho). Elle s'est mobilisée face au sida à partir de 1983. Elle se mobilise pour la mémoire, construisant presque à posteriori la communauté de "l'armée des ombres" de tous ces homosexuel(les) qui ont été exterminés dans les camps de concentration uniquement parce qu'ils(elles) étaient fichés ou dénoncés comme tels. Elle se mobilise encore en rappelant Stonewall, date de naissance de la mobilisation "communautaire". Les mouvements de solidarité homosexuelle, forgés dans l'apprentissage d'une histoire commune face à l'Eglise et à l'ordre moral, à la presse, aux pouvoirs politiques, à la police, se sont peu à peu exprimés lors d'élections, par des mobilisations en faveur de médias ou de lieux commerciaux homos fermés par décisions arbitraires. Le débat sur le PACS a réveillé une communauté qui s'est déchirée, mais aussi soudée face à l'homophobie. Depuis longtemps, le rêve d'une microsociété homosexuelle traverse les esprits. Tous les homos ont vécu des périodes de bien-être affectif "communautaire", le temps de vacances qui les fait rêver de se retrouver un jour enfin déliés de toute contrainte sociale, d'exprimer au grand jour leurs désirs. Nombre d'entre nous vivent en temps ordinaire l'essentiel de leurs loisirs dans des lieux homosexuels, avides de sortir des contraintes morales de la famille et du travail. Certains même travaillent dans des lieux homos, pour eux la communauté homosexuelle est leur vie. Le milieu gay est la préfiguration de la communauté homosexuelle.

L'hétérosexualité triomphante

Passées les années de tâtonnement "pédagogique" de la Grèce antique ou d'hésitation doctrinale du Moyen-âge, la société occidentale s'est structurée autour de la norme sexuelle définie par le désir hétérosexuel. Par l'abstinence hors mariage et par le principe fondamental de la reproduction. La morale s'est construite, précisée, enrichie. Philosophes et théologiens ont défini la norme, législateurs et juristes ont codifié les relations humaines, entrant peu à peu dans le détail des relations conjugales. Médecins et psychologues avec toute l'autorité que leur donnait la science ont défini les déviances, l'inversion et le danger social des relations "contre-nature". Le pouvoir politique à son tour a mis tout son poids dans la balance pour sanctionner et bannir. Le couple hétérosexuel, la famille, le célibat assumé, la prêtrise ont été les seuls statuts sociaux acceptés pendant des générations. Les contrevenants à cette règle étaient des asociaux, à moins qu'ils n'aient donné leur sang pour la patrie ou qu'ils ne soient partis aux colonies. Au nom de la lutte des classes aussi, les aspirations communautaires ou individuelles ont été rabotées. La règle majoritaire, en politique comme dans la vie privée, a pesé et pèse encore d'un poids considérable. Au nom de la majorité, la démocratie a pu maintenir sa règle de fer face à toutes les minorités, plus ou moins remuantes. L'Eglise et les courants conservateurs veillent jalousement à la préservation de la norme séculaire.

Communautarisme

Face à une société aveugle ou sourde à la montée de la revendication homosexuelle, certains font le choix de la lutte front contre front. A savoir : construire le front homosexuel, forger sa conscience collective pour lui donner une âme et une capacité de résistance. Il n'y a rien à négocier. Nous avons

des droits niés depuis trop longtemps. Parce que nous payons des impôts, parce que nous existons tout simplement. Nous voulons tous nos droits, tout de suite. Une société homosexuelle peut se construire, où militants et groupes commerciaux ont des intérêts communs. Nous trouverions notre force dans cette alliance, comme la communauté noire a su s'imposer aux USA. Pour les optimistes, les droits "immanents" des homosexuels seraient enfin accessibles, pour les pessimistes une lutte radicale s'engagera pour longtemps. Le radicalisme de la démarche conduit les uns à s'abstraire de toute "solidarisation" avec des causes qui ne sont pas celles des homosexuels, dans un repli communautaire toujours plus poussé, bienheureux ou désespéré.

Dialectique sociale et droits des homosexuels

Vingt ans de lutte pour les droits des homosexuels enseignent plusieurs choses. Il a fallu que la Gauche arrive au pouvoir en 1981 pour que soit abolie la dernière grande discrimination concernant les homosexuels, celle concernant la majorité sexuelle. Il a fallu que la gauche revienne au pouvoir en 1997 pour que soit proposée la première construction du droit positif en faveur du couple homosexuel, à travers le PACS. Certes la droite a fait des choses (bien peu) pour les homosexuels avant 81, ou dans la lutte contre le Sida (après 86). On peut toujours rêver qu'elle fasse mieux que le PACS, après Mais les faits sont là. Et pour réussir dans l'un et l'autre cas, il a fallu que les homosexuels agissent, avec énergie, auprès des forces politiques susceptibles de faire progresser la loi dans le domaine des droits et dans celui des mœurs.

A Marseille, malgré les désillusions incessantes, les avancées n'ont été possibles que par un travail continu auprès des associations, syndicats, partis politiques ou institutions. En 1979, il a fallu solliciter le maire de Marseille, Gaston Deferre, pour mettre en place l'*Université d'Été*, contacter Edmonde Charles-Roux pour organiser un débat avec Dominique Fernandez (qui venait de publier "*L'Etoile rose*"). Il a fallu compter avec le parti socialiste pour être présent à la "Fête de la Rose" en tant que GLH de Marseille. Lors des défilés du 1^{er} mai, c'était parmi les syndicats et les mouvements "populaires" que se manifestait vaille que vaille une ouverture. C'est à *Radio Soleil*, radio ouverte aux mouvements sociaux, que les premières émissions homosexuelles ont pu être réalisées. Le GLH a constamment interpellé la ville ou le département, et parfois reçu réponse. Le *Collectif Gai et Lesbien Marseille Provence* en 1993 a obtenu une première aide du Département des Bouches du Rhône. Il a négocié avec les autorités l'organisation de la première *Gay Pride* marseillaise, comme l'a fait à sa suite l'association pour la *Lesbian and Gay Pride*. Et *Marseille Arc-en-ciel* a dû batailler dur pour obtenir les subventions nécessaires aux travaux du bar associatif le Chaperon Rouge, comme à son tour, en 1998/99 l'association pour l'*Université Euroméditerranéenne des Homosexualités*.

Peut-on raisonnablement penser que cette crédibilité a été acquise auprès des partenaires publiques, par le rapport de force, la menace ou la pitié ? Il ne s'est pas agi davantage d'un lobbying assidu (il n'y avait pas de lobby homosexuel). C'était plutôt par un travail militant acharné fait de courage individuel, de la part de certains qui n'ont pas eu froid aux yeux pour se présenter comme homosexuel auprès des autorités, et d'interpellation collective chaque fois que c'était nécessaire. Par leur participation aux différents combats pour les droits au sein de leurs syndicats, des associations de lutte contre le sida comme de défense des droits de l'homme, des partis politiques, des associations de lutte contre l'exclusion, pour leur quartier ou leur cadre de vie, les homosexuels ont su peu à peu susciter le respect. La mobilisation qui s'est faite autour des homosexuels contre le sida était en partie le fruit de cette solidarité construite dans les militantismes.

De la même façon la solidarité qui s'est exprimée à Marseille, dans les jours qui ont suivi la journée de dupe du 9 octobre 1998 sur le PACS, a été tout à fait surprenante. L'*UDCGT*, *Ras Le Front*, la *FSU* et autres organisations, inexistantes jusque là au côté des homos, ont manifesté leur soutien. Que de chemin avait été fait dans la capacité des homos à convaincre de la légitimité de leur combat.

La présence de plusieurs associations de défense des droits de la personne lors de la LGP marque aussi cette reconnaissance mérite dans des bagarres communes et des soutiens réciproques. "Nous ne devons et ne devront nos libertés qu'à nous-mêmes" déclarait la plate-forme du Collectif homosexuel inter-associatif créée en 1993 à Marseille. Mais l'étendard ainsi brandi, ne clamait pas l'isolement. Il voulait dire parlons plus fort et jetons des ponts auprès de tous ceux qui pourront nous entendre. Nous atteindrons la société dans son ensemble si nous savons d'abord convaincre tout un réseau d'amis, d'associations, de partenaires ou encore d'interlocuteurs dans les diverses administrations. A terme, les politiques, les institutions nous prendraient en compte parce qu'une bonne partie de ceux qui les entourent auront contribué à dédramatiser ou à banaliser l'homosexualité ainsi que les associations qui s'expriment en son nom. La communauté réchauffe le cœur, le communautarisme enflamme l'imagination. Mais les batailles quotidiennes pour les droits de tous - face aux racismes, face aux sexismes, face à la maladie, face aux exclusions, aux dénis de droits - et pour une meilleure répartition des avantages sociaux, du droit à la vie et au bonheur, enracine bien plus solidement les droits que les homosexuels pourront à leur tour acquérir. Les homosexuels n'acquerront pas des droits au détriment des autres, mais en même temps que les autres en obtiendront.

COMMUNAUTÉS, je vous AIME

Geneviève PASTRE : On a beaucoup parlé ces derniers temps du problème que pourrait causer à l'ensemble de la société française le développement d'une communauté gay et lesbienne, et l'on a agité le spectre du communautarisme. Cela m'a toujours paru le type même du faux problème, masquant des enjeux plus ou moins avouables. C'est aussi un piège. En effet, dès la création de *Gai Pied* ou de *Fréquence Gaie*, le terme communauté fut employé spontanément, le plus naturellement du monde, comme une chose allant de soi, communément admise. Pour dire les choses linguistiquement : à l'opposé d'un phénomène imposé par décret comme l'orthographe (ortographe) ou par injonction sociale comme le "politically correct", tout un chacun emploie un vocabulaire selon un système à la fois personnel et social, à la recherche d'un consensus sur le sens dans un aller et retour constant et implicite, la règle de base étant que l'on cherche à se faire comprendre jusqu'à que l'on réussisse à se faire comprendre. Dans ce processus et s'agissant en ce terme, on peut noter de nombreux paramètres, tels que la parenté avec d'autres groupes similaires, (où les ressemblances l'emportent sur les différences, même origine ou même histoire, même mémoire, même culture ou même mode de vie, même volonté de perdurer) comme les communautés religieuses, ethniques, culturelles, scientifiques (universitaires en autre) ou la communauté internationale,.... Dans un mouvement extrêmement rapide, le locuteur fait différentes comparaisons et choisit dans un ensemble de "synonymes" le plus adéquat. Il peut en effet penser famille, groupe, tribu, chapelle, réseau, association et procède par éliminations successives, ayant trouvé le mot le plus "juste". Il en réajuste le sens, provoquant ainsi une évolution sémantique du terme à laquelle tout sujet parlant participe activement.

Il se trouve que plusieurs, au même moment, procèdent de la même manière et le mot entre dans l'usage avec sa nouvelle acceptation, qui enrichit les précédentes ou les infléchit fortement. Si la distorsion est telle qu'elle peut engendrer des malentendus, un nouveau mot peut alors être créé. La seconde loi linguistique après celle de l'inertie peut alors entrer en jeu, celle de l'inventivité dans les limites de la clarté. Sinon, on garde le premier. Quoi qu'il en soit, ici, le mot a perduré près de vingt ans. Il s'est nuancé puisqu'il est surtout employé au pluriel : les communautés (gays et lesbiennes, gays et autres gays), Ce qui prouve du même coup que l'on n'a pas voulu renoncer au terme lui-même, qui semble donc suffisant adéquat et explicite (ainsi le terme ne saurait être confondu avec celui de "mouvement"). Rappelons en effet que la langue est le bien de tous et de toutes, et que son usage et son évolution restent en fin de compte (au sens

fort de l'expression) libres, incontrôlables. Précisons que c'est bien de langage qu'il est question ici et non d'un jargon, ou d'un métalangage (artéfact technique ou juridique, c'est à dire d'un emploi fixé et limité). Il est temps de donner la signification générale du terme tel que le sujet vivant le ressent. C'est un sentiment d'appartenance, de reconnaissance mutuelle, de sécurité, d'intercodages sociaux et d'interactions sociales claires et satisfaisantes pour moi et les autres, de solidarité. Elle est informelle, indépendante des lois, on n'y entre pas par contrainte. Ses frontières, ses modalités d'existence sont floues, elle n'exclut pas d'autres appartenances. S'agissant d'une "parenté" née des formes de sexualité que l'on sait, il n'est pas bien difficile d'imaginer quelle originalité représente ce type de groupe par rapport à ceux qui ont déjà une longue existence et jouissent d'une reconnaissance sociale quasi légitime et quelle importance revêt cette forme de regroupement pour ceux qui en font partie : un homme devant un homme et une femme devant une femme, un homme devant une femme et une femme devant un homme. Tout est changé par rapport aux codages communs et majoritaires, souvent coutumiers, souvent institutionnalisés, hétérosexuels.

Quiconque va danser dans une boîte gay et se retrouve ensuite dans une soirée hétérosexuelle sent immédiatement la totale différence. La sexualité avec le/la même induit des traits communs qui dans un lieu défini comme gay (ou lesbien, ou lesbien et gay) entraîne un fort sentiment de liberté, d'aisance, de bien être et d'absence d'agressivité, de danger ou tout au moins d'erreurs et de contre sens sur les comportements d'un partenaire éventuel, ne serait-ce que le temps d'une danse. Cet exemple peut paraître futile. Non, il est paradigmatique. Il peut s'appliquer à bien d'autres situations (y compris la relation sexuelle). Et les gays, comme les lesbiennes qui récusent cette parenté mutuelle ont totalement tort, car ils (et elles) refusent ce qui est une invention peut-être exceptionnelle dans l'histoire de nos comportements sociaux. A savoir : un changement complet du rapport habituel et normé entre hommes et femmes.

Jusque là, rien que de très banal. Des gens qui se ressemblent et qui se reconnaissent et sentent qu'ils font partie d'une communauté, Pourquoi s'en inquiéter ? Voyons d'un peu plus près. De nombreuses associations gays et lesbiennes existent en France, elles ne posent pas ou plus de problème de visibilité à l'administration ou aux différentes instances sociales (et encore, chercher un lieu pour se réunir n'est pas toujours facile si l'on annonce la couleur), elles regroupent des personnes autour d'une idée, d'une activité. Elles exercent un lobbying efficace auprès du gouvernement, elles jouent ce rôle de rassembler, de rassurer, de permettre les dialogues, les confrontations, de définir les problèmes qui se posent et d'envisager des actions.... Tout cela est bien connu. Alors ? Et bien justement, elles sont soumises à une loi précise (celle de 1901), elles sont normées donc contrôlées. Elles ont d'ailleurs été créées pour répondre à cet émiettement d'une république en individus isolés et pour éviter les factions, regroupements dangereux pour la paix sociale et l'autorité publique. La communauté, elle, est spontanée. Elle est un groupe de fait (sinon de "nature"), pas de carte de communauté, de cotisations. Elle a ses coutumes, elle est une force, elle a son énergie propre. Mais elle est insaisissable, mouvante et curieusement peu visible. Pour les homos des deux sexes, le danger peut paraître grand à l'Etat, avec ces quartiers, ces éditions, ces films, ces librairies, cette mode de l'unisexe vestimentaire ou des croisements de genres, ces glissements et ces métamorphoses toujours possibles et imprévisibles, ces échanges internationaux. Il y a là une force qui fait bouger même imperceptiblement toute la société. On crie au ghetto, avec tous les défauts et les risques supposés de cette géographie urbaine. On parle de fermeture sur soi. On fait le procès des communautés et on lance le terme de communautarisme. Le mot est lâché : danger ! De qui se moque-t-on ?

Que des groupes ou des réseaux, en France, forment de petites ou vastes communautés, dans les domaines religieux, philosophique (la franc-maçonnerie et ses secrets), culturels (et leurs secrets, leurs codes), sociaux (les familles), militaires, universitaires (le sérail) Ils sont d'ailleurs consultés lorsque le gouvernement traite de problèmes de société, de bioéthique par exemple. Elles représentent chacune une partie de la population prise en compte en fonction de valeurs, de traditions communes. On leur demande "leur avis éclairé". On rompt donc avec le principe strictement républicain, puisqu'on reconnaît à un groupe le droit d'être représentatif de tous ses membres (inscrit ou non). Si on veut le refuser aux homosexuels, ce ne peut être que pour de mauvaises raisons. N'est-ce pas par esprit de corps des groupes déjà reconnus et établis, par une sourde rivalité, par la peur de perdre des privilèges et pour dire le vrai, pour un certain nombre,

pour cause de "double emploi" !! Ceux et celles qui d'honorables citoyens de premier choix, dans le placard quand même, dans les deux à la fois, se trouvent fort embarrassés devant cette nouvelle situation, cette nouvelle réalité qui les obligerait à sortir du bois. Enfin la peur du pouvoir d'Etat d'être contraint à changer un équilibre plusieurs fois centenaire, qui serait reconnu comme précaire ou tout au moins relatif, et d'avoir à désavouer certains de ses principes (l'invention du PACS parallèle à un toilettage de la famille mais soigneusement dissocié d'elle) : voilà les véritables raisons qui pousse le pouvoir - et certains gays eux-mêmes- à empêcher la communauté de se reconnaître, à nier même son existence, à défaut de pouvoir concrètement la condamner, la disperser ou la dissoudre !

Je prends donc la défense de la communauté et celle de l'idée de communauté, atome libre contenant des électrons libres. Quels que soient les phénomènes et les remous que cette réalité provoque en elle et autour, les risques qui sont induits par ce type particulier d'appartenance et les avantages que l'on peut en tirer, peut importe. Que certains y voient un vivier où trouver des électeurs pour leurs partis, d'autres pour leurs commerces, libre à eux, les membres de cette communauté sont à même de faire, dans le tourbillon des réalités socio-politiques d'aujourd'hui, leurs choix personnels, d'avoir leur éthique, leur esthétique, leurs conceptions politiques, leurs goûts culturels.

La société dans son ensemble (même républicaine ou simplement démocrate) secrète elle-même ses clivages que reflète souvent la communauté. Qu'on puisse le regretter, lutter contre, essayer d'inverser le courant, c'est tant mieux. Mais il est quasi impossible de "moraliser" un tel élément de la société en tant que tel, il y a d'autres voies transversales ou diagonales pour ce faire, qui se situent à des niveaux d'actions différents qui ne se confondent pas avec l'entité "communauté". En fait, on a peur de ces porteurs d'une révolution des mœurs tenue soigneusement secrète ou réprimée jusqu'ici et qui deviendrait (est en train de se transformer en) un véritable phénomène de société, en un immense continent tenu caché et opprimé que l'on ne découvre pas mais qui est apparu au grand jour de sa propre initiative.

Assimilez-vous et taisez-vous, pas tant de tapage et mettez des cravates (symbole phallique) quand vous défilez. On va faire, on a fait le nécessaire. Et bien non, il me plaît à moi de me ressourcer auprès des miens que j'appelle volontiers du mot famille. Famille culturelle je t'aime. J'y ai trouvé réconfort quand ma famille naturelle m'a lâchée. Nous y avons travaillé à mieux vivre, à nous connaître, à échanger nos expériences, à envisager de défendre nos droits, nous y avons vécu des fêtes, nous avons partagé nos douleurs, nous y avons pratiqué notre nouvelle mixité. Comme dans toute famille au sens large, recomposée ici d'une manière totalement originale, nous avons eu des brouilles, conflits, rivalités, malentendus et tensions, mais nous y avons puisé de la force, de la joie, le bonheur de pouvoir parler et d'être entendu(e) et réciproquement, la preuve que nous ne sommes pas seuls, que nous n'avons pas à nous croire coupables, honteux, anormaux, malades, que nous ne serons plus jamais déchirés mais fiers. Et je renierais cette appartenance, qui loin de m'enfermer, me donne la force de mieux prendre ma place dans le monde tel qu'il est, d'y prendre mes responsabilités, de m'y engager ? Aurais-je continué à écrire il y a vingt ans quand De l'amour lesbien a été boycotté par toute la critique, sauf par les gays et les lesbiennes (j'insiste sur la place primordiale des gays dans cette reconnaissance) qui m'ont reçue à bras ouverts ? Peut-être, mais pas de la même façon, ni avec la même énergie. Je me serais peut-être usée à convaincre les incrédules et les "adversaires" au lieu de développer librement, parmi d'autres, une pensée et une culture gay et lesbienne.

Je n'avais jamais fait de politique (sauf une fois dans le cadre des femmes, mais sans pouvoir donner toute la mesure de cette partie si fondamentale de moi-même, ma sexualité), c'est bien parce que j'ai connu l'existence de cette communauté, et que j'y ai reçu de nombreux encouragements dans ce sens, que j'ai eu l'idée et l'énergie de créer les *Politides* (ou *Mauves*), un parti politique lesbien et gay ouvert à tous et à tous les problèmes de société ? Je renierais une telle communauté sous la pression des critiques venues de ceux qui (nous) me (nous) sont a priori hostiles et qui aimeraient bien me/nous faire taire, qui m'(nous) acceptent du bout des lèvres, parce qu'ils ne peuvent plus faire autrement ? Jamais !!

Des COMMUNAUTÉS.....

Gérard BACH IGNASSE : Le mot "communauté" est assez attrape-tout. Il a désigné toutes sortes de réalités. La situation minimale est celle de gens qui ont quelque chose en commun. Mais ceci peut être plus ou moins fort et aller de la communauté d'opinion jusqu'au fait de vivre en commun. Historiquement, la notion la plus forte est celle de communauté religieuse. Ensuite, le terme a été utilisé pour le travail, du fait de l'importance du temps passé ensemble. On parle aussi de communauté dans les régimes matrimoniaux. On voit donc que tout cela est lié à l'intime et au sexuel (voir aussi la communauté hippie et son communisme sexuel). Plus récemment, la notion s'est étendue. On parle, par exemple de communauté universitaire, pour enlever un aspect un peu institutionnel, pour donner une image plus ouverte. Enfin, le terme s'est appliqué à des minorités sexuelles ou ethniques. On est donc devant une notion complexe qui fait appel à la fois à l'instituant et à l'affectif. Dans ce cadre, la question n'est pas de savoir s'il existe ou non des communautés, mais comment comprendre son éventuelle appartenance à une communauté et comment peut exister et agir une communauté. La communauté ne suppose pas que tout le monde soit d'accord sur tout en son sein, mais qu'il y ait un sentiment commun. Ce sentiment peut être celui de la solidarité, c'est l'aspect le plus positif. Mais, il s'agit encore, à ce moment là d'une communauté "en soi" (pour paraphraser Marx sur les classes sociales). Le passage à la communauté "pour soi" va se faire quand la communauté cherche à s'exprimer, à se faire entendre en tant que telle.

Plusieurs questions se posent : Ne puis-je faire partie que d'une communauté ? Les revendications de ma communauté doivent-elles seulement chercher à s'opposer ou à s'aligner sur les autres ? Si l'on veut éviter l'enfermement communautaire (communautarisme), il faut admettre qu'on peut appartenir à plusieurs communautés. On peut être homo, beur, footballeur, étudiant... La communauté n'est intéressante que s'il y a l'intercommunautaire. Cela implique aussi une manière d'agir pour une communauté. La communauté cherche à protéger ses membres, mais peut aussi les enfermer. Le mot ghetto né dans la communauté juive et repris par les homos montre cette dualité.

L'expression d'une communauté pose d'autres problèmes : La communauté n'est par définition qu'une portion de la société. Elle risque donc de s'enfermer dans un discours de simple autopromotion, de se considérer comme victime de toutes les autres, de ne revendiquer que l'accès à l'existant pour les autres. Ce discours peut être, en fait, très dévalorisant pour les membres d'une communauté. Pour prendre un exemple récent, dans la bataille du PACS, ce que nous avons cherché à faire, c'est une revendication née dans la communauté homosexuelle, soit portée dans l'ensemble de la société. Autrement dit, le choix d'un statut pas seulement destiné aux couples homosexuels et lesbiens, un cadre ouvert à un maximum de catégories, partait du principe que les communautés ne doivent pas se considérer comme introverties, mais doivent s'ouvrir à l'ensemble des réalités sociales. Il en ira de même pour les questions qui commencent à se poser en matière de parentalité gay. On ne peut pas procéder par simple mimétisme avec ce qui existe déjà et se contenter de quémander la même chose que les hétérosexuels.

Il faut chercher à créer des cadres nouveaux

Le rôle de la communauté homosexuelle est de se considérer comme un acteur participant à l'innovation sociale. Sa reconnaissance par la société sera beaucoup plus importante que si elle se contente de gémir sur elle-même. C'est cela qui peut amener à une vraie intégration. L'intégration par assimilation, par renoncement à ses éléments propres, est une tradition forte en France. Qu'on se rappelle le panneau

"Défense de parler Breton" dans les écoles de la III^{ème} République. Cette conception a ses limites. Il faut dépasser l'opposition entre particularisme et universalisme car mettre l'accent sur un seul des aspects conduit à des impasses. On le voit bien avec la question de la parité. Les universalistes disent à juste titre que le genre humain est un. Mais ce genre humain est aussi divisé en deux genres (bizarre, c'est le même mot) : masculin et féminin. A quoi correspond l'universalité de l'humain si la moitié de l'humanité est sous représentée ? Seule une attitude pragmatique permet de dépasser ces contradictions. On a trop tendance en France à opposer des conceptions philosophiques au lieu de prendre à bras le corps les problèmes.

En conclusion

C'est en cherchant à développer un dialogue social et politique qui permette la création de cadres (juridiques) qu'on pourra faire évoluer la société et la situation de chacune des communautés en son sein. En ce sens, j'ai créé le mot PACS (par homophonie avec pax, paix en latin).

Un COMMUNAUTARISME improbable, un BONHEUR moins impossible

Frédéric MARTEL : Si j'ai contribué, avec d'autres, et parfois à mon corps défendant, à ce que la question de l'opportunité d'une structuration des homosexuels en communauté politique devienne un débat dans notre pays, il me paraît nécessaire de bien restituer ce débat et d'éviter tous les malentendus que de tels débats provoquent souvent. Lorsque je publiais (voici trois ans) "*Le Rose et le noir*" : les homosexuels en France depuis 1968" (édition du Seuil, 1996), le débat sur le communautarisme déjà omniprésent en France en ce qui concerne la question de l'intégration des populations d'origines immigrées ou le rapport des juifs avec la nation française, concernait peu la question homosexuelle. Le débat sur le communautarisme est un débat récurrent en France depuis le début des années 1990 (dès le milieu des années 80 aux Etats-Unis). A travers l'affaire dite du "foulard islamique", la réislamisation de certaines banlieues, la parité en politique pour les femmes, la France vit quotidiennement à l'heure de ces problématiques et des affrontements, souvent passionnés, qui en découlent, autour des notions de République, nation, identité

Disons, pour faire court, que je me situe sur une ligne très modérée et, au vrai, assez peu originale dans un pays qui commémore inlassablement la Révolution de 1789, la République de 1875 et la Constitution de 1958. De fait, je me sens autant éloigné d'un républicain crispé (et caricaturalement français) que d'un communautarisme outrancier. Avec une égale vigueur, j'ai tenté de montrer pourquoi il fallait rejeter les arguments des partisans du "droit à la différence", et de ceux qui, au nom d'une République française idéalisée et largement fantasmagorique, refusent la diversité et se satisfont trop bien d'un "droit à l'inexistence". Refuser un communautarisme aveugle, autant qu'un républicanisme incantatoire et crispé, négateur des réalités sociales et des projets de vie différents. Rejeter la dictature de la majorité autant que la dictature des minorités. En réalité, ce débat a quelque chose d'un peu figé et certainement d'artificiel, car personne en France n'a jamais craint, ou simplement prétendu, que les gays français allaient quitter la République, transformer le Marais en Etat Sodome, verser dans le séparatisme ou "battre monnaie" ! Du reste, est-il nécessaire que je précise combien j'aime nombre de bars gays du Marais et que je les fréquente régulièrement ! C'est la raison pour laquelle j'ai intitulé l'épilogue de mon livre (qui a pourtant suscité bien des débats) "*Un communautarisme improbable, un bonheur moins impossible*". Cependant il m'a semblé qu'un certain nombre d'attitudes et de comportements, notamment durant les premières années de l'épidémie du sida, devaient être analysés et, le cas échéant, critiqués.

Mes positions s'apparentent-elles à celles du camp des conservateurs ?

C'est ce que quelques militants gays radicaux et communautaristes ont dit. Je les rejoins néanmoins sur un point : la persistance d'une homophobie "officielle". On a vu ces derniers mois au cours du débat sur le PACS (texte pourtant mesuré) qu'un certain nombre de députés de droite refusaient en des termes profondément discriminatoires toute reconnaissance juridique des couples homos. Certains se sont illustrés par une vraie homophobie haineuse et violente (notamment une députée de droite, passionaria des sacristies, militante anti-IVG, Mme Boutin). Pour eux, les homos en défendant le PACS, menacent la famille, le mariage, la filiation, l'ordre public... au nom de "la République" ! On comprendra que je ne me trouve nullement dans de telles argumentations qui falsifient l'idée de République et masquent mal, sous couvert d'une défense inconditionnelle du "modèle républicain d'intégration français", une volonté d'interdire les manifestations d'identité collective et d'éradiquer les diversités (minoritaires). Pour ne pas parler de ce qu'on doit quand même qualifier par son nom : l'homophobie. Ces raisonnements "républicains" oublient, en outre, la spécificité du modèle français qui est de garantir à chaque individu le droit de se prévaloir d'une appartenance, sans pour autant l'y contraindre. C'est pourquoi j'ai insisté dans l'épilogue de mon livre ("*Le Rose et le noir*") sur la nécessaire reconnaissance des homosexuels (des gays et des lesbiennes) milité pour la stricte égalité des droits des couples non mariés qu'ils soient hétérosexuels ou homosexuels, et que je ne confonds pas le droit à l'indifférence avec le droit à l'ignorance si souvent opposé aux homosexuels pour ne pas reconnaître leurs droits. Et c'est pourquoi j'ai soutenu, dès le début, les projets de CUC, CUS et, naturellement, la proposition de loi sur le PACS.

- Elle est universaliste car elle concerne tous les couples non mariés (hétérosexuels ou non) et rejette tout statut spécifique pour les homosexuels.
- Moderne, elle ne s'embarrasse pas des contraintes propres à des unions d'un autre temps.
- Généreuse, elle propose des droits concrets et pluriels (fiscalité, héritage, droits sociaux) droits pour les couples de fonctionnaires.
- Prudente, elle n'aborde ni les questions de filiation, ni celles de l'adoption, et évite d'affronter ou de provoquer les hétérosexuels en interférant avec la question du mariage.

Au fond ce que j'ambitionne, et ce que vise le PACS, c'est l'intégration, la normalité, l'indifférence. Ces mots ne sont pas très engageants, comparés à ceux (flamboyants) de marginalité, de spécificité, de communauté, mais ils correspondent à un projet essentiel pour les homos français : trouver une place (confortable) dans la société. Et donc entrer dans l'âge adulte. Etre "comme les autres", vivre en personne mûre et libre, tout cela nécessite de rechercher une articulation harmonieuse pour être ensemble avec nos différences. Quête difficile, certes, mais nécessaire. Elle passe inévitablement par le refus des tentations uniformisatrices et identitaires. C'est à ce prix qu'on pourra inventer un nouveau modèle, un état moderne, hospitalier à "l'autre" et protecteur des individus, de leurs ressemblances comme de leurs différences.

Éléments de REFLEXION sur la question COMMUNAUTAIRE

Daniel Bensaïd : Intérêts en commun, similitude, identité... Les incertitudes du dictionnaire autour de la notion de communauté sont assez significatives. La notion d'identité paraît la plus inquiétante. Elle sent la panique identitaire et les appartenances exclusives. Chacun et chacune constitue plutôt un nœud de relations, plus ou moins compatibles, plus ou moins contradictoires. Une trame. Un brigadiste international dans la guerre d'Espagne était-il là en tant qu'ouvrier, que communiste, que juif ou qu'homo ?

Probablement pour plusieurs raisons, inégalement accentuées, selon le lieu et les circonstances. L'identité tient à naturaliser, essentialiser, absolutiser une dimension au détriment des autres. Ce qui revient à dépolitiser l'ensemble. Plutôt que l'identité, vive donc la singularité qui fait passage, qui maintient au lieu d'abolir la tension féconde du particulier et de l'universel. Et vive la différence qui se différencie à son tour, contre la tentation de l'absolutiser en norme ou en anti-norme sournoisement normative.

Communauté, intérêts en commun ? : "Communauté juive", "communauté scientifique", "communauté homosexuelle"... Il y a derrière cet élan communautaire, à la fois une revendication légitime d'autodéfense (le besoin d'imposer un rapport de force) et une tentation de délimitation, de frontière, de clôture. "Foyers clos, portes refermées, possession jalouse" Une pulsion corporatiste identitaire. Je préfère "l'en-commun", dont parle le poète Jean-Christophe Bailly, ouvert à multiplicité et à la pluralité, qui ne se satisfait pas d'une morne diversité sans différence (celle de la gauche "plurielle" par exemple), qui fait signe vers le communisme (avec un h), lequel est encore un lien et un passage.

Communautarisme : Dans les vieilles légendes juives, il suffisait d'une lettre mal tracée pour que le monde s'anéantisse. Le communautarisme risque d'être la ruine de l'en-commun, sa fermeture sectaire et vindicative. Dans le réseau (ou la pelote) d'alliances et de conflits, où chacun (chacune) est engagé(e), il est sans doute nécessaire de trouver le fil (rouge) du dénouement. Celui qui permet de démêler l'ensemble, à un moment donné, dans une conjoncture donnée, ou dans une situation historique déterminée, sans que toutes les formes du conflit, de la discorde et de la dissidence soient pour autant réductibles à ce fil unique. Ils cheminent, se déroulent, se croisent, se tressent, chacun à son rythme, selon sa temporalité sociale, psychique ou sexuelle. Craignons donc cet "avenir identitaire" aux forts accents totalitaires. On est toujours le différent de quelqu'un ou de quelqu'une.

Intégration républicaine : Actuellement il y a une injonction autoritaire, une sommation à s'intégrer, version "citoyenne" de l'enracinement. On connaît la réplique de Gide à Barrès : "Né de papa breton et de maman picarde, où voulez-vous, Mr Barrès que je m'enracine ?" Chômeur, précaire, sauvageon de toutes les banlieues, où voulez-vous, Mr Chevènement (Mr Pasqua, Mr Debray, Mr Gallo ...) que je m'intègre ? Il y a une "intégration" d'en haut, verticale et descendante, disciplinaire et normative, à laquelle s'oppose une intégration (un autre mot serait préférable comme association ou union libre) d'en bas, où s'invente dans la différence un devenir-égal et un devenir-universel, où joue pleinement la dialectique de la loi et du contrat (dont l'amitié réciproque conçue naguère comme une institution républicaine), irréductible à la conjonction fragile des égoïsmes propriétaires.

Universalisme : "*Ce ne sont pas seulement les sociétés, mais les personnes qui sont multicututrelles*" (Amy Gutman). L'universalité proclamée est généralement celle des dominants. Celle que propose la "mondialisation" n'est pas indéterminée, sans adjectif, c'est une universalité marchande, mutilée et abstraite. L'universalité concrète n'est pas une donnée mais un devenir-universel fondé sur une commune appartenance à la nature. Bien que "l'espèce humaine" elle-même n'ait pas toujours été conçue comme universelle. Souvenons-nous des controverses (pas si anciennes) pour savoir si les indiens ou les femmes avaient une âme. Contre cette universalité et contre les formes d'oppression auxquelles elle sert de masque, l'aspiration à l'égalité passe par une rébellion nécessaire des différences, par les discriminations positives. Au risque (toujours présent) de l'enfermement dans un statut qui essentialise une singularité circonstancielle. Ainsi qu'au risque de voir une tyrannie ressentimentale des minorités répondre à la tyrannie de la norme majoritaire. L'invocation de la sacro-sainte tolérance ne suffit pas à surmonter ces périls. Elle définit par défaut une liberté négative, le consentement indifférent à une simple coexistence. C'est pourquoi il faudrait mieux fouiller les formes sociales d'une reconnaissance réciproque inscrite dans un horizon fuyant d'universalité, aussi nécessaire qu'inaccessible.

La QUESTION de L'ÉGALITE REPUBLICAINE

Philippe CORCUFF : Entre critique sociale et philosophie politique, se pose la question de l'égalité républicaine. Et reproblématiser la question des rapports entre communautés, République et universalité dans la perspective d'une politique d'émancipation égalitaire peut supposer de revenir sur les variations de conjonctures intellectuelles qu'a connu la France entre les années 1960/1970 et les années 1980/1990. On peut ainsi faire une analyse schématique des évolutions politico-intellectuelles autour de ces questions. Dans les secteurs les plus visibles du champ intellectuel au sein de l'espace public, les années 1960/1970 ont plutôt vu se développer, autour du "marxisme" et du "structuralisme", des outils d'analyse critique de l'exploitation capitaliste, des rapports de classes, des inégalités (interne ou nord/sud, de la ou des domination(s), du ou des pouvoir(s)

Alors que les années 1980/1990 ont vu resurgir l'intérêt (de manière positive et non plus critique) pour la morale, l'éthique, la justice, le lien social, la citoyenneté, le droit, la philosophie politique.... mais souvent contre les sciences sociales et les philosophies critiques des années précédentes. Symptomatique, à cet égard, est le mauvais pamphlet de Luc Ferry et Alain Renaud, à savoir "*La pensée 68*" (livre qui est en fait une critique Althusser, Bourdieu, Derrida, Foucault, Lacan, Lyotard) datant de 1985 (Gallimard). Dans le champ politique, aussi, les critiques des inégalités, des oppressions et du capitalisme ont perdu de leur poids au profit de référents plus positifs (eux-mêmes plus ou moins opposés entre eux) : "entreprise" (comme modèle de collectivité), "marché", "intégration", "citoyenneté", "République"

De ce point de vue, 1995 apparaît peut être comme une date charnière, dans la mesure où le renouveau de diverses formes de contestations du libéralisme économique est susceptible d'appeler une nouvelle articulation entre les deux dimensions jusqu'alors fréquemment séparées, en tout cas en France.

Pourquoi est-ce si important d'associer ces deux morceaux du puzzle ?

Parce que du point de vue d'une philosophie politique républicaine, toute revendication de groupes dominés (femmes, homosexuel(le)s) peut apparaître comme le spectre du "communautarisme" mettant en pièce l'espace public égalitaire visée par la République, pour laquelle n'existe que des individus sans distinction de race, de classe, de religion, de sexe ou de culture. A l'inverse, du point de vue d'une critique sociale des inégalités et des oppressions, portées notamment par une partie des sciences sociales (comme la sociologie de Pierre Bourdieu), l'universalisme républicain peut être dénoncé comme le masque des dominations et comme le point de vue ethnocentrique des groupes dominants. Les débats sur la parité et sur le PACS ont encore mis en scène cette opposition. Mais est-ce que les deux positions n'ont pas une part de vérité ?

Le combat égalitaire : Pour nourrir ce combat, il faut bien disposer d'une connaissance critique des réalités inégalitaires. Et, inversement, pour mesurer des inégalités, il faut bien disposer de quelque chose comme au moins l'intuition de ce que pourrait être, en positif, l'égalité. Une sociologie critique des inégalités et des dominations et une philosophie politique républicaine de l'égalité ont donc davantage à se rencontrer qu'à s'opposer. Sur le plan de l'action politique, et en particulier des politiques publiques, cela suppose que les savoirs constitués sur les inégalités et les oppressions puissent déboucher sur des dispositifs de rattrapage favorisant l'égalité effective (type parité, discriminations positives ou reconnaissance de droits spécifiques), mais ces dispositifs ne sont que des moyens au service d'une fin, à savoir l'égalité. Et sur le plan des principes constitutionnels, par exemple, ils ne peuvent être mis au même rang que le principe d'égalité, mais doivent être subordonnés à ce principe.

Un des enjeux, à la fois intellectuel et politique, du moment apparaît donc, contre la logique des modes intellectuelles et politiques, de tenter de penser ensemble l'analyse des dominations et le rapport positif au lien social, la critique sociale et le projet politique républicain, bref une vision critique de la société telle qu'elle est, et la République comme perspective.

Une république morale ?

C'est alors autour d'une République sociale que pourraient se reconstituer des articulations, une République qui reconnaisse les dominations travaillant la société, les conflits entre groupes sociaux, les différences et les tensions entre identités culturelles pour user de cette reconnaissance comme d'un outil pour faire progresser l'égalité effective entre femmes et hommes. On rejoint, ce faisant, les paradoxes de la politique (une politique tout à la fois de la pluralité et de l'égalité) posé par Hannah Arendt dans "*Qu'est-ce que la politique ?*" (publié en France en 1995 au Seuil et réunissant des textes écrits de 1950 à 1959). Pour Hannah Arendt, la politique repose sur un fait : à savoir la pluralité humaine. C'est alors qu'intervient ce qui associe le divers : "La politique traite de la communauté et de la réciprocité d'êtres différents". La politique, sans supprimer la diversité humaine, apparaît alors comme un espace égalitaire : "La politique organise d'emblée des êtres absolument différents en considérant leur égalité relative et en faisant abstraction de leur diversité relative".

Cela demeure un défi pour la politique d'émancipation à inventer pour le 21^{ème} siècle, à laquelle le féminisme, le mouvement des homosexualités ou l'écologie politique ont beaucoup à contribuer à partir des acquis de la Révolution Française et du mouvement ouvrier.

Sur l'AVENIR et la CONSISTANCE des LOCOMOTIVES SOCIALES

Lilian MATHIEU : Je ne suis pas un spécialiste de la question homosexuelle, et c'est comme sociologue spécialisé dans l'étude des mouvements sociaux, et ayant par ailleurs travaillé la question de la constitution et du mode d'existence collective des groupes sociaux, que je livre ces quelques pistes de réflexions.

Sur le mouvement homosexuel

Il ne fait aucun doute que le regain de vigueur du "mouvement homosexuel" (les guillemets étant destinés à ne pas homogénéiser ce qui, dans la réalité, est un phénomène très composite) consécutif à l'apparition du VIH a joué un rôle moteur dans la reprise de la contestation sociale que la France connaît depuis le début des années 90 (mouvement de décembre 95, chômeurs, sans-papiers...).

Act Up, organisation "issue de la communauté homosexuelle", a incontestablement été le creuset au sein duquel ont été forgés de nouveaux modes d'action protestataire, registre de discours revendicatifs, problématisations du corps, rapport à la politique, à la santé, à l'économie, à la nationalité... et constitue un modèle pour de nombreux mouvements sociaux. Ce phénomène ne se limite pas à la seule sphère protestataire ou politique, mais s'exprime également dans le domaine médical. *Act Up*, une nouvelle fois, a contribué à faire entendre la voix des personnes atteintes et/ou des malades dans une institution médicale au sein de laquelle ils n'avaient autrefois qu'une place négligeable. Désormais, et cela tend à s'étendre au-delà du seul sida, les malades disposent d'une

légitimité à prétendre gérer leur destin. Une association telle que *Aides*, pour sa part, dont l'action s'est très tôt appuyée sur la participation de volontaires retirant leur compétence à assurer une action sanitaire non de diplômés scolairement garantis mais de leur expérience ou de leur proximité avec la maladie, a elle aussi contribué à renouveler les approches de santé publique. Enfin, le regain du mouvement homosexuel à permis de reproblématiser le corps et la sexualité au-delà de la seule population gay ou lesbienne (la participation de nombreux jeunes hétéros aux *Lesbian and Gay Pride* en témoigne), de questionner les identités sociales et les stigmates, de renouveler les appréhensions de la place de la famille dans la société et, plus encore, de ce qu'est une famille. Les réactions (au sens ce qui est propre à ce qui est réactionnaire) et débats autour du PACS n'ont pas seulement souligné l'ampleur de l'homophobie latente dans notre société, elles ont aussi montré que les revendications homosexuelles sont des revendications qui comptent socialement et devant lesquelles on ne peut plus conserver une impassibilité méprisante.

La question qui se pose dans ce contexte est celle de la capacité du mouvement homosexuel à perdurer et à continuer à jouer son rôle de locomotive de la transformation sociale (ou du moins de certains de ses aspects*). L'arrivée des nouvelles thérapies aux succès prometteurs, trop souvent perçue comme annonciatrice de la "fin du sida", expose déjà à une déflation de la mobilisation associative. Si le lien direct homosexualité/sida doit être contesté, il ne faut pas oublier que la manière dont l'épidémie a été prise en charge par les gays a largement contribué à légitimer leur "cause", et qu'un désintérêt (des acteurs politiques comme de "l'opinion") pour le VIH risque de ne pas être sans conséquence.

Sur la communauté homosexuelle

Les sociologues de l'action collective, de longue date, ont montré que plus une population était dotée de cohésion, et plus elle était apte à se mobiliser pour faire valoir ses intérêts ou se défendre contre ce qui la menace. Si la population homosexuelle dispose aujourd'hui d'une certaine "consistance collective" et d'une armature organisationnelle non négligeable, il faut ne pas pour autant oublier qu'elle est loin d'être homogène. Les relations à l'intérieur du mouvement homosexuel entre gays et lesbiennes ne vont pas toujours de soi. L'expression ou la visibilité de certaines minorités reste parfois difficile. La non prise en compte de cette hétérogénéité risque de fragiliser, en le divisant, un mouvement dont la légitimité (cf. les réactions face au PACS) reste encore précaire.

Par ailleurs, c'est la définition de ce que "sont" les homosexuels (et, d'une certaine façon, par contrecoup, les hétérosexuels) qui est loin de s'imposer avec la force de l'évidence. La seule orientation sexuelle a de longue date était critiquée comme critère de définition, et on sait que la prévention du sida s'est très tôt heurtée au cas de ces "hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes" sans pour autant se reconnaître dans une identité homosexuelle, et encore moins "gays". L'invention et la diffusion d'un certain style de vie et de sociabilité, si elles contribuent au processus de transformation sociale évoqué plus haut, présente pour revers de risquer de laisser sur le bord de la route celles et ceux qui ne souhaitent ou ne peuvent, le partager.

Denis Altman* s'est récemment fait l'écho de ce processus d'attraction - qui tend à jouer sur un plan international - en soulignant les ambiguïtés et risque de domination (symbolique et économique, notamment) ou d'exclusion dont il est potentiellement porteur. Plus le risque de "communautarisme" brandi par quelques essayistes en mal de reconnaissance médiatique, c'est peut être celui de manquer de s'interroger sur sa composition et sa consistance collectives qui guette le mouvement gay et lesbien.

* C'est un tel rôle qu'appelle Bourdieu de ses vœux dans ses "Quelques questions sur le mouvement gay et lesbien" à la fin de la domination masculine (Seuil, 1998)

* Denis Altman "Rupture or Continuity ? The International of Gay Identities" Social Texts, vol 14 n°3, 1996

ATTENTION, ne nous BERCONS pas D'ILLUSION

René Paul LERATON : Où en est-on aujourd'hui ? Où en est-on de la visibilité, de l'acceptation, du coming-out, de l'estime de soi ? Où en est-on de l'image des gays et des lesbiennes ? Où en est-on du suicide, de la déprime, des prises de risques chez ces mêmes gays et lesbiennes ? Cette suite de questions fait un peu fourre-tout mais je crois qu'il serait terriblement difficile et dangereux d'avoir un discours, ou béat ou péremptoire, si l'on veut tenter d'apporter quelques éléments de réponses à ces questions. Car après tout, on a servi le même discours aux femmes fin des années 70 !

Ce discours du "maintenant tout est résolu"

C'est un discours qui affirme que désormais il n'y a plus de problèmes et plus rien à revendiquer parce qu'une maigre reconnaissance de quelques droits basiques a été fragilement obtenue à l'arraché. Ce bon discours qui estime que tout est dit et que la parole est libre parce que quelques pédés dans une situation d'urgence, qui était celle de la décimation de leurs amours et de leurs amitiés par un foutu virus, ont repris, parfois de force, une parole qu'ils avaient laissé leur échapper. Ce discours fleure bon la funeste tolérance hypocrite dans laquelle on noie les revendications féministes ou homos. On veut se donner bonne conscience mais finalement tous "ces gens là" devraient rester à leur place. C'est à dire soumis, silencieux, cachés et malheureux.

Paradoxalement certains gays mettent la main à la pâte dans cette vision des choses. D'un côté on nous dit que la *Gay Pride* c'est dépassé, que c'est un truc de vieux militants et que les jeunes veulent s'amuser. D'un autre, qu'on est "queer", que toutes ces notions d'homos et d'hétéros sont totalement périmés et que tout le monde peut baiser avec tout le monde dans le meilleur des mondes techno possible. Et même nos bonnes vieilles chaînes de télé ne nous veulent que du bien.... Bien sûr, certains salivent encore de la caméra dès qu'apparaît un cuir ou une drag queen et Mireille Dumas visite le Marais comme s'il s'agissait de la jungle amazonienne mais combien d'homos parfaitement admirables aux détours d'un nombre grandissant de téléfilms, séries et autres soap-opéras ! Les ignobles propos tenus par certains élus lors des lamentables débats sur le PACS ont eu cela de bénéfiques qu'ils ont peut-être fait douloureusement réaliser à certains qu'il y avait un monde en dehors du carré magique du Marais et que ce monde les haïssait toujours. Les jeunes perdus dans leurs campagnes ou leurs cités de banlieue n'avaient jamais eu l'occasion de l'oublier.

Gardons nous de nous bercer d'illusions : Les appels que nous recevons depuis deux ans sur la *Ligne Azur* nous montre qu'aujourd'hui encore se sentir différent de la norme hétéro rime toujours avec solitude, peur, culpabilité, dégoût de soi-même, envie d'en finir. Bien sûr ceux qui nous appellent ne sont pas heureux et de la manière qu'il est abusif et suspect de croire tout résolu, il serait tout aussi faux de penser que tous les jeunes se posant des questions sur leur sexualité sont dans un tel état d'esprit. Ceux qui vivent bien leur homosexualité, hélas, ne nous téléphonent pas pour nous le dire. Cependant l'école, le collège, le lycée sont encore des lieux trop silencieux, trop hermétiques pour permettre sereinement à un jeune de réaliser qui il(elle) est et ce qui il(elle) désire vivre sans souffrance ni honte. Il semble évident que les homos ne sont pas au bout de leurs peines dans leur combat pour la visibilité, la reconnaissance de leurs droits en tant que citoyen(ne)s et leur simple bien-être. Soyons vigilant. Continuons à prendre la parole et à nous battre pour que tous ceux et toutes celles qui sont encore dans l'ombre puissent le faire sans peur.

Les RELATIONS entre les GENERATIONS ?

Pierre GAGNEUX : Il était prévu que ce thème serait dans le meilleur des cas abordés transversalement. Plusieurs participants à l'UEEH ont estimé cela insuffisant, et ils ont donc organisé un débat, modeste certes, mais spécifique. La réunion a eu lieu au patio le 29/07/99. Elle a duré 1 h 45. Elle a réuni cinq femmes et sept hommes, plus quelques passagers, sans oublier une contribution écrite transmise par un absent.

Elaboration du compte-rendu : L'ordre chronologique des interventions n'est pas respecté. Elles se sont articulées de façon à former un enchaînement plus riche. Le rapporteur n'est pratiquement pas intervenu dans le débat, dont il a construit le compte-rendu aussitôt après. Les remarques personnelles (N.d.R) sont peu nombreuses.

Le tract annonçant au panneau d'affichage la présente réunion mettait en parallèle deux aspects :

- "Vieux" et "Vieilles" dans la communauté homosexuelle.
- Désirs/Besoins sexuels des mineurs.

Il soulignait que la méconnaissance de l'un des deux aspects est liée à la méconnaissance de l'autre. Cette idée a été acceptée et reprise au cours de la discussion. Mais en pratique, la plus grande partie du temps a été consacrée au premier des deux thèmes

Les participants à la réunion ont été unanimes pour souhaiter que l'an prochain soient prévus des créneaux horaires et un espace, pour permettre une réflexion plus approfondie sur les relations inter-générationnelles.

Le lien entre les deux thèmes intergénérationnel

La sexualité entre vieille/vieux et jeunes adultes est mal perçue. Elle semble être inconsciemment assimilée à une forme atténuée de pédophilie. Même si elle est l'objet d'études de spécialistes, la sexualité des adolescent(e)s est niée dans ses formes vivantes. De même, il n'est pas question du sexe chez les homos âgé(e)s. Aborder ce thème obligerait à une réflexion sur la mort.

Lorsqu'un(e) homo âgé(e) souhaite entrer en relation avec un(e) plus jeune, cela peut être indépendant de tout désir sexuel (comme pour des activités culturelles communes). Logiquement, il devrait pouvoir en aller de même dans le cas d'une relation avec un(e) adolescent(e). En pratique, les jeunes adultes ont fort peu de curiosité à l'égard des vieux (N.r.D : moins que ne peuvent en avoir des adolescent(e)s ?). Par exemple, dans un lieu de drague, des jeunes laissent parfois un vieux faire en vain une quête interminable, alors qu'il se contenterait peut-être d'une parole.

Vieux et vieilles dans la communauté homosexuelle

Entre les générations, l'incompréhension est réciproque. Parfois des vieux/vieilles sont choqué(e)s par le culte de la pub et du look chez les jeunes. Inversement, les jeunes gays ne s'émeuvent pas si un vieux qui drague se fait tabasser ("il n'avait pas qu'à y aller"). Dans les deux sens, le regard du groupe à groupe se substitue à un échange direct de personne à personne.

Du côté des gays : Tout se passe comme si les jeunes vivaient dans un monde pratiquant l'auto surveillance : le groupe exerce une répression morale insidieuse contre celui de ses membres qui noue une relation (même non sexuelle) avec quelqu'un de plus âgé. Cela traduit probablement une certaine angoisse chez beaucoup de jeunes face à leur propre vieillissement. Les vieux sont exclus de l'érotisme. C'est même dès l'âge mûr que le corps est désérotisé. L'image du corps vieux est vue toujours comme négative. Dans les civilisations méditerranéennes anciennes, le corps vieux était considéré comme beau. Aujourd'hui, les vieux gays sont poussés vers un ghetto spécifique du genre maison de retraite pour gays. Pour être convivial, un lieu de rencontre ou de séjour doit réunir des personnes d'âges divers. A Marseille, un bar associatif ouvert sur la rue accueille toutes les générations, mais en pratique la clientèle jeune a tendance à le monopoliser. Les passerelles entre les générations sont très rares et fragiles.

Du côté des lesbiennes : Les relations entre femmes d'âges différents semblent être moins exceptionnelles (cependant cette affirmation a été mise en doute par une des présentes).

Désirs / besoins sexuels des mineurs

La définition du mineur est juridique, et elle n'a pas une valeur absolue (les âges limites ont fluctué). D'autre part elle ne prend pas en compte la complexité humaine. C'est devenu un sujet qui fâche : raison de plus pour en parler. C'est un sujet tabou, ce qu'il signifie non pas qu'il soit honteux, mais qu'on doit l'aborder avec respect. Des actes traumatisants sont odieux sans aucun doute, mais le silence total n'arrange pas les choses en privant de son corps de l'enfant (d'après Michel Tournier). Un enfant met du temps avant de se persuader que son corps lui appartient. Même alors, il n'a pas une conscience politique claire, concernant par exemple les rapports de pouvoirs.

Par suite le seul témoignage possible sur une relation entre enfant et adulte est donné par l'ancien enfant une fois devenu adulte au sujet de son "adultophilie" passée. L'entreprise de publicité qui a réalisé pour Evian un ballet aquatique de bébés nus considère cela comme du travail de bébé. La société approuve. Quant aux gays, sont-ils satisfaits d'être présents dans des pubs qui prennent leur image sans leur demander leur avis (N.r.D : comme s'ils étaient des enfants !).

En guise de conclusion provisoire

Par sa composition, la communauté gay/lesbienne est plus inter-générationnelle que les cercles hétéros. Chez eux, femmes et hommes ont leurs rôles fixés par leur classe d'âge (par exemple : mère de très jeunes enfants, manager entouré de collaborateurs plus jeunes....) Parallèlement, les clivages sociaux semblent pouvoir être surmontés plus facilement que du côté hétéros. C'est à partir d'un certain âge que l'on se pose la question des relations inter-générationnelles. Avec le baby boom, les homos d'un certain âge vont être de plus en plus nombreux(ses). Le plus souvent, ce sont des gens qui vivent leur homosexualité hors du placard. Les relations inter-générationnelles ont donc une chance d'évoluer vers une plus grande ouverture.

Gérard BACH IGNASSE : Si la dernière *Gay Pride* a rassemblé des centaines de milliers de personnes, il faut se rappeler que, fin janvier, au moins 100 000 personnes menés par les "boutinistes" (les adeptes de Christine Boutin) ont manifesté à Paris, qu'une pétition de plusieurs milliers de maires français opposés au PACS a circulé. Le PACS a été un débat social très important. Il a focalisé bien des passions, il a suscité de nombreuses oppositions. Ceci dit, il faut aussi avoir conscience que le PACS est également un débat pour demain, et ça peu de gens s'en rendent compte. Car c'est une loi qui va être votée, nous l'espérons, mais qu'il va falloir la mettre en application. Et en réalité, ce n'est pas tout à fait évident. Parce qu'il peut surgir des tas de difficultés. En plus, comme vous le savez la procédure fait que l'on va devoir passer par le Tribunal d'instance. Et c'est un point qui n'est pas très connu, aussi il faudrait faire en sorte qu'il y ait une information, un petit peu partout, sur ce que c'est le PACS. Information accessible à tous ceux qui seraient intéressés. Ce qui sera aussi une bataille. D'autre part, avec le PACS, c'est le concubinage homo qui a été reconnu. Ce qui ouvre aussi tout un champ de droits nouveaux, qui vont s'appliquer beaucoup plus largement que le seul PACS. Mais qu'il va s'agir de faire respecter.

Les racines de cette revendication

Le PACS est représentatif d'un certain moment de la revendication et de l'expression gay et lesbienne. Au risque de passer pour un ancien combattant, ce que je suis, il y a vingt ans, lors de la première *Université* (en 1979), nous avons créé le *Comité d'Urgence Anti-Répression Homosexuelle*. A l'époque, nous pensions simplement créer un petit réseau qui répondrait rapidement en cas d'attaque homophobe. Et c'est lui qui a mené à la dépénalisation de l'homosexualité. Ce qu'il a réussi assez vite puisque cela s'est fait en 81/82, en trois ans. Puis il y a eu toute une série de mesures, comme le fait que l'homosexualité a été rayée de la liste des maladies, la fin de l'obligation d'être de bonne moralité dans la fonction publique, la destruction des fichiers, la première loi (à l'initiative de Jean-Pierre Michel, acteur très important du PACS) qui en 1985 interdisait les discriminations fondées sur les mœurs. Mais il s'agissait d'apurer le passif, en quelque sorte.

Après, il y eut les années sida. Et ainsi s'est posé de façon dramatique toute une série de questions. D'une certaine façon le PACS est un enfant des années sida, mais pas seulement. Et là je voudrais revenir sur un élément important, c'est quelque chose que l'on dit tout le temps, que le PACS est la conséquence des interrogations liées aux années sida. C'est vrai que les problèmes les plus dramatiques sont venus du sida, mais pas seulement. Dans l'enquête que nous avons faite (la première grande enquête sur le mode de vie homosexuelle) au tout début des années 80, avant que le sida apparaisse de façon vraiment importante, on voyait déjà que c'était les gays et les lesbiennes qui s'affirmaient le plus, qui revendiquaient le plus un statut, quelque chose qui en quelque sorte légitime leur couple. Et en soit, c'était quelque chose de très nouveau. Je me rappelle de certaines assemblées générales du *CUARH* où l'on entendait un discours extrêmement anti-couple, où certains proposaient, par exemple que l'on ait une prime pour le cinquième amant. Aujourd'hui (et c'est un véritable débat), est-ce que c'est le modèle qui a changé ou bien est-ce l'homosexualité qui doit rentrer dans le modèle unique du couple ? En tout cas, ce que je peux vous dire c'est que cela n'a jamais été dans l'esprit des initiateurs du PACS. Sans doute, certains le souhaiteraient-ils, mais au contraire, et nous pourrions montrer sur un certain nombre d'aspects, sur notamment sur les possibilités assez variées que permet le PACS, que telle n'était pas notre conception.

Vieille bataille

Si l'on regarde les médias, nous avons l'impression que la bataille du PACS n'a duré que deux ou trois ans. En fait, c'est une bataille qui aura duré en tout presque dix ans. Les premières expressions, les premières revendications d'un statut pour les couples homosexuels, en fait, datent du début des années 80. A titre d'exemple, il y a un article (publié en 82/83) de Vincent Legré et de Alain Leroy (depuis mort du sida), dans *Homophonies*. Mais c'était alors une position très minoritaire. En fait le premier projet politique, la première proposition de loi, proposée par *Les Gays pour les Libertés* sur le partenariat homosexuel date de 10 ans. Ensuite, il y a eu le contrat d'union civile (CUC) que j'avais initié avec Jan Paul Pouliquen. Suivi après par le Contrat d'Union Social (CUS) que nous avons conçu en commun avec Aides. Ensuite il y eu la commission mise en place d'abord par Jacques Toubon puis reprise par Elisabeth Guigou, qui a proposé le Pacte d'Intérêt Commun (PIC). Pour finir, j'ai proposé le sigle de PACS. Alors là, nous avons fait attention, parce que lorsque nous avons inventé le vocable Union Civile, nous n'avions pas vraiment pensé que ça ne serait pas un sigle extraordinaire. Et c'est de façon tout à fait volontaire que j'ai proposée, et ça a été repris ensuite par le Collectif, puis par les parlementaires et enfin le gouvernement le sigle de PACS par homophonie avec le mot latin de pax (la paix). Ce qui est aussi une façon de montrer une certaine conception des rapports sociaux.

Ce qui caractérise cette bataille, outre la volonté d'aboutir, c'est le fait qu'au début nous étions seulement quelques-uns, très peu, et par la suite, un peu plus. Et à partir du moment où ils se sont impliqués, ils se sont impliqués à fond, à tous les niveaux. On pourra en reparler vers la fin, et comme par exemple rendre un hommage tout particulier à Elisabeth Guigou qui a passé 70 heures épouvantables à l'Assemblée Nationale, sous les insultes de la droite (d'un niveau assez inégalé) soutenant mordicus sa position. Et ce qui a animé toute cette question, tous ces débats, c'était justement très important à propos de la représentation de soi-même pour les homosexuels, fut la volonté de conquérir la majorité, la conviction qu'il ne s'agissait plus simplement de témoigner, parce que ça on sait faire (nous savons parler de nous et de nos problèmes) mais qu'il s'agissait d'aboutir.

L'idée d'un large statut

Dès le début, s'est imposé à nous tous l'idée d'un statut large. C'est à dire un statut qui s'applique aussi bien aux couples homos qu'hétéros, mais aussi aux cohabitants. Les raisons de ce choix furent multiples. D'une part nous pensions qu'étant donné le modèle français, et sa tradition universaliste, il était plus simple, plus facile, plus compréhensible de présenter un modèle large plutôt qu'un modèle type Europe du Nord, pays où il existe un statut spécifique pour les couples homosexuels.

Nous nous sommes aperçus au bout d'un moment qu'en réalité il y avait plus d'opposition dans la société à un statut qui s'applique aussi bien à des homosexuels qu'aux hétérosexuels, qu'à un statut spécifique à la population homosexuelle seule. La première fois que l'on s'en est rendu compte de cela, c'est quand on est allé discuter avec l'Union Nationale des Associations Familiales. On s'attendait à tout sauf à ça, ils nous dirent "vous auriez proposé quelque chose pour les homosexuels, cela ne nous aurait pas beaucoup plus, mais enfin on aurait rien dit". Manifestement, ce qui les choquait c'est que pour la première fois, au fond, l'homosexualité était mise sur le même plan que l'hétérosexualité. Ce qui du coup a révélé une forme nouvelle d'homophobie, du style "admettez quand même que vous êtes une minorité", "on peut tolérer, mais enfin c'est pas la même chose, la symbolique, blablabla, le masculin, le féminin, le père et la mère". Propos que l'on retrouvait même chez certains et certaines qui ont défendu le PACS. Par exemple si vous lisez le livre de Sylviane Agacinski (épouse du premier ministre Lionel Jospin), qui est plutôt pour le PACS, elle affirme malgré tout qu'il faut quand même que les homosexuels reconnaissent qu'ils sont une minorité. Nous avons réussi à la convaincre. Les journaux disent qu'ensuite elle a réussi à convaincre son mari des bienfaits du PACS. Mais ce fut une vraie difficulté.

L'autre grande difficulté, fut que dans n'importe quel pays, dans n'importe quelle situation il est beaucoup plus difficile de mobiliser pour quelque chose (surtout quelque chose de compliqué), que contre quelque chose. Presque toutes les grandes mobilisations sont toujours contre la loi machin ou truc, contre le projet ceci. Evidemment, mobiliser pour c'est plus difficile parce qu'il y a toujours une part d'éléments où chacun ne retrouve pas la totalité de ce qu'il souhaite. Un projet complexe, cela veut dire une vingtaine d'articles et des compromis.

La réaction des politiques

Au début des années 90, alors que fut émise la première proposition pour le Contrat d'Union Civile (CUC), nous avons réussi à rallier en tout sept députés socialistes. Entre 93 et 95 il n'y eut que les trois députés MDC (Chevènement, Sarre et Jean-Pierre Michel) qui redéposèrent le texte. Il y avait aussi les écologistes, mais ils étaient complètement en dehors de la classe politique, faute de représentation parlementaire. Progressivement, il y eut un certain ralliement de la part des politiques. Comme, celui du parti communiste. La droite se trouvant divisée sur cette question, car à titre d'exemple, nous avions au début le soutien de Madelin, alors que par la suite il s'est abstenu, puis il s'est tu. Autre exemple, entre 95 et 97, nous avons écrit à Jacques Chirac, et ce fut son conseiller pour la justice qui nous avait reçus. Au RPR, ils n'étaient pas disposés à faire quelque chose comme le PACS, mais en revanche ils étaient prêts à faire évoluer la loi, pour preuve la déclaration de Toubon juste avant la dissolution, qui disait "c'est vrai, il faut changer des pans entiers du code civil". Et finalement comme souvent en France, on s'est retrouvé avec le bon vieux débat droite/gauche, la gauche défendant le PACS et la quasi totalité de la droite, à l'exception de Roselyne Bachelot, se prononçant contre (que l'on se rappelle les propos qu'elle a tenus dans l'hémicycle), en adoptant une attitude des plus rétrograde, comme celle de Christine Boutin et celle de l'aile catholique, pas intégriste au sens lefebvrisme du terme, mais en tout cas traditionaliste.

Et là où il y a eu un grand débat, même si cela ne s'est pas beaucoup vu dans la presse, ce fut au sein des différentes religions. Parce que la presse a essentiellement rendu compte des positions défavorables, alors qu'en réalité il y eu beaucoup de débats. Il faut savoir, par exemple, qu'en 92/93 nous avons pratiquement obtenu du secrétaire général de la commission de l'épiscopat une déclaration favorable (c'était le Père Paysan à l'époque). Cependant, là aussi nous sommes revenus à un discours convenu. Après, toutes les religions ont suivi, alors qu'en réalité il y avait, en leur sein, bien des débats. Et nous savons bien que ce sont des institutions qui n'exposent pas les détails de leurs débats internes, mais malgré ceci, nous savons que les catholiques, les musulmans, les protestants furent très divisés sur cette question. Je crois que ce qui nous a permis de tenir c'est que de tout temps nous avons eu le soutien de l'opinion. C'est à dire que tous les sondages, sur dix ans, ont toujours montré une majorité favorable (même relative) chez tous les types d'électorat. Et même s'il y avait à gauche plus de gens favorables qu'à droite, dans l'électorat de droite il y avait malgré tout une petite majorité pour. Et c'est cette réalité qui a gêné la droite.

Le contenu

Il me semble que l'élément le plus important dans toute cette histoire, de tous ces débats à propos du PACS, c'est surtout qu'il s'agisse d'un véritable statut. Car le PACS est bien plus que la simple reconnaissance du concubinage homosexuel. La question du mariage homosexuel, vaste sujet, est un autre débat qui pourra avoir lieu ultérieurement. En tous cas, au niveau symbolique, il était important qu'il existe un véritable statut. Cependant, nous avons le regret que la signature d'un PACS se passe aux greffes du Tribunal d'Instance, et non pas à la mairie (comme pour le mariage), contrairement à ce que nous avons proposé. Il faut bien reconnaître que c'est cette espèce de campagne haineuse, menée entre autres, par des sortes de sectes liées à l'Opus Dei, qui en mobilisant les maires à contribuer à faire échouer cette idée.

Pouvait-on faire le forçage ? Je dirais que d'une part nous avons essayé et cela n'a pas marché. Le gouvernement ne suivant pas. Ensuite, dans l'hypothèse où nous aurions réussi, cela n'aurait pas manqué de poser des problèmes, assez compliqués, pour faire appliquer le texte de loi. En effet, imaginez ce que serait une loi que la moitié des maires de France refusent d'appliquer. Bien évidemment, nous pourrions alors les traîner en justice, mais cela serait très problématique, très difficile à réaliser. C'est un regret que nous avons. Mais peut-être que dans le futur, que nous pouvons espérer assez proche, il nous sera possible de faire évoluer les choses.

Libre contenu : Cette idée de libre contenu est quelque chose d'important, et au niveau même du principe contenu dans le sigle de Pacte Civil de Solidarité. A savoir, l'idée d'aide mutuelle, l'idée d'un statut qui préserve la liberté des personnes, à l'entrée comme à la sortie, en pouvant s'adapter. Puisqu'il est possible de rédiger une convention dans laquelle on peut mettre tout ce qu'on veut, tout ce qu'on ne veut pas (à l'exception de tout ce qui est interdit par la loi, évidemment. C'est une idée qui est venue progressivement dans le débat, l'idée qu'il fallait permettre, que chacun puisse choisir ce qu'il met dans cette relation, que les choses puissent évoluer. Après tout, les relations sont multiples même entre deux personnes.

Liberté des partenaires : En plus de la nécessité d'instituer des garanties pour les plus faibles, s'est imposé l'idée de garantir la liberté des partenaires. Et il me semble qu'en la matière, nous sommes arrivés à un assez bon compromis, c'est à dire la possibilité de rupture unilatérale, mais avec des délais afin de trouver d'éventuelles conciliations. C'est une procédure beaucoup moins traumatisante, et moins chère que celle du divorce. Parce que contrairement au mariage, dans le cas d'un PACS, si tout le monde est d'accord, on n'est pas obligé de passer par le juge.

La question des fratries : C'est un débat que je regrette vraiment, parce que nous avons eu dans le collectif pour le PACS de nombreux frères et sœurs qui étaient des adhérents, et j'ai l'impression que nous les avons trahis. C'est un débat qui devenait complètement fou. Certains disaient qu'il fallait inclure les fratries parce qu'ainsi cela fera mieux passer les choses, on verrait moins le caractère sexuel du système, d'autres disaient qu'il ne fallait pas les prendre en compte parce que si les fratries ont le même statut que les couples homos ou hétéros, on réintroduisait ainsi l'inceste dans les familles. Finalement les fratries ont été exclues, même si le gouvernement s'est engagé à en discuter par la suite. Sans compter les problèmes juridiques spécifiques, car s'il y a des fratries de plus de deux personnes, comment faire ?

La question de l'héritage : C'est un des points sur lequel il y a le plus d'avancées. Là où les questions se posaient de façon dramatique. La question du transfert de bail de location, celle des successions. Aujourd'hui un couple marié qui a acquis en commun un appartement de 600 000 Frs, en cas de décès de l'un d'eux, il y a 180 000 Frs de droits de succession à payer. 0, avec le PACS. Pour un appartement de 1 million de francs, c'était 300 000 Frs de droit, et 90 000 Frs avec le PACS. C'est un système de franchise, jusqu'à 300 000 Frs c'est 0, au-delà c'est 40 % ou 50% selon le montant. C'est moins que pour les mariés, mais enfin, la situation a considérablement évolué. L'élément nouveau, c'est l'imposition commune possible. Malgré un délai de 3 ans, que nous regrettons. Mais là, les éléments d'appréciation furent purement et simplement financiers, parce qu'une telle mesure aurait représenté pour l'Etat un manque à gagner. Élément intéressant, la sécurité sociale commune, l'un pouvant être ayant-droit de la sécurité sociale de l'autre. Élément apparu en dernière lecture, la possibilité de toucher le capital décès, le rapprochement de fonctionnaire, les dates de vacances communes. Voyez d'ailleurs que sur toutes ces questions il va y avoir de vrais problèmes d'application. Parce que si le principe est voté, encore va-t-il falloir le faire respecter dans les entreprises.

En conclusion

Qu'est-ce qui est vraiment important ? D'abord, il faut faire aboutir ce projet. Et pour ce faire, il faut encore se battre. Nous savons que le gouvernement s'est engagé à mettre le PACS en discussion au tout début de la session parlementaire, c'est à dire début octobre. Donc, il est à peu près certain que le PACS sera voté définitivement début octobre. Mais n'oublions pas qu'il passera ensuite au Conseil Constitutionnel. Et là il y a des risques. La majorité au Conseil a changé depuis la mise en congé de Roland Dumas. Je parle du type d'argumentation que le Conseil utilise, qui en gros, prend les mots, les concepts les plus larges du genre "peuple", "famille", et qui en donne sa propre interprétation. Or, nous savons que le recours des députés de Droite sera que le PACS porte atteinte à la famille, aux droits de la femme et de l'enfant. C'est un discours idéologique, mais si une majorité au Conseil Constitutionnel dit que cela porte atteinte à la famille, nous n'aurons pas de recours. Sauf à changer la Constitution. Ensuite il faudra le faire appliquer par l'Etat et ses services, et c'est toute la question de l'information. Par ailleurs, si nous n'avons pas réussi à obtenir la signature en mairie, il faudrait essayer d'imposer qu'il y ait, au moins, une information en mairie. Le PACS est un processus, tout n'est donc pas terminé. Il y a des choses que l'on a oublié, d'autres qui sont insatisfaisantes. Nous devons obtenir la fin des délais en matière d'imposition, la signature en mairie, et d'autres droits. D'autres débats s'ouvrent (comme sur la parentalité) mais cela viendra avec les années.

Ce que je retiens de plus important dans ce débat sur le PACS, c'est que pour la première fois, se posait la question de l'existence et de la nature de la communauté homosexuelle. Je crois qu'en partie, cette histoire de communauté est un faux débat. La communauté existe. Après tout, si des gens pensent qu'ils forment une communauté, de fait cette communauté existe. La vraie question est de savoir comment les communautés se comportent, comment la communauté homosexuelle se comporte avec les autres communautés et vis-à-vis de l'ensemble de la société.

Il y a deux façons de se comporter, me semble-t-il. Il y a une, sans doute nécessaire lorsque l'on est discriminé, c'est de se plaindre. Je ne critique pas cette attitude, il fallait le faire, nous l'avons fait. Mais je pense que ce genre d'attitude est insuffisant. Vous avez peut-être vu, dernièrement a été diffusé dans *Le Monde*, un manifeste pour l'égalité sexuelle. Cela me semble insuffisant. Je ne pense pas que l'existence juridique, qu'aller revendiquer la même chose que ce qui existe pour les hétéros soit suffisant. Exemple caricatural, l'hiver dernier aux Etats-Unis, pour la première fois depuis 1825, il fut décidé d'envoyer des femmes à la chaise électrique. Des organisations féministes déclarèrent "bravo enfin l'égalité". L'égalité quand il y a discrimination, c'est bien mais insuffisant. Avec le PACS nous avons montré notre inventivité dans le domaine politique et juridique, alors que nous sommes censés nous occuper que de littérature et de haute couture. Pour la première fois nous n'avons pas revendiqué simplement pour nous seuls, mais proposé à l'ensemble de la société de créer quelque chose de novateur. Et c'est cela qui a suscité le plus de réactions. On posait des questions, on disait que cela concerne aussi les autres, comme les questions relatives au statut du nouveau parent. Il y a plus de discrimination lorsque le nouveau parent est de même sexe, même s'il a élevé les enfants il n'a aucun droit. Il est légitime qu'une communauté pose des questions pour elle-même, mais il ne faut pas considérer que le rôle de l'Etat est de répondre à chaque communauté par une réponse différente.

Et c'est encore plus à l'honneur d'une communauté de dire "nous avons nos propres revendications, mais nous sommes aussi conscients de ce qui existe d'autre part dans la société. C'est pourquoi, nous proposons d'élaborer des choses nouvelles ensemble". Si on abouti, et nous sommes proches de la faire, nous aurons montré que c'est cette stratégie positive qui est plus susceptible d'aboutir, que celle qui consiste à revendiquer pour soi-même. Ne serait-ce que pour de simples raisons numériques. N'oublions pas que nous sommes une minorité, et lorsque nous sommes une minorité, nous pouvons toujours imposer un certain nombre de choses, en culpabilisant les gens, mais si nous voulons aller plus loin, il est important et nécessaire de mobiliser plus large que nous seul, de mobiliser le plus large possible. En tout cas, telle est la leçon que je tire du combat que nous avons mené en faveur du PACS.

Yves ROUSSEL : Il ne me reste presque rien à dire. Je vais donc essayer d'être dans le très concret. Sur la question du PACS, à l'image de l'*Université d'Eté*, du moins telle que je la conçois, c'est à dire que nous ne sommes pas là pour convaincre nos interlocuteurs que le PACS c'est bien. Les *UEEH*, c'est surtout une diversité, un endroit où l'on peut faire circuler les informations, et peut-être même cristalliser un certain nombre d'idées, de choses à faire, d'expériences politiques et militantes à partager. Alors ce que je propose de faire, c'est de prendre le PACS tel qu'il est (nous allons supposer qu'il est voté tel quel) et d'essayer de signaler les points où nous allons pouvoir faire des choses, où il y a des combats possibles à mener. Bref, faire circuler des idées, confronter les opinions et enfin, donner des informations sur les points à creuser.

L'invention du PACS

Je ne juge pas le PACS en tant que tel. Il a ses limites, ses intérêts. Mais des choses sont possibles. En premier lieu, il faut remarquer que le PACS est une invention juridique. C'est à dire que c'est quelque chose de nouveau, de novateur. Ce point est extrêmement important à comprendre, à avoir présent à l'esprit. Ne serait-ce que parce que nous avons beaucoup entendu des débats sur la question de savoir si le PACS est un mariage, un mariage bis. Il faut comprendre que nous avons réussi à opérer une véritable rupture. C'est à dire, arriver à convaincre des parlementaires, à combattre l'opposition des juristes, à arriver à dire que nous avons le droit, et la capacité d'inventer de nouveaux cadres juridiques. Et en plus, comme le concubinage est venu dans la foulée, nous avons abouti à une situation où coexistent plusieurs cadres juridiques, c'est à dire une situation de multiplicité. Avec le PACS, nous avons réussi à briser un tabou, nous avons réussi à montrer que l'on pouvait inventer quelque chose, que nous n'étions pas obligés de se référer systématiquement à des modèles existants, mais bien que nous pouvions en créer d'autres. C'est un point vraiment très important à retenir. Et nous pouvons en être fiers. En ceci, le PACS est un véritable succès.

L'homoparentalité

Je ne vais pas trop rentrer dans le détail, mais nous voyons bien que la question du PACS a permis d'ouvrir le débat sur la question de l'homoparentalité. Et je me permets d'affirmer que l'existence du PACS va changer les données. Ne serait-ce parce que le PACS institue, de fait, un nouveau cadre pour deux personnes vivant ensemble, qui pourrait être éventuellement un cadre permettant d'élever des enfants. Vous savez que ce sujet a provoqué des débats particulièrement violents, et qu'un certain nombre d'adversaires du PACS ont utilisé cet argument comme une arme contre le projet de loi, en annonçant la fin de la société et de ses valeurs, la fin du monde. Alors évidemment, la réaction de la part des gens qui ont soutenu le PACS, en particulier au sein du gouvernement, fut d'user de la langue de bois en disant que le PACS ne touchait pas la famille. Certes le PACS ne touche pas à la famille, mais il est plus exact de dire qu'il ne touche pas aux lois relatives à la filiation. On peut rentrer dans les détails et voir en quoi le PACS peut changer les choses sur les questions d'adoption. Mais il faut rentrer dans le détail de la nature de ces lois sur la filiation et de voir quelles ouvertures sont permises du fait de l'existence du PACS.

La signature

Le problème de la signature aux greffes du Tribunal d'Instance, et non pas à la mairie, comme pour le mariage, est un point sur lequel la discussion doit rester ouverte. Il nous faut voir si en la matière, il y a des choses jouables, si les choses peuvent évoluer. C'est un sujet dont nous n'avons pas beaucoup discuté entre nous. Ceci dit, j'ai l'intuition que cette histoire de signature va poser un certain nombre de problèmes, et que nous n'avons pas fini d'en parler. On voit bien que le PACS

touche à l'état civil, puisque si vous êtes mariés, vous ne pouvez pas souscrire un PACS. Il y aura donc une interaction avec l'état civil. Ainsi, en renonçant à la solution de la signature en mairie, le gouvernement n'a pas forcément choisi la solution la plus facile, parce que cela va poser des problèmes administratifs, donc financiers qui pour l'instant ne sont pas résolus. Et ce qui m'intéresse de signaler avec cette affaire, c'est qu'au fond quand on y réfléchit, l'état civil est un système très centralisé, alors que se passe-t-il s'il existe un autre lieu où vont être effectués un certain nombre d'actes concernant l'état civil ? Et à l'avenir, allons-nous continuer à avoir cet éclatement administratif ? Est-ce que, si les choses évoluent, le gouvernement optera finalement pour la signature à la mairie, ne serait-ce parce que cela serait plus simple ?

Droit de séjour/ droit des étrangers

Il est important de distinguer le droit de séjour de celui des étrangers. Ceci dit, vous savez que cette question fut quelque peu douloureuse, en ce sens où la situation à laquelle nous sommes arrivés est assez limitée, voire décevante. Mais il faut quand même souligner plusieurs choses.

Le droit des étrangers : Rappelons que le PACS peut concerner des étrangers. Il peut être signé par deux personnes, même si aucune n'est de nationalité française. Or si on compare avec ce qui a cours dans d'autres pays où il est clairement exclu que des personnes de nationalité étrangère puissent conclure un PACS, ou équivalent, sauf si l'une des deux personnes a la nationalité du pays. C'est un point important à surveiller, car cela signifie qu'il peut, qu'il va susciter une exemplarité pouvant avoir des effets intéressants.

Le droit de séjours : La situation sur ce point est assez décevante, parce que dans le projet de loi, le droit de séjour sur le territoire national des personnes étrangères dépend de l'appréciation de la seule administration. Ce qui signifie, concrètement parlant, que l'administration va conserver une certaine marge de manœuvre arbitraire. Cela dit, il est quand même important de souligner que ceci nous a montré qu'effectivement cette question du droit de séjour est un problème politiquement bloqué. C'est à dire que cela provoque des débats extrêmement violents au Parlement. Et pour l'instant le rapport de forces politiques sur cette question du droit des étrangers n'est pas extrêmement favorable à une amélioration de la situation des étrangers. Mais le PACS est un exemple où un petit pas a été franchi. Réfléchissons au pourquoi il a été ici possible que la loi reprenne ce dossier alors qu'il n'y a eu aucune autre ouverture sur le droit des étrangers, à part le PACS.

Gérard BACH : On peut même dire qu'il y a quelque chose d'assez étonnant. Alors que ce n'est celui qui n'a pas, en la matière les conceptions les plus ouvertes sur la question, à savoir le ministère de l'Intérieur, qui est chargé de cette politique. Et chose étrange, dans le débat sur les droits ouverts aux étrangers par le PACS, ce n'est pas lui qui a eu la position la plus fermée. Il était même pour une rédaction du projet de loi beaucoup plus ouverte que celle que l'on a eu.

Yves ROUSSEL : Une anecdote qui montre comment fonctionne la politique. Dans l'avant projet, pour l'obtention d'un titre de séjour, il y avait un délai d'un an. Lorsque ce délai a disparu, je fus parmi les naïfs qui s'en réjouirent. Je compris plus tard qu'hélas il n'y avait pas de quoi. Parce que si dans le premier projet il y avait bien un délai d'un an, en revanche il y avait automaticité de l'octroi d'un titre de séjour. Alors qu'aujourd'hui l'administration conserve un pouvoir d'octroi totalement arbitraire. Exemple qui montre que nous devons réfléchir à nos interventions, et sentir le vent, sentir de quelle manière nous nous faisons avoir, comment nous nous faisons instrumentaliser.

La reconnaissance juridique

Le PACS crée une reconnaissance juridique. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela signifie que le PACS va exister pour la société, dans son ensemble. Cela veut dire que deux personnes qui se seront pacsées vont de fait obtenir un certain nombre de droits. Mais aussi de devoirs explicites. En même temps, il y aura d'autres domaines où leur PACS va intervenir. Dans la vie de tous les jours, comme dans le monde du travail, au sein des entreprises il va se produire un certain nombre d'effets automatiques (comme par exemple le problème des mutations), qui d'ailleurs ne concernent pas que le PACS. En fait cela concerne les concubins, puisqu'il existe désormais une définition du concubinage qui s'applique aussi bien aux concubins hétérosexuels qu'aux concubins homosexuels. C'est à dire que partout où un certain nombre de droits avaient été acquis pour les concubins, qu'il s'agisse de droits accordés par la justice ou de droits reconnus par certains codes (comme celui du travail), il va y avoir une extension automatique aux concubins homosexuels. Cela dit, tout est ouvert, tout est ouvert à la négociation. C'est à dire qu'après tout les banques, les assurances et bien d'autres institutions peuvent aller plus loin. Par exemple, il peut se produire des effets en matière de mutation dans le secteur privé, parce que les mutations des fonctionnaires sont acquises de par la loi. Ainsi, en ce qui concerne le secteur privé, il va nous falloir observer comment cela se passe. Il y a tout un champ à explorer.

La symbolique du PACS

Nous avons parlé de l'importance de la chose en cas de rupture ou de décès, mais il y a aussi la dimension symbolique. Beaucoup de gens se pacseront, si tel est leur intérêt économique. Mais aussi, beaucoup signeront un PACS parce que plus simplement, cela va représenter à leurs yeux quelque chose d'important. Et là, c'est aussi l'inconnu. Qu'est ce que le PACS représente, symboliquement parlant, pour les gens ? Est-ce qu'il y a beaucoup de gens qui vont s'identifier à cet instrument ? Quels sont les gens qui vont y reconnaître une façon de vivre ? C'est un peu le suspense. Je dois reconnaître que cette dimension symbolique du PACS n'a pas toujours été facile à vivre. Parce que nous étions acteurs, et que nous le sommes toujours. Mais aussi, et surtout parce que nous avons un projet concret à faire adopter, et ce projet, le PACS, a provoqué d'immenses débats qui souvent ont brouillé les cartes. Des débats parfois même à côté de la plaque. Ce qui ne veut pas dire qu'ils ne furent pas légitimes, mais cela signifie surtout que le PACS a déclenché quelque chose. Grâce à lui, un certain nombre de débats ont été ouverts. Le PACS a aussi servi de révélateur social. A cette occasion, nous avons appris des choses sur la société.

Les réactions homophobes : La question la plus apparente, la réaction la plus évidente, la plus caractéristique est celle de l'homophobie. Nous avons tous pu constater combien tous ces débats sur le PACS ont révélé où nous en étions à propos de l'homophobie, où elle se situait, mais aussi quelles formes elle prenait. De cet aspect des choses, je ne vais pas en parler beaucoup, parce qu'il me semble qu'il y a des gens qui travaillent dessus et qui ont certainement beaucoup plus de choses à dire. Mais c'est intéressant de constater qu'un débat politique sur un sujet bien précis, a déclenché autre chose.

Les réticences politiques : Sur cette question de l'homophobie, ce qui m'a vraiment frappé c'est que ce qui a le plus cristallisé une certaine homophobie, c'est finalement la question d'un statut où homosexuels et hétérosexuels seraient mis sur le même plan. Cela reste à comprendre, et c'est vraiment un des points qui a provoqué l'explosion. Gérard le rappelait tout à l'heure, il y avait des associations familiales qui étaient tout à fait disposées à supporter des avancées sur les droits des homosexuels, mais à la condition qu'il s'agisse de droits spécifiques, réservés aux seuls homosexuels. C'est un aspect à méditer. Il faut aussi se souvenir, et c'est pour ça que le débat fut parfois très difficile, y compris à l'intérieur du

monde associatif homosexuel, parce que dès le début, nous avons senti que c'était important, cette idée d'un cadre juridique qui s'applique aussi bien aux homosexuels qu'aux hétérosexuels, et que c'était un enjeu de combat. Or nous avons des interlocuteurs pour qui ce n'était pas si évident, loin s'en faut ou qui optèrent pour des stratégies différentes. Il n'y en a pas eu tant que ça, du côté des associations homosexuelles. Mais je donnerais un exemple assez frappant, celui d'Irène Théry. Sociologue, figure du mouvement "catholique de gauche" ou plutôt d'une certaine gauche opposée le PACS. Ce qui est frappant chez elle. Cela montre que les choses sont complexes, et que ce n'est forcément elle la méchante. En fait, il y a une tendance de dire que puisque les hétérosexuels ont le mariage, il faut alors que les homosexuels aient des droits équivalents. Et le projet initial d'Irène Théry était un statut pour les homosexuels où ils avaient des droits aussi importants, mais au point de vue fiscal, successoral. Dans d'autres pays européens, il existe un statut homosexuel aussi intéressant que le mariage hétérosexuel. Comparativement, le PACS est en retrait. Il est clair qu'un couple pacsé n'aura pas tous les bénéfices d'un couple marié.

Les tentatives de blocage : Mais pourquoi, nous n'avons pas été dans ce sens ? C'est qu'au fond, il était important pour ces personnes d'avoir un statut, même très complets pour les couples homosexuels et un statut différent pour les couples hétérosexuels. Parce qu'il y avait une différence à marquer, cette fameuse différence symbolique. Alors ce qu'il faut comprendre, et cela clarifiera les malentendus qu'il a pu y avoir, c'est que la stratégie que nous avons eu peut avoir semblé être timide sur des questions de la filiation, que certains discours de notre Garde des Sceaux tirés de leur contexte peuvent paraître assez réactionnaires, mais notre volonté fut de ne pas verrouiller les choses. Le gouvernement, là dessus a été très clair, il a refusé systématiquement tous les amendements de la droite qui auraient essayé ou voulu verrouiller à l'intérieur du PACS les questions de filiations. Il y a eu par exemple, des amendements pour préciser que les homosexuels ne devaient pas avoir le droit de garde. Et parmi les innombrables débats, il y a eu certes la question de l'homophobie, mais il faut voir que nous avons ouvert d'autres horizons. Par exemple la question de la conjugalité en générale, du rapport des personnes entre les couples, ce qui ne dépend pas forcément de la sexualité des gens. Nous pourrions revenir sur les détails, mais il faut rappeler très fermement que la conception des auteurs du PACS a toujours été celle d'un lien pas forcément lié à l'existence d'une sexualité commune, que nous avons toujours dit que c'était un outil pour d'éventuels liens de solidarité. Et nous n'avons pas réussi à totalement perdre sur ce point.

Même si par moment, souvent, nous avons eu des sueurs froides. A un certain moment, même au sein des associations homosexuelles, l'idée de parler d'un PACS pouvant être souscrit par des personnes n'ayant pas de lien charnel, ne passait pas. Et d'ailleurs, cela continue encore aujourd'hui à poser problème. Et apparemment, on aboutit aujourd'hui à une situation qui est intéressante, ouverte. D'ailleurs la Garde des Sceaux (Madame Guigou) abonde dans ce sens, puisqu'elle estime que la vie privée des gens existe, ce qui signifie que des personnes peuvent très bien utiliser le PACS comme lien de solidarité, on ne viendra pas leur demander la preuve du fait qu'ils couchent ensemble. A l'heure actuelle nous en sommes là. Alors, ceci a ouvert un débat sur ce qui se passe, sur ce qui est à l'origine des liens de solidarité. Est-ce que le sentiment amoureux est le seul ciment d'un lien de solidarité ? Je ne pense pas.

Gérard : Oui, c'est encore plus complexe que ça. Je me souviens d'un article du *Canard Enchaîné* qui ne comprenait pas une remarque de notre camarade Jan Paul Pouliquen qui avait dit qu'il pouvait très bien y avoir deux homosexuels qui vont pacser, sans avoir pour autant de relations sexuelles. Et effectivement, je crois qu'il y a une impossibilité pour un certain nombre de gens de comprendre la diversité des liens. Et c'était aussi l'idée que la place de la sexualité évolue à l'intérieur du couple, qu'ils soient hétérosexuels, homosexuels, mariés ou autre.

CRITIQUE S sur l'idée de COUPLE, CRITIQUES sur le PACS

Jean-Michel DARIOSSECQ : L'idéologie conjugaliste (ensemble cohérent de conceptions sur la vie privée des individus, qui considère que parmi diverses possibilités, "la vie en couple" est le mode de vie "normal") affirme que la vie en couple est une mode de vie "naturel". Mais par la propagande assidue qu'elle considère comme nécessaire dès l'enfance (ils se marièrent et eurent beaucoup d'enfants) et par les privilèges permanents qu'elle défend avec acharnement pour les couples, elle reconnaît implicitement que spontanément, sans cette propagande et ces privilèges, nombre d'individus (un nombre certain ?) seraient tentés par un autre choix.

- Qu'elle doit donc être présentée (notamment aux jeunes) comme le mode de vie idéal, voir le seul possible sous peine d'isolement social.
- Qu'elle doit être encouragée par les institutions publiques comme par les intervenants du "marché" de la consommation privée.
- Qu'elle n'est pas seulement un choix privé intime, mais doit faire l'objet d'une "reconnaissance sociale" à travers une inscription sur les registres officiels, lors de cérémonies solennelles.
- Enfin que ce mode vie doit faire l'objet de certains privilèges financiers : réduction de l'impôt sur le revenu, réduction de l'impôt sur la succession, tarifs préférentiels, diverses cotations uniques pour les deux conjoints, reversements,

Les différents courants de l'idéologie conjugaliste

La tendance orthodoxe considère que seuls les couples reproducteurs peuvent bénéficier de l'appellation couple et des privilèges afférents. Cette aile "intégriste" serait donc prête à retirer leurs avantages financiers aux couples de sexe différent n'ayant pas procréé.

La tendance conservatrice considère que tout couple de sexe différent, même stérile ou ne désirant pas procréer, peut bénéficier de l'appellation "couple" et des privilèges afférents. Car tout n'est peut être pas perdu, une reproduction pouvant se produire un jour. Et surtout les apparences, donc l'image donnée en modèle (en particulier aux jeunes) sont quasiment pareil à celles du couple reproducteur. La tendance libérale considère que tout couple, y compris de même sexe, peut bénéficier de l'appellation "couple" et des privilèges afférents. D'abord parce que les aspirations à la normalité sont identiques et que la priorité reste à conforter le modèle lui-même, indépendamment des caractéristiques des individus qui y adhèrent. Ensuite parce que de nombreux couples "recomposés" témoignent du fait qu'aussi bien la reproduction que l'élevage d'enfants, voire l'adoption sont parfaitement possibles dans de bonnes conditions par des couples de même sexe. Enfin parce que plutôt que d'exclure a priori de la norme tout un groupe social, avec le risque d'en faire un opposant permanent et uni, il vaut mieux s'y faire des alliés.

D'une part pour les assimiler à la norme mais aussi pour préparer des divisions. Ainsi, lorsque certains gays auront, à travers leur statut de couple officiellement reconnu, acquis à la fois une respectabilité sociale et certains "avantages" sonnants et trébuchants, on peut prévoir que leur combativité ultérieure sur d'autres questions concernant tous les gays, et surtout les gays célibataires, sera plus émoussée. Comme toute opposition politique doit avoir ses "modérés, toute opposition sociale doit avoir ses "assimilés".

La contestation de l'idéologie conjugaliste

L'idéologie conjugaliste a souvent été majoritaire, mais a parfois été contestée. En premier lieu par l'individualisme qui considère que même s'il vit une (ou des) relation(s) privilégiée(e), diverses alliances et cohabitations, l'individu reste l'unité principale qui doit toujours primer sur toutes les "unions", puis par le communautarisme qui considère au contraire que le mode de vie idéal est la petite communauté dans laquelle l'individu doit se fondre, et y avoir des relations affectives et sexuelles diversifiées. A certaines époques (notamment durant les années 70) ces deux courants ont pu se manifester de façon radicale chez certains (ceux qui ont vécu en communauté ou qui ont toujours refusé d'institutionnaliser une union à deux). Mais d'une façon plus large, ils ont pu influencer les choix de vie de plusieurs générations. A cette même époque ont fleuri divers mouvements sociaux dit "de libération" des femmes, des homosexuels, des "psychiatrisés", des prisonniers, et de toutes une série de personnes. Tous revendiquant à la fois la liberté individuelle de choisir sa vie personnelle, et l'appartenance à une communauté (réelle ou imaginaire). Et tous réfutant la famille et surtout le couple (famille nucléaire) comme modèle idéal de vie et d'épanouissement, tant pour les adultes que pour les enfants. Honnie par les mouvements sociaux en vogue, l'idéologie conjugaliste est alors appropriée par les milieux les plus conservateurs.

Renaissance et triomphe du libéralisme, de l'idéologie conjugaliste

Plus de 15 années de social libéralisme ont ensuite eu pour objectif de "réconcilier les citoyens avec l'entreprise". C'est à dire en réalité les petits salariés (futurs, présent ou passés), consommateurs et épargnants avec le libéralisme. Quinze ans de dérégulation du capital, de privatisation de services publics, de flexibilisation de la main-d'oeuvre, d'encouragement aux licenciements et aux emplois précaires sous-payés ont, c'est le moins que l'on puisse dire, créé un nouveau climat. Parallèlement au désintérêt pour les politiciens avérés traîtres à leurs engagements, à la désaffection pour le syndicalisme et la quasi-extinction des mouvements de libération (parfois devenus de faibles mouvements de "défense"), les valeurs "traditionnelles" sont réapparues au premier plan. Et parmi les différentes valeurs réhabilitées par le social libéralisme, telle que l'esprit d'entreprise, la compétitivité, l'écrasement du plus faible, la soumission aux impératifs de rentabilité, figure "naturellement" la notion de cellule familiale. Qui face au chômage grandissant et à une société de plus en plus dure, est souvent vécue comme un refuge, un cocon protecteur. Ainsi sur les questions économiques, tous les "partis de gouvernement" se battent pour présenter le même programme aux gros détenteurs de capitaux (donner toujours plus aux riches en faisant toujours plus de pauvres). Et sur le terrain des "valeurs", les mêmes s'arrachent la "défense" de l'entreprise, de la patrie, de la religion et de la famille. Mais alors que les conservateurs restent crispés sur le modèle conjugal du milieu du siècle, les socio libéraux, eux, ont compris l'évolution de la société, des relations qui s'y nouent, et ont su tenir compte de phénomènes tels que l'indépendance économique de nombreuses femmes ou les familles "recomposées". En ce sens, le PACS n'est qu'une version moderne de l'idéologie conjugaliste qui a su s'adapter à l'évolution des mœurs et des habitudes de vie.

Mouvement gay : complicité active ou reniement ?

On ne rappellera jamais assez que le mouvement gay des années 70 et plus particulièrement son noyau d'intellectuels ont été décimés par le sida. Les générations suivantes, arrivées sur la "scène" ou sur le "marché" quand tout était acquis (du moins dans les métropoles) ont ensuite revendiqué, plutôt qu'un droit à la "différence", un droit à "l'indifférence", ce qui n'est guère qu'un droit à la "ressemblance". Avoir les mêmes droits que les hétérosexuels est alors primordial pour être "normal", pour pouvoir faire comme les hétérosexuels (et en particulier comme papa et maman), quels que soient ces droits et sans s'interroger sur leurs tenants et aboutissants. Sans aucune réflexion sur le rôle de l'armée, de l'église ou du couple, on

revendique alors imperturbablement le droit d'être militaires, prêtres, mariés (ou "pacsés"). Et si demain des conservateurs obtus décrétaient que certains postes tels que tortionnaire ou licencié de personnel doivent être interdits aux gays du fait d'un risque de sensiblerie, on verrait aussitôt se lever une révolte pour l'égalité ! Imprégné des valeurs dominantes (et de ses rêves de prince charmant) le mouvement gay des années 90 a ainsi perdu tout esprit critique et vit une complicité active avec le social libéralisme au pouvoir, au service des (très) gros capitaux.

Pendant que les gays manifestent pour le mariage ou le PACS, il ne contestent pas les saloperies économiques et sociales dont ils sont pourtant les victimes autant (voire parfois plus) que les hétérosexuels. Et lorsqu'ils l'obtiendront, on saura entretenir leur attention en rappelant avant chaque élection combien ce nouveau statut conjugal est fragile face à une nouvelle majorité rétrograde. Il reste que les leaders pro-PACS ne sont pas des jeunes tombés de la dernière *Gay Pride*, mais bien de vieux routiers du militantisme gay des années 70 et 80, disparus de la scène lorsque la lutte contre le sida et contre ses conséquences sociales a mobilisé un autre type de militants, et réapparus avec cette revendication conjugale. On ignore s'il s'agit pour eux d'un reniement de leurs idéaux de jeunesse, mais on connaît leur engagement d'alors pour la prise de pouvoir par le social libéralisme, qui peut expliquer cette évolution.

L'idéal gay : un mythe ?

Certains ont cru qu'existait depuis toujours et se manifestait enfin à la faveur d'une "révolution sexuelle", un "idéal gay" fait de fraternité, de liberté sexuelle, d'indépendance affective, de contestation de toute institution potentiellement oppressive et de solidarité avec les opprimés. Ceux-là voyaient alors comme une distinction positive le fait d'être considéré comme inaptes à certaines fonctions et à certains rôles sociaux. Aujourd'hui, le triomphe de l'idéologie conjugaliste, qui culmine dans la bataille pour le PACS nous apprend que pas plus qu'il n'y a de "communauté gay" (mais un sous-ensemble de consommateurs qui suit un sous-ensemble de modes), il n'en est rien.

Population HOMOSEXUELLE et PROCESUS D'INTEGRATION

Alain LEOBON : Le PACS est-il diaboliquement subversif ? Ce texte relativement polémique et vulgarisé, rédigé en faveur du PACS à la demande d'une revue homosexuelle, part de l'hypothèse que le mouvement homo semble exploiter différents champs de liberté permettant l'expression de diverses stratégies de groupe dans ses rapports productifs avec le pouvoir politique, la société et l'espace. Compositions territoriales, communautés virtuelles en réseaux, expression festive.... sont autant révélateur de la construction spatiale du fait social. De nombreuses questions et axes de réflexion se dégagent.

Peut-on légitimement parler de communauté homosexuelle ? L'appropriation spatiale de certains quartiers se retrouve-t-elle à diverses échelles urbaines ? Existe-t-il, d'autre part, un lien communautaire plus "virtuel" lié aux réseaux conviviaux de communication (Minitel, Audiotel, Internet) ? Quel est le sens des grandes parades comme les *Gays Prides* ou l'*Europride* ? L'exclusion sociale subie par la population homosexuelle n'est-elle pas renforcée, paradoxalement, par des phénomènes d'auto-exclusion basés sur des modèles esthétiques, sur les modes de vie ou la santé (valeurs culturelles, VIH, vieillissement) ? Le PACS laisse entendre une volonté d'intégration de la population gay au sein de la société française. En effet, l'intention du mouvement homosexuel est bien d'agir sur nos politiques pour qu'il n'y ait plus de discrimination, dans la loi comme dans les faits, en raisons de penchants sexuels.

Nous semblons donc très loin du discours anti-normatif des mouvements gays radicaux des années 1970, discours basés alors sur la revendication de la différence et d'une identité subversive : L'homosexuel n'aura pas de patrie tant que ne seront pas abolie la cellule familiale et la société patriarcale, son destin est donc éminemment révolutionnaire. Le discours des gays et des lesbiennes (ou plus précisément de leurs portes paroles) semble avoir bien changé. Ils demandent maintenant le droit d'être comme tout le monde, de vivre à deux liés par un contrat leur assurant reconnaissance sociale et sécurité matérielle. Ce changement de ton n'a rien d'étonnant. Mais il interroge le psychosociologue. Quelle politique a dominé le mouvement gay ? L'attitude communautaire/identitaire est-elle en danger ? Le PACS correspond-il à une avancée sociale attendue, comment sera-t-il approprié par les gays et les lesbiennes ?

Les "seventeen" ou la liberté interstitielle : Le mouvement radical dont nous parlions à l'instant, celui du *Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire (FHAR)*, date des années 1970. Il est l'émergence première d'une parole homosexuelle, une parole politique et provocante allant contre les institutions, l'ordre établi, l'ordre moral et religieux. Le *FHAR* trouve corps, aux côtés du *MLF*, dans le mouvement libertaire. Le discours du *FHAR* conteste tous les discours d'autorité visant à normaliser les désirs et l'usage du corps. Les slogans sont forts et provocateurs. Le *FHAR* relève de l'expression minoritaire et s'affirme dans un champ de liberté que nous pouvons qualifier d'interstitielle (Moles, 1970). La liberté interstitielle exploite les zones grises de la tolérance, celle des vides juridiques, qui permet à la minorité de s'exprimer sans s'exposer à la foudre du Dieu social. Elle repose sur une perception aiguë des obstacles, des oppositions ou des noyaux de résistance, bref des traditions qui oppriment et occultent toute expression de la parole homosexuelle. Cette dernière est donc subversive, génératrice d'inquiétude pour le pouvoir, bref révolutionnaire.

Les années 80/90 où la liberté marginale : A la fin des années 1970, la perspective d'une victoire de l'Union de la gauche rend plus pragmatique le mouvement gay. Au *FHAR* succèdent les *GLH (Groupes de Libération Homosexuels)* puis le *CUARH (Comité d'Urgence Anti-Répression Homosexuel)*. Le temps des réformes est arrivé. Réformes (qui ont consisté en l'abrogation de l'alinéa 2 de l'article 330 du code pénal qui aggravait les peines encourues pour outrage public à la pudeur dès qu'il était constaté un "acte contre-nature avec un individu du même sexe", et l'abrogation, le 5 août 1982, de l'alinéa 3 de l'article 331 distinguant l'âge licite des relations sexuelle entre hétérosexuels, à 15 ans, et homosexuels, à 18 ans) concernant essentiellement les discriminations relatives à la sexualité des gays et des lesbiennes. En fait, l'élection de François Mitterrand marquait la conclusion d'un premier mouvement de revendications de droit. Les homosexuels sortaient des zones grises de la tolérance et passaient d'une liberté interstitielle à ce que nous appellerons la liberté marginale. Dans un champ de liberté marginale l'individu ou le groupe minoritaire, faute de s'élever contre les institutions ou les traditions, tente de fléchir ces dernières. Sa démarche est donc constructive. La liberté marginale, dont le groupe dispose, n'est pas octroyée mais conquise. Ce champ de liberté permet de développer un groupe social plus communautaire. Dans ce champ de liberté marginale, l'individu tente alors de mener à sa fin des réformes susceptibles de rendre plus confortable son existence, et de légitimer son discours en valorisant un comportement communautaire (solidarité, convivialité). Une des conséquences directes de l'accès à la liberté marginale est donc de conduire le mouvement gay à légitimer de nouveaux droits en valorisant un comportement et un tissu communautaire basé sur la solidarité (autour du VIH en particulier) et la convivialité.

Au tout début des années 80, la liberté marginale conduit tout d'abord à une production socio spatiale. On constate, à Paris, l'émergence de nombreux commerces gays aux Halles et dans le Marais, comme de véritables communautés virtuelles sur les réseaux minitels et téléphoniques lors de l'explosion de cette nouvelle technologie. Cependant, si l'apparition du sida renforce la solidarité homosexuelle, le VIH fait de tels ravages qu'il atteint en son sein ce début de structuration

communautaire. Des associations telles que *Aides* ou *Act Up*, regroupent les forces vives du mouvement gay qui disparaît alors presque totalement. Il faut attendre les années 90 pour voir se consolider, à Paris comme en province, un tissu économique et commercial, accompagné de l'émergence d'une mosaïque de nouvelles associations socioculturelles comme des associations de jeunes gays, d'étudiants, de parents, d'amis, les gays retraités, le Gay moto club, les gays randonneurs..... Les associations plus politiques se lient au mouvement socialiste (Homosexualité et Socialisme) et aux Verts (Gays et lesbiennes chez les Verts). Le contrat d'Union Civile prend naissance dans ce contexte de socialisation solidaire, sa vocation première étant de garantir, par la succession, la survie matérielle de celui (ou de celle) qui se trouve confronté au deuil et souvent à l'arrogance de la famille de son ami(e).

De la liberté marginale à la liberté principale

Le PACS trouve donc sa légitimité dans ce patchwork gay à tendance communautaire : associations politiques, socioculturelles, de prévention du VIH, média (presse, radio), lieux commerciaux. Cet ensemble aux couleurs multiples et variées est symbolisé par le "Rainbow Flag" (drapeau aux couleurs de l'arc-en-ciel) et par de grandes parades comme les *Gay Prides*. Cependant, la visibilité de ces manifestations n'est-elle pas trompeuse ? Les années 90 ont-elles donné naissance à un mouvement réellement communautaire, à savoir à une population gay organisée, valorisant son identité propre ? Le débat "communauté - universalisme" est à l'ordre du jour : le mouvement gay conteste depuis peu le terme communautaire et parle plutôt de population homosexuelle.

Stratégie politique ou désir légitime (utopiste ?) des gays et des lesbiennes d'être reconnu comme des citoyens lambda, conformes aux règles du jeu social, bref parfaitement homosocialisé ? Le PACS nous éclaire à ce titre en propulsant sur la scène politique le souhait (théorique plus que débattu) d'une population qui, plutôt que de soigner sa différence propre, exprime une quête nouvelle, celle de l'indifférenciation. Les gays et les lesbiennes désiraient-ils passer de la liberté marginale à la liberté principale, ce qui imposerait de faire le deuil de toute conscience minoritaire ? En effet, la liberté principale est celle qui prend forme dans l'aménagement d'une vie collective, dans le cadre des blocs de loi qui doivent alors être respectés. Les démarches marginales ou communautaires n'exploitent pas ce champ de liberté principale qui sous-tend un certain conformisme et fonde sur le seul respect des lois et du Dieu social (Moles, 1970). Un débat s'engage autour du PACS. Si l'acquisition de droits égaux, répliquant le mariage ou le concubinage (qu'importe), permet la reconnaissance et l'insertion sociale d'une population, cette évolution ne se fait-elle pas au détriment du processus communautaire, tout simplement, le droit à la différence se substituant au droit à l'indifférence de l'Etat sur la question homosexuelle. Jusqu'où ira ce processus de normalisation ?

Le PACS dénaturé en est devenu subversif

Les débats et consensus autour du PACS, attisés par la crainte de la droite de voir souillé le mariage et par la frilosité de la gauche à s'engager en faveur des gays, ont conduit à tant de bouleversement du projet de loi initial qu'il est devenu un véritable ferment de révolution sociale. Loin de recopier les grandes lois sur lesquelles se base le mariage (fidélité, engagement), le PACS, très consensuel, va permettre aux gays et aux lesbiennes d'obtenir des avantages matériels certains sans être définitivement engagés dans un lien bilatéral. En effet, dans la proposition de loi, aucun lien sexuel n'est clairement abordé. Chacun pourra donc établir un pacte avec le partenaire de son choix, adapté à des modes de vie inventifs où la morale judéo-chrétienne n'aura guerre d'influence. De plus la jurisprudence créera à plus ou moins long terme (5 à 10 ans) un cadre plus précis d'application du PACS, qui sera, en fait, ce que les gays, les lesbiennes en auront fait. Un pacte très "couple" ou un pacte très "communautaire". De fait, la droite conservatrice, à

force de s'acharner en brandissant la bible sur la communauté homosexuelle a créé un élargissement du texte de loi qui risque de faire son propre malheur : le PACS en s'étendant aux couples hétéros en union libre ne serait-il pas une réelle alternative au mariage pour une nouvelle génération de jeunes hétéros et bis, peu enclins à s'engager d'emblée dans une relation de couple trop engageante ? Loin de récupérer la population homo par une normalisation sans doute peu désirée, le PACS, par sa portée universelle permettra aux hétéros d'esquisser de nouveaux comportements sociaux, modernes et alternatifs.

PACS : LEGITIMATION de L'HOMOSEXUALITE ?

Christine DELPHY : Toutes les constitutions des Etats occidentaux et les chartes de droits humains - comme la dernière, universelle, de 1948 - malencontreusement traduite en français par "Déclaration universelle des droits de l'homme(sic)" - affirment le principe d'universalité des droits. Il est donc quasiment synonyme d'égalité des personnes devant la loi. Mais les lois positives - celles inscrites dans le droit, français, anglais, américains, - sont loin d'être universelles. Au contraire, elles spécifient souvent des catégories de personnes susceptibles de bénéficier de tel ou tel droit. Cette spécification n'est pas forcément contraire au principe d'universalité ou d'égalité. Ainsi des droits spéciaux ouverts par exemple aux handicapés en matière d'allocation,

Cependant, ces droits spécifiques, par exemple les congés maternité ou les "aides" aux femmes ne travaillant pas, ou au couple dont elles font partie, sont à examiner de près. Ils sont souvent la correction toute à fait insuffisante d'ailleurs, de "handicaps" justement, qui sont considérés comme naturels alors qu'ils sont socialement construits. Ainsi, qu'une femme qui vient d'avoir un enfant soit "handicapée" de ce fait n'est pas un fait de nature mais d'organisation sociale, en partie légale et en partie coutumière. On s'attend à ce que ce soit elle qui s'occupe de l'enfant et soit donc indisponible pour le travail. Les "droits" des handicapés, prestations spéciales.... sont aussi un "rattrapage" de la discrimination dont ils/elles sont victimes dans les faits. Aucune loi ne prescrit de refuser un travail à un handicapé, mais c'est ce qui se fait et c'est cette impossibilité sociale - mais conçue comme naturelle - que les allocations "réparent".

PACS et mariage

Le PACS est une forme de mariage : Le mariage n'est pas un droit universel, il ne s'applique pas par exemple aux gens d'une même famille. Il ne s'applique pas aux mineurs. Ni aux homosexuels. En demandant qu'il s'applique aux homosexuels, le rend-on universel ? Non pour deux raisons. D'abord parce restent intouchés les autres interdits (mineurs, personnes liées par le sang), et que le mariage lui-même crée des inégalités (des catégories) à l'intérieur de la population, entre mariés et célibataires. Et demander les "avantages" ou certains des avantages du mariage pour les homosexuels, c'est étendre, au bénéfice d'une plus grande partie de la population cette différence entre mariés et célibataires. C'est la créer au milieu de la population ("groupe", "communauté",...) des homosexuels.

De quelle nature sont ces avantages ?

Le mariage n'a pas pour fonction et origine de "reconnaître" le lien entre deux personnes. Le lien symbolique est mis en avant, mais ce n'est pas le principal. C'est plutôt de mitiger - de "réparer" encore une fois - la dépendance de la femme dans un couple hétérosexuel. Cette dépendance est prise pour acquise, mais le mariage la conforte. Ainsi notre système fiscal fait

qu'un homme dont la femme ne travaille pas, grâce au système des parts (le système dit du quotient conjugal) peut économiser jusqu'à 50 000 Frs par an d'impôts. Ce manque à gagner de l'Etat en impôts est payé par les autres, c'est à dire les célibataires des deux sexes et aussi les femmes mariées qui travaillent. Idem pour la couverture sociale des ayant-droits des dépendants du chef de famille. Quelqu'un paie pour ce manque à gagner de la sécurité sociale : les mêmes que plus haut (c'est à dire les célibataires des deux sexes et les femmes mariées qui travaillent). Donc ces avantages sont obtenus au détriment du reste de la population, au détriment des "bénéficiaires" apparents que sont les femmes au foyer. Ces "avantages" permettent au système de dépendance de continuer. Et ils sont contraires à la garantie constitutionnelle que chaque personne a le droit à un travail. Car le droit au travail des femmes est fortement entamé par ces "avantages" aux femmes qui ne travaillent pas. Avantages qui sont en réalité donnés à leur mari qui bénéficient ainsi du travail domestique gratuit de la femme, sans que leur revenu soit atteint, puisque l'Etat (les autres contribuables) compense ce manque à gagner du couple.

Pour conclure

Il faut repenser ce que serait une véritable égalité entre tous les citoyens par rapport aux questions qui préoccupent les partisans du PACS.

- La couverture sociale doit-elle dépendre du sentiment amoureux ? (la question continuera-t-elle à se poser avec la couverture universelle).
- Avantages fiscaux : Ils ne sont pas prévus.
- Avantage par rapport au logement, à l'héritage : Par rapport au bail, autres solutions vraiment universelles à créer car il n'y a pas que les couples "amoureux" qui partagent des logements. Idem par rapport à l'héritage.

Etant donné ce qu'est le mariage, la nature du mariage, il faut préconiser la fin du tout mariage, hétérosexuel ou homosexuel. Si le mariage n'avait pas pour but et fonction de maintenir la dépendance économique des femmes, s'il n'était que la reconnaissance symbolique d'un lien amoureux ou d'un lien tout court entre deux personnes sans avantages matériels, à quoi correspondrait-il ? Et les homosexuels le revendiqueraient-ils ? Et serait-ce juste ? Pourquoi les gens vivant en couple devraient-ils être favorisés par rapport aux gens seuls ou aux gens vivant à plus de deux ?

On sait que vivre à deux procurent des économies de facto (vivre à deux revient à seulement une fois et demi le coût de vivre seul). Pourquoi donner encore d'autres avantages aux couples ? Et de surcroît aux couples présumés avoir des relations sexuelles ? La reconnaissance et la visibilité de l'homosexualité, et donc le détronement de l'hétérosexualité comme seule sexualité normale et ayant droit de cité sont la motivation principale des gens qui demande le PACS.

Il faut trouver une autre façon de la chercher et de la revendiquer. Et cette façon ne doit pas passer par le couple, car qu'advient-il alors des homosexuels qui ne sont pas en couple ou qui ne sont plus en couple, ou pas encore en couple ? Il me semble que la proposition du PACS est une espèce de réaction un peu primaire, dans le sens de pas pensée. On va légitimer l'homosexualité en lui donnant ce qui semble être la source de la consécration sociale de l'hétérosexualité. Mais ce n'est pas de s'habiller en généraux qui vous donne une armée. Il faut donc réfléchir aux vraies raisons qui donnent du pouvoir aux généraux et qui ne sont pas leurs habits.

HOMOSEXUALITE et ADOPTION

Evelyne PISSIER : Pour les homosexuels, concubins ou pacsés, pas de mariage, pas de mairie, pas d'enfants ni biologiques ni même adoptés.... Alors ?

Peut-on priver de droits un individu en raison de sa sexualité ?

L'invention démocratique ne peut pas faire l'économie de cette question qui lui impose la subversive ironie de la logique universaliste. On refuse l'adoption aux couples homosexuels au nom de l'intérêt de l'enfant d'une part, mais au nom aussi de la dimension "symbolique" de la différence des sexes qui garantie l'édifice de la parenté. Le premier argument risque de servir de fallacieux alibi, le second de nourrir involontairement le sexisme contre l'homophobie. Les adoptants sont toujours suspects d'anomalie. A fortiori s'ils se tournent vers l'étranger, mais surtout s'ils sont homosexuels. La convention relative aux droits des enfants de l'ONU reste lettre morte et la lourde réglementation de l'adoption rassure les bonnes consciences.

Combien d'enfants ? : Mais combien d'enfants adoptés parmi les 200 millions d'enfants battus, violés, prostitués, affamés ou mal traités, mal éduqués, mal-aimés ? Aucune enquête sérieuse ne prouve qu'un enfant adopté par un couple homosexuel sera plus malheureux qu'un enfant maltraité ou abandonné par ses parents biologiques, qu'il vive sans amour dans un immense orphelinat du monde ou qu'il meure de poliomyélite juste avant le vaccin ou de rachitisme juste avant de changer de destin. La cohorte de fonctionnaires et de psychiatres conviés à expertiser le bonheur manque de pudeur. Pourquoi les enfants adoptés par des homosexuel(le)s perdraient-ils davantage leurs repères ? Sous prétexte qu'ils ne sauront plus s'ils ont été procréés par un homme ou par une femme ?

Cessons l'hypocrisie

La loi autorise l'adoption par les célibataires et ne peut interdire à un couple homosexuel d'éduquer un enfant. Alors s'il faut légiférer en matière d'adoption, préoccupons nous plutôt, au nom de l'intérêt de l'enfant, d'alléger la règle de l'anonymat des origines. Et pourquoi ne pas admettre que l'adoption par des couples homosexuels bouleversera à terme les données du désir de l'enfant et qu'au désir narcissique de se survivre à travers un enfant, se substituera le bonheur de vivre avec des enfants ? Comme elle accompagnera les transformations de la famille.

A condition, bien sûr, que l'on cesse de répéter à l'envie qu'une famille dépend de la dimension symbolique de l'hétérosexualité. Un symbole qui a nourri des siècles d'une homophobie focalisée sur le lien obligé entre identité sexuée et pratique sexuelle. Un symbole qui a servi de tabou et occulté une vérité plus profonde : l'union de deux êtres qui ont le projet d'une vie commune procède d'une élection au regard de laquelle la sexualité est secondaire par rapport à l'insondable et mystérieux sentiment amoureux.

Après des siècles d'injures et de peurs à l'égard d'une pratique sexuelle décrétee pécheresse, perverse ou malade, bref "naturellement" anormale, on découvre que des êtres humains, quel que soit leur sexe et donc quelles que soient leurs sexualités, revendiquent le même droit d'instituer leur promesse d'amour (et de la déinstituer au besoin) en la prolongeant d'une volonté d'adopter des enfants.

Au nom de quoi leur refuser ce droit ?

La nécessité de préserver la dimension symbolique de la différenciation des sexes ne sert-elle pas ici d'alibi au naturalisme qui fonde l'injonction à l'hétérosexualité ? Un naturalisme qui a longuement justifié l'asservissement des femmes : à peine les droits universels de l'être humain furent-ils proclamés qu'on retirait aux femmes le bénéfice de cette révolution.

On discréditait le pouvoir paternel comme source de pouvoir politique mais on fondait en nature le pouvoir marital dans la famille. Au nom d'une différence entre les sexes, on assujettissait l'un à l'autre. Au nom d'une norme suprême dictant en nature la survie de l'espèce, on fabriquait une exception a-civique en reniant les promesses de l'universalisme. L'argumentaire qui sous-entend la revendication de parité est dangereux.

En outre, cet argumentaire bloque le processus de reconnaissance des revendications d'autres catégories discriminées. Ceux qui défendent à la fois la parité et la dimension symbolique de l'hétérosexualité sont logiques. Les autres, en criant aussi que "les femmes ne sont pas une catégorie comme les autres" se prennent les pieds dans le piège de leur propre stratégie.

Le discours de l'altérité sexuelle naturelle et complémentaire conforte les préjugés à l'égard des couples homosexuels auxquels on ne laisse qu'un statut d'exception qui leur interdit l'accès à la parentalité.

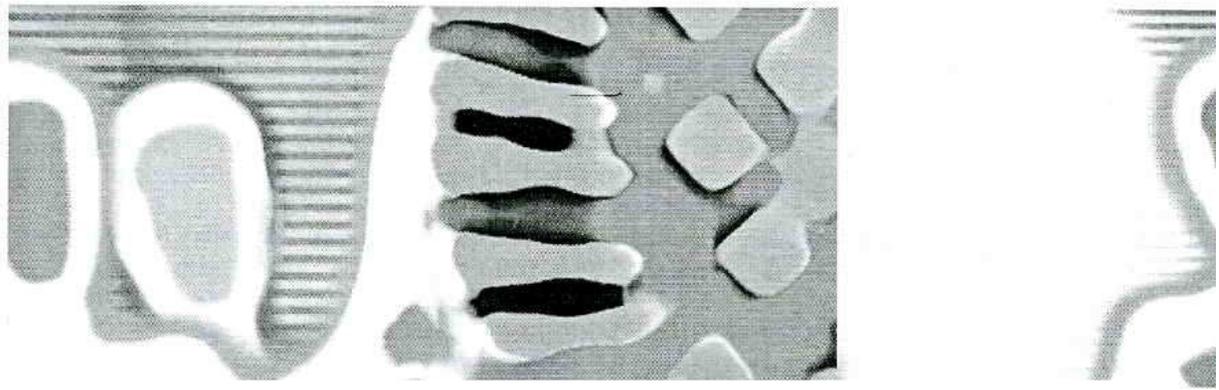
Mais je ne comprends pas ceux qui, comme moi, critiquent la parité au nom de la logique universaliste, tout en se refusant à en tirer les mêmes conséquences. Nous serions-nous "mal entendus" ?

Il est temps de mettre de l'ordre

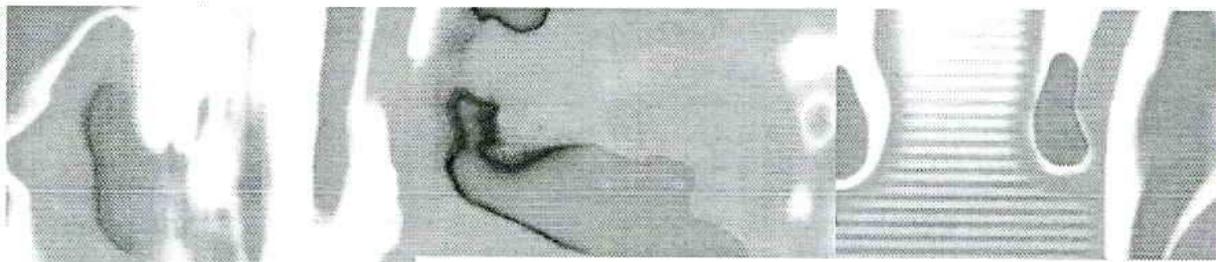
Peut-être qu'il est temps de mettre de l'ordre dans les conceptions de l'universel. La mienne invite au combat pour la reconnaissance des droits d'une multitude d'êtres différents. Qu'elles que soient leurs différences d'opinion, de religion, de couleur, de sexe, de sexualité.....

Et puisque l'on invoque le symbolique, pourquoi ne pas risquer un pari : si la famille homoparentale reste le lieu même où le combat pour l'émancipation des femmes se joue encore si difficilement, n'auraient-elles pas tout à gagner au miroir de l'indicible partage des rôles dans une famille homoparentale ?

Un franchissement symbolique ?



REFLEXIONS



sur

la QUESTION



du SIDA



MOUVEMENTS HOMOS et LUTTE contre le SIDA

Jean LE BITOUX : Je me souviens que nous étions ici, en juillet 1985, pour aborder la question sida en milieu homosexuel. *Aides* n'avait qu'un an, un comité régional, celui de *Aides Provence*, le premier hors de Paris, vit le jour à cette occasion. Nous constatons alors une politique de l'autruche de la part des associations gays et une relative incrédulité chez beaucoup d'autres. Il était alors difficile de ne pas passer pour des rabat-joie, des "bonnes sœurs" comme se plaisait à l'écrire Guy Hocquenghem dans l'hebdomadaire *Gai Pied*. Comment en effet, se disait-on alors, "renoncer" à notre plaisir si chèrement acquis après tant de lutte, quand bien même rôde une épidémie ? Je constate que 14 ans après, l'intérêt concernant cette épidémie n'est toujours pas très vif. Il n'empêche qu'un chemin, certes très chaotique, a tout de même été réalisé du côté des mouvements homosexuels comme des associations de lutte contre le sida,

Début des années 80

Suite à l'arrivée de Mitterrand au pouvoir, la dépénalisation de l'homosexualité, la circulaire Gaston Deferre (indiquant aux commissaires de police qu'il s'agissait de ne plus fichier les homosexuels), se produisit une quasi-disparition du réseau associatif homosexuel (comme la disparition du *CUARH*). C'est également l'époque d'un profond bouleversement de nos modes de vie. La rue St Anne vivait ses derniers feux alors que le Marais commençait à "exploser", tandis que les tasses étaient rasées et les Tuileries grillagées. Le poppers, les backrooms et la drague sur Minitel débarquaient.

Du début des années 80, nous retiendrons que contrairement au monde anglo-saxon, aucune association gay française parmi celles qui subsistèrent après "la vague rose" n'eut le désir de travailler prioritairement sur la prévention du sida. A cela s'ajoutait une réticence de la presse gay à affronter le débat du sida. La simple apparition du mot "sida" en couverture, identifié comme facteur de baisse des ventes, suscitait bien des débats à la direction de rédaction du journal. C'est ainsi que dans l'hebdomadaire, entre août 83 et février 86, nous avons repéré une trentaine d'articles seulement sur 100 numéros (soit 5000 pages), qui aborde la question, quand la presse gay anglo-saxonne appelait à une vigilance et une mobilisation active (ce qui explique que ces pays ne subirent pas comme ici quelques graves années de retard dans une nécessaire prise de conscience). Quelques années passèrent ainsi.

On se souvient des chroniques de Guy Hocquenghem comme celle intitulée trop tard pour la peur du 13 septembre 1985. On sait que les rapports entre *Aides* et le principal organe de presse de la communauté gay *Gai Pied* n'ont jamais été tout à fait satisfaisants, du moins dans les premières années de développement de l'épidémie. Certains y voient la réticence des homosexuels français à se voir attribuer une épidémie visant à modifier leurs modes de vies considérés comme les acquis d'une liberté fondamentale, d'autres y voient la crainte de perdre un lectorat ou des clients" écrivit (en 1991) Emmanuel Hirsch à propos des premiers contacts entre *Aides* et *Gai Pied*. Après des mois de négociation, *Aides* pu finalement insérer une brochure sur le safe sex dans l'hebdomadaire. Et pendant presque deux ans, Jean Florian Mettetal y assura une chronique médicale gratuite. Et hormis *Masques*, le reste de la presse gay n'était pas très brillant, à l'exemple du gratuit *5/5* de David Girard, ce dernier y ayant rédigé un fameux éditorial intitulé "merde au sida".

Premiers soubresauts

Un premier tournant est perceptible fin 85 quand Franck Arnal, déclare le lecteur de *Gai Pied* est tout à fait représentatif du gay d'aujourd'hui. Les journalistes et les médecins devront se rendre à l'évidence. Ceci annonça, enfin, la volonté des journalistes, sociologues et des pouvoirs publics d'observer l'évolution de l'épidémie chez les gays. A cet effet, une cellule d'experts gays se mettra en place au ministère de la Santé pendant 4 ans pour la mise en place de campagnes et de brochures. A l'époque, tous se tourneront, en l'absence d'autres relais, notamment associatifs, vers le rare repère visible, *Gai Pied*. Un partenariat important réunira pendant de nombreuses années le sociologue Mikaël Pollack au journal sous la forme d'enquêtes d'été que renvoyaient des lecteurs motivés. Exercice qui voulu donner l'image angélique d'un homosexuel conscient, informé et lucide.

L'AFLS (agence gouvernementale) finançant ces enquêtes ne pu observer que l'évolution des comportements de la partie la plus visible de la communauté homosexuelle. Ceci n'empêchera *Gai Pied* de publier en 1990 les homosexuels français se sont pour une grande part adaptés au risque et l'adoption du préservatif a connu une rapidité fulgurante. De son coté, face à cette épidémie alors quasiment mortelle qui nous concernait au premier chef, *Aides* inaugurerà en 1985 des rencontres dominicales régulières dans certains bars du Marais (le *Duplex*, le *Sling*) ouvrant ainsi le débat. Mais ceci demeurait bien insuffisant car la plupart des lieux gays étaient (et resteront longtemps) réticents.

C'est l'époque aussi où Le Pen délire sur les "sidaïques et "sidatoriums", où le public parle de "cancer gay" (se rappeler la célébrisime une de *Libération* sur le cancer gay) où les politiques se montrent assez réticents, voir frileux à s'investir face à cette maladie. Symptomatique de cette frilosité d'alors, on se souvient d'un refus de rendez-vous de la part d'Edmond Hervé, ministre de la Santé de Laurent Fabius, tandis que l'épidémie couvait gravement. Et face à ce manque de relais politique, *Aides* au travers d'une démarche non identitaire, se voulu "généraliste" dans la prise en charge des malades comme la dénonciation de l'ordre médical, tout en essayant de répondre à une grave menace de stigmatisation des homosexuels. Nous savions depuis des années qu'il s'agissait d'être sur le terrain pour travailler efficacement dans la proximité et la solidarité. C'est dans ce contexte que cinq ans après la naissance de *Aides* (qui poursuit la construction de son réseau en province à l'adresse des personnes atteintes) surgit en 1989 *Act Up Paris*.

D'emblée, l'association critique les choix gouvernementaux et note que si l'AFLS fait un effort notable en direction des homosexuels par l'incitation au safe sex dans la presse spécialisée, les promoteurs de cette campagne ne se sont pas avisés qu'un journal comme *Gai Pied* ne tire qu'à 13000 exemplaires. Il y a fort à parier qu'un jeune homosexuel habitant un village n'a pas accès à ce type d'information. Seule une campagne nationale où les homosexuels seraient représentés peut encourager réellement des comportements préventifs et interpelle directement les homosexuels, comme avec cette "Lettre ouverte aux homosexuels parisiens" qui stigmatise leur manque de mobilisation. C'est ainsi que lors de la *Gay Pride 90 Act Up* aura comme (célèbre) mot d'ordre "Pédés, réveillez-vous".

Il fallu attendre le début des années 90 pour que le mouvement homo commence finalement à se structurer en mettant en place de nouveaux espaces de solidarité et de services par le biais des *CGL*, en organisant aussi des "*Gay Prides*" ou des dépôts de gerbe en souvenir de la déportation homosexuelle, en ouvrant le débat (politique et médiatique) sur la nécessité de nommer la violence homophobe et sur celle de légiférer à propos les couples non mariés (homos comme hétéros).

Exigence de mutation

En 1985, l'intervention de *Aides* à l'UEEH de Marseille s'inscrit dans un cycle intitulé "Les mutations nécessaires", ce qui indiquait que le mouvement homosexuel comme les associations de lutte contre le sida étaient alors en exigence de mutation. Parallèlement, l'horizon est quelque peu "brouillé" par la volonté de certains comités de *Aides* de s'investir en première ligne lors des dépôts de gerbe à la mémoire des déportés homosexuels, ou par la demande répétée d'*Act Up*, tout au long des années 90 de transformer la *Gay Pride* en une "Sida Pride". De plus, le torpillage par *Act Up* du Sidaction 96, une lassitude face à la longueur de l'épidémie, les deuils répétés qui frappent de nombreux militants, tout cela explique qu'au milieu des années 90 va se produire une forte désaffection militante, accompagnée d'une baisse des dons privés puis de l'aide publique.

Par ailleurs, un dangereux déséquilibre s'installe au sein des associations homosexuelles. Certaines bénéficient alors de subvention du Ministère de la Santé et d'autres pas (chacune gardant souvent pour soi ses propres informations sur les dossiers de subventions). Et ce manque de solidarité se traduit aussi par l'absence de mobilisation collective lorsque *Vaincre le Sida* ou *David et Jonathan* subissent de graves difficultés financières. Ce manque de cohésion décrédibilise les associations homos face aux collectivités, face à l'opinion publique.

Et à partir de 1995, après un important colloque à Paris sur les Etats Généraux Sida et homosexualité organisés par *Aides* avec la *Gay Pride* et *Act Up*, nous avons alors constaté une montée en puissance de l'associatif, qui correspondait à une volonté d'élargir le débat sur les droits des personnes (et des malades) tout en étant sur le terrain, loin des micros et des objectifs, afin de travailler efficacement dans la proximité et la solidarité.

- Ainsi pour le mouvement homo, le travail revendicatif se place sur le terrain politique et social (la question du couple, de l'adoption), en plus d'un débat culturel sur le genre (masculinité, féminité, travestissement, transsexualité....).
- Pour le mouvement de lutte contre le sida, la prévention en direction de la communauté homosexuelle est très loin d'être satisfaisante, faute de relais dans le milieu associatif comme le secteur commercial, alors qu'un élargissement politique sur la santé en général se dessine logiquement. Revendication d'autant primordiale que certains modes de vie (sida, hépatites, ecstasy et poppers), comportent souvent un risque grave d'atteinte à notre intégrité physique.

En conclusion

C'est donc sur le terrain de la citoyenneté que le mouvement homosexuel et de lutte contre le sida peuvent se rejoindre. Mais ce sont des stratégies collectives qui doivent émerger au lieu d'une atomisation généralisée. Le débat sur le PACS nous en ayant fourni un exemple éloquent. C'est ce chantier là aussi que doit investir l'*Université d'Eté* de Marseille, avec mission d'éclaircir le rôle et la stratégie de chacun. C'est en tout cas mon espoir.

Daniel DEFERT : A partir de mon expérience associative en tant qu'initiateur de l'association *Aides* à la fin de 1984 et en tant que son ancien président pendant sept années, je voudrais montrer en quoi l'histoire de la lutte contre le sida est inséparable d'une politique de la reconnaissance. Il existe aujourd'hui deux logiques de la reconnaissance, celle de l'égalité de tous les hommes, qui a une assise juridique formelle, et celle qui reconnaît leurs différences. S'il s'agit là d'un débat qui existe dans tous les pays occidentaux post-coloniaux. Ces deux logiques sont particulièrement conflictuelles en France, et cela constitue un problème particulièrement aigu pour les populations migrantes.

D'abord, rappeler que l'histoire du sida est celle d'une triple mondialisation. Mondialisation du virus dont la diffusion a été extrêmement rapide, et qui continue sous nos yeux. Où que l'on soit, elle nous concerne. Mondialisation, plus lente, des formes de mobilisations contre l'épidémie. Elles se sont faites sur un mode très original, à partir des personnes atteintes ou de leur entourage immédiat. Cela a commencé dès 1982 aux Etats-Unis, parmi les homosexuels new-yorkais. J'ai pu constater en Afrique de l'Est dans les années 90 les premières mobilisations des veuves séropositives, stigmatisées, qui dans un sursaut d'énergie sont devenues des agents d'information et de mobilisation de leur communauté. Dans tous les pays il y a aujourd'hui des mouvements sociaux qui placent les personnes atteintes au cœur du mouvement, des décisions. Si la réponse médicale n'est pas la même, et ce de façon criante, dans les pays riches et les pays pauvres, les professions soignantes, médecins, infirmiers et infirmières, se sont mobilisées grâce à l'existence de conférences internationales régulières. Et le monde entier met ses espoirs dans les médicaments qui commencent à montrer des résultats positifs. On assiste à une modification de la place de la médecine occidentale dans l'ensemble du monde.

Quelle est la place, en France des populations migrantes ?

Sont-elles au plus près des traitements convoités ? Géographiquement peut-être, mais socialement, économiquement ? Ces populations sont-elles mobilisées, comme on commence à le faire dans leur pays d'origine ou comme on le fait dans leur pays d'accueil ? A ces questions naïves, je sais que vous avez déjà des réponses à apporter. On émigre majoritairement pour des raisons économiques, et les priorités sont l'emploi, des papiers pour y accéder, l'épargne, le logement. Quand la vie est menacée ou précaire au jour le jour, une maladie qui peut rester invisible pendant une bonne dizaine d'années peut-elle être une priorité ? Pour les homosexuels, la santé était une priorité. De plus cette maladie, longtemps invisible se transmet avec un certain hasard, aussi bien entre deux partenaires, une mère et son bébé. Il est donc difficile de l'aborder avec une totale objectivité. La stigmatisation rattachée à cette maladie dès le début a été un frein considérable, en particulier pour les populations migrantes car frein à l'intégration, et obstacle aux liens avec sa communauté. On a plutôt intérêt au silence, et à la mobilisation, c'est la rupture du silence. Cela pose de plus un problème politique dans les pays d'accueil où l'on n'encourage pas la visibilité des migrants. Il faut saluer le fait qu'aujourd'hui des associations communautaires issues de l'immigration soient invitées à se réunir au sein d'un ministère. Enfin, le mode de prise en charge des malades par les institutions de soins est assez différent des modes de prise en charge des maladies dans les communautés africaines, et il peut y avoir conflit entre ces deux approches du malade. Une prise en charge longue, avec des traitements coûteux sans garantie de guérison n'est pas toujours perçue comme un avantage. Un médecin disait que les nouveaux traitements font parfois plus plaisir au médecin qu'au malade.

L'expérience associative

C'est pour toutes ces raisons (exposées plus haut) qu'il est utile, je crois, d'interroger l'expérience des associations de lutte contre le sida. Car cette expérience dessine les lignes d'une politique qui n'était pas forcément claire au début mais qui s'est imposée. La voici à gros trait :

- Au début des années 80, l'institution médicale était confrontée à des individus auxquels elle n'avait pas grand chose à offrir, et qu'elle n'acceptait pas toujours facilement, des individus très discrets et qui tenaient au silence. Des individus ou seulement des corps ou seulement des symptômes ? Le fait que la solidarité se soit nouée autour des premiers malades a changé quelque chose. Ce n'était plus simplement un corps, des symptômes ou un individu, mais une nouvelle réalité sociale. Quand un malade disait : "vous n'allez pas parler à ma famille, mais à mon amant", le médecin devait organiser le soutien avec cet amant, et en même temps se préoccuper de sa séropositivité. Les médecins ont dû aborder des réseaux de prise en charge qui leur étaient étrangers. De la même manière, quand les premiers usagers de drogues sont arrivés à l'hôpital, il a fallu leur donner des médicaments de substitution, transformer l'organisation de la réponse médicale en l'adaptant aux caractéristiques de réseaux sociaux nouveaux.
- Le réseau social qui apparaît et se mobilise autour des personnes atteintes du sida dans les pays développés, partage avec ces personnes des pratiques, des modes de vie, des risques, des difficultés sociales d'où naissent des constats collectifs, des prises de paroles collectives, des revendications.
- Les toxicomanes seraient moins exposés s'ils pouvaient avoir accès, sans se faire fiché par le pharmacien ou la police, à des seringues stériles. Il faut modifier la loi, donc reconnaître le fait de la toxicomanie, alors que la loi de 1970 défend l'idéal d'une société sans drogues.
- Les homosexuels défendent très tôt l'idée qu'ils seraient moins exposés si la société ne les condamnait pas à une sexualité invisible et si, lorsqu'ils forment des couples, ils pouvaient légalement et socialement apparaître comme tels.
- Si le virus est la cause nécessaire du sida, la concentration du virus dans certains groupes à des explications sociales, légales. Et des revendications naissent de ces groupes, revendications que l'on dit identitaires parce qu'elles réclament la reconnaissance de comportements minoritaires.
- De ces deux modes d'organisation de la lutte contre le sida naissent les grands débats qui partagent la société française : le PACS et la loi de 1970 sur la toxicomanie.

La prévention

La transmission du virus se fait lors d'actes intimes, et le contrôle de transmission demande la coopération des individus. On ne peut les contraindre. Il s'agit d'une nécessité technique. Il existe aussi une nécessité idéologique : l'évolution de la société vers le respect des droits des personnes. Ainsi, la lutte pour la santé, au moins dans le cas du sida, ne peut être isolée d'une lutte pour la reconnaissance d'identités différenciées. C'est vrai pour la prise en charge des malades, c'est encore plus vrai pour la prévention. Elle ne dépend pas purement et simplement des connaissances de l'individu sur les modes de transmission. Trois facteurs majeurs rendent vulnérable au virus :

- On est d'autant plus exposé que sa vie sexuelle s'exerce au sein d'une population déjà fortement touchée par le virus. C'est la proximité d'un foyer d'endémie.
- On est d'autant plus exposé que l'on a des pratiques qui exposent, comme une sexualité non protégée, l'existence de maladies vénériennes, le partage des seringues.... La prévention suppose l'existence d'une information et d'une législation adaptées, de moyens de

prévention accessibles et que le réseau social auquel on appartient accepte cela. On ne change pas ses pratiques seul, ça change par les réseaux, les modes, les leaders d'information. Cela prend du temps. Enfin il y a un facteur personnel d'exposition au risque, d'acceptation du risque. Il y a des moments où l'on n'est pas en état de négocier.

Tout se passe donc à l'intérieur de réseaux sociaux auxquels on appartient. Si on n'en tient pas compte, on ne peut pas agir. On voit qu'on ne peut pas éviter les questions sur soi et son appartenance à un groupe, donc des questions d'identité. La lutte contre le sida n'est pas articulée seulement à une lutte défensive contre les discriminations; elle est articulée à une lutte pour la reconnaissance. Est-ce si facile quand est migrant, et en particulier en France ?

La question des droits de l'homme

Une grande partie des débats politiques en France (Front National, immigration, nationalité, ethnicité, parité hommes/femmes, PACS, politique de réduction des risques) mettent en scène deux interprétations différentes des droits de l'homme :

La logique de l'égalité

Cette première interprétation, la plus forte en France, se réfère aux déclarations fondatrices comme "Les êtres humains naissent et demeurent libres et égaux en droit". Cela pose une dignité universelle et égale entre tous les individus par leur seule humanité. Cela renvoie à une potentialité universelle mais abstraite. C'est une définition juridique. Depuis les années 80, cette politique s'enrichit d'une reconnaissance des statuts : droits des enfants, droits des femmes, droits des cultures (les Indiens du Canada obtiennent la reconnaissance de leur gouvernement autonome pour sauver leur culture). C'est la définition des droits de l'homme dans une société à la fois post-coloniale et de plus en plus pénétrée par le multiculturalisme et les migrations de population. Chacun à une manière propre à lui d'être humain. C'est un thème qui émerge déjà chez Rousseau, celui de l'authenticité. On ne reconnaît pas seulement les potentialités de l'homme, mais aussi ses réalisations, ses acquis, sa contribution à la définition de l'humanité.

La logique de la différence

Authenticité et identité enrichissent la notion de reconnaissance non plus seulement de l'égalité, mais de la différence. L'introduction de la reconnaissance de la différence dans la sphère des droits de l'homme est un processus en cours, difficile, qui partage les gens sur la définition de l'état de droit. Pour les uns, la reconnaissance de la différence c'est risquer la fragmentation de la société en communautés ayant des droits différents, pour d'autre la non-reconnaissance des différences revient à admettre l'hégémonie de la majorité. C'est la difficulté à trancher, même pour les défenseurs du PACS, entre logique de l'égalité et logique de la reconnaissance, qui enlève le débat. C'est un débat difficile. On peut voir aujourd'hui qu'il fait partie de l'histoire du sida, partie de notre modernité. L'épidémie du sida est un miroir grossissant de tous les problèmes nouveaux auxquels nos sociétés sont confrontées.

La reconnaissance de ce débat, de l'articulation entre politique de lutte contre le sida et politique de la reconnaissance peut conduire déjà à des propositions. On peut penser à la création de postes de médiateurs dans les lieux de soins, ou à des points d'appui dans les quartiers pour les réseaux de prise en charge et de prévention permettant de valoriser les identités culturelles des populations qui composent ces quartiers.

Les DIFFICULTES de la PREVENTION

Stéphanie WARNER : La difficulté de se protéger, sur le long terme, de la manière la plus efficace, vous la connaissez avec son cortège de questions, de doutes, de fatigue, de remise en cause, de ras-le-bol. Ce sont ces diverses difficultés du travail quotidien des acteurs de terrain dont je voudrais témoigner.

Les messages de prévention : *Lesbian and Gay Pride 99*, Paris. La division sida de la Direction Générale de la Santé vient de produire une brochure de prévention à destination des jeunes gays, sous forme de roman-photo, à l'élaboration de laquelle nous avons participé. Pour la première fois, il y eut un vrai travail de concertation avec les associations de terrain et leurs recommandations ont été entendues. Le résultat me paraît satisfaisant et surtout explicite. Je devrais m'en réjouir. Il aura fallu dix longues années de lutte acharnée des associations pour y arriver. C'est long, trop long et ce travail de fourmi, confronté à la violence de l'épidémie, paraît dérisoire. Au même moment, *Act Up Paris* sort un tract de prévention intitulé "*Baiser sans capote, ça vous fait jouir ?*" en réaction à la désinformation médiatique, à l'insuffisance du travail des pouvoirs publics, à un certain discours dans certains milieux gays. En réaction surtout au désespoir violent ressenti devant les chiffres des nouvelles contaminations et à la difficulté de concevoir de "bons" messages de prévention dont on rêverait qu'ils aient un effet immédiat, spectaculaire, et durable ! Les messages de prévention (sauf l'injonction) sont tous bons et tous mauvais. Ils doivent être multiples, variés, ciblés, explicites, présents, partout, tout le temps. Ils doivent venir de toutes les sources, sur tous les supports possibles et sur tous les tons. Ils doivent surtout être relayés de manière directe, dans une relation directe avec la personne qui se pose des questions, relation qui peut lui permettre de les intégrer. Tel est le travail de prévention de proximité des écoutants de *Sida Info Service*, travail qui se heurte à bien des difficultés. Certaines sont plus spécifiquement liées à l'orientation sexuelle des appelant(e)s.

La difficulté de trouver un interlocuteur : Non seulement rien dans les parcours individuels des homosexuel(le)s (et peut être encore moins des bisexuels) ne les a habitués à pouvoir se confier librement sur le sujet des choix sexuels. Combien de fois entendons-nous un gay parler de la "personne" avec qui il a eu un rapport sexuel, qu'il aime. Un "neutre" qui ne l'est guère, qu'il faut décoder, puis tendre une perche pour faire comprendre, tout simplement, que oui, on peut l'entendre, et que non, nous ne serons pas choqués, nous ne serons pas dans le jugement.

Les culpabilités : Culpabilité véhiculée par l'entourage, la famille, la société, bien sûr, en premier lieu. Mais aussi, et de manière plus insidieuse, la culpabilité liée à l'information que "tout le monde" a ou est supposé avoir, a fortiori les homosexuels, et qui serait supposée les rendre exemplaires en matière de prévention. La stigmatisation des personnes séropositives, trop souvent représentées comme dangereuses pour les séronégatifs, voire comme des assassins en puissance. Le fait que les messages ciblés gay, plus explicites que les autres, ne sont jamais diffusés en direction du grand public et restent donc inaccessibles à une population non identitaire, en particulier aux "hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes", bien souvent hommes mariés dont la bisexualité est vécue dans le secret, la peur et la honte. La liste est malheureusement longue et non exhaustive. Et le travail de fourmi continue.

REPONSE à GUILLAUME*

Jacques ARS : Une formulation maladroite vous a fait croire que je demandais la suppression de la carte de sécurité sociale des séropos. Evidemment non. J'argumentais sur le fait que l'homosexualité ne nous excluait pas de l'appartenance à une morale républicaine, et que Monsieur Dustan dans sa backroom n'était pas Robinson Crusoe sur son île. En tant que citoyen, en tant que pédé je reste conscient et fier des vertus de la République qui tendent à sauver tout individu des actes criminels qui sont commis à son encontre, fussent-ils fait par lui-même.

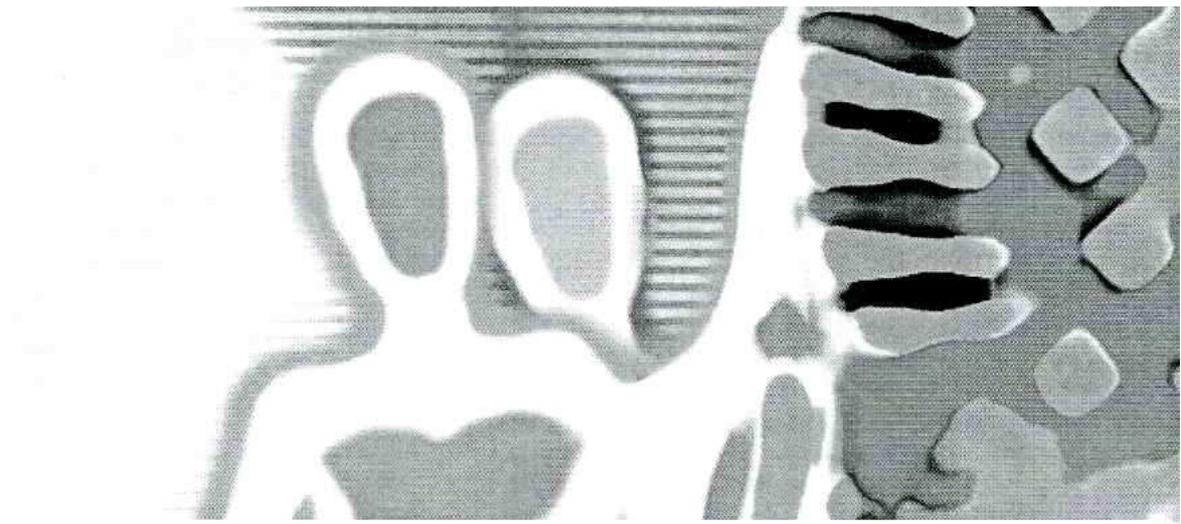
Je ne nie pas que la baise sans capote est une réalité parfois difficile à vivre. Toutes les associations de prévention, tous les gays savent que la réponse à y apporter n'est pas simple. Mais je trouve insupportable que sous couvert d'une culture snob de la mort, d'une fantasmagorie pédé de la jeunesse éternelle qui ignore le vieux, sous couvert d'une liberté affichée d'artiste, il me faudrait comprendre et approuver l'esthétique du sexe à risque. Ou alors, levez-vous Monsieur Dustan, comme un chantre du libéralisme amoral, comme le fier héros du parisianisme. Chantez l'éternité de ce cul toujours frais à sauter, un aujourd'hui, demain un autre, et d'autres encore. "Oyez, oyez, venez braves innocents, plastiques adolescentes, venez danser à poil sur les comptoirs de nos nuits, vider nos couilles capitaliennes. Mais surtout, dès que vous ne plairez plus, dès que vous serez trentenaires, barrez-vous et allez crever en Province. Vous n'aurez été pour nous que des objets de désir, sans âme, sans histoire, sans dignité humaine.

Non !! Pour vous, qu'importe qu'un homme ait un jour réussi pour la première fois à s'assumer loin des yeux de la Province. Qu'importe qu'une cuite, qu'une déprime puisse se payer de la mort. Homme de cour, ridicule des classes dirigeantes, cette innocence vous fait bander, vous amuse, en homme désabusé heureux de salir, de tuer. Que le sida est commode pour votre idéologie du corps, du beau, du sexe. Comme il a bien su répondre à ce douloureux problème de la vieillesse homosexuelle.

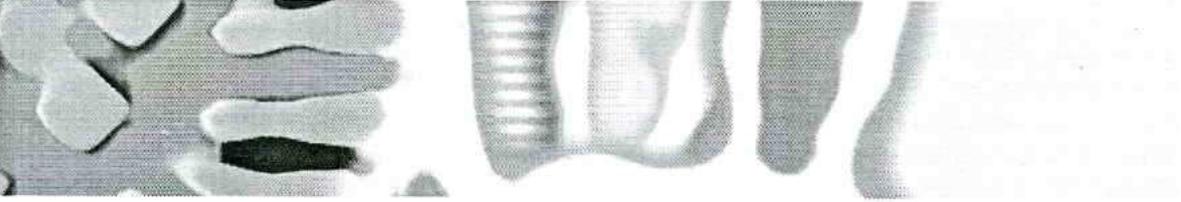
Aujourd'hui, à 40 ans, je me sens vieux. Pas de fatigues et d'inutilités, mais vieux de mes vingt ans de combat, de bonheur qui m'ont installé à Rennes comme une personne militante, associative, politique et humaine. Et ma plus grande joie d'être revenu à Marseille pour ces *UEEH*, c'est d'avoir revu vivants les militants des premières Universités. Ils me rappellent ma jeunesse hystérique d'étudiant estival. Un tel n'est pas le vieux gras que vous jugez débile, mais plutôt le petit cacou dragueur des calanques. Et ce professeur argenté et barbant, c'est aussi le criard efféminé qui nous supplantait dans la descente de l'escalier St Charles. Jusqu'à ce Christian qui était mon hôte débardé de mes premières et fabuleuses partouzes. Beaucoup d'autres ne sont plus là, hélas. Ils n'ont pas eu le choix, eux !

Le sida dans ma ville n'a laissé que deux ou trois "survivors" comme moi. Pas de quoi réjouir notre vieillesse de souvenirs. Pas de quoi non plus laisser tomber les bras et hurler à la beauté de la littérature quand le discours est criminogène. Vous pouvez me traiter de curé, de fasciste, mais je ne vivrai jamais avec l'idée qu'être homosexuel c'est abandonner les valeurs de la moralité humaine et le combat politique qui doit donner à tous une égalité des chances dans le droit de vieillir et d'être heureux. Alors, désolé Monsieur Dustan, mais je vous dit qu'avant tout pensez à la capote.

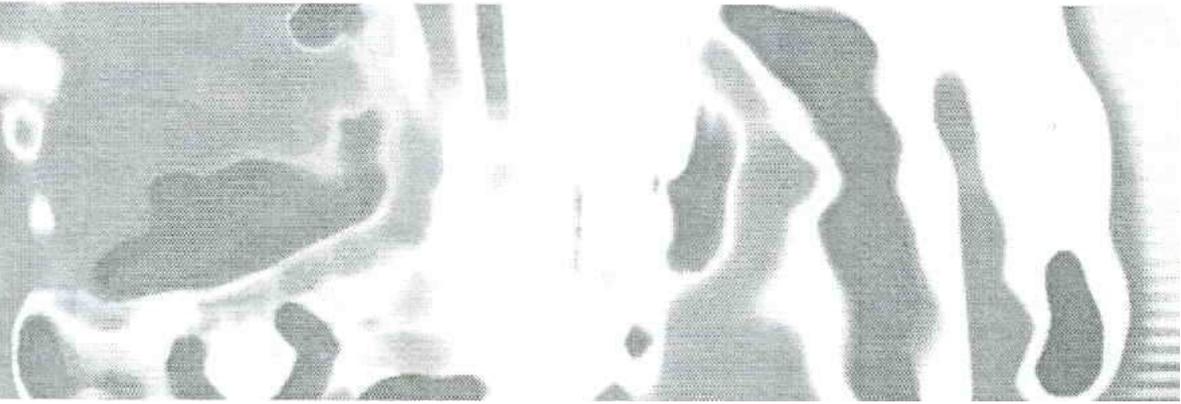
* Lettre à laquelle Guillaume Dustan a répondu par : "Je suis flatté de susciter autant de délire".



HOMOPHOBIE



HISTOIRE



La QUESTION de L'HOMOPHOBIE

Daniel BORRILLO : Il me semble fondamental de pouvoir comprendre l'homophobie comme une forme spécifique de violence, de discrimination, de rejet. Il ne s'agit pas d'une forme nouvelle, mais qui participe d'autres formes de violences et de rejets qui ont vu le jour dans nos sociétés occidentales. On pourrait décliner des verbes comme bannir, chasser, évincer, expulser, ôter, rejeter, repousser, dégrader, éliminer, destituer, autant de verbes que nous pouvons partager avec d'autres minorités, aussi bien à titre personnel qu'au niveau social, collectif.

Ce qui m'avait porté à travailler sur la question de l'homophobie, c'est une phrase de Sartre qui m'avait frappé à l'époque. A la question "qu'est ce que la question juive", il avait répondu "Il n'y a pas de question juive, la véritable question, c'est la question de l'antisémitisme". J'avais l'intuition à l'époque, qu'il n'y avait pas de question homosexuelle, mais qu'il y avait une question homophobe. Et qu'effectivement il fallait changer la façon dont jusqu'alors on avait pensé l'homosexualité. Non pas pour continuer à la problématiser, à faire de l'homosexualité un thème, mais plutôt problématiser la violence des comportements homophobes. Et aujourd'hui, si il y a quelque chose à problématiser, ce n'est pas l'homosexualité en tant que telle (sauf en cas de mal de vivre). Bien au contraire, il s'agit pour moi de problématiser l'homophobie. Pour reprendre la célèbre phrase "l'homosexualité, ce douloureux problème", je pense qu'aujourd'hui nous devrions dire "l'homophobie, ce douloureux problème". Car effectivement, c'est de cela qu'il s'agit. Car si l'homosexualité apparaît comme une forme d'expression de l'amour, de l'affectivité ou plus simplement un comportement sexuel parmi d'autres, elle ne peut qu'enrichir une société plurielle. L'homosexualité doit être protégée comme un choix de vie, comme un choix affectif, ou simplement une façon de vivre son érotisme. En revanche, l'homophobie parce qu'elle constitue une forme de haine, de négation de l'autre, nécessite une problématisation et des moyens de lutte, en particulier juridiques. Mais évidemment, on ne peut pas s'arrêter au seul niveau du droit, la question étant bien plus complexe. C'est pourquoi les moyens de lutte contre l'homophobie doivent trouver une place dans des dispositifs pédagogiques et sociaux.

Ceci dit, il s'agit pour moi avant toute autre chose, de trouver une définition de l'homophobie, sachant que celle-ci est étroitement liée à la façon dont on la combat. C'est à dire comment la définir pour mieux la combattre. Personnellement je n'ai pas de définition. Nous avons organisé à Paris un colloque sur la question. (*Libération* ou le *Monde* reprirent nos propos, dans leurs colonnes). A cette occasion, nous avons commencé à discuter, de façon générale, de cette question. Pour l'instant, je n'ai pas de définition à proposer, mais j'aimerais voir comment avancer sur cette question. Sachant qu'en France, nous en sommes aujourd'hui vraiment au début de cette réflexion, notamment juridique.

Mécanismes généraux d'exclusion

Lorsque l'exclusion est fondée sur le sexe, on appelle cela sexisme, sur la race, c'est du racisme, sur la religion juive, on parle d'antisémitisme. Et quand le rejet est fondé sur l'orientation sexuelle, on parle d'homophobie. Ou de lesbophobie, car il y aurait de façon spécifique une négation de la femme homosexuelle. Je viens d'apprendre la mort brutale d'un garçon de 21 ans (aux Etats-Unis). Cette forme d'homophobie est extrême. En revanche, il y a des formes quotidiennes d'homophobie plus difficile à cerner, à comprendre qui participent à ce que Pierre Bourdieu nommait la violence

symbolique, violence liée à la pensée essentialiste. Je vais essayer d'expliquer quel est mon point de vue et quel est l'apport que la sociologie peut apporter aux lois pour comprendre les phénomènes de rejet généraux, et en particulier l'homophobie.

La pensée essentialiste/pensée constructiviste

Cette forme de pensée prône l'existence de réalités immuables, constitutives des êtres. Les essentialistes croient à la nature, aux essences, aux structures des choses immuables. Ainsi, selon eux l'ordre des choses consiste en l'adéquation des choses avec leur nature, avec la nature. Ainsi le sexisme est entretenu par la pensée essentialiste, puisqu'il attribue des qualités et des défauts inhérents à chaque sexe. Si un homme s'avère ne pas correspondre pas à sa nature masculine (viril, compétitif, violent, hétéro), il n'est pas un homme. Il trahit son genre. De la même façon, une femme qui n'est pas soumise ou domestique, qui ne correspond pas aux clichés du rôle féminin, n'est pas une femme. Elle trahit son genre. En revanche pour la pensée constructiviste, il n'y a pas de nature et encore moins de nature masculine ou féminine, mais une construction sociale d'un genre masculin ou féminin. Et la façon dont la société les construit n'est pas innocente, car cela induit un système de domination, la construction du genre féminin faite en fonction de la soumission au genre masculin.

Donc, l'homophobie est une violence qui participe à l'idée essentialiste, idée qui stipule qu'il y a une nature des genres à laquelle nous devons nécessairement participer dans les limites et les circonstances de chaque genre. Mais la pensée homophobe est une pensée violente en ce sens qu'elle constitue une forme de stigmat. Elle produit un préjugé qui consiste à enfermer. Le terme expulsion vient du latin *ex* qui signifie dehors. C'est à dire non seulement mettre en dehors mais enfermer dehors. L'expulsion, c'est mettre dehors et enfermer dans l'extériorité. C'est à dire dans l'impossibilité de participer à l'intérieur. C'est pour cela que la négation du mariage pour les homosexuels est une forme d'exclusion, car cela revient à les mettre en dehors de quelque chose à laquelle tout le monde peut participer. Le préjugé consiste à enfermer quelqu'un dans une catégorie qui le rend inférieur, qui le stigmatise (pour reprendre une expression célèbre de Kaufman), et que peut-être même l'anéantit. Nous savons bien ce qui s'est passé durant la deuxième guerre mondiale à l'encontre des gitans, des juifs et des homosexuels. Donc il ne s'agit pas seulement d'enfermer dehors, mais aussi peut être, d'anéantir, anéantir physiquement. Le stigmat a pour effet d'assigner à une personne un statut social inférieur, ce statut permet de créer une catégorie de pensée qui consiste à comprendre de quoi il s'agit quand on parle de quelque chose. Quand on dit pédés, gouines, on sait tout à fait ce que cela signifie. Inutile d'expliquer. C'est nous, en tant qu'homo, qui devons nous expliquer de notre participation à la société, puisque nous sommes victimes d'une stigmatisation qui nous enferme dans un statut social inhabituel qui affecte l'identité sociale de la personne. Ainsi il est défini a priori par un certain nombre de caractères ou d'attributs négatifs. Le stigmat est l'opposé de la norme. C'est pour cela que l'homosexualité paraît anormale, en dehors de l'intériorité normale, et donc exclue de la norme.

Les stigmates homophobes

Mais pour comprendre les stigmates homophobes, il faut d'abord comprendre la norme à partir de laquelle l'individu est stigmatisé, et va nécessairement se construire, se penser et se présenter aux autres. Aujourd'hui, la norme c'est l'homme (plutôt que la femme), blanc, hétérosexuel, français de souche, catholique, citadin, marié, père de famille, diplômé, employé à temps plein, en bonne santé, d'une taille suffisante, pratiquant un sport et si possible non-fumeur. Et à partir de cela, se construit l'homme idéal et tout s'articule autour de lui. Ainsi celui qui participe à la norme est un homme achevé, et comme dit Kaufman "Il n'a pas à rougir devant les autres". Ceux qui ne participent pas à cette norme ne sont pas

achevés et ont donc à en rougir devant les autres, parce qu'ils doivent nécessairement, de par leur attitude, s'expulser. Les femmes, les homosexuels, les juifs, les séropositifs, les chômeurs, les laids, les gros se définissent par rapport à cette norme. Et donc le regard que la normalité jette sur eux n'est jamais innocent car elle classe, ordonne, crée des catégories (hommes, femmes, homos, hétéros, chrétiens, marginaux.....) dans lesquelles un certain nombre d'individus sont nécessairement enfermés, et de ce fait exclus.

Encore une fois, s'il y a aujourd'hui quelque chose à problématiser ce ne sont pas les stigmates, mais la normativité, la normalité, et la façon dont cette normalité a été construite. Donc la logique d'exclusion, la logique exclusive est un véritable phénomène social total qui s'inscrit dans des pratiques de violence, de mépris, d'intolérance, d'humiliation, dans des discours et des représentations qui sont autant d'élaborations intellectuelles du fantasme des prophylaxies ou des ségrégations, donc la nécessité de purifier le corps social, de préserver les normaux de toute promiscuité, de tout métissage, de tout envahissement. Et donc, cette logique prophylactique s'articule autour de stigmates de l'altérité que ce soit le nom, la couleur de la peau, les pratiques religieuses, l'orientation sexuelle. Pour cette logique, l'étranger envahit la France, les séropositifs menacent la santé publique et les homosexuels compromettent la stabilité et la survie des familles et de la société globale.

C'est à partir de cette idée de normalité que la personne stigmatisée se présente, et construit son identité, en fonction de l'enfermement dans son image que le miroir de la normalité lui renvoie. Il y a ce que j'appelle une forme spécifique de la construction sociale de l'homosexualité, et on a vu tout au long du débat sur le PACS comment tous ces stéréotypes de l'homosexuel sont apparus, réapparus, à un moment ou à un autre. Les politiques, les sociologues, les anthropologues, les juristes exprimèrent des jugements, des opinions afin d'expliquer pourquoi les homosexuels, étant différents, ils ne pouvaient pas participer au droit commun et à la société commune.

La construction sociale de l'exclusion

Nous avons vu réapparaître la construction sociale de l'homosexualité en tant que péché, on a même hurlé dans les rues de Paris "Les pédés au bûcher". On se souvient de Christine Boutin sortant sa Bible dans l'enceinte de l'Assemblée Nationale, et citant la condamnation lapidaire de "tu ne coucheras pas avec un homme comme tu coucheras avec une femme. Quand un homme couche avec un homme comme avec une femme, tous les deux commettent une abomination. Ils seront punis de mort". C'est ainsi qu'envisageaient certains l'avenir des gays, parce que la problématique de la lesbophilie n'est pas fondée sur la norme ou le rejet, mais sur l'ignorance même d'une sexualité entre femmes. Sodome représente encore dans un imaginaire occidental, la vengeance terrifiante de l'Eternel contre ceux qui violèrent l'ordre naturel, l'ordre divin, appelé par certains anthropologues, ordre symbolique, ordre qui participe de la même logique liberticide de l'exclusion. La punition de la sodomie était une punition de purification par le feu, parce que la coutume naturelle prescrit que tout sodomite doit perdre ses couilles, mais la seconde fois il perd le membre, et à la troisième fois il doit être brûlé. Donc la construction sociale de l'homosexualité fut le monopole de l'Eglise, ensuite elle devient crime et il y a donc passage de la loi canonique, la construction religieuse des homosexualités vers la construction juridique. Et effectivement l'ancien régime condamne l'homosexualité avec la même vigueur que l'Eglise. Je passe sur ce qui signifie la Révolution, parce que c'est là que pour la première fois disparaît du code pénal l'homosexualité, mais les acquis demeurent fragiles dans la constitution juridique de l'homosexualité car, dans la dernière tentative de réforme du code pénal en 1991, il y a eu une tentative de réintroduire une majorité sexuelle différente selon que les rapports étaient hétérosexuels ou homosexuels. Ce n'est ni le droit, ni la théologie qui tout au long du 19^{ème} siècle définit l'homosexualité comme une maladie, mais plutôt la pensée clinique médicale. Les sodomites ne sont pas considérés comme victimes d'un vice contre nature mais plutôt d'une maladie. Il y a toute une construction de l'homosexuel en tant que malade.

Dans cette construction sociale de l'homosexualité, nous avons plusieurs siècles durant lesquels l'homosexualité fut problématisée comme crime contre-nature, comme hérésie, crime contre l'Etat, contre le souverain, voir contre la natalité. Enfin, l'homosexualité fut problématisée en tant que maladie physique, en tant que maladie mentale. C'est en 1992 que l'Organisation Mondiale de la Santé cesse de considérer l'homosexualité comme un phénomène pathologique. Et en fait, il s'agit aujourd'hui de pouvoir sortir de cette construction, de cette problématisation de l'homosexualité, qui est une forme d'homophobie, pour passer à une problématisation de l'homophobie.

Comment peut-on aujourd'hui problématiser l'homophobie ?

D'abord en comprenant comment l'homophobie fonctionne du point de vue social, du point de vue anthropologique et peut être psychologique. Je vous renvoie aux travaux de Daniel Welzer-Lang sur la peur de l'autre en soi, dans lesquels il explique qu'en fait l'homophobie au masculin est construite dans l'identification en tant que masculin. La force de l'ordre hétérosexuel est qu'il se passe de justification. L'hétérosexualité s'impose, va de soi, elle n'a pas besoin de discours visant à la légitimer. Mais cette non-problématisation n'est pas spécifique à l'hétérosexualité. Je suis d'accord avec Pierre Bourdieu quand il dit que la preuve du dominant est d'être en mesure de faire reconnaître sa manière d'être particulière au monde comme une manière universelle. Le particularisme hétérosexuel est devenu la norme universelle de sexualité. L'hétérosexisme est cette attitude qui consiste à placer l'hétérosexualité comme conduite sexuelle universelle et normale, c'est à dire arrachée de l'ignominie de contre nature. L'hétérosexisme est aussi cette promotion continuelle par les institutions et/ou par les individus de la supériorité de l'hétérosexualité et la subordination simultanée de l'homosexualité. Il prend pour acquis que tout le monde est hétérosexuel, sauf avis contraire. Il y aurait donc une présomption d'hétérosexualité car les hommes, les femmes, les humains participent à une essence hétérosexuelle, naturelle, universelle. Et une autre essence déviante homosexuelle, donc pathologique ou du moins différente, susceptible donc d'occuper une place autre que celle propre au droit commun, c'est à dire la place des individus qui vont de soi.

La pensée essentialiste légitime une relation de domination en l'inscrivant dans une nature biologique, naturelle qui elle-même, est une construction sociale naturalisée. La force de la pensée hétéro-sexiste est de pouvoir montrer l'hétérosexualité comme naturelle et a-historique, dans l'ordre naturel des choses. Comme étant une forme supérieure allant de soit, sans examen. Ainsi l'hétérosexisme définit d'autres actes comme étant impossibles. C'est donc une forme de transcendance sociale qui fait corps et qui fonctionne comme un destin, une inclination à réaliser une identité constituée en essences sociales, et ainsi informé en destin ce qui apparaît comme une construction. Autrement dit, les hétérosexuels ont un destin naturel, qui va de soi, qui ne se problématise pas, parce qu'il participe de la nature des choses, alors qu'il y aurait un destin homosexuel, mais par nature tragique. Car l'homophobie est une forme de pouvoir, un acte de pouvoir. Elle utilise le social, les rapports sociaux entre les personnes pour provoquer et justifier une discrimination active ou passive de l'autre que l'on rejette. Mais cela va plus loin puisque le rejeté doit intérioriser ce destin tragique, et se dire qu'en effet il ne peut pas participer à la norme, qu'il est en dehors de cette norme, que son destin est à la limite d'être toléré par ceux qui sont à l'intérieur du confort de la normalité.

Comment se construit l'homophobie ?

Selon Daniel, l'homophobie au masculin est une réaction provoquée par la peur du féminin en soi. C'est une attitude engendrée par la hantise qu'ont les hommes de retrouver en eux tout ce qui peut ressembler à la femme. "L'homophobie est la stigmatisation par désignation, la relégation violente des rapport sensibles (sexuels ou non) entre hommes, particulièrement quand ils s'affirment homosexuels, ou sont désignés comme tel. L'homophobie au masculin, c'est aussi la stigmatisation et la négation de rapport entre femmes qui ne correspondent pas à une définition traditionnelle de la féminité. L'homophobie est une façon de penser une catégorie qui établit des genres immuables et des rapports inter ou intra-genre" écrit-il. Daniel

Welzer-Lang définit donc l'homophobie comme un rapport, et pas seulement comme une simple construction historique. Ainsi donc, pour définir l'homophobie, à mon avis il faut comprendre les mécanismes internes d'expulsion, et la façon dans laquelle une pensée essentialiste se construit, la façon dans laquelle cette pensée essentialiste exerce une violence constante. En affirmant qu'il y a un ordre naturel des choses, que des gens qui sont dans cet ordre, et d'autres qui sont Or de cet ordre, puis en voulant faire intérioriser l'appartenance ou la non-appartenance à cet ordre aux individus.

L'homophobie traditionnelle

Ce type d'homophobie est fondé sur la condamnation, l'expulsion traditionnelle des sodomites. Les homosexuels doivent être respectés, parce que créatures de Dieu, alors que l'homosexualité, en tant que telle, est condamnable et condamnée.

Je cite un professeur de droit de l'Université d'Aix Marseille. Dans un article publié dans *"Chronique du droit de la famille"* sur les difficultés de la constitution légale d'un Contrat d'Union Civile (chronique de 1998), il écrit *"En faisant accéder ce type d'union à un statut légal, même s'il est quelque peu bancal, on jette par-dessus bord le risque permanent de voir ce sujet, ces assemblages (déclarés) illicites ou immoraux par les juges civils en application de notre droit commun"*. Il explique que le couple est formé d'un homme et d'une femme. Sinon, ce n'est qu'assemblages illicites ou immoraux. Un autre professeur de droit, Monsieur Catala, dans *"La notion juridique du couple"* déclare dès la première page de cet ouvrage *"S'il y a urgence à définir le couple, c'est bien parce que Sodome réclame un droit du couple"*. Dans un tract d'*Avenir de la Culture* nous pouvons lire *"Ce qui caractérise les unions entre invertis, en plus des pratiques contre nature et nauséabondes, c'est une très grande instabilité. Les sodomites et adeptes de l'amour libre comptent sur notre inertie. Je vous demande de vous mobiliser pour défendre la civilisation, la famille et la France"*. La mobilisation du 31 janvier dernier, organisée par des groupes d'extrême droite, mais aussi par des extrémistes juifs, musulmans répondait effectivement à cette demande de mobilisation. Emmanuel Leroy-Ladurie, dans le Figaro du 18/10/1998 écrit *"La pédophilie a pris une extension calamiteuse. Le fait de confier des enfants à des couples homosexuels masculins, comme cela se produira un jour ou l'autre du fait de l'évolution logique du PACS, ce fait là ne manquera pas d'accroître les faits de pédophilie qui sont déjà en plein essor"*. Dans un article *"Pourquoi le PACS contredit l'héritage judéo-chrétien"* Renaud Dutreuil, député UDF écrit *"Toutes les sociétés humaines ont produit un certain nombre de normes comme la prohibition de l'inceste, l'hétérosexualité. La société s'enrichit dans la vérité. Aujourd'hui, l'autre, c'est l'autre sexe. L'homosexualité c'est la peur de l'autre"*. Je pourrais en citer bien d'autres, comme : *"L'homosexualité c'est la préhistoire affective"*, *"Les pédés au bûcher"*, *"Les homos, je leur pisse à la raie"*, *"Les homosexuels à toujours vouloir des droits, font de l'intégrisme"*, *"Toutes les civilisations qui ont reconnu l'homosexualité, ont connu la décadence"*

L'homophobie libérale

Cette sorte d'homophobie en revanche, considère que l'homosexualité doit être respectée en tant que manifestation de la vie privée, mais ne peut être nullement reconnue comme "institutionnable". C'est un choix de vie privé, et cela doit rester à l'intérieur de la chambre. L'homophobie libérale se fonde donc sur la tolérance, à la différence de l'homophobie traditionnelle qui se fonde sur une condamnation non pas les homosexuels, mais des pratiques homosexuelles.

Philippe Vasseur, député de Démocratie Libérale dit *"L'homosexualité ne peut être traitée de la même façon sur le plan individuel que sur le plan social. N'y voyez pas de ma part une quelconque discrimination"*. Du point de vue individuel, on respecte les homosexuels, du point de vue social, il y a quand même un ordre que l'on ne peut pas changer. "L'Etat n'a pas, à mon sens, à institutionnaliser tous les désirs individuels" dit Yves Colin, député UDF. L'homosexualité est présentée comme un désir individuel,

même parfois comme un caprice. Et chaque fois qu'un individu a un caprice, l'Etat n'a pas à l'institutionnaliser. Faut-il faire comme si cela allait de soi, qu'un choix de vie sexuelle fasse l'objet d'une reconnaissance institutionnelle, se demande un certain nombre de représentants de la gauche comme Caroline Lerossé, Antoine Garapon, Nathalie Anias, Paul Veyne dans *Le Monde* du 27 janvier 99. Il ne faut donc pas faire en sorte qu'un choix de vie sexuelle aille de soi. Autrement dit, on ne peut pas institutionnaliser quelque chose qui est du désir privé, qui doit rester cantonné au seul corps. En adoptant de telles lois (comme le PACS) "*La société va entretenir la précarité affective en laissant croire à un particularisme, à une orientation pulsionnelle*" écrit Anatrella dans une chronique du *Monde* (le 26 juin 99). Vous voyez le fantasme de la norme universelle réapparaître. Doit-on trouver normal que toute différence soit traitée avec discrimination, et que ceux qui choisissent et assument de vivre leur différence exigent en même temps qu'elle soit neutralisée en vertu de l'égalité ? Comme si effectivement l'homosexualité devait nécessairement être neutralisée, et en l'occurrence neutralisée par l'Etat à travers une loi. Ca c'est signé par l'ensemble des personnes citées dans l'article du 27 janvier 99. Irène Théry dans un article sur le Contrat d'Union Sociale" publié dans la revue *Esprit*, écrit "*La notion de préférence sexuelle devient ainsi archi-typique de la protection de la vie privée et de la liberté individuelle*". Tolérer est une chose, reconnaître en est une autre dit Béatrice Vidal Perolite.

L'homophobie différentialiste

C'est l'homophobie la plus difficile à cerner, et la plus dangereuse (acceptée par la gauche). Celle-ci stipule que doit être traité différemment les couples homosexuels et les couples hétérosexuels. Leur assimilation revient à effacer une différence fondamentale pour nos sociétés. Seul le couple hétéro peut devenir couple parental. Ainsi, Tony Anatrella, encore une fois, nous dit "*Inscrire dans la loi la confusion des sexes, comme le fait le PACS, est une folie dont les générations futures auront à assumer les conséquences*". Fantasme de la désintégration sociale par l'homosexualité. Pierre Legendre, autre homme de gauche, éminent psychanalyste et fondateur de l'anthropologie dogmatique, écrit dans le *Monde de l'Education* "*Toutes les générations ont leurs impostures, l'homosexualisme en est une. Dans un boucan médiatique, voici la nouvelle course au pouvoir, garantir la non-discrimination sociale des citoyens en raison de position subjectives, ce qui renvoie à la vie privée. Quant au sexe, c'est autre chose, casser le montage anthropologique majeur au nom de la démocratie et des droits de l'homme en est une autre*".

Voilà comment l'homosexuel (et ses revendications) apparaît comme celui qui va détruire la société, les montages anthropologiques majeurs, l'ordre symbolique des choses, comme l'affirme Irène Théry dans la revue *Esprit* qui écrit "*L'institution juridique de la différence se résume alors à ceci : nous n'avons pas fini de mesurer l'immensité de la nécessité de chaque sexe qui a besoin de l'autre pour que l'humanité vive et se reproduise. La raison pour laquelle le couple homosexuel n'a pas accès au mariage, est que ce dernier est l'institution qui inscrit la différence des sexes dans l'ordre symbolique*". C'est donc pour préserver la culture, et non pas la nature, que jusqu'à présent tous les pays occidentaux ont refusé d'instituer une quelconque forme de filiation unisexuelle.

Les homos sont renvoyés à leurs différences. Mais le fait de rendre indifférent la différence homosexuelle mettrait en péril les fondements même de la société. Je parle d'un ordre majeur. Ce n'est pas l'ordre juridique ou social, c'est l'ordre symbolique, ce sont les montages anthropologiques. Ce qui est en quelque sorte la laïcisation de la notion d'ordre naturel, ou même pour aller plus loin, de l'ordre divin. Sylviane Agacinski écrit "*L'homosexualité ne constitue pas un effacement de la différence des sexes, mais une autre manière de la vivre*". L'homosexualité est un choix plus rare, mais pourquoi ne pas tenter d'assumer, voir de valoriser l'exception homosexuelle. Il y a une certaine subversion inhérente à l'homosexualité. La fonction des homosexuels est celle du fou du roi. C'est à dire, dans sa différence, l'homosexuel existe pour renforcer la normalité. Mais cette différence ne doit pas participer de la société commune et encore moins du droit commun, parce que Agacinski est contre toute reconnaissance du couple homo, à travers le PACS.

La LOGIQUE HOMOPHOBES

Yves ROUSSEL : La question de l'homophobie et des moyens de la combattre, est désormais l'une des principales préoccupations des associations et des militants. Le PACS sera bientôt adopté. L'élaboration d'une loi pénalisant les actes et propos homophobes le remplace, comme l'un des objectifs à l'ordre du jour de toute mobilisation. De plus le débat sur le pacte civil de solidarité a révélé l'existence et la permanence de sentiments homophobes chez une partie de la population française et chez les forces politiques qui la représentent. Mais l'objectif très concret d'une loi pénalisant les actes et propos homophobes ne doit pas limiter le cadre général des réflexions que nous menons sur les différentes formes d'homophobie et sur leurs conséquences. Il est frappant de constater que Didier Eribon, dans son dernier ouvrage consacré à la question gay, met en avant l'expérience de l'injure comme particulièrement constitutive de l'identité homosexuelle. Cette démarche présente une forte coïncidence avec l'état actuel de notre réflexion politique, qui se pose précisément la question de la sanction des injures spécifiquement homophobes. En contrepoint, le débat sur le PACS, dans la presse et au sein de l'Assemblée Nationale et du Sénat, a donné l'exemple de positions et de stratégies homophobes, qu'il n'est pas toujours possible de ramener au modèle de l'injure.

Nous avons ressenti certains actes ou certains propos comme une violence clairement dirigée à l'encontre des gays et des lesbiennes, et pourtant ces actes ou ces propos ne relevaient pas de l'injure. Bien au contraire, certains propos tenus dans la presse ou par des parlementaires veillaient à prendre une apparence respectable : pas d'insultes, pas de cris, mais des raisonnements dépassionnés, observant les règles de ce qui est socialement acceptable. Ces raisonnements ont été suscités par l'aspect le plus "scandaleux" du pacte civil de solidarité, qui applique un même traitement juridique aux couples hétérosexuels et aux couples homosexuels. Les opposants au PACS déclarent donc qu'il n'est pas acceptable de mettre sur le même plan les unions homosexuelles et hétérosexuelles, parce que les unions homosexuelles sont le signe d'une limitation, d'une incapacité : celle "d'accéder" à l'altérité sexuelle. Cette argumentation se résume le plus souvent en quelques mots : l'homosexualité c'est le refus de l'altérité. ce qui a permis à quelques-uns d'affirmer sans scrupule que c'étaient les homosexuels qui étaient racistes. Ce n'est pas la peine de consacrer trop d'efforts à démontrer cet argument grotesque. Il suffit de rappeler ce que tout le monde peut expérimenter. Dès que deux personnes se rencontrent, il y a de l'altérité, de la différence et aussi du semblable, de la proximité, quel que soit le sexe des personnes.

En revanche, cet argument est un exemple très instructif du mécanisme d'un raisonnement homophobe. Dans ce raisonnement, comment sont qualifiés les gays et les lesbiennes ? Ils/elles ne peuvent avoir accès à l'altérité. Sous-entendu, ils/elles ne peuvent avoir accès à une expérience essentielle, une expérience sans laquelle on ne peut pas prétendre être tout à fait humain. Il faudrait cette expérience particulière pour être tout à fait épanoui, tout à fait achevé, comme une belle construction qui mériterait de la vie. Ce discours permet à celui qui le tient de tenir pour acquis qu'il y a des personnes, les homosexuels - mais cela pourrait être aussi les noirs, les juifs, les femmes - qui sont moins humain que lui, ou d'une nature humaine un peu différente. Cette différence est perçue comme le résultat d'un ordre des choses immuable, d'une réalité supérieure, d'une donnée "anthropologique", et donc incontestable, irréfutable. Et cette différence autorise tout. En vertu de ce raisonnement, je peux satisfaire mes pulsions sadiques, mon désir de faire mal, puisqu'il va s'exercer sur quelqu'un que je ne reconnais pas comme un être humain, comme un semblable. La souffrance, cette expérience que partagent les humains, je ne la partage pas avec lui. Il ne souffre pas comme moi, sa souffrance n'évoque en rien celle que je pourrais ressentir. Puisque cet autre est différent de moi, je peux l'humilier de manière tranquille, sans éprouver la moindre culpabilité. En ce sens, l'homophobie comme le racisme est une pulsion sadique légitimée.

C'est l'intérêt qu'il y a pour un homophobe à renvoyer les homosexuels à une différence essentielle. D'abord il repousse ainsi hors de lui toute éventualité de ressemblance avec cette homosexualité qu'il refuse. Ensuite, il se construit un objet idéal disponible pour son mépris et son sadisme. Aussi doit-on être sévère à l'égard de tous ces discours apparemment si anodins, si polis, qui se réfugient derrière l'anthropologie, la psychanalyse ou discours savants, et qui ont pour ambition de définir l'homosexualité comme une différence radicale qu'il serait dangereux de mettre sur le même plan que l'hétérosexualité. L'effet de ces discours était clair : il s'est agi concrètement de s'opposer au PACS, un projet qui améliore la vie d'une partie de la population. Mais cette volonté de nuire se camoufle ainsi derrière de beaux raisonnements, et leurs auteurs peuvent garder bonne conscience : ils ne sont coupables à leurs propres yeux d'aucune "cruauté" puisqu'ils ont le sentiment de réaffirmer les lois immuables de la nature humaine.

Décrire de cette manière la conviction de l'homophobe permet aussi d'analyser la violence qu'il exerce à l'encontre des gays et des lesbiennes. On s'aperçoit alors de la complexité de cette violence. Elle présente deux aspects qui peuvent aller ensemble. Celui de la violence effective (l'agression physique qui met en danger sa cible) et la violence symbolique (le fait de signifier à l'autre que son humanité est partielle ou diminuée). Ce clivage se retrouve dans le choix des objectifs politiques, dès que le problème est posé en terme de législation à créer. Les lois qui existent ne suffisent-elles pas à protéger l'individu des agressions dont il peut être la cible ? Ou faut-il considérer qu'une dimension spécifique apparaît dès qu'une personne est agressée, parce que homosexuelle ? Et quelle serait cette dimension spécifique ?

Un auteur brésilien, Jurandir Freire Costa, a travaillé sur les difficultés psychologiques rencontrées par des personnes confrontées au racisme ou à l'homophobie. Il note la puissance de la relation qu'instaure le raciste ou l'homophobe avec sa victime. Cette dernière risque aisément de tomber dans le piège de cette relation : puisque le raciste nie son humanité, c'est qu'il détient le pouvoir de me la reconnaître. Or, de ce piège, on ne se dégage pas facilement, et au prix souvent de la désillusion. Il est imprudent d'étendre cette remarque au terrain politique. Je prends cependant le risque de signaler les limites prévisibles du combat mené contre l'homophobie. La lutte est efficace lorsqu'elle est menée contre tous les dispositifs qui légitiment l'homophobie. Ainsi en va-t-il des institutions comme l'Eglise ou certains secteurs des sciences humaines, qui élaborent des discours légitimant l'homophobie. Mais peut-on "réparer" le préjudice causé par des relations d'hostilité, voire de simples non-reconnaisances entre personnes ? A quel moment fait-on la découverte que les relations sociales sont a priori peu pacifiques ?

COMPRENDRE L'HOMOPHOBIE

Daniel WELZER – LANG : Traditionnellement, on lie homophobie et homosexualité. Et, même si les écrits sur l'homophobie ne se bousculent pas dans la littérature scientifique, les différentes définitions qu'ont y trouvent sont unanimes : l'homophobie est une forme de sexisme contre les personnes qui ont une orientation sexuelle présentée comme différente : les homosexuel(le)s, les gays, les lesbiennes et les bisexuel(le)s. Certain(e)s nommeront d'ailleurs hétérosexisme la tendance qu'ont les institutions à promotionner cette différence. Le fait de déconsidérer et de dévaluer la sexualité des hommes qui font l'amour entre eux ou des femmes qui font l'amour entre elles. Donc l'homophobie serait le sexisme contre les homosexuel(le)s, et l'hétérosexisme le fait d'affirmer que l'hétérosexualité seule est normale. Ma perspective est autre. Pour moi, l'homophobie au masculin essaye de montrer que celle-ci n'a pas de rapport avec la sexualité mais concerne une forme de contrôle social qui sévit chez les hommes. L'homophobie est liée aux modèles d'éducation masculine et à la domination qu'exercent collectivement et individuellement les hommes sur les femmes. Dans mes propos, domination des femmes et homophobie sont les deux faces de la même médaille. Deux représentations de la domination que subissent hommes et femmes : oppression pour les unes, aliénation pour les uns.

Zoom sur les définitions

Complicé ? Peut-être, mais on aurait pu s'en douter. Savez-vous que la définition et l'étymologie même du terme pose problème. Imaginez que suivant que l'on choisi l'étymologie grecque ou latine, homo veut dire tour à tour identique, le même ou l'homme (l'humain étymologiquement, mais en fait le mâle). L'adjonction de phobie inciterait à définir l'homophobie comme la peur du même. Toutefois, notamment si l'on intègre l'acceptation populaire du terme, l'homophobie se situe entre la peur du même chez l'homme et la peur de l'homme chez l'homme. Avouez qu'il y a de quoi s'y perdre. Et d'y perdre son latin. De la même manière, on rencontre de plus en plus d'hommes qui font l'amour avec des hommes et qui ne se réclame pas de l'homosexualité. Difficile dans ce cas de les joindre dans les messages de prévention qui s'adressent aux homos. Avec mon ami lyonnais, Pierre Dutey, nous avons montré que la précipitation des scientifiques leur a fait adopter les catégories homosexuels et hétérosexuels sans qu'ils/elles prennent le temps d'en interroger le sens exact. Pour l'instant, l'homosexuel désigne en fait les hommes qui sont repérés et désignés comme tels (les pédés), et les hommes qui se revendiquent de l'homosexualité (les gays). Et les femmes ? : Pour les hommes, tout se passe comme si l'homosexualité féminine était invisible. Ou, ce qui revient au même, comme si l'homosexualité féminine n'était pas une vraie sexualité. Et beaucoup d'hommes fantasment sur leur capacité à réveiller les femmes perdues dans les méandres des relations entre femmes. L'absence de pénis signifie pour eux l'absence de sexualité.

Mais revenons à l'homophobie : En fait, quels sont les hommes repérés, désignés et accusés d'homosexualité ? Ceux qui ressemblent aux femmes, ceux qui portent des tenues efféminées ou qui ont des manières de dire et de faire que l'on peut qualifier de féminines. Un homosexuel qui se cache ou qui présente tous les signes de la virilité n'est pas concerné. Bien plus, la critique (ou l'agression) de la part féminine chez l'homme, dire qu'un homme efféminé est un homosexuel, un fifi, un pédé, un enclé n'a pas de rapport avec la sexualité de cet homme. Ca ne vous rappelle rien ? On peut se mettre d'accord, en tout cas, on adoptera ici ce postulat que les genres (être défini comme appartenant au groupe masculin ou au groupe féminin) sont un produit de l'éducation, du social. Chaque culture définit ses propres critères de masculinité. Chez les intégristes musulmans, un homme, un vrai, un viril a les yeux maquillés.

Comment construit-on chez nous le masculin ?

Etre homme c'est être le maître chez soi. Etre homme, c'est ne pas afficher sa sensibilité, ne pas pleurer. Etre un homme, c'est être un valeureux guerrier en lutte permanente pour être le meilleur, le plus performant. Etre homme, c'est défendre les pauvres, la veuve et l'orphelin. En somme être homme, c'est ne pas être une femme. Se distinguer de ces êtres faibles que justement l'homme (le vrai) doit savoir dominer et protéger. L'éducation masculine, l'apprentissage des sports, les gangs de gars sont là pour apprendre à p'tit homme à devenir un VRAI gars. Honneur et récompense pour lui, honte et déshonneur pour ceux qui n'y arriveraient pas, les garçons qui ne seraient pas virils et qui ressembleraient aux filles. Ceux-là sont la risée de leurs petits camarades, voire ils vont être agressés, traités de fifis et servir de bouc émissaire aux autres garçons qui veulent ressembler aux modèles virils. L'éducation masculine apprend à p'tit homme le plaisir d'être entre hommes, celui de se toucher, d'avoir son corps proche d'autres corps masculins. Mais tout ceci doit se faire sans jamais ressembler aux filles, ou aux manières de faire des filles. Ainsi les désirs de caresses se transforment alors en coups, en contacts violents. Les hommes se touchent, regardez un match de hockey pour vous en convaincre, mais les contacts sont simplement virils (c'est à dire brutaux). Et, dans les groupes de garçons, l'éducation, l'intégration des messages et des obligations masculines se fait dans la souffrance. Souffrances d'un corps que l'on doit modeler pour qu'il ressemble à celui d'un guerrier. Souffrances de ne pas être le meilleur. Souffrances d'être obligé de garder pour soi ses sentiments, ses pleurs et ses tristesses. Etre ou devenir un homme est à ce prix.

Sinon ? : Sinon chaque homme sait le risque de ne pas être conforme aux images de la virilité. Etre considéré comme non-viril, être assimilé aux faibles, comporte le risque d'être traité comme une femme. On sait maintenant le nombre d'hommes abusés par d'autres hommes, d'hommes malmenés dans les cours d'école et à la sortie des établissements. Ne pas vouloir être un homme, ou ne pas pouvoir en être un, a un prix : l'agression et la violence. Autrement dit, l'éducation masculine, chez les hommes eux-mêmes, structure les rapports entre hommes à l'image hiérarchisée des rapports hommes/femmes. Etre un homme, c'est être admiré par ses pairs, être récompensé, détenir des privilèges. Ne pas l'être, c'est être assimilé à une femme et risquer dérision et agressions. Comment croyez-vous que ces p'tits hommes se comportent par la suite avec des femmes ? : Eux éduqués dans la différence ou plus exactement dans la hiérarchie de la différence. Allez voir du côté des violences domestiques et vous en verrez des effets directs. L'éducation masculine prépare les p'tits aux rapports de domination hommes/femmes. L'éducation des mâles structure ceux-ci dans la certitude qu'être homme, c'est être supérieur aux filles.

L'homophobie est d'abord un contrôle social des hommes

Intervient ici l'homophobie que déploient les hommes. Homophobie que l'on peut définir ainsi : la stigmatisation par désignation, rejet ou violence, des rapport sensibles (sexuel ou non) entre hommes, particulièrement quand ces hommes sont désignés comme appartenant à l'homosexualité, ou lorsqu'ils s'en réclament. L'homophobie est une forme de contrôle social qui s'exerce chez tous les hommes et ce, dès les premiers pas de l'éducation masculine. Pour être valorisé, vous devez être viril, vous montrez supérieur, forts, compétitifs. Sinon vous serez traités comme les faibles, les femmes et assimilés aux homosexuels. L'hétérosexisme, la discrimination contre les hommes (et les femmes) homosexuels, ce que l'on peut qualifier d'homophobie restrictive, n'est que le produit de l'homophobie que tout homme gay ou pas, subit dès le plus jeune âge. Homophobie et domination des femmes sont les deux faces de la même médaille. Homophobie et viviarcat construisent chez les femmes et chez les hommes, les rapports hiérarchisés de genre. Et pour les homosexuels ? Le message distillé par l'homophobie est clair : pour vivre heureux, vivez cachés ou changez ! Sinon, si jamais vous êtes assimilés à ceux qui ne sont pas des hommes, vous serez traités comme des femmes et vous risquez l'agression et la stigmatisation. L'homophobie exhorte les hommes, homosexuels ou pas, à adopter sous la contrainte les codes virils.

Une vision de l'homophobie contestée

A notre époque de fin de siècle où sévit la pandémie du sida, où les rapports de domination homme/femme ont été contestés et mis à mal par le féminisme, l'homophobie apparaît de plus en plus ringarde, en tous cas inadaptée aux réalités actuelles. Elle était chargée de distribuer des privilèges aux hommes, de leur garantir des bénéfices de la domination des femmes, or ces privilèges et cette domination sont de plus en plus remis en cause. De nombreux hommes veulent eux aussi vivre des rapports égalitaires avec leurs proches, critiquant l'aliénation masculine produite par les rapports de domination, par la construction du masculin, donc par l'homophobie. Quant aux homosexuels (premiers touchés par le sida), ils/elles font la preuve tous les jours que la lutte contre la pandémie passe par accepter toutes les formes de sexualités, et que l'exclusion comme l'hétérosexisme n'ont jamais empêché que des hommes ou des femmes s'aiment, mais empêchent de mener de véritables campagnes de prévention. Comment voulez-vous vous adresser aux homos s'il faut en même temps leur dire "cachez-vous, sinon vous serez puni(e)s et pourchassé(e)s. L'homophobie devient alors un frein à notre évolution collective vers un mieux vivre. Ensemble, chercheur(e)s, travailleuses et travailleurs de la santé et du social, médecins, militant(e)s, hommes et femmes la rendront obsolète.

Hervé CHEVAUX : Parler de l'histoire de l'homosexualité, c'est parler de quelque chose de nouveau dans le paysage universitaire. L'étude de cette histoire de l'homosexualité est une discipline qui encore aujourd'hui se cherche. Ce qui, d'une certaine façon, pose un problème de légitimité. Il y a 30 ans, on ne s'y intéressait pas. Principalement parce que c'était un sujet tabou. Les historiens sont des gens assez conservateurs. Vous avez ainsi toute une génération d'historiens spécialistes de l'antiquité, comme Irénée Marrou, auteur d'une grande histoire de l'éducation dans l'Antiquité (ouvrage qui fait encore référence) qui, en tant qu'historien hétérosexuel, éprouvait des difficultés à parler de l'amour grec, des relations entre hommes et éphèbes. D'ailleurs, il employait l'expression de monstruosité aberrante. C'était il y a 50 ans. Dans le même ordre d'idée, je me référerai à la contribution de Sharon Marcus lors du colloque (à Beaubourg en 97), au cours duquel elle explique combien les historiens hétéros emploient de façon plus ou moins consciente des notions implicitement hétérosexuelles (nation, famille, patrie...). Cet aspect est peut-être plus prononcé en France qu'ailleurs puisque de la Révolution française nous avons hérité de notion d'universalisme républicain dans lequel les particularismes posent problème. Sur l'ensemble des ouvrages que je cite dans la bibliographie en annexe, aucun n'est antérieur aux années 70. Vous avez quelques textes précurseurs début 70, tirés directement du mouvement homosexuel. Je pense à Pierre Hahn, qui en 1971, écrivit un ouvrage sur les homosexuels et leur répression. Quelques années après, en 1979, sort "*Nos ancêtres les pervers, la vie quotidienne des homosexuels sous le second empire*". Ceci dit, notre historiographie est aujourd'hui au trois quart anglo-saxonne, ce qui n'est pas sans poser quelques problèmes d'accessibilité, du fait que vous avez beaucoup de ces textes qui n'ont pas été traduits. Quant aux ouvrages purement théoriques, nous avons de vrais problèmes d'accessibilité.

La question de l'historiographie

"*L'histoire de la sexualité*" de Michel Foucault (dont le premier tome "*La volonté de savoir*", paru en 1976, puis "*L'usage des plaisirs*" et "*Le souci de soi*" en 1984) est un ouvrage qui reste encore aujourd'hui fondamental. Et nous vivons encore aujourd'hui sur cet héritage. Foucault y développe l'idée, au-delà d'une invention de l'homosexualité, d'une invention de la sexualité strictement contemporaine. Aujourd'hui encore, l'historiographie homosexuelle est très largement foucauldienne, néo-foucauldienne, post-foucauldienne. Ce qui d'ailleurs pose problème, dans le sens où nous avons souvent des commentaires de commentaires de l'œuvre de Foucault. Ce qui n'est pas toujours très simple. L'historiographie a proliféré depuis une trentaine d'années, ce qui veut dire que c'est une discipline qui en est à ses débuts, qui de ce fait explore diverses voies. Comme toute discipline historique qui se cherche. Avec certains problèmes du fait de l'implication d'autres disciplines. Je n'en citerai que deux :

La littérature : Notamment pour la France, la littérature reste problématique, surtout au 20^{ème} siècle, certains auteurs ayant tendance à voir à travers la littérature une histoire de l'homosexualité. On lit, puis on commente. Et mon problème, en tant qu'historien, c'est de déterminer si la littérature est vraiment une histoire sociale de l'homosexualité. Par exemple, dans "*Réflexions sur la question gay*", Didier Eribon parle d'Oscar Wilde et analyse l'œuvre de Proust. Exemple type d'une approche très littéraire de l'histoire de l'homosexualité du 20^{ème} siècle français. Et en tant qu'historien, cette démarche ne me satisfait pas.

La sociologie : Cette discipline a une vingtaine d'années d'avance par rapport à l'Histoire en matière d'homosexualité. A l'instar des travaux de Michael Pollack. C'est une discipline qui à la fois nous donne des outils de travail et qui en même temps pose des problèmes d'ordre méthodologique. Par exemple la notion de subculture, notion qui nous vient directement de la sexualité gay. La sociologie est opératoire pour interroger le passé ? C'est vrai que nous avons des études sur l'époque contemporaine, comme l'ouvrage de George Chauncey "*Gay New York 1900/1940* " qui date de 1994. Pour une période antérieure, il y a les travaux de Randolph Trumbach notamment "*La naissance de la Queen*" sur les subcultures en Angleterre dans lequel l'auteur fait remonter la naissance de ce phénomène à la fin du 17^{ème} siècle. Alors, problème de chronologie, on se demande quand naissent les subcultures. Est-ce propre à l'époque contemporaine ? Doit-on remonter plus loin ? Nous avons des éléments de réponse comme les travaux de Michel Rey (aujourd'hui disparu) qui avait écrit un mémoire de maîtrise d'histoire sur les sodomites parisiens, en se basant sur les archives de la Préfecture de police. Nous avons beaucoup à apprendre de la sociologie, sous réserve de certaines précautions d'usage.

La question de la légitimité

La question de la légitimité de l'étude de l'histoire de l'homosexualité dans le champ universitaire, notamment français, est une question qui se pose. Je citais tout à l'heure l'historienne américaine Sharon Marcus qui parlait du problème qu'ont les historiens avec l'emploi de concepts qui sont implicitement hétérosexuels comme la nation, la patrie ou encore la famille. Malgré tout, aujourd'hui, nous assistons à un certain développement de travaux universitaires sur l'homosexualité. Par exemple la thèse de doctorat de Thierry Eloi sur "*L'amour masculin à Rome*" et celle de Florence Tamagne, sur "*Recherches sur l'homosexualité dans l'entre-deux guerres*". Nous avons donc à la fois des évolutions positives et une certaine résistance. Car il ne faut pas se leurrer, si quelqu'un a envie de travailler sur la question, il lui est difficile de trouver, ne serait-ce qu'un directeur de thèse capable de le soutenir en volonté et en logistique. Sans compter le problème que cela peut poser en terme de carrière professionnelle. Aujourd'hui, travailler sur l'homosexualité reste un peu sulfureux.

Les problèmes épistémologiques : C'est la question du traitement de l'écrit, de sa signification. C'est un problème d'objet, de sémantique. C'est-à-dire définir de quoi nous parlons. Et en la matière, il convient en premier lieu de s'interroger sur le terme homosexualité. Terme barbare au sens linguistique, puisque cela vient à la fois du latin et du grec. Le préfixe homo vient du grec "omoios" qui signifie le même, le suffixe sexuel vient du latin "sexus". Vous avez donc une espèce de jonction entre grec et latin, une espèce de monstruosité linguistique inventée par des médecins à la fin du 19^{ème} siècle, terme à connotation médicale, dans une logique tout de même répressive. Nous avons tendance à penser que l'histoire de l'homosexualité est uniquement une histoire du 20^{ème} siècle. Evidemment cela est faux, puisqu'il y a toujours eu, quelle que soit l'époque, des hommes et des femmes qui ont eu des pratiques homosexuelles. Même si nous ne les désignons pas comme tels. Le langage n'est pas neutre, il ne faut pas se méprendre sur le sens moderne, actuel de l'homosexualité, et regarder comment cela fonctionnait dans le passé. A ce propos, à la suite de la parution de l'ouvrage de John Boswell "*Christianisme, tolérance sociale et homosexualité*" tout un débat théorique s'est développé aux Etats-Unis. Et justement la traduction du titre est en soi intéressante puisque Boswell parlait de "*Gay people*", alors que la traduction française parle "*d'homosexuel*". Terme de gay sur lequel il s'explique assez longuement dans son introduction, propos à l'origine du courant dit essentialiste. L'idée centrale de ce débat théorique extrêmement complexe est que l'homosexualité serait une sorte d'invariant historique qui traverse sans changement l'histoire, de l'Antiquité à nos jours. A cette conception essentialiste de l'homosexualité s'est opposée une conception dite constructionniste, qui stipule que l'homosexualité n'est pas un invariant, mais une construction historique qui se modifie selon les époques.

Cette question est en partie résumée par le sociologue Eric Fassin dans le numéro de décembre 98 de la revue des "Actes de la recherche en sciences sociales sur les homosexualités", revue où il fait le point sur les débats entre essentialistes et constructionnistes. Selon lui, le courant constructionnisme est aujourd'hui largement dominant. Nous avons souvent voulu opposer Boswell et Foucault, ce dernier étant à la base de l'école anglo-saxonne actuelle, mais au regard d'un entretien qu'il avait accordé à la revue *Masques* (n° 13, printemps 82) où il s'exprimait sur l'ouvrage de Boswell et sur les propos de Dover traitant de l'homosexualité grecque, on constate qu'il n'y avait pas opposition entre la pensée de Boswell et celle de Foucault. Donc, nous avons toute une multiplication de débats théoriques, parfois abscons, fonctionnant en négatif, genre de ce qu'il ne faut pas faire. A mon sens, il manque une épistémologie positive de l'histoire de l'homosexualité. Dans l'ordre d'idées épistémologie négative, il y a l'ouvrage d'Eve Kosofsky Sedgwick sur l'épistémologie du placard.

L'aspect historiographique : Il y a encore vingt ou trente ans, l'historiographie homosexuelle n'était pas chose très courante. Aujourd'hui, c'est un domaine qui a complètement explosé. Evidemment, il convient de voir ce qui s'est écrit et là je prendrai l'exemple de la culture commerciale, direction dans laquelle l'historiographie de l'homosexualité s'est bien engagée. Toujours pour la période contemporaine, sur la recherche de sub-culture gay ou homosexuelle, ce que l'on appelle l'histoire orale, nous avons un certain nombre de travaux. A propos des lesbiennes, nous avons les travaux d'Elisabeth Ladovsky Kennedy sur la communauté lesbienne de Buffalo, et l'enquête de Eric Marcus sur le mouvement homosexuel américain (pour laquelle il a procédé à une enquête orale). Je citerai encore des gens qui ont écrit sur la déportation homosexuelle comme (dans l'ordre chronologique) Heinz Heger avec "*Les hommes au triangle rose, journal d'un déporté homosexuel*" Pierre Seel (en collaboration avec Jean le Bitoux) avec "*Moi, Pierre Seel, déporté homosexuel*" et enfin la revue h à laquelle a collaboré Jean le Bitoux et dans laquelle il y a eu un certain nombre de transcriptions et de documents d'époque. Je pense notamment à l'émission de Ménéie Grégoire (de 1971) sur "L'homosexualité, ce douloureux problème" qui se trouva à la naissance du mouvement homosexuel puisque quelques jours après, en réaction naissait le FHAR (*Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire*). Dans le même ordre d'idées, on trouve dans la revue h à la fois des témoignages de Françoise d'Eaubonne (grande figure du FHAR), et un témoignage de Jean le Bitoux sur les différents GLH (*Groupes de Libération Homosexuelle*). Tout cela constitue une base de travail, dans laquelle nous pouvons, chacun, trouver des éléments.

L'état d'esprit : En tant qu'homosexuels, comment nous situons nous par rapport à notre objet d'étude, sachant que là encore on retombe sur le problème de la résistance universitaire. La caractéristique de l'Histoire, c'est d'être assez thématique. Très souvent, ce sont des protestants qui travaillent sur l'histoire du protestantisme, des juifs sur l'histoire de l'antisémitisme, des femmes sur l'histoire du féminisme. Ce qui en soi est normal, naturel. Et souvent, fort curieusement, on nous reproche, à nous homosexuels, d'être juge et partie dans notre travail. C'est un cas de figure unique dans son genre, contrairement à l'engagement religieux ou social. Mais confronté à la difficulté de l'équilibre entre pression militante et approche scientifique, il est nécessaire de se vider l'esprit afin d'aborder de façon neutre notre objet historique. C'est vrai qu'il y a eu, historiquement, là encore une forte pression militante, mais maintenant il importe de concilier les deux. Reste que ceci n'est pas toujours simple, et parfois pose problème.

La question des sources

Bien que nous soyons dans l'histoire très contemporaine, les sources sont problématiques parce que lacunaires et difficiles à décrypter. Avant le 20^{ème} siècle, on ne parle pas d'homosexuels, d'autres termes sont employés. Avec les travaux de Dover et de Bernard Sergent, on sait que la Grèce ancienne n'était pas le paradis des amours masculines que l'on croyait durant la "préhistoire" (de 1860 jusqu'à *Arcadie*) du

mouvement homosexuel. On sait maintenant que la fameuse pédagogie grecque était quelque chose d'extrêmement codifié : L'adulte (eraste) jouant le rôle actif, devait aider l'adolescent (éromène) ne devait pas montrer de plaisir dans le rapport érotique, à devenir lui-même eraste. C'est-à-dire qu'il devait l'aider à devenir un homme adulte, un bon citoyen, au sein de la cité. Je prendrai un autre exemple, celui des termes de sodomie et de sodomite. La sodomie est un terme qui nous vient directement de l'Ancien Testament, plus particulièrement de la destruction de Sodome. Destruction de la cité motivée, selon Boswell, pas tant pour une question d'ordre sexuel, que d'hospitalité. Pour une période plus récente, les pénitentiels du Moyen Age offrent un bon exemple de la difficulté d'appréhender les sources d'informations. Les pénitentiels furent des sortes de manuels grâce auxquels les prêtres donnaient à leurs ouailles des peines, des pénitences, en fonction des péchés commis. Même si cela variait selon les pénitentiels, on se rend compte que les relations sexuelles entre hommes n'étaient pas très sévèrement traitées, moins que les adultères. Autre particularité, le terme de sodomie ne concernait pas simplement le rapport anal entre hommes, mais également un rapport de copulation anale hétérosexuel, et de façon générale, un rapport non tourné vers la procréation.

Donc on voit bien ici une espèce de flou sémantique dans lequel nous avons du mal à repérer nos homosexuels modernes. Néanmoins, Boswell affirme qu'à partir de la fin du 12^{ème} siècle, il y aurait eu une sorte de tour de vis à la fois de l'Eglise et des autorités monarchiques (celles-ci se mettant en place, administrativement parlant). Et donc une grande répression des marginaux comme les sodomites, les sorciers, les juifs, les hérétiques. Nous avons les premiers bûchers à cette époque. Autre terme intéressant, celui de bougre. Terme (issu du bulgare, plus anciennement de bogomile, vieille hérésie chrétienne de la fin du 8^{ème} siècle) que l'on rencontre souvent pour qualifier les personnes, les hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes. Ce qui est intéressant avec ce terme, c'est une certaine ambiguïté, parce qu'il qualifie selon les cas et selon les époques ou les pays, des hommes ayant des rapports sexuels entre eux ou des hérétiques en matière de religion.

Légende noire, légende rose : Nous sommes donc face à un problème de méthode quant à la question des sources. Encore un point sur la méthode d'analyse. Nous avons aussi des problèmes d'historiographie. A savoir, d'une part une légende "noire" et d'autre part une légende "rose" de l'homosexualité. La légende noire étant l'histoire de l'homosexualité conçue à travers les archives de la répression. Parce qu'effectivement on connaît l'homosexualité dans l'histoire à travers des textes administratifs ou des archives émanant de structures répressives comme celles de la préfecture de police pour le 18^{ème} siècle ou les procès de l'Inquisition pour la fin du 13^{ème} et 14^{ème} siècle. Ce sont des éléments de répression et de là à voir toute l'histoire de l'homosexualité comme celle de la répression, est-ce exact ? Jusqu'à quel point ne sommes-nous pas dans une légende noire ? Celle-ci étant contrebalancée par une légende rose fonctionnant à partir de sources littéraires. Nous avons des écrits qui nous parlent de personnages généralement socialement privilégiés. Je prends un exemple célèbre, celui de Monsieur, Duc d'Orléans, frère de Louis XIV. Ce second personnage du royaume, extrêmement maniéré, bien que marié et père de famille, fut un sodomite notoire, entouré de mignons. Il en est question dans les mémoires de St Simon ou celles de la princesse Palatine, seconde épouse de Monsieur qui parlant des relations sexuelles qu'elle eut avec son époux, donne une vision quelque peu dévalorisante de l'individu. Mais que nous montre cet exemple sur le sodomite de base en cette fin du 17^{ème} siècle ? Qu'il faut dépasser ce cas au profit d'une histoire plus diverse et confronter les différents types de sources.

La nature des sources utilisées

Ainsi, si j'applique ce schéma méthodologique à *Gai Pied*, mon souci légitime est de croiser, de confronter les sources. Pour cela j'ai choisi de travailler sur trois grandes catégories de sources d'information.

- A la fois *Gai Pied* et le reste de la presse hétérosexuelle. Afin de voir comment on en parlait, au fur et à mesure que le magazine allait croissant, et comment on en parle depuis.
- Les archives privées d'anciens de *Gai Pied* comme Jean le Bitoux.
- Les témoignages, à travers une trentaine d'entretiens avec des anciens journalistes du magazine. Avec pour chacun, définition du parcours professionnel au sein du journal et lecture de tous les articles publiés.

En voyant le plus de monde possible (rédacteurs en chef, journalistes, photographes et autres), en multipliant les angles d'approche, j'ai eu une vision panoramique, afin de tracer une histoire plus objective, plus scientifique.

L'aspect politique : L'histoire de l'homosexualité en soi a une importante dimension politique, à différents niveaux d'analyse. En fait, cette histoire est un objet politique confronté aux résistances du milieu universitaire français, notamment historien. Et quelles que soient les précautions épistémologiques que l'on puisse employer, on doit toujours avoir à s'exposer aux reproches de l'histoire militante. Il y a donc un aspect politique, du fait d'une forme de militantisme, de militantisme intellectuel. Il est intéressant de constater qu'il y a une concomitance entre l'apparition du terme homosexuel (dans son acception moderne), et les pionniers du mouvement homosexuel. Je pense à l'Allemand Magnus Hirschfeld qui créa en 1897 l'institut de sexologie à Berlin, dont la considérable bibliothèque fut brûlée par les nazis dès leur arrivée au pouvoir. Ce fut d'ailleurs l'un de leurs premiers gestes. Arrivés au pouvoir en janvier 1933, la destruction de l'institut eut lieu en mars 1933, juste après l'incendie du Reichstag. Donc concomitance entre le terme d'homosexuel (dans son acception moderne) et l'histoire du mouvement homosexuel. Et c'est à la lumière de cette histoire que l'histoire de l'homosexualité se conçoit. D'ailleurs, les rapports entre histoire et mémoire de l'homosexualité constituent un domaine intéressant à analyser.

Comment fonctionne l'histoire de la mémoire ?

Question quelque peu particulière, mais néanmoins très importante, comme le montre l'importance de la question de la déportation homosexuelle. Je citais tout à l'heure les témoignages de Heinz Heger et de Pierre Seel. C'est quelque chose sur lequel les historiens "généralistes" de la seconde guerre mondiale ont tendance à ne pas s'exprimer. Il y a donc un travail politique à faire en ce sens. *Gai Pied* qui procéda directement des *GLH*, dimension post-mai 68 du mouvement homosexuel français, avait une réelle dimension politique. D'ailleurs il est important de remarquer qu'il participa à ce que l'on appela "le vote rose" de 1981. Vote qui contribua, dans une certaine mesure, à l'élection de François Mitterrand. *Gai Pied* eut aussi, très rapidement, une fonction de porte parole des homosexuels, une fonction, un rôle de visibilité homosexuelle.

Conclusion

Il y a un manque de travaux sur l'histoire de l'homosexualité et des homosexuels, un manque en matière théorique d'outils épistémologiques plus précis. La presse homosexuelle présente un intérêt particulier. Enfin, il ne faut pas faire de l'histoire de l'homosexualité une histoire fermée. C'est une Histoire ouverte qui nous permet à la fois de repenser non seulement l'homosexualité, mais également la sexualité au cours de l'histoire, et de pouvoir ainsi resituer les pratiques sexuelles dans une histoire plus générale. Je crois qu'il serait intéressant que les historiens ayant travaillé sur des sujets ayant trait à l'histoire homosexuelle puissent contribuer à une histoire plus générale.

X : Je voulais demander dans quelle mesure il n'est pas anachronique de vouloir établir l'histoire de l'homosexualité en sachant, comme vous l'avez dit, qu'elle n'existe que depuis 120 ans. Comment peut-on analyser les systèmes de pensée actuels ? Par ailleurs, n'y a-t-il pas un risque, le mot n'est pas neutre, d'une division, d'une colère de la part de la société ?

Hervé CHEVAUX : Oui, l'homosexualité est une notion extrêmement contemporaine, extrêmement récente. Ceci dit, je vous remercie pour le terme "anachronisme" que je n'avais pas employé, parce que c'est le risque majeur.

X : Qui entre dans le champ de cette histoire avant l'époque moderne ? De quoi parlait-on avant ?

Hervé CHEVAUX : Avant, on parlait d'autre chose, nous étions dans un autre mode de fonctionnement, un autre langage, un autre type de rapport entre les sexes. Un peu rapidement, des rapports entre éromène et éraste, avec une espèce de séparation essentielle entre le devoir de citoyen, le devoir conjugal que l'eraste remplit vis-à-vis de son épouse (comme celui de procréer) et la fonction initiatique et de plaisir qu'il trouve avec l'adolescent et également avec des concubines ou des courtisanes. Cela n'étant absolument pas incompatible.

X : Pourquoi cette recherche, ce travail sur le magazine *Gai Pied*, et pas un autre ?

Hervé CHEVAUX : La spécificité de *Gai Pied* repose sur plusieurs éléments. D'abord *Gai Pied* fut le seul magazine homosexuel à avoir une visibilité, une parution d'envergure nationale, diffusé dans les 20 000 kiosques de France. C'est un lieu commun, mais l'homosexuel de province, isolé, pouvait ainsi avoir accès à l'information. Et ce qui me frappe, et continue à me frapper, c'est que le premier numéro de *Gai Pied* (avril 1979) fut un fanzine, un machin de 16 pages sur papier recyclé plié en 4, format américain. Il y avait un fort décalage entre le coté fanzine et le fait d'être diffusé dans plus de 20 000 kiosques. La seconde spécificité de *Gai Pied* fut son exceptionnelle durée de vie : 13 ans et demi.

X : Et à quel niveau se situe la relation entre votre travail de recherche sur *Gai Pied* et l'histoire de l'homosexualité ? Je ne vois pas trop le rapport.

Hervé : Le rapport est historiographique. Un historien sérieux, lorsqu'il choisit de travailler sur un domaine précis, procède à un bilan historiographique. C'est-à-dire qu'il dresse un état des lieux, afin de voir où l'on en est par rapport à tel ou tel champ disciplinaire. Travaillant sur *Gai Pied*, en premier lieu, je me suis demandé ce qui a pu s'écrire sur *Gai Pied*, et de façon plus large sur la presse homosexuelle, sur l'homosexualité au 20^{ème} siècle et enfin sur l'homosexualité au cours de l'Histoire. Sachant que *Gai Pied* publia, notamment durant les premières années, des pages culturelles où ce type de questions fut abordé, où vous avez des articles d'historiens comme un texte de Paul Veyne consacré à l'amour masculin à Rome, et des textes de l'époque qui sont reproduits. Je n'en citerai que deux. Un sur les sodomites parisiens se réunissant lors de la Révolution Française qui nous permet d'avoir une vision sodomite de 1789.

Deuxième texte, publié durant les trois premiers numéros, la lettre d'un inverti (employé jusqu'à la fin du 19^{ème} siècle) adressée à Emile Zola, dans laquelle il lui demande de parler des invertis. Ce qui est extraordinaire de la part de l'auteur de "*J'accuse*", c'est son absence de réaction à cette lettre. Je ne suis pas dans le jugement, je me contente de resituer l'écrivain en tant que participant pleinement à l'idéologie bourgeoise, hétérosexuelle de la fin du 19^{ème} siècle. Je vous renvoie à "*La Curée*". Ce qui est intéressant avec

ce roman, c'est que vous avez à la fois un couple de lesbiennes et un inverti. Les deux femmes, toutes deux mariées, sont constamment ensemble, se promènent au bois de Boulogne. Elles sont d'ailleurs appelées les inséparables, avec un sourire entendu. Dans l'esprit d'Emile Zola, il s'agit ici plutôt d'une critique de la société du Second Empire, tellement débauchée qu'elle se permet une telle tolérance. Vous avez aussi le personnage de l'inverti, Batiste, majordome de son état. Renée, épouse du financier Saccad, mène une vie débridée, et croit être jugée par Batiste. A la fin du roman, au cours d'une discussion sur "ces vilaines choses", Céleste (la femme de chambre) informe Madame que ni les femmes, ni les chevaux intéressent Batiste, lui que l'on trouve toujours aux écuries, mais les palefreniers, et que parfois ces derniers se plaignaient auprès de Monsieur, celui-ci refusant de traîner Batiste en justice. A l'époque, ceci ne tombait pas sous le coup de la loi car depuis la Révolution Française (et jusqu'à Vichy), il n'y avait pas de répression légale de l'homosexualité.

X : Vous avez beaucoup parlé de méthodologie. Je serai intéressé que vous soyez plus allusif sur les résultats et que vous nous en disiez un peu plus sur l'homosexualité des années 70. En quoi est-ce différent de notre époque ? On le sait, mais il y a des choses qui nous ont quelque peu échappé.

Hervé : L'homosexuel des années 70 est dans une logique tout à fait différente de celle de maintenant. Il est dans la logique d'un mouvement homosexuel, d'un vrai mouvement qui s'exprime tout d'abord à travers le *Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire*, puis les *GLH*. Bref, au sein d'une réelle dimension politique. Quelque chose qui me semble assez différent de maintenant. Il y avait aussi toute une rhétorique de la subversion et du caractère, en soi, révolutionnaire de l'homosexualité. C'est à l'occasion des premières manifestations du *FHAR*, que pour la première fois on voit des homosexuels défiler dans la rue. C'est une période où les médias ne parlent pas de l'homosexualité, ou en des termes négatifs genre "l'homosexualité ce douloureux problème". La première fois que l'on parle des homosexuels à la télévision, c'est au cours des *Dossiers de l'Ecran* de janvier 75, émission qui rencontre un très grand succès. Mais qui était présent sur le plateau ? Un député de Droite (qui avait fait adopter en 1960 l'amendement sur le fléau social), un prêtre, un psychiatre et afin de représenter les homos, Roger Peyrefitte et Jean-Louis Bory. Oui, il y avait aussi Navane, mais il resta assez silencieux, contrairement à Jean-Louis Bory. Durant les années 70, dans un paysage social, médiatique qui ne parle pas d'homosexualité, il y a une réappropriation par les homosexuels d'une identité jusqu'alors réprimée. Il y a une dimension politique, souvent dans une logique subversive, révolutionnaire, très marquée par l'extrême gauche (les gens des *GLH* étant issus de la LCR, des mouvements maoïstes et autres libertaires). D'ailleurs aujourd'hui où nous avons une inflation d'images, se posent d'autres problèmes comme la perception par les médias hétérosexuels de la chose homosexuelle, des figures homosexuelles.

X : N'y a t-il pas un risque d'érito-centrisme, d'occidentalo-centrisme à propos de l'histoire de l'homosexualité à se focaliser sur la Grèce antique et ignorer ce qui se passe, ce qui s'est passé dans l'Islam, en Asie et en Amérique avant la colonisation ?

Hervé CHEVAUX : Très bonne remarque. Il y a effectivement un risque d'occidentalo-centrisme du fait que nous sommes dans une civilisation marquée par le modèle culturel gréco-romain, et également un risque d'érito-centrisme à se focaliser sur les seuls homosexuels célèbres. Nous sommes souvent dans une histoire plutôt littéraire que sociale. En tout cas pas une histoire de la représentativité. Après, sur l'interrogation d'autres civilisations, il existe tout de même quelques travaux. Par exemple un ouvrage récent du britannique Colin Spencer sur "*L'histoire de l'homosexualité de l'antiquité à nos jours*", dont le premier chapitre est consacré à l'homosexualité durant la préhistoire. Ces travaux d'ethnologue me laissent assez perplexe. L'auteur est en plein primitivisme, il utilise les travaux d'ethnologues pour les projeter

dans le passé et ainsi parcourir les âges. Maintenant, vous avez tout à fait raison de dire qu'il y a un risque d'occidentalo-centrisme, si effectivement nous ne parlons que de l'enracinement dans la culture gréco-romaine de l'homosexualité. Nous sommes dans une aire de civilisation très particulière, et dans une autre civilisation, vous auriez des modes de fonctionnement différents.

X : La culture est un problème à la fois historique et anthropologique. Mais entre les colonisants et les colonisés, nous avons plusieurs façons de concevoir les rapports sexuels entre personnes de même sexe, plusieurs modalités d'actions complexes. Ce qui se passe au niveau des métissages poly-culturels est un des points les plus difficiles à cerner.

Hervé CHEVAUX : Vous avez tout à fait raison sur ce point. Effectivement dans le cas de plusieurs pays colonisés, là encore il faut utiliser l'histoire générale. L'Europe a colonisé presque le monde entier, certains pays ayant même connu des colonisations successives. Et dans nombre de ces pays colonisés coexiste le modèle indigène (au sens premier du terme) et les modèles importés. Toute la question est de savoir comment articuler les deux types de modèles.

X : Tout à l'heure, vous avez parlé de Boswell. Je me souviens, il y a trois ans, Jean François Cottier, qui, malheureusement n'était pas là hier, avait consacré son intervention à l'histoire médiévale. L'essentiel de son propos consistait à réfuter l'ouvrage de Boswell "les unions de même sexe".

Hervé CHEVAUX : Vous vous référez à un colloque qui eut lieu à Beaubourg en 1997, où à la fois il y eut une partie théorique et une partie plus thématique faite de contributions littéraires, cinématographiques et historiques. Et effectivement dans les contributions historiques vous aviez cette intervention de Jean-François Cottier, latiniste de son état, au cours de laquelle il s'employa à nuancer Boswell, plus qu'à le réfuter, sur la correspondance d'Anselme de Cantarbery et les poèmes de Bandri de Bougnil. Ce que Jean-François Cottier montre, c'est que les termes employés relèvent d'une rhétorique de l'époque, et que fait de s'adresser à autrui en disant "mon très cher" ne signifie pas pour autant avoir des rapports intimes, même sublimés. D'ailleurs Jean François Cottier cite un passage de cette correspondance où les protagonistes vouent aux gémonies les sodomites. Nous sommes encore dans la problématique de la sur-interprétation. Ce qui renvoie au problème que j'évoquais tout à l'heure vis-à-vis de nos sources. Elles sont lacunaires, difficiles à décrypter. D'autant plus que les historiens qui travaillent sur l'homosexualité ont tendance à la sur-interprétation. Je prendrai un autre exemple, un truc assez célèbre, la représentation d'une mosaïque de Paestum, en Italie, découverte en 1970. Mosaïque qui représente sur la gauche un éraste, avec de la barbe, manifestement plus âgé que l'éromène. L'action se passe au cours d'un banquet, l'un et l'autre sont allongés. Et à propos de l'attitude du jeune, vis-à-vis du plus âgé, vous avez deux interprétations possibles et contradictoires. Celle où l'éraste brûle de désir, et l'autre qui affirme que l'éromène repousse ses avances. Exemple même du problème méthodologique. Comment utiliser cette source iconographique ? Que lui faire dire ? Ceci montre qu'au risque de sur-interprétation, s'ajoute celui de la mauvaise interprétation.

X : Et comment être sûr de l'interprétation ?

Hervé CHEVAUX : Il n'y a pas de certitude. L'Histoire n'est pas une science exacte. Nous pouvons au mieux nous approcher, émettre des hypothèses de travail. Cela rejoint ce que je vous disais tout à l'heure en introduction. L'histoire de l'homosexualité est une discipline qui se cherche, elle procède par erreurs. Et c'est bien que l'on fasse des erreurs, quitte à y revenir après, parce que cela permet d'ouvrir des débats, de faire avancer l'analyse scientifique.

X : A propos des pénitentiels du Moyen Age, dans quelle mesure peut-on savoir s'ils étaient réellement appliqués, s'il n'y avait pas un décalage entre le droit canon et les pratiques quotidiennes ? Mais est-ce que tout le monde se confiait, ou confiait un tel péché ?

Hervé CHEVAUX : Le pénitentiel ne relevait pas du droit canon. Ensuite, il s'agissait d'un guide pratique pour le prêtre de base qui lui permettait de savoir quoi faire vis-à-vis du péché. Nous sommes ici face à une source répressive dont le côté normatif est extrêmement ambigu puisque l'on sait que les rapports sexuels entre hommes ne coûtaient pas plus cher, et souvent moins, que de coucher avec la femme du voisin. J'ai des pénitentiels en tête, vous avez des trucs insensés, genre 40 jours de pénitence pour s'être mis un poisson dans les parties génitales, 20 jours pour les hommes ayant copulé entre eux ou avec des chevaux. Zoophilie et sodomie homosexuelle sur le même tableau. Ce qui veut bien dire, et cela renvoie à ce que je disais tout à l'heure en conclusion, j'y tiens beaucoup, il ne faut pas se couper de l'histoire générale. Penser l'homosexualité ou plutôt la repenser, cela ne peut se faire que dans le cadre d'une histoire générale.

X : Comment l'Histoire peut nous éclairer sur notre époque, sur aujourd'hui, sur les autres sociétés ? Nous avons vécu pendant des siècles et des siècles dans un contexte d'homosexualité latente, plus ou moins réprimée, mais en tout cas vivante, réelle. C'est ce contexte qui a cours dans la plupart des pays non-occidentaux du Tiers-monde. Est-ce que l'analyse de notre histoire peut nous aider à appréhender ces réalités ? Pas plus tard qu'hier soir, il y avait des débats sur le Maghreb qui nous montrèrent combien il est difficile d'avoir un regard différent.

Hervé CHEVAUX : Le terme même d'une histoire de l'homosexualité est impropre parce qu'employé dans l'aire occidentale. L'ambiguïté est effectivement que ce modèle de pensée a été en partie importé, via la colonisation, dans un certain nombre de pays du Tiers-monde, s'est aussi surimposé sur d'autres traditions indigènes. Alors comment cela nous sert-il ? Je n'ai pas de vision utilitariste de l'Histoire, mais la connaissance du passé nous aide à comprendre, à maîtriser le présent.

X : Sur la question de l'homosexualité au Maghreb, nous sommes, il me semble, dans une hypocrisie intellectuelle de ne pas se poser ce qui est une grande cicatrice. Je crois à la construction d'une "identité" homosexuelle dans ces pays. Il y a un énorme morceau qui est immergé. Il y a eu un texte qui a été incendié commenté, ce fut "*Les arabes et nous*" qui est un texte de désir assez machiste. On peut en penser ce que l'on veut, mais au moins il mettait le doigt là où les bonnes âmes intellectuelles ne s'aventurent guerre ou pas du tout. Nous sommes trop proches du sujet traité et donc accusés d'être juge et partie. C'est-à-dire que l'on n'arrive pas à se défaire de quelque chose qui est de l'émotionnel, de la libido. On ne peut pas regarder un objet de désir et prétendre l'analyser en même temps.

Hervé CHEVAUX : Ce que vous mettez en valeur, c'est la dimension d'exploitation du Tiers monde par l'Occident en matière politique. Une chose m'avait extrêmement frappé quand il y a eu tout un débat sur les pratiques pédophiles, c'est les hurlements dans les médias et chez les hétérosexuels, le scandale c'était qu'il y ait des enfants blancs, occidentaux. Des gamins des Philippines ou d'ailleurs, pas de problèmes.

X : L'intervenant marocain a insisté sur la forte confrontation entre la présence touristique et la réalité quotidienne. L'intérêt pour un touriste lorsqu'il avait une apparence virile. Cet intervenant qui travaille sur le terrain au titre d'une action menée contre le sida, il y avait des tas de choses intéressantes dans ce qu'il a dit, et qui peuvent nous aider. Mais, me semble-t-il, cette action n'a pas débouché sur une forte mobilisation des gens, justement parce qu'il n'y a aucune visibilité, aucune visibilisation homosexuelle.

Hervé CHEVAUX : Je n'ai pas connaissance de travaux sur le Maghreb. Il y a un ouvrage traitant du mouvement homosexuel assez récent datant du printemps 99. Il y a des articles par pays sur les mouvements gays et lesbiens de par le monde. Il y a un article assez intéressant d'Olivier Fillieule sur la France, et outre la France, l'ouvrage comprend des conclusions sur le Canada, les Etats-Unis, le Brésil, l'Argentine, l'Espagne, la Roumanie, l'Australie, mais rien sur le Maghreb. Il y a eu ce grand poète maghrébin Abouriou, ce qui indique qu'il y a bien une culture homosexuelle, une culture de la passion entre hommes. Ce que l'on ignore, c'est les limites de cette passion. Cela comprenait une vraie sexualité ? L'histoire de l'homosexualité est assez schizophrène, c'est que l'on est obligé, et en même temps comment l'identifier, à gérer toutes les questions de l'amitié, des rapports entre hommes. Et est-ce que l'on peut parler d'homosexualité uniquement au moment où un acte se produit. Là aussi nous sommes dans des moments intermédiaires difficiles à interpréter. Par contre, il y a le poète de la libération algérienne Jean Sencé, assassiné sans doute à cause de ses mœurs, qui indique bien qu'il y a quelque chose encore aujourd'hui d'extrêmement difficile entre une libération populaire et une libération des mœurs.

X : Lors d'un grand colloque (vers 1990), certains avaient proposé une relecture de Foucault. L'abondance des travaux anthropologiques sur la question de l'homosociabilité, l'analyse des rapports entre personnes de même sexe, constituent une bonne base de travail. Depuis cette proposition fut assez peu travaillée.

Hervé CHEVAUX : Voilà encore quelque chose qui nous vient de la sociologie, la distinction entre les hommes ayant des pratiques sexuelles et l'identité homosexuelle. Nuance qui en soi est intéressante. Pour autant, qu'est ce qu'on en fait ? Avant le mouvement homosexuel, il n'existait pas d'identité homosexuelle. Ce n'était même pas pensable. Et à propos du débat entre essentialistes et constructivistes, je me suis tapé des ouvrages, nageant dans le pur théorisme. Cette dérive de l'historiographie anglo-saxonne me gêne. A un certain degré d'abstraction, je décroche. Car pourquoi est-ce qu'on écrit ? Veut-on être lisible ?

X : Aux Etats-Unis, il y a tout un débat par rapport au mouvement homosexuel américain des années 80. Mais surtout des recherches sur le "gène gay". Recherche qui à travers une dialectique militante pro-essentialiste, qui affirme que l'on est gay de naissance. Problématique typiquement communautaire.

X : Si vous aviez des choses à suggérer sur-le-champ qui est le vôtre, que voudriez vous ?

Hervé CHEVAUX : J'ai 5000 suggestions à faire. Sur le créneau de la presse homosexuelle essentiellement française, je dirais qu'il faudrait voir du côté d'*Abodemas* (première revue homosexuelle), d'*Innovation*, de *Futur* et bien d'autres. Tout à l'heure, on me demandait pourquoi *Gai Pied*. Parce que *Gai Pied* avait un impact social. Dans *Gai Pied*, premières années, Foucault, Sartre, Jean-Paul Aron y écrivent. Dans ce fanzine de rien du tout, dans le premier numéro (d'avril 79), il y a un texte de Foucault sur le suicide. Il y a une réelle interface entre les intellectuels et une population homosexuelle. *Gai Pied* correspondait à une attente de la part des homosexuels. D'autant plus que lorsque débarque *Gai Pied*, c'est le désert. Ce qui restait de presse homosexuelle avait été interdit au printemps 78, après les législatives.

X : Il ne faut pas oublier, histoire de ne pas trop rester intello, tout l'aspect service de *Gai Pied*. Je pense aux petites annonces, pour lesquelles l'Observateur et Libération avaient été interdits quelques mois auparavant. A travers ces milliers de petites annonces, on pouvait savoir où en étaient les comportements, les rêves, les doutes, les espoirs et les désespoirs. Ainsi *Gai Pied* était en phase avec son lectorat, ce dernier

ayant établi avec lui une relation presque affective. De ce fait, *Gai Pied* fut porteur d'un changement et d'une identification de toute une génération. *Gai Pied* fut ainsi l'un des meilleurs miroirs de son temps.

Hervé CHEVAUX : Effectivement, le *Gai Pied* qui paraît à cette époque, c'est celui qui répond à toutes les attentes. Il occupe tous les champs. A la fois critique, militant, intellectuel, informations pratiques et petites annonces. Et par rapport à la presse homosexuelle d'aujourd'hui, segmentée, éclatée sur différents créneaux, vous aviez ce choix généraliste. Qui objectivement, il faut le reconnaître, fut de qualité. Personnellement, c'est un journal que j'ai lu depuis le premier numéro. Je me rappelle l'avoir acheté en kiosque, et jusqu'à la fin. En tant que lecteur, je n'ai pas senti de rupture, de dérive éditoriale, de changement dans le contenu. Je n'ai pas vraiment senti de vraie rupture entre le lecteur et le journal. Par rapport à ce que nous avons connu par la suite, genre *Têtu*, ça ne peut pas se comparer. Cette "rupture" s'est faite par glissements progressifs, la "dérive commerciale" est l'un des aspects (pas forcément le plus important) de ce phénomène. Et sur l'étude de cette question, j'ai plusieurs angles d'attaque. Comme établir une histoire chronologique, un calendrier des faits, ou analyser de manière thématique les différents champs (politique, culturel, intellectuel). Il y a aussi l'analyse de la nébuleuse *Gai Pied*, comment il s'est trouvé au centre d'un système, d'un réseau, d'une espèce de planète. Et *Gai Pied* déborde très vite de cette planète. Le premier numéro paraît en avril 79, en octobre 79 vous avez une émission sur Antenne 2 "Les hommes qui s'aiment" avec Dominique Fernandez et Jean le Bitoux. C'est au printemps 1987 qu'un journal télévisé fait sa une sur *Gai Pied*. Jack Lang se promène avec sous le bras au Salon du Livre. Le lacmé de cette "visibilité" c'est Charles Pasqua qui tente d'interdire *Gai Pied*. Ce point peut être un axe de recherche. D'ailleurs, alors que la droite avait démolé toutes les publications homosexuelles au printemps 1978, pourquoi *Gai Pied* passe à travers ? Est-ce parce que nous sommes dans une fin de règne de Giscard ? Parce que des intellectuels connus y écrivent ? Face à Pasqua, il y a une sorte de solidarité du reste de la presse généraliste, nationale et hétérosexuelle. Face à cette tentative d'interdiction, se produisit une vague de solidarité de la presse nationale (nous sommes ici dans l'histoire générale). Et pourquoi cette solidarité ? Parce qu'en France il y a une tradition de liberté de la presse, et les journalistes dans leur ensemble sont très sensibles sur cette question (le 19^{ème} siècle est rempli de censures). Aussi, la tentative d'interdire *Gai Pied* fut vécue comme une atteinte à la liberté de la presse.

X : Les étudiants qui s'intéressent à ce genre de sujets sont nombreux ? Et ce type de travail séduit-il les gens, les encourage à suivre cette voie ?

Hervé CHEVAUX : Olivier Jablonski a commencé à mener un travail en ce sens. Frédéric Ebel de Toulouse travaillerait sur la presse de l'entre-deux guerre. Sinon sur le champ historique proprement dit, nous avons beaucoup de travaux faits par des sociologues. Mais cette question met le doigt sur un aspect important celui de la solitude des chercheurs. Le fait que je travaille aussi sur des sources orales, des témoignages, c'est comme une ouverture. Il y a un vrai risque pour le chercheur parce qu'il y a un équilibre à avoir entre la rigueur de la recherche et le regard sur l'extérieur, la mise en perspective. Mais, ça bouge. Même s'il y a encore beaucoup à faire, face à une résistance universitaire assez forte. Nous sommes dans un pays habité par la notion d'universalisme, des droits de l'Homme, avec un grand H, déconnecté du réel. Chez les historiens, la Révolution Française est un sujet qui a été sur-dimensionné. On en revient un peu aujourd'hui, mais nous sommes toujours dans cette logique de la nation. Alors les corps intermédiaires c'est ressenti comme l'abomination de la désolation. Et ceci pose problème pour nos types de recherches qui sont vécues comme des recherches particularistes. Je conclurai en vous disant, si vous voulez aller plus loin, j'ai fait une bibliographie de 12 pages. Désolé, mais à vous de vous en nourrir. Vous avez le numéro du magazine *Histoire* (n° 221) intitulé " Enquête sur un tabou : les homosexuels en Occident". *Histoire*, est vraiment LA bonne revue de vulgarisation. Vous avez de la matière de qualité. Vous avez aussi les cahiers "Gai Kitsch Camp", *Masques* (revue plus intellectuelle qu'homosexuelle). Il y a aussi "*Les Actes de la recherche en sciences sociales*" et enfin la revue *h*. Bien, merci à vous tous.

Suzette ROBICHON-TRITON : L'histoire du mouvement des femmes commence à s'inscrire dans la mémoire collective, mais en France l'histoire des regroupements de lesbiennes est une histoire peu étudiée, considérée encore comme marginale. Ainsi la plupart des ouvrages parus sur l'histoire du mouvement de libération des femmes (MLF) mentionnent-ils fort peu l'histoire des groupes lesbiens, leurs activités, leur presse. La situation est la même dans les études sur les gays, dont les lesbiennes sont quasi absentes. La presse des groupes de lesbiennes a joué et continue à jouer un rôle important pour l'apparition d'une existence lesbienne collective et non pas individuelle, pour la mise en place d'un mouvement de lesbiennes, et pour rendre compte des débats qui l'ont traversé. A travers l'histoire de la presse lesbienne se dessine l'histoire des groupes de lesbiennes. Cet article est le très bref résumé d'une recherche sur les principaux titres lesbiens qui ont existé ou existent encore en France, entre les années 70 et 90.

Contexte historique

1970 : Première réunion féministe à Vincennes.

26 août 1970 : 9 femmes dont Monique Wittig déposent des banderoles sur la tombe du soldat inconnu (à l'Arc de Triomphe) : un homme sur deux est une femme. Il y a plus inconnu que le soldat inconnu, sa femme.

26 septembre 1970 : Première assemblée générale du *MLF* aux Beaux-arts à Paris.

10 mars 1971 : Salle Pleyel, intervention remarquée du *FHAR* et du *MLF* lors d'une conférence de Ménie Grégoire sur l'homosexualité "ce douloureux problème". Création du *Front homosexuel d'Action Révolutionnaire (FHAR)*. Manifeste des 343 salopes déclarant avoir avorté.

Mai 1971 : Sortie du premier numéro du *Torchon brûle*, mensuel du mouvement de libération des femmes, qui paraîtra jusqu'en 1973.

Juin 1971 : Premier tract du groupe de lesbiennes les *Gouines Rouges*.

1972 : Première apparition des *Gouines Rouges* à la Mutualité, lors des journées de dénonciation des crimes contre les femmes.

A la vue de ces dates, on peut s'étonner de ce qu'il faille attendre l'année 1976 pour que soit publié, pour la première fois, un journal fait par un groupe de lesbiennes et pour des lesbiennes. Simplement parce que les lesbiennes ont eu besoin de tout ce temps là pour avoir une existence plus ou moins autonome vis-à-vis du mouvement femmes et du mouvement homosexuel. Il faut également signaler qu'avant les années 70, il n'existait pas en France de bulletins de groupes de lesbiennes car il n'y avait pas de groupes constitués ayant une existence publique. On a beaucoup parlé du Paris lesbien des années 20. Cependant en mettant l'accent sur les lesbiennes de la rive gauche, Nathalie Barney, Djuna Barnes et d'autres, on laissé dans l'ombre ce qu'était la vie plus quotidienne des lesbiennes d'alors.

Leurs références, leurs points de rencontre étaient certains lieux, des chansons, des livres mais pas de presse. Et ce contrairement à ce qui se passait ailleurs, par exemple en Allemagne, où durant les années 20, a été publié entre autres, en 1924 le mensuel *Die Freundin*. Bimensuel en 1925 et 1926, s'arrête en 1927 pour être à nouveau publié en tant qu'hebdomadaire de juillet 1929 au 8 mars 1933.

En France, rien de tel n'a existé, même si le mouvement homophile *Arcadie* a rassemblé quelques lesbiennes dont l'importance fut déterminante pour l'histoire du *FHAR* et pour la nôtre. En 1970, le Paris lesbien des années 20 est presque inconnu et apparaît fort loin des préoccupations d'un mouvement de libération. Nathalie Barney meurt seulement en 1972, mais durant ces années de création de groupes lesbiens, elle n'est pas un pôle de référence. Par contre, dans la littérature des années 70, et dans le mouvement femme et lesbien, l'œuvre et la présence de Monique Wittig a une influence déterminante. Citons pour mémoire *L'Opoponax* (prix Médicis en 1964), *Les Guérillères* (1969), *Le Corps Lesbien* (1973), *Le Brouillon pour un dictionnaire des Amantes* (écrit avec Sabde Zeig en 1975). Ces quatre oeuvres majeures sont publiées, pour certaines, avant même l'apparition de tout groupe femme ou lesbien, et toutes avant l'apparition du premier bulletin lesbien.

De 1975 au début des années 90, on peut recenser une vingtaine de bulletin, journaux ronéotés, photocopiés ou imprimés, fait par et pour des lesbiennes. Deux grandes étapes se distinguent :

De 1976 à 1980 la presse est issue de groupes lesbiens militants rattachés au mouvement des femmes.

De 1980 aux années 1990 la presse traduit l'autonomisation de groupes de lesbiennes autonomes qui trouvent une vitalité au moment où la presse du mouvement féministe connaît des difficultés.

De 1976 à 1980

1976 : Première apparition publique autonome : *Journal des lesbiennes Féministes* Le Mouvement de Libération des Femmes s'est créé en 1970, le premier groupe homosexuel mixte en 1971. Mais il faut attendre 1976 pour que soit publié pour la première fois un journal fait par un groupe de lesbiennes. Pourquoi ? Parce que les lesbiennes ont eu besoin de tout ce temps pour se constituer en groupes plus ou moins autonomes du mouvement féministe et du mouvement homosexuel. Malgré la sororité du mouvement féministe, les lesbiennes se rendent très vite compte que leur parole n'est pas complètement entendue. Petit à petit, elles se regroupent d'abord dans un premier groupe : *Les Gouines Rouges* (1971). Vient ensuite *Le Groupes des lesbiennes Féministes* qui publie le premier bulletin lesbien français : *Le Journal des lesbiennes Féministes* (en juin 1976). Parler et écrire est alors nécessaire pour une réappropriation de l'histoire personnelle, pour dire ce qui n'avait jamais été dit. Publier permet de contribuer à écrire une histoire qui devient collective, et s'y rattacher. Leur réflexion se fait dans le cadre d'une remise en cause globale de la société hétérosexuelle, du couple, de la famille. Le lesbianisme est dit révolutionnaire. Les projets sont collectifs, les articles sont signés par des prénoms uniquement.

1978 : *Le Journal des lesbiennes Féministe* disparaît en 1977, et en avril 1978 paraît *Quand les Femmes s'Aiment* journal publié alternativement par le *Groupe de lesbiennes* de Lyon et par celui de Paris afin de mettre sur place une coordination nationale, et d'aller à la rencontre des lesbiennes isolées. Le lien au mouvement féministe est toujours marqué, par contre la nécessité d'actions et réflexions autonomes est affirmé. La multiplication des initiatives autour des années 79 va faire apparaître en pointillé un mouvement de lesbiennes, et donc vont naître plusieurs autres tentatives de journaux s'adressant à l'ensemble des lesbiennes. Désormais, mensuel féministe et lesbien, est une première tentative en 1979 de faire un mensuel lesbien non issu d'un groupe militant.

1980 - 1990 : Diversification de la presse lesbienne

On trouve alors trois catégories de presse : des revues d'analyse rendant compte de débats théoriques et politiques en particulier autour du courant des lesbiennes radicales, des revues plutôt culturelles, et enfin des magazines d'informations et de débats.

Revue d'analyse

La scission autour de la revue féministe *Question Féministes* est un événement majeur en France et ailleurs. Elle a lieu après la publication en 1980 de deux textes de Monique Wittig, "*La pensée Straight*" et "*On ne naît pas femme*". Autour de ces textes se crée un courant de pensée qui développe pour la première fois une analyse globale, analysant l'hétérosexualité comme un modèle politique. Le lesbianisme n'est plus considéré comme un simple mode de vie comme un autre, mais comme une forme de résistance à l'appropriation des femmes. Le *Front des Lesbiennes Radicales* se crée et deux revues : *Chroniques Aigues et Graves*, puis *Espaces* vont pour la première fois développer de manière approfondie une série de débats théoriques. C'est la première fois que des revues d'opinion lesbiennes apparaissent. Le débat est vif, et ces années marquent une rupture définitive dans le consensus qui existait jusque là entre les lesbiennes et le mouvement des femmes. C'est un tournant déterminant dans l'histoire des lesbiennes en France, et dans d'autres pays.

Des revues plutôt culturelles

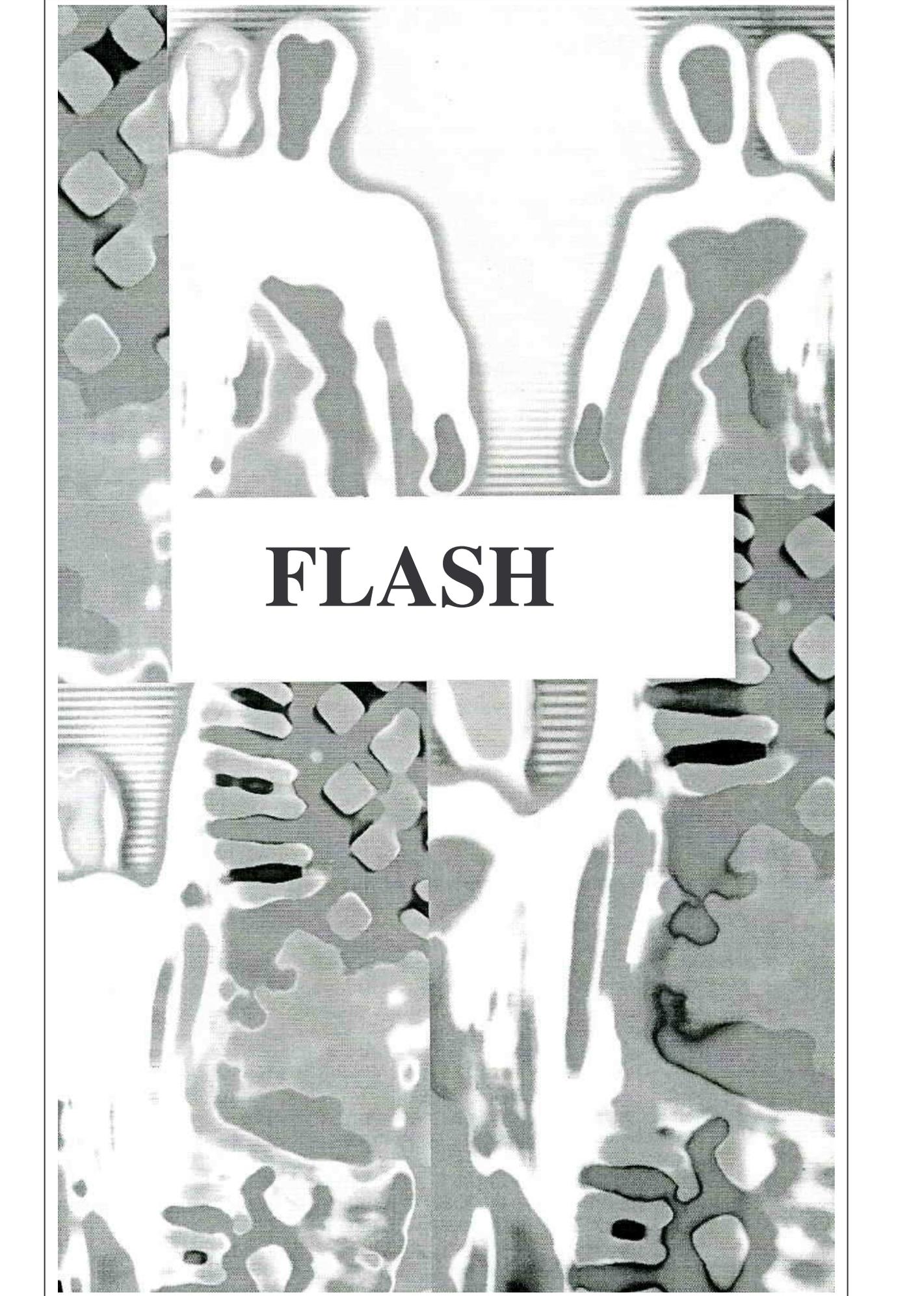
Dès le début, les lesbiennes ont cherché dans la littérature et dans tous les domaines culturels, des références. Poèmes, nouvelles, dessins ont toujours eu une bonne place dans les revues. A l'exemple de *Dire nos Homosexualités* (en 1979), de *La Grimoire* (en 1987) composé de textes, photomontages, dessins, puis en 1989 de *Suite des cris*. Avec pour finir (en 1991) *Délires et Chuchotements*, *Vlasta* revue des fictions et utopies amazoniennes, revue de réflexions et de créations de lesbiennes qui publie des textes lesbiens francophones.

Des magazines d'informations plus générales

Pour la première fois, deux magazines veulent se centrer sur l'information, mais en affirmant leur anti-militantisme. C'est *Féminin Pluriel* et *LMF Le média Féminin*. Toutes les autres tentatives de faire un magazine national échouent, sauf *Lesbia*, créé en 1982 par une équipe non militante. Ce qui leur vaudra d'être regardé avec méfiance par les féministes. *Lesbia* n'est pas le produit d'un collectif, ni même d'un comité de rédaction, mais d'un ensemble de bénévoles qui assument toutes les tâches, de la rédaction à la gestion, en passant par le courrier et l'organisation des fêtes mensuelles. *Lesbia Magazine* réussit le tour de force d'exister depuis maintenant plus de 15 ans, d'être imprimé chaque mois à 10 000 exemplaires et de s'être imposé, définitivement, espérons-le. *Lesbia* a le mérite d'être à la fois un des moteurs et un des produits des regroupements de lesbiennes aujourd'hui. Depuis le début des années 1990, la multiplicité des associations de lesbiennes, regroupées en *Coordination Nationale Lesbienne* a donné le jour à de nombreux bulletins paraissant régulièrement et rendant compte de la multiplicité des activités.

Conclusion

Depuis 1976, que ce soit au niveau du vocabulaire ou du contenu, la presse lesbienne ne consacre plus de pages à justifier son droit à l'existence. Elle rend compte des activités des groupes de lesbiennes et de la diversité de leurs approches. Soulignons une constante : la presse lesbienne en France est, et a toujours été, bénévole. Les ressources publicitaires ne permettent pas d'avoir des salariés, aucune subvention gouvernementale ne la soutient. Sa survie dépend des ventes et d'événements associatifs.



FLASH

ASSEMBLEE GENERALE de CLOTURE

Jacques FORTIN : Bien, voici donc l'assemblée de clôture de ces *Universités d'Eté*. Une semaine est passée, il est temps de dresser un bilan. La parole est à vous, à vous tous qui avez fait vivre durant la semaine cette *Université*. Faites-nous part de vos remarques, de vos critiques. Allez-y.

Gonzalo Da SILVA : En tant que personne homosexuelle, nous demandons le droit au respect. En tant que mouvement, nous voulons être pris au sérieux. Et si nous voulons être pris au sérieux en tant que mouvement, nous devons faire au sein de notre mouvement ce que nous préconisons pour les autres. Nous devons être cohérents en terme de non-discrimination et de respect. Ceci commence à l'intérieur avant de pouvoir être critique à l'extérieur. J'ai déjà expliqué qu'au Portugal, le mouvement gay et lesbien a commencé tard, au milieu des années 90. Ainsi nous avons beaucoup appris des erreurs qui ont été faites dans d'autres pays. Comme cette façon très anglo-saxonne qui consiste à tout compartimenter, classer par catégories. Il y a les blancs, il y a les noirs, les homosexuels Aussi, je suis un peu triste de voir qu'en France vous adoptez cette tradition du classement. Au Portugal, nous avons choisi une stratégie d'intégration, nous avons choisi de ne pas être en dehors de la société, mais d'être dans la société. Nous n'avons donc pas une stratégie de séparation, nous avons une stratégie d'être avec la société. C'est aussi une façon de dire qu'il faut arrêter ce combat stupide entre gays et lesbiennes.

Jacques FORTIN : Bien, l'atelier sur le Net. Ensuite les profs, puis Zoo. Après, nous passerons aux individuels et aux groupes.

Donald : Oui, bonsoir, je parle pour les *Gays et Lesbiennes Branchés*, pour vous dire ce qui s'est passé pour nous durant cette *Université d'Eté*. Premièrement, la couverture média, globalement négative. Ensuite, en matière de photographie et d'opération sur Internet, nous sommes arrivés à faire à peu près ce que nous voulions. Nous avons eu un succès inattendu, pour la simple raison que nous étions les seuls sur le créneau de la presse gay. Nous avons eu pas mal de courrier électronique, y compris de la part de militants connus qui n'ont pas trouvé d'autres sources de renseignement sur les *UEEH* que les quelques papiers que nous avons pu faire. Parce que comme Jean l'avait dit hier soir, la presse gay c'était vraiment le désert.

En ce qui concerne le cybercafé, je voudrais remercier France Télécom qui a fourni les lignes. Egalement Béatrice Goya qui est venue et qui avec nous a tenté de faire quelque chose. Jérémie aussi qui nous a aidé à faire face, dans la mesure où il le pouvait. Malheureusement je dois m'excuser auprès de toutes les personnes qui ont espéré pouvoir accéder à leur mail, mais la situation d'improvisation du cybercafé a été telle que l'on n'a pas vraiment été à la hauteur sur ce plan là. Donc il faudra faire un effort à ce niveau l'année prochaine, et je pense que toute l'équipe des *GLB* aura à cœur de le faire. Nous avons su trop tard que l'on allait avoir des lignes pour s'organiser.

A propos des ateliers, il n'y a pas eu d'atelier Internet à proprement parlé. Parce que nous ne pouvions pas tout faire. Personnellement, je me suis joint à l'atelier sur les solidarités, et c'est l'endroit où j'ai eu le sentiment d'être le plus entendu. Il y a eu beaucoup d'applaudissements le premier soir à propos des communautés étrangères qui étaient présentes. Par contre la présence physique de congressistes a été très

inégale. De même que j'ai entendu un intervenant étranger dire qu'il ne souhaitait pas tomber dans l'hégémonie anglo-saxonne. Il est vrai qu'en matière de soutien international, les anglo-saxons ont des moyens matériels que nous n'avons pas. Mais il faut essayer d'apporter autre chose. Il y aura un compte-rendu sur les idées que l'atelier Internet pourrait apporter à la communauté. Deux choses simplement sur ce point. D'une part nous avons décidé, c'est en cours, d'héberger les pages Internet des associations étrangères qui ne peuvent pas le faire chez elles. De la même façon nous fournirons les boîtes aux lettres électroniques, anonymes et redirigées aux associations qui sont dans l'impossibilité de le faire.

Enfin, et pour finir, sur les UEEH nous lançons une liste de diffusion. C'est à dire une adresse unique dans laquelle toutes les personnes inscrites recevront tout ce qui viendra des contributions de l'UEEH. De ce point de vue là, il y a une affiche à l'entrée où vous pouvez vous inscrire. J'en ai fini.

Jacques FORTIN : L'association *Etudions Gayment*.

Audrey : Nous étions venus pour observer, pour voir comment cela se passait. Et nous avons trouvé cela très intéressant. Nous n'avons pas forcément plus d'idées que vous pour l'instant, mais en revanche ce que l'on aimerait voir, c'est comment mieux nous organiser. Nous avons envie de donner envie aux personnes non militantes, qui font partie d'une association de jeunes pas forcément militants de venir aux *Universités d'Été des Homosexualités*. Car si certains d'entre nous n'étaient pas spécialement militants avant de venir, et étaient venus surtout pour le côté festif, ils ont découvert différentes façons de faire du militantisme. Et ils sont beaucoup maintenant à vouloir militer, mener des actions. Ils n'ont plus vraiment envie de venir aux UEEH pour seulement s'amuser. Je pense que si on essaye d'ouvrir des UEEH aux personnes qui ne sont pas spécialement militantes, qui ne sont pas investies dans les associations, cela permettra de développer les sensibilités de chacun pour faire avancer les choses.

Les UEEH permettent encore plus de rencontres des gens et d'apprendre. Pour nous c'est très important de lier ces aspects. Que les UEEH soient autant conviviales permet d'apprendre, de rencontrer, de mélanger le sérieux et la convivialité. Ce qui n'est pas incompatible. Ça ne doit pas être uniquement sérieux.

Et enfin, je vais peut-être vous choquer, mais nous voudrions développer le côté "colonie de vacances" de ces *Universités d'Été*. Car notre première impression, dès le premier jour, fut que cela ressemblait à une colonie de vacances. Du genre de celles que l'on aurait aimé connaître lorsque l'on a commencé à y aller. C'est pour cette raison que nous ne voulons pas que les *Universités d'Été* soient toujours aussi sérieuses. Qu'il y ait ce côté festif afin de permettre d'apprendre des choses, de développer des sensibilités, mais aussi de s'amuser. Ainsi, nous vous proposons de nous organiser l'année prochaine, pour arriver à ce but là. En matière de séminaire, notre objectif est la tenue d'un séminaire sur la création et les problèmes qui se posent à une association universitaire homosexuelle, à la lumière d'expériences vécues. Pour l'instant, à ce que l'on sache, nous sommes la seule en France à avoir un local sur l'université même.

Après nous proposons de faire des ateliers, on ne sait pas encore lesquels mais nous vous donnerons envie de venir. Sinon pour les soirées, on pense que les *Gais Musettes* ont tout à fait leur place. Mais pas seulement les *Gais Musettes*. On voudrait organiser une soirée techno. Enfin, on pourrait allier le sérieux, la prise de conscience avec le jeu. Nous allons essayer de travailler dessus. Comme par exemple, organiser une grande soirée de jeu, basée sur la tolérance, qui permettrait à chacun de découvrir différentes choses.

Jacques FORTIN : Il reste un quart d'heure. Pourquoi ? On pourrait continuer sur les ateliers encore un quart d'heure, pour ensuite laisser la parole à des individuels. Alors allons-y, le suivant c'est les profs.

Jean-Louis : Au niveau de l'Education Nationale, nous nous sommes réunis ce matin pour la première fois. Il y avait une vingtaine de personnes, membres de l'éducation. Instituteur, institutrice, psychologue scolaire, professeur du secondaire, professeur universitaire, éducateur spécialisé en milieu d'enfance inadaptée, surveillant, tous et toutes aussi intéressants les uns que les autres. Ce fut une démarche complètement informelle, faite de discussions très empiriques sur ce qu'on ressentait en tant que travailleur de l'Education Nationale, soit statutaire et fonctionnaire, soit précaire. Il y avait aussi des maîtres auxiliaires. Car différentes questions se posent, par exemple dans le cadre de la reconnaissance de leur homosexualité. Sachant qu'ils n'ont pas la sécurité que nous pouvons avoir en tant que fonctionnaire. Donc nous avons abordé plusieurs questions, comme celle de la possibilité du coming-out dans l'Education Nationale, ou la différence entre les personnels statutaires et les personnels précaires. Avec l'impression que l'on pouvait avoir par moment de disposer de très peu de marge de manœuvre au sein de ces instituts extrêmement normatifs. Nous nous sentions très seuls, et conscients que l'on avait pour seule possibilité que celle de s'appuyer que nos propres forces. On a parlé de l'éventualité d'essayer d'adresser des courriers aux syndicats de l'Education Nationale, à la Fédération des parents d'élèves de l'Education Nationale, à la FCPE (connue comme pour être à gauche) susceptible d'être l'une des associations qui pourrait éventuellement travailler avec nous. Evidemment une association comme *Contact* et bien d'autres sont bienvenues. Je ne vais pas vous donner l'état des débats. Concrètement, nous avons mis en place un site de discussion sur Internet, (m.lacheze@wanadoo.fr) qui va tout centraliser et redistribuer. Nous pensons discuter jusqu'en janvier/février, puis proposer pour l'année prochaine, un séminaire sur l'homophobie dans l'Education Nationale, sous la forme institutionnelle de l'homophobie dans l'Education Nationale.

Jacques FORTIN : Zoo. Qui intervient ?

Arrive sur l'estrade une quinzaine d'hommes et de femmes, tous vêtus d'un simple caleçon ou d'un slip, et portant un panneau avec inscrit dessus 3615 Une fois alignés, quel qu'un déclare : "Si l'on voyait des corps comme les nôtres sur les publicités 3615, on se sentirait tellement mieux."

Danielle : Je prends le micro au nom de Denis, absent du fait d'obligations personnelles. Le thème de l'atelier au départ était plaisir et équilibre. Thème suffisamment vaste pour pouvoir permettre une expression individuelle. A côté du militantisme, de l'activisme universitaire, ces paroles se sont trouvées être nécessaires pour certaines personnes. L'atelier fut suivi assez régulièrement par un petit noyau, comme c'était ouvert des gens passaient, et certains restaient. C'est très important qu'à côté des grands débats, des forums et des séminaires qu'il y ait des ateliers qui permettent à chacun de s'exprimer en son nom propre dans une atmosphère sécurisante, avec une écoute bienveillante de la part de chacun. Une communauté c'est un plus, et plus on se développe individuellement et plus on peut enrichir cette communauté. Merci.

Jacques FORTIN : Maintenant, Christian pour le réseau inter-universitaire.

Christian de Leusse : Il me semble que c'est l'un des points forts de cette *Université d'Eté*. En effet, beaucoup de personnes qui travaillent dans des centres universitaires sont venus, et ont souhaité très, très vite se rencontrer. Ils ont aussi souhaité établir assez rapidement un appel commun, signé par beaucoup. Comme Defert, Borrillo, Bach Ignasse, je ne cite pas tous les noms. Appel que l'on va diffuser le plus largement possible. Sachant que le soutien des associations sera utile, l'objectif de ce réseau est d'abord de sensibiliser le monde universitaire et bien au-delà, à la nécessité de développer les études universitaires sur genre et sexualité, puis de réaliser un répertoire de toutes les études portant sur ces sujets. Le Réseau inter-universitaire est une belle avancée. Voilà, je voulais vraiment le dire.

Jacques FORTIN : Je propose une petite tournée d'interventions individuelles. J'en ai déjà trois qui se sont inscrits avant le forum. Et après ce sera toi, Georges, puis Dustan, André. On arrête là. Il me manque encore des ateliers. Les *Gais Musettes* ? D'accord, passez le micro aux *Gais Musettes*.

Rémi : Donc les *Gais Musettes*, association mixte et trans-générationnelle. Il n'est pas question de faire du prosélytisme, mais je voudrais plus simplement revenir sur l'explication de notre présence ici, parfois très nombreuse, voire envahissante pour certains Non je plaisante. C'est vrai que l'on aime bien amuser la galerie d'une manière ou d'une autre, mais je crois que nous ne sommes pas simplement là pour ça. Il me semble que la principale raison qui explique que nous sommes venus, c'est que notre engagement individuel, l'engagement que chacun peut avoir dans notre association est aussi une manière de lutter contre l'uniformité, la ségrégation, la discrimination et contre la déliquescence du tissu social, dans une période d'ultralibéralisme acharnée. C'est pour nous très, très important d'être ici. Vraiment. D'ailleurs, je crois que l'on reviendra les années suivantes. Et nous sommes prêts à nous associer, d'une manière ou d'une autre, à d'autres associations, même à titre individuel, pour rendre nos soirées plus agréables. Mais je tiens surtout à dire que nous ne sommes pas des homos perdus. Merci beaucoup.

Jacques FORTIN : Le CGL, qui n'était pas un atelier. Mais c'était aussi important qu'un atelier. Elyane, tu fais l'intervention ? Le CGL qui a tenu la buvette.

Elyane : Tu me prends en traître, parce que l'on a rien préparé. Alors cela va être du personnel. Nous avons participé sur les chapeaux de roues parce que c'est presque après coup que nous nous sommes raccrochés au train. Nous avons souhaité vous apporter concrètement, un accueil qui je l'espère vous a donné l'envie de nous revoir l'an prochain. Nous souhaitons également participer davantage à la préparation et au déroulement des UEEH l'année prochaine. Dans un souci à la fois individuel et collectif de renforcement de la réflexion sur notre identité, sur les problèmes du mouvement homosexuel en France, et sur les liens que nous avons créés avec les autres associations et les milieux universitaires.

Jacques FORTIN : George, je ne sais pas où est George. On commence donc par Dustan. Et Georges se signale juste après. Tu es là ? Bon vas-y.

Georges : Ces *Universités* ne sont pas assez internationales et méditerranéennes, c'est encore très franco/français. Au niveau des stands associatifs, c'est bien de voir ce qui se pratique dans d'autres associations, de partager, d'échanger avec d'autres langues étrangères. Je suis très internationaliste. Merci.

Guillaume Dustan : Je voudrais dire juste deux petites choses. Je pense que cette université ressemble déjà, un petit peu à une *Gay Pride*, en fait. Et je pense qu'il faudrait qu'elle ressemble de plus en plus à une *Gay Pride*. La *Gay Pride* est à tout le monde, mélangée, qui défile ensemble. Il n'y a pas des bourgeoises pour cracher sur la gueule des SM, et d'autres pour dire que les bourgeoises sont des connes. Tout le monde se côtoie et peut-être même arrive à s'aimer. C'est quelque chose qui me semble vraiment intéressant dans le mouvement homosexuel. D'ailleurs, c'est peut-être même la seule chose intéressante. Il ne faut pas que l'on ne reproduise pas ces divisions classistes, sexistes qui parcourent la société, et qui font souffrir. Aller vers la *Gay Pride* permettrait aussi de laisser la parole à d'autres qu'aux professionnels du discours qui parfois fatiguent. Il pourrait y avoir des ateliers de maquillage de Drag queen et d'autres choses comme ça.

Ensuite, je ne suis pas d'accord avec ce qu'a dit *Etudions Gayment*. C'est bien qu'il y ait des endroits où il n'y a pas de pressions. Quel que soit le bordel qui existe, c'est très bien, d'ailleurs je ferais bien un atelier là-dessus l'année prochaine parce que ça fait longtemps que ça me travaille. Dernier point, le bordel c'est bien,

mais il faut aussi professionnaliser. Et à ce titre, je crois qu'il faudrait réfléchir à l'organisation sur une journée dans la semaine sur un colloque sur un thème précis, préparé à l'avance, avec des gens qui ne seraient pas seulement des pédés, mais qui serait ou des lesbiennes, ou des ce que vous voulez

Une femme : Merci. Y'a pas que des pédés, il y a aussi des SDF

Guillaume Dustan : Oh, ça va. Quand on dit pas que les pédés, ça veut dire pas seulement les homosexuels, mais aussi des hétéros. Bah oui !

Jacques Fortin : Laissez les gens parler. Essayez de ne pas trop réagir, parce que cela perturbe les débats.

Guillaume Dustan : Bref un colloque sérieux. Vraiment il faut le faire, dans le cadre des *Universités d'Été*. Puisque il n'y a pas d'autre université homosexuelle que celle là.

Jacques FORTIN : Un petit compte-rendu de la fête lesbienne ? Qui le fait ?

X : Petit compte-rendu quantitatif. 220 femmes sont venues à la fête lesbienne. Le concert des Beladonna s'est bien passé. Il y eut 49 femmes membres de l'UEEH, 180 femmes originaires de Marseille et des environs. Ce fut l'occasion de mélange, de rencontre avec Marseille. Je voudrais en profiter pour répondre au débat que l'idée de fête non mixte (car c'était une fête lesbienne non-mixte) a provoqué. C'est un sujet qui effectivement peut se rediscuter pour les prochaines UEEH. La porte est ouverte. Je dirais que si pour certains il fut incompréhensible que nous les femmes, nous ayons voulu des espaces non mixtes, il me semble que lorsque l'on est ici, nous sommes dans un espace non hétérosexuel. Ce qui me semble normal a priori. Je pense que si nous sommes là, au moins une fois par an, c'est pour avoir un espace où il n'y a pas d'hétéros. Nous, c'était seulement une soirée dans la semaine.

Jacques FORTIN : Je vous demanderais qu'il n'y ait pas trop d'applaudissements ou de réactions, parce que cela joue les rapports de force. C'est toujours compliqué Non je n'ai pas dit qu'il n'en fallait pas. J'ai dit qu'il fallait ne pas en faire trop. Bien, le suivant à parler, c'est André.

André : D'abord je voudrais dire que je dresse un bilan très, très positif de cette semaine à laquelle je suis venu surtout pour écouter, entendre et rencontrer des gens. Je ne suis pas un vieux militant, et donc il y a des tas de choses que je ne sais pas. Et j'avais envie de m'engager davantage, alors que je ne savais pas comment faire. J'ai été confronté à une sorte d'exclusion, le terme est peut-être un peu fort, plutôt de non-mixité entre d'un coté les anciens, et de l'autre, les moins anciens. Je fais peut-être partie des anciens en âge, mais pas en tant que militant. J'ai souvent eu l'impression d'être dans un environnement d'anciens combattants où l'on évoquait des tas de choses que tout le monde connaît. Et je me disais "je dois être con, parce que je ne connais pas". Et très souvent j'ai entendu "oui tout le monde sait de quoi on parle", et l'on faisait des allusions, on évoquait des choses qui se sont passées, des gens que tout le monde connaît. Mais lorsque l'on vient pour la première fois, et bien les gens que tout le monde connaît, ces choses que tout le monde sait, on ne les connaît pas, on ne les sait pas. Je pense que ce serait bien de faire un effort pour intégrer ceux qui ne connaissent pas, qui ne savent pas. Autrement, j'ai rencontré plein de gens super et j'ai pas mal d'idées de ce que je peux faire pour m'engager davantage dans ce milieu, même si on n'est pas venu m'ouvrir 50 portes pour me dire "viens c'est ici". Merci.

Jacques FORTIN : L'atelier Radio. Paola.

Paola : Au troisième atelier, largement improvisé, nous nous sommes retrouvés un dizaine dans la salle Internet. Le but de cet atelier était d'essayer de dresser la liste de toutes les émissions radio gays et lesbiennes qui existent aujourd'hui, afin d'essayer de mettre ensemble les expériences, et peut-être préparer notre présence de façon plus affirmée l'année prochaine. Nous allons essayer avant l'hiver, de dresser la liste de toutes les émissions qui existent. A ce sujet, si certains sont au courant d'émissions que l'on ne connaît pas, ce serait bien de nous faire parvenir les coordonnées de ceux qui s'en occupent. Le but est de préparer une présence plus affirmée l'année prochaine, notamment en essayant au minimum de sonoriser l'espace existant en faisant des points réguliers de l'atelier radio en fin de journée par exemple, où l'on inviterait des gens à parler. Et pourquoi pas, si on arrive à s'organiser matériellement, émettre sur Marseille durant les prochaines *Universités d'Eté*, en se servant de la fréquence d'une radio amie. S'il y a des techniciens ou des gens qui ont des possibilités en la matière, notamment sur Marseille, ce serait bien qu'ils entrent en relation avec nous. Et qu'ensemble nous essayons d'organiser quelque chose l'année prochaine.

Jacques FORTIN : Oui, un copain demande la parole depuis longtemps. Alors vas-y, rapproche toi du micro. Bien, ensuite ce sera à Daniel, et après à l'atelier de théâtre. Je souhaite alterner personne et atelier.

Patrick : Bonjour. Je voulais intervenir depuis pas mal de jours. Je ne savais pas quand, comment, sous quelle forme. Je voudrais intervenir à propos de l'intervention de Donald de dimanche soir, lors du forum, concernant les rapports entre adultes et mineurs consentants. Son intervention m'a choquée. Et je souhaiterais faire-part d'un témoignage. C'est le mien que je vis depuis cinq ans, et c'est également, et surtout le témoignage de Stéphane, mon copain. Je l'ai encore eu au téléphone cet après midi et il m'a engueulé de ne pas être intervenu avant. Stéphane, lorsqu'il a eu neuf ans et demi, a eu une relation avec un adulte, très brève, le temps d'une fellation. La seconde expérience qu'il a eu, a commencé à dix ans et demi. Elle a duré 6 ans. Stéphane quand il vous en parlera, il vous en parlera facilement parce qu'apparemment pour lui c'est très facile, il vous dira qu'il a été toujours consentant, dans la mesure où c'est lui qui allait chez le monsieur. Quand il parle de cet homme, il parle du monsieur. C'est lui qui se déplaçait, qui prenait l'initiative de la chose. Stéphane après cette expérience a gardé les choses pour lui durant près d'une dizaine d'années. Il n'a pu en parler que lorsqu'il est arrivé à *Aides*. Cette expérience l'a traumatisé à vie. Cet homme était responsable de l'office HLM, il avait permis à la mère de Stéphane d'avoir un appartement alors qu'elle était en plein divorce. Alors moi je pose deux questions. Je veux bien que l'on parle de consentement, je veux bien qu'on parle d'amour. Mais quand on parle de consentement, parlons-nous de consentement conscient ? Je veux bien qu'il y ait de l'amour dans ces relations, même avec des jeunes de 14/15 ans. Mais pour un amour réellement vécu, combien de vies traumatisées ? Voilà, j'aimerais quand même que les *UEEH* se penchent sérieusement sur ce problème d'éthique. Merci.

Daniel WETZER-LANG : Juste deux ou trois points pour finir sur cette question du Réseau inter-universitaire. D'abord une remarque personnelle, il me semble que l'organisation de cette *Université d'Eté* est calquée sur le mode de vie des gays blancs, urbains qui ont de l'argent. Juste une remarque comme ça, en passant. Donc sur le Réseau inter-universitaire, Christian a oublié de dire qu'il s'appuie aussi sur un certain nombre de séminaires qui eux-mêmes fonctionnent depuis plusieurs mois en France. Ces séminaires, ils sont mixtes. J'appartiens à celui de Toulouse, mixte en hommes et en femmes, en gays et en lesbiennes, en universitaires, en non-universitaires, entre personnes qui sont militantes et d'autres qui ne le sont pas. Ceci prouve, s'il en était besoin, qu'il est possible de travailler ensemble. Ce qui nécessite de se mettre d'accord sur des principes et sur les mots, les termes que l'on utilise, que les gens qui sont en situation de pouvoir puisse accepter d'entendre ceux qui sont en situation de dominés. Alors par rapport au débat qu'il y a eu ici, nous avons constaté l'existence de différentes théories, idées, concepts qui circulent sur les études gays et lesbiennes, sur les études queer. Le séminaire de Toulouse propose que l'on se

rencontre en janvier 2000, pendant deux jours, pour mettre à plat ces différents concepts, ces différentes théories. Et que l'on discute de l'intérêt d'adopter tel ou tel terme, telle ou telle idée. Ça ne veut pas dire que nous aurons forcément les mêmes, mais nous saurons pourquoi et comment nous faisons les choses. Donc en janvier prochain sont invités les universitaires et les non-universitaires, les associations et les mouvements sociaux. Merci.

Jacques FORTIN : A l'heure actuelle, il y a d'inscrit Francisco. Daniel, c'est fait, Osmine, Kader, Irène et Christian. Pour le moment. Je ne regarde pas les autres inscriptions. Donc, d'abord l'atelier théâtre.

X : Oui, je représente l'atelier théâtre puisque Frédéric n'a pas voulu prendre la parole. Donc, nous étions à peu près huit. Et je voudrais dire que c'est très intéressant de faire du théâtre entre gays et lesbiennes. Déjà pour se connaître soi même et aussi voir les autres sous une autre forme, dans un moment privilégié. Le moment théâtral c'est aussi un moment d'improvisation où chacun peut apprendre à apporter sa contribution, son vécu. Nous avons pensé, entre nous, que ça valait autant qu'une réflexion de fond, qu'un forum, puisque c'était important de vivre des choses plutôt que de réfléchir. Voilà. Et puis on souhaitait dans l'avenir et dans les prochaines universités qu'ait lieu d'autres manifestations d'expression artistique, en théâtre, en musique, en danse. Merci.

Osmine : Je n'ai pas l'habitude de prendre le micro, mais je vais essayer. Bonjour tout le monde. Merci pour votre soutien et merci pour Jacques Fortin qui nous a aidé à être parmi vous. J'espère que l'année prochaine nous serons représentés par une autre association et à l'année prochaine. Merci.

Kader : Bonjour, je voulais dire qu'avant de venir ici, mon idée des *Université d'Eté* c'était pour moi une simple rencontre avec des homosexuels. Ce qui ne fut pas le cas. Cela a été plutôt agréable ces rencontres intellectuelles, humaines surtout. L'accueil qui m'a été offert, les cœurs qui m'ont été ouverts. Je ne demandais pas plus que ça. Sauf une autre fois, l'année prochaine. Je remercie en même temps Monsieur Jacques Fortin et toute l'équipe des *UEEH*. Et j'aurais bien aimé que l'année prochaine ce ne soit pas l'*UEEH* mais plutôt l'*UEMH*, l'Université d'Eté Mondiale des Homosexualités. Je remercie aussi tous les groupes et tous les amis que j'ai connus ici. J'ai eu des contacts ou pas, sexuels bien sûr. Je suis plutôt direct, n'est-ce pas ? Je remercie tout le groupe, tous les amis que j'ai connus. Depuis le premier jour, je me sens chez moi, dans mon entourage. J'ai eu le sentiment d'être avec des personnes que je connaissais depuis longtemps. Et je voulais dire aussi à propos des lesbiennes que je n'en avais jamais rencontrées. Pour moi les lesbiennes c'était autre chose, je ne dirais pas ce que c'était. Je les adore, je les aime très fort. Parce que nous avons les mêmes idées, le même but dans cette vie d'homosexuel. Merci

Jacques FORTIN : Je tiens à préciser que si les copains citent mon nom, c'est que nous avons mené une bagarre insensée pour obtenir des visas. Donc on était en relation téléphonique depuis quatre mois, et ce fut une bagarre de tous les instants. Les visas, on les a eu il y a 10 jours, 11 jours.

Irène : Je ne voudrais pas jeter de l'huile sur le feu, mais je vais le faire quand même. Je voudrais réagir aux réactions de la part des copains sur le problème de la mixité. Cela m'amuse toujours d'entendre que lorsque ce sont les femmes qui veulent se réunir entre elles, on parle de séparatisme. Ceci me rappelle l'histoire du féminisme. Depuis des siècles, des groupes d'hommes se réunissent entre eux, les femmes n'étant pas autorisées. Je ne vais pas citer tous les groupes, les clubs qui ont pu exister, sans parler des métiers. Et c'est au moment où les féministes ont demandé, ont exigé, ont décidé de se réunir que l'on a

découvert le séparatisme. J'ai toujours trouvé ça extraordinaire. Et je retrouve ça un peu ici. Je voudrais rappeler aux copains qui ne comprennent pas que des filles aient envie de se rencontrer entre elles, qui croient que c'est une question de mauvaises odeurs, c'est qu'il y avait un atelier d'hommes non ouvert aux femmes. Et j'ai trouvé ça tout à fait normal, d'autant que c'était un travail sur la virilité. Et je n'ai pas entendu de protestations genre "quoi les hommes vont faire un atelier entre eux, c'est scandaleux". Donc je trouve tout à fait normal que les filles aient aussi l'envie de se retrouver entre elles, et j'espère que l'année prochaine se sera le cas.

A cela, j'aimerais ajouter quand même que j'ai été très heureuse de rencontrer et des filles et des garçons. Je dirais même et des garçons misogynes, parce que j'ai pu discuter avec eux. Et pour moi, je trouve que c'est enrichissant parce que le monde à l'extérieur il est comme ça. Il est misogyne, il est même en général pire. Cela m'a appris des choses, cela m'a appris à argumenter. Je compte bien revenir l'année prochaine, et je donne rendez-vous aux misogynes. Je suis prête à continuer le débat. Voilà, merci.

Francesco : Ce témoignage est personnel et n'engage que moi. Il découle cependant de ma participation aux divers ateliers du ZOO, que je remercie ici de tout mon corps et mon cœur. Je remercie l'UEEH. Cette semaine m'a permis de remettre en cause un bon nombre d'évidence. De me poser de nouvelles questions. De repartir à Bruxelles avec, dans ma tête, des portes qui se sont entrouvertes et qui me donnent de nouvelles pistes de réflexions.

Homosexuel..... La majorité dominante hétéro m'a placé dans cette catégorie minoritaire car je fais l'amour ou je baise avec des personnes du même sexe que moi. Je fais partie de cette minorité. Mais surtout, je fais partie d'une minorité et c'est cela qui est important. Qu'elle soit sociale, raciale, sexuelle ou autre, ma fierté, en majuscule vient du fait que je me démarque de la norme, d'une majorité qui essaie de m'imposer un point de vue unique. Je suis : out and bad but proud !

Cette semaine, la prise de conscience la plus importante pour moi a été qu'au sein de cette minorité gay et lesbienne, il y avait d'autres minorités. Et au sein de ces minorités, d'autres mi-minorités encore. Et ainsi de suite, jusqu'à arriver à l'individu, à chacune et chacun. J'ai ainsi rencontré des gouins, une lesbienne communiste, un gna (gay non anal), un pédé Calvin Klein, des F to M et des M to F, des goudous artistes, une vierge effarouché, Madame H, une lesbienne hypra intello, une pétasse au masculin, une bnp (bi non pénétrative) et même un preneur de son hétéro ! Je remets donc en question mon appartenance à un groupe uniquement définissable par une ou deux pratiques sexuelles. Quelqu'un m'a dit : Il n'y a pas une hétérosexualité, il n'y a donc pas une homosexualité. A Bruxelles, j'ai la chance de pouvoir parler avec Jacques qui me décrit avec délice comment la chatte de sa nana est douce et sent bon, alors que moi je lui rétorque que le gland du mec que j'ai sucé la veille dans une backroom était circoncis, et c'est alors qu'Ingrid éclate de rire car le gars qui l'a sodomisée était également circoncis, qu'elle a pris son pied, mais qu'elle préfère caresser les seins d'une femme et que donc, le mieux, serait qu'elle se trouve un travesti hormoné ! Je me sens bien avec eux. Ce n'est pas parce que nous partageons une même homosexualité. Non, ce qui nous rapproche, c'est probablement une même sensibilité politique, sociale, artistique et non-matérialiste. Mais ce sont surtout deux mots que nous avons en commun : respect et tolérance.

Ainsi, je confirme que je me sens certainement plus proche d'un black hétéro non- raciste homosensible vidéaste squatteur et trash que d'un pédé hétéro-centré métro-boulot-dodo qui cote en bourse et qui hait les lesbiennes car ce sont des camionneuses-qui-ont-des poils-aux-jambes Est-ce que je fais réellement partie de la communauté homo ? Y en a-t-il qu'une ? Qui m'a demandé mon avis? Qui m'a imposé cela ? De quel droits ? Je repars de Marseille en rêvant, en l'an 2057 (mais j'espère bien avant) d'une Université d'Été Intergalactique des minorités quelles qu'elles soient.

Fabienne : les *LGP* sont souvent revenues sur le tapis. C'est un grand sujet de polémique. Cette année nous avons soutenu les *UEEH*, et l'année prochaine on va essayer d'aller un peu plus loin, de proposer un débat ou quelque chose sur les *LGP*. Parce que les *LGP* se sont les vôtres aussi, oui surtout les vôtres me dit Jacques. Nous allons donc proposer l'année prochaine que l'on parle tous ensemble. On est prêt à entendre des critiques, à avancer avec vous. C'est un peu, c'est même sûrement l'objectif.

Gésile : Je voudrais simplement rappeler l'importance du cinéma. Je trouve que cette année, le cinéma n'avait pas sa place dans cette *Université d'Eté*. En tant que cinéphile, j'espérais trouver ici une diversité méditerranéenne. Apparemment personne n'était chargé des programmes. J'espère vraiment que va se construire un comité cinéma pour la projection de film durant les prochaines années. Qui participera ? Comment l'organiser ? Je ne sais pas. Je fais cette proposition parce qu'il y a une nécessité. Merci.

Christian : Juste un petit mot sur l'atelier mémoire. C'est un atelier où nous avons pris acte du fait qu'il y avait des actions qui étaient menées sur le sida et sur la déportation. Nous n'avons pas beaucoup avancé, mais il y a quand même ici un document mis à votre disposition afin de vous renseigner sur l'état de notre réflexion. En gros, ce que l'on proposerait, c'est à nourrir, à développer, à voir si c'est crédible, que le veille de la journée de la déportation qu'il y ait des moments plus particulièrement appropriés par les homosexuels. Afin de faire connaître toute l'histoire de notre répression. Voilà, nous en rediscuterons.

Jacques FORTIN : Merci à toutes et à tous pour vos interventions. Nous n'avons pas de droit ou de devoir de réponse à votre égard. Ce que vous avez dit, c'est pour nous du matériel sur lequel nous allons travailler. Il y a des éléments critiques et propositionnels. Merci. Maintenant nous allons avoir une intervention des *Sœurs*. Ensuite, il y a l'*ARDHIS*, puis la question de la Roumanie qui doit être abordée.

Rita du Calvaire : Bonsoir tout le monde. Donc à nouveau les *Sœurs* qui interviennent, qui interviennent pour votre plus grand plaisir.

Manta : Oui, on verra ça après le discours. Mes chères filles, mes chers fils, en ce jour de la sainte Juliette, chanteuse aimée des goudous et des tapettes, nous sommes ici pour mettre un point ou deux à ces *Universités d'Eté Euroméditerranéenne Homosexuelles*.

Rita du Calvaire : Faudrait faire plus court. Parce que "euroméditerranéenne", on a mis cinq jours pour le préparer. C'est impossible, on se plante encore. Donc, faite plus court.

Manta : Tout d'abord un bilan chiffré. Je voudrais ici remercier Jérémie qui nous fourni ces quelques chiffres. On été consommées 20000 capotes, 20 litres de gel

Rita du Calvaire : A queue !

Manta : Donc, 5000 paires de gants, 280 rouleaux de célofrais, 120 tubes de Biafine. Et c'est animées de notre feu sacré que nous avons bûché et c'est sans mégoter que nous avons participer ardemment à ce qui fait l'essence même de ces *Universités*, les ateliers. Par exemple l'atelier macramé sponsorisé par les laboratoires Biafine, animé par nos amis parisiens, évidemment.

Rita du Calvaire : L'atelier écologie et aide humanitaire. Nous avons beaucoup parlé, et nous nous somme penchés sur le douloureux problème de nos vieux stocks de vaseline. Envoyer vos dons à Bostley sans frontière Co Prince Albert, Rocher monégasque. Merci pour lui.

Manta : L'atelier prévention sida. Nous voudrions ici féliciter Thierry qui a su donner de son temps, de son énergie et de son corps..... pour tester les uns et les autres. Les uns après les autres. Pardon.

Rita du Calvaire : Elle change de lentille, et c'est difficile pour elle de s'accommoder, la pauvre.

Manta : C'est surtout toi qui a écrit le texte.

Rita du Calvaire : Alors l'atelier braille. On voudrait remercier l'atelier braille animé par l'association des lesbiennes contre le cancer du sein qui a été très efficace.

Manta : Nous avons particulièrement aimé les ateliers suivants : l'atelier photographique avec les studios Colt et Falcon, et ses différentes activités.

Rita du Calvaire : Notamment du bon usage du zoom, avec Jef Stryker et ses 300 minimètres.

Manta : La profondeur des champs.

Rita du Calvaire : Avec Kevin William.

Manta : 24 ou 36 poses.

Rita du Calvaire : Une question d'endurance

Manta : L'atelier de peinture sur soie animé par les mannequins de Her Fris. A ce propos, il faudra redonner la marque du solvant. Certains n'osant plus aller à la plage avec leur création sur le corps. Il nous faut

Rita du Calvaire : Vous faire part de deux messages importants. L'animateur de l'atelier science occulte, M. Jacques Fortin ici présent, a perdu sa montre Gucci. Donc prière aux participants de passer une radiographie le plus vite possible.

Jacques Fortin : Elle ne m'appartient pas en plus, mais à Jean Luc.

Rita du Calvaire : Bon, ils sont partageurs en plus. C'est très bien. Pour les participants de l'atelier de Madame H, intitulé "faisons un habit élégant", elle rappelle qu'il faut que la peau du cochon d'inde soit étirée. Sinon on obtient qu'une moufle, et on ne peut pas écarter les doigts. L'année prochaine on fait un manchon avec le caniche. Mais trêve de plaisanteries, comme dira à la fin notre carré de luzerne, durant les conférences nous avons pu observer la diversité de l'homosexualité. N'hésitons pas d'ailleurs à parler des homosexualités. Et pour nous, folles radicales, vous connaissez le couplet "il est venu le temps des folles radicales", c'est très important. A l'heure où pour se faire adopter par la société beaucoup d'homosexuels s'hétérorisent, c'est à dire qu'ils adoptent les modes de vie hétérosexuels, il faut, au contraire s'accepter tel que nous sommes. Et oui, une folle, un travelo, une goudou SM, un cuir, une lesbienne radicale ont autant le droit de vivre dans la société que les gays et les lesbiennes singeant les hétérosexuels au nom d'une morale qui n'est pas la leur. Il serait donc bon que tous les homosexuels comprennent qu'aucune homosexualité n'est condamnable et que c'est seulement unis, en s'acceptant les uns et les autres que nous nous ajouterons à cette société. Ce discours est peut-être dur, mais nous les *Sœurs de la Perpétuelle Indulgence* nous sommes là aussi pour mettre les barres sur les T et les poings dans les culs

Manta : Petite rectification, elle voulait dire les barres aux T et les points sur les I.

Rita du Calvaire : Excusez-moi, je me suis trompé. C'est l'atelier de Jacques Fortin.

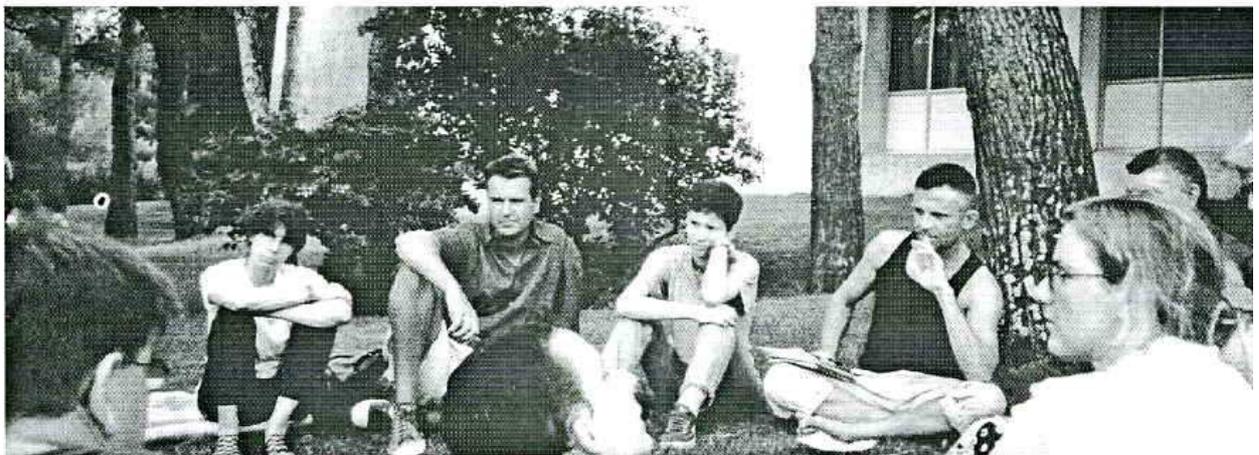
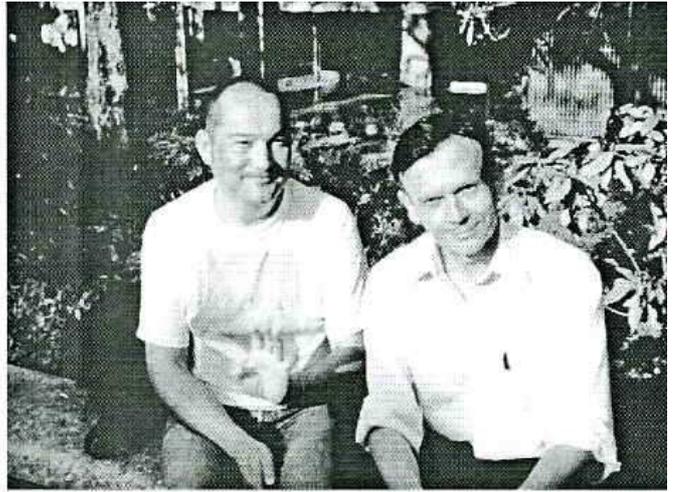
Manta / Rita du Calvaire : Ploum, ploum. A tous les pédés, à toutes les goudous, nous allons dire au revoir en chantant. Au revoir les amis, ce n'est pas que l'on s'ennuie, mais c'est l'heure d'aller se faire mettre à Borély. A tous les pédés, à toutes les goudous, nous allons dire au revoir en chantant, mais n'hésitez pas à bourrer notre truie pour aider notre couvent des *SPI*. Pour aider le couvent des *SPI*. Tsoin, tsoin.

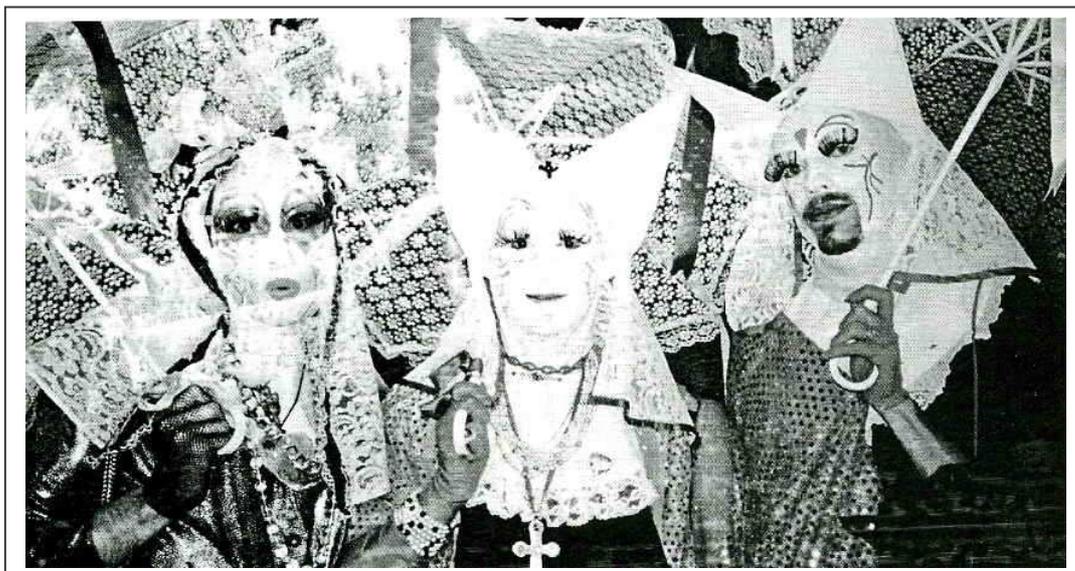
Rita du Calvaire : Alors dernier petit message pour tous les jeunes couples ou les vieux couples ou les anciens couples, enfin tout ce qui est couple, nous rappelons que durant le voyage charmant et délicieux sur la mer légèrement agitée qui va nous conduire vers des horizons lointains et savoureux, nous allons, nous pouvons faire une bénédiction nuptiale. Donc n'hésitez pas, vous nous verrez. On va se faire discrètes, dans la foule. N'hésitez pas à nous faire un petit coucou, et on bénira tous les couples. Au revoir.

Gille DOWEK : Oui, bonjour. Les homosexuels et les lesbiennes sans-papiers comme tous les sans-papiers luttent pour leur droit à vivre en France. En tant que lesbiennes, en tant que gays, ils et elles subissent la non-reconnaissance de leur droit d'asile quand ils/elles sont persécutés dans leur pays, en plus de la non-reconnaissance de la vie qu'ils ou elles ont construit en France, et notamment de leur vie de couple. Au cours de l'atelier, nous avons abordé le cas de Youri Maroussitch, ukrainien qui vit en France dans la région niçoise depuis près de 10 ans. Il y travaille, il y vit avec un ami. Récemment, et après des années de lutte et de démarche, le tribunal administratif des Alpes Maritimes a annulé un arrêté de reconduite à la frontière. Ceci faisait que Youri pouvait espérer enfin obtenir un titre de séjour en France. Mais le préfet des Alpes Maritimes s'est pourvu en Conseil d'Etat contre ce jugement. Youri Maroussitch a contacté des associations comme *Amnesty International* et l'*ARDHIS* qui est l'association pour la reconnaissance du droit des personnes homosexuelles et transsexuelles à l'immigration et au séjour. Nous avons formé un comité de soutien pour Youri. Nous vous demandons d'y adhérer, à titre individuel ou au nom de votre collectif ou association, afin de faire une double démarche. Il y a un modèle de lettre dans le papier (que je peux vous fournir) à adresser à la préfecture des Alpes Maritimes pour que Youri qui a obtenu un récépissé provisoire de séjour, ait l'autorisation de travailler et d'autre part appuyer la défense de Youri devant le Conseil d'Etat. En quoi cela est important ? Evidemment, c'est important pour lui qui peu ainsi espérer avoir le droit de vivre dans ce pays qu'il a choisi, mais c'est aussi important pour beaucoup d'autre parce que les avis du Conseil d'Etat font jurisprudence. Et nous pouvons ainsi espérer voir davantage reconnaître le droit des homos sans-papiers à vivre ici. Vous pourrez vous procurer ce document, adhérer au comité de soutien, reproduire le modèle de lettre adressée à la Préfecture des Alpes Maritimes et, bien entendu, quand nous aurons votre adresse, nous vous tiendrons au courant de la suite de la lutte. Merci.

Octavian : Je voudrais remercier les organisateurs et aussi les participants à cette *Université d'Eté* pour m'avoir offert le cadre nécessaire pour présenter l'organisation que je représente (*Accept*), et pour avoir trouvé ici beaucoup de contacts en ce qui concerne les autres organisations et des contacts pour les groupes de lesbiennes à Bucarest, ainsi que les promesses de donation de livres pour le centre de documentation. Et puis pour cette visibilité, parce que durant cette semaine j'ai donné 7 interviews. J'espère avoir bien présenté la situation des homosexuels en Roumanie. J'espère vous revoir l'année prochaine.

Jacques FORTIN : Voilà. N'oubliez pas, à 20 h 30 trois bus vous attendent pour le Vieux Port. Après, vous avez aussi la fête du *CGL*. Parce qu'il a vraiment besoin d'être soutenu, d'être aidé. Donc, à toute à l'heure.





LES SŒURS
DE LA PERPETUELLE INDULGENCE
COUVENT DES AUBEPINES

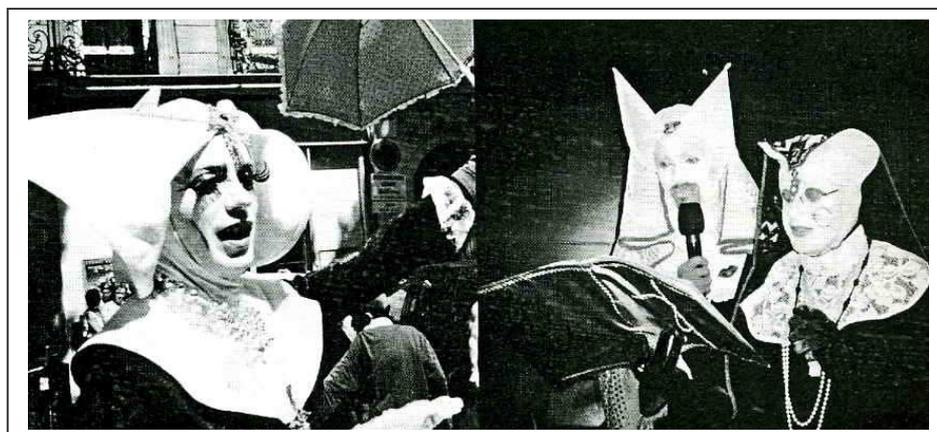
Mon très cher frère,

Nous te remercions d'avoir ressuscité l'UEEH.
Bravo sincèrement pour cet effort et pour la qualité de la semaine.
Merci pour la place de choix faite aux Sœurs de la Perpétuelle Indulgence.

Notre joie a été immense.
Nous te saluons sororalement,

Amicalement,

Sœur Sup Marie – God



ALORS, ça VOUS a PLU ?

Après une lecture (attentive) des nombreuses (très nombreuses) réponses au questionnaire "*Alors ça vous a plus ?*" distribué par nos soins durant cette folle semaine, nous constatons plein de choses !!

En premier lieu, l'idée de vacances pas connes à séduit une très forte majorité d'entre vous (86% d'enthousiastes). Avec, loin devant, la soirée finale. Beaucoup gardent un souvenir (ému ??) des *Sœurs de la Perpétuelle Indulgence*, des chansons sur le pont, du feu d'artifice, du ballet improvisé sur le Vieux Port.... Vient ensuite le cadre, le site de Luminy avec cette impression de totale liberté d'être entre nous, chauffés par le soleil avec les Calanques à portée de mains. L'accueil de l'équipe organisatrice a retenu tous vos suffrages (merci, merci, c'est trop). De même pour l'ambiance générale (merci à vous !). Pareil pour la convivialité, le côté "auberge espagnole", Rayon programme, outre les critiques sur un décalage un peu trop universitaire des débats face à la réalité du terrain, et une trop grande profusion de forums, ateliers, et débats qui rendait le choix difficile, l'ensemble vous à réjouit les neurones. C'est pour cela sans doute qu'à la question reviendrez-vous l'année prochaine, plus des trois quarts d'entre vous, ont répondu OUI. (2% seulement de réponses négatives et 15% d'indécis pour cause de possible indisponibilité).

Alors, fort de l'expérience de cette année, de vos remarques et critiques, nous vous donnons rendez-vous du 22 au 29 juillet 2000 pour une autre semaine de vacances pas connes, histoire de ne pas bronzer idiot(e).

Vous étiez

- Nombreux. En comptant ceux et celles qui ne restèrent parmi nous qu'un ou deux jours vous fûtes au total 320 gays et lesbiennes à venir passer une semaine avec nous, ici, à Luminy.
- 70 % d'hommes, et donc 30 % de femmes (plus l'année prochaine?). Assez jeunes dans l'ensemble (moyenne d'âge : 32 ans).
- De tous les styles, de tous les genres. Gays, lesbiennes, hommes, femmes, gouins, PD, monstres, humains, biologiquement femmes, fonctionnaires, libéraux, chômeurs, étudiant(e)s, rentiers (les bienheureux),
- De partout, de tous les horizons. De Marseille, de Paris et de toute la province. Mais aussi, de Belgique, du Portugal, d'Italie, de Roumanie, de Grèce, de Suisse, d'Espagne, d'Algérie.
- 70% d'entre vous sont impliqués dans le monde associatif. Comme simple adhérent, en tant que bénévole (ou les deux à la fois).
- Bref un échantillon assez représentatif de la population en général. Echantillon qui démontre combien la communauté homosexuelle est riche de la multitude de ses différences.

OUI

- Le côté cocktail, mélange réussi et donc représentatif de notre communauté. (Nicolas)
- Le côté vacance/réflexion était juste ce dont j'avais besoin pour une reprise de contact avec le militantisme homo. (Nelly)
- La variété des échanges, la découverte des aspects multiples du mouvement homosexuel, des rencontres inter-personnelles. (André)
- Les cotés subversifs et drôle qu'on apportés Madame H et les *Sœurs de la Perpétuelle Indulgence* (Frédéric)
- La variété des échanges, la découverte des aspects multiples du mouvement homosexuel, des rencontres inter-personnelles. (André)
- Les témoignages et les rencontres de gays et de lesbiennes étrangers, notamment d'Algérie, du Maroc et de Roumanie. (Hervé)
- L'aspect réunion d'une communauté débarrassée de la pression extérieure. (Michel)

OUI, MAIS (des critiques ???)

- La communication au sein de l'UEEH, notamment l'absence d'un espace presse professionnel pour les échanges et l'information des gens de media (Donald)
- La nourriture, l'absence de vrais déjeuners, l'insuffisance de fêtes (merci les *Gais Musettes*). Le manque d'organisation sur les détails pratiques (horaires...), les longueurs des introductions aux forums (Laurent)
- Trop faible dimension "euroméditerranéenne" de l'*Université*, trop de superposition de séminaires. Il faudrait donner la possibilité d'assister au moins à deux séminaires par jour (Thomas)
- La difficulté de choisir parmi les thèmes passionnants proposés en même temps (Yves)
- Je n'ai pas été très réceptive aux remarques anti-lesbiennes. Mais j'ai dû me boucher les oreilles pour être tranquille. L'espace des femmes est vraiment à réfléchir très sérieusement et le questionnement sur les rapports gays/lesbiennes. Sinon je suis pour la mixité complète. Sauf dans les chambres. (Nelly)

QUELQUES IDEES

- Le grand luxe serait de bénéficier de lits doubles pour les couples (Adrienne)
- Un atelier photo (Moriko)
- Un atelier drag King (Patrizia)
- Mettre une goutte d'huile dans les charnières des sièges de l'amphi (Yves)
- Une émission de radio en direct, quotidienne, réalisée sur place (Yves)
- Des badges avec le nom de chacun, l'association qu'on représente, la ville d'où on vient. Ça permet de se repérer plus vite et de communiquer plus tôt quand il y a du monde (Elisabeth).

Atelier MEMOIRE : PROPOSITIONS

Mémoire de nos amis morts du sida, mémoire de la déportation, mémoire de l'écrasement des homosexuels à travers l'histoire. Telles sont nos bases de départ.

Mémoire du sida

Il est difficile de mêler mémoire du sida et mémoire des répressions, le 1^{er} décembre comme moment de recueillement est actuellement en perte de vitesse, mais la minute de silence et le lâcher de ballon de la *LGP*, marque au sein de la journée de la fierté homosexuelle le moment de recueillement que souhaitent les homosexuel(le)s.

Mémoire de la déportation, mémoire des bûchers de Sodome

La journée nationale de la déportation du dernier dimanche d'avril est un moment important pour amener la société dans son ensemble à reconnaître l'écrasement des homosexuel(le)s à travers l'histoire.

PROPOSITIONS

Participer à la cérémonie de la déportation

- Obtenir de pouvoir déposer une gerbe, associant une délégation d'associations non-homosexuelles et partis politique.
- Obtenir à terme l'apposition d'une plaque sur les homosexuel(le)s au mémorial de la déportation à Paris.
- Demander une commission historique ministérielle sur la déportation homosexuelle.

Organiser la veille de la cérémonie de la déportation, un(des) événement(s)

- Comme débats, expos, films.... associant des associations, des historiens ou autres spécialistes ou des partis politiques, qui nous permettent de parler, au-delà de la communauté homosexuelle et au-delà de la seule période des déportations, des massacres homosexuelles à travers l'histoire (incluant aussi les ravages de l'épidémie du sida)
- Cette journée pourrait devenir la journée du souvenir pour les homosexuel(le)s

OUT and BAD but PROUD

Ces réflexions sont personnelles et n'engagent que moi. Elles découlent cependant de ma participation aux divers ateliers du ZOO, que je remercie ici de tout mon corps et mon cœur !

Je remercie l'UEEH. Cette semaine m'a permis de remettre en cause un bon nombre d'évidence. De me poser de nouvelles questions. De repartir à Bruxelles avec, dans ma tête, des portes qui se sont entrouvertes et qui me donnent de nouvelles pistes de réflexions.

Homosexuelle ... homosexuel ... La majorité dominante hétéro m'a placé dans cette catégorie minoritaire car je fais l'amour ou je baise avec des personnes du même sexe que moi. Je fais partie de cette minorité. Oui, OK ! Mais surtout, je fais partie d'une minorité et c'est cela qui est important. Qu'elle soit sociale, raciale, sexuelle ou autre, ma fierté vient du fait que je me démarque de la norme, d'une majorité qui essaie de m'imposer un point de vue unique. Je suis : **OUT and BAD but PROUD** !

Cette semaine, la prise de conscience la plus importante pour moi a été qu'au sein de cette minorité gay et lesbienne, il y avait d'autres minorités. Et au sein de ces minorités, d'autres mi-minorités encore. Et ainsi de suite, jusqu'à arriver à l'individu, à chacune et chacun. J'ai ainsi rencontré des gouins, une lesbienne communiste, un gna (gay non anal), un pédé Calvin Klein, des F to M et des M to F, des goudous artistes, une vierge effarouché, Madame H, une lesbienne hypra intello, une pétasse au masculin, une bnp (bi non pénétrative) et même un preneur de son hétéro ! Je remets donc en question mon appartenance à un groupe uniquement définissable par une ou deux pratiques sexuelle. Quelqu'un m'a dit : Il n'y a pas une hétérosexualité, il n'y a donc pas une homosexualité.

A Bruxelles, j'ai la chance de pouvoir parler avec Jacques qui me décrit avec délice comment la chatte de sa nana est douce et sent bon, alors que moi je lui rétorque que le gland du mec que j'ai sucé la veille dans une backroom était circoncis. Et c'est alors qu'Ingrid éclate de rire car le gars qui l'a sodomisée était également circoncis, qu'elle a pris son pied, mais qu'elle préfère caresser les seins d'une femme et que donc, le mieux, serait qu'elle se trouve un travesti hormoné ! Je me sens bien avec eux. Et si je me sens bien, ce n'est pas parce que nous partageons une même homosexualité. Non, ce qui nous rapproche, c'est probablement une même sensibilité politique, sociale, artistique et non-matérialiste. Mais ce sont surtout deux mots que nous avons en commun : **RESPECT et TOLERANCE**.

Ainsi, je confirme que je me sens certainement plus proche d'un black hétéro non- raciste homosensible vidéaste squatteur et trash que d'un pédé hétéro-centré métro-boulot-dodo qui cote en bourse et qui hait les lesbiennes car ce sont des camionneuses-qui-ont-des-poils-aux-jambes.

Est-ce que je fais réellement partie de la communauté homo ? Y en a t il qu'une ? Qui m'a demandé mon avis ? Qui m'a imposé cela ? De quel droits ?

Je repars à Marseille en rêvant, en l'an 2057 (mais j'espère bien avant) d'une
UNIVERSITE D'ETE INTERGALACTIQUE des MINORITES QUELLES QU'ELLES SOIENT

FRANCESCO

TELS QUELS

300 personnes regroupant une dizaine de pays se sont réunies, à Marseille, pendant une semaine, pour parler d'homosexualité ou autres "anomalies". Parmi ceux-ci, six Belges (trois filles, trois garçons) dont votre dévouée serviteuse ou trice. Beaucoup de choses à raconter, un article ne suffit pas. Votre magazine étalera donc le compte-rendu de cette semaine sur plusieurs magazines, avec l'aide de plusieurs reporters. De cette aventure, je vous livre un avant-goût léger au rythme de l'alphabet.

Absolument : Absolument y retourner, absolument revoir ceux avec qui j'ai partagé tant de choses pendant une semaine, ma foi trop courte ...

BiCause : Une association pour bisexuel-les, en France. On s'occupe aussi des bi en Flandre, aux States, aux Pays-Bas A quand chez nous ?

Calanques : Une beauté indescriptible, une randonnée organisée se terminant sur une plage naturiste. Certains s'en sont donné à cœur joie au damne de certaines lesbiennes plus que jamais étonnées (le mot est faible) de voir tant de "tiches" évoluant librement.

Deux ans : Le temps qu'il a fallu à Octavian, le seul roumain présent pour trouver l'adresse d'une association roumaine de gays et de lesbiennes. Dire que chez nous il suffit d'un voyage avec la Stil

Etrange : Ce mélange de gays et lesbiennes tournant parfois au vinaigre, parfois à des mets plus délicats. Ce mélange de culture espagnole, grecque, française, italienne, portugaise, roumaine, suisse, belge qui alimentait les discussions mais aussi les soirées dansantes.

Fierté : D'y représenter *Tels Quels*. Cette association qui existe depuis plus de 15 ans, qui est subventionnée par le gouvernement, qui peut engager au frais de l'Etat des travailleurs et qui est formée non pas d'associations mais de secteurs qui se soutiennent et la font perdurer (Et oui !) ... Un tel fonctionnement étonne et épate nos voisins étrangers

Gais Musettes (et Lesbiennes musettes) : Ils étaient là. Ambiance assurée : tango, valse, mais aussi des rocks et des musiques plus actuelles. Ils nous feront d'ailleurs l'honneur de venir à Bruxelles le 30 octobre, ne manquez pas cette occasion.

Hétérosexuel-les : On en a beaucoup parlé mais ils n'étaient pas nombreux (1 représentante de *Contact* et quelques membres de *Aides*).

Irréel : Ce sentiment de liberté qui m'a envahi durant cette semaine. Etre soi-même sans se demander si quelqu'un nous observe, nous épie

Jalousie : C'est une histoire de "touche-touche-pipi" qui se termine violemment dans les Calanques. Et oui, tous les pédés ne sont pas beaux, gentils, intelligents, blancs et riches. Ils sont surtout des êtres humains avec leurs forces et leurs faiblesses.

Kalor : Ma qué Calor ! Chaleur de l'accueil, chaleur du soleil, chaleur

Lesbophobe : Certaines lesbiennes en ont eu marre. Marre de voir des drag-queens ridiculiser l'image de la femme, marre qu'on accepte avec peine qu'elles aient besoin de se retrouver entre elles, dans une soirée non-mixte, marre d'entendre des remarques désobligeantes dans les gradins.

Madame H : Inoubliable, faisant partie du groupe *Homosexualité et Bourgeoisie* (H&B), ce travesti, intervenant juste avant les grands forums du soir réussissait à faire rire chacun et chacune avec une intelligence et une facilité déconcertantes.

Nique ton genre : Un atelier qui a fait beaucoup parler de lui. Et s'il y avait autre chose que des homos et des hétéros, s'il y avait des gouins, des pédettes, des hétérottes,.... ?

Overdose : D'infos, débats, rencontres, échanges d'adresses et discussions à table

Parentalité : Eric Dubreuil est venu promotionner un colloque que l'APGL Paris (association de parents et futurs parents gays et lesbiens) organise les 2 et 3 octobre. Infos au *Tels Quels*. On y sera !

Queer : Un concept un peu flou que sont venu nous expliquer M-H. Bourcier et Marco Dell'Omodarme Trop flou pour l'instant.

Roumain : Octavian est venu, il a passé une semaine surréaliste (chez lui, on est emprisonné si on est gay ou lesbienne). Il est reparti avec plein d'infos, plein de contacts et plein d'espoir pour l'avenir.

Séropo : C'est l'histoire d'un homme qui avait envie de parler de sa séropositivité et qui a profité d'un atelier où on n'était que cinq pour se libérer. C'est l'histoire d'un gars qui ne jouit pas quand il met des capotes et qui revendique de ne baiser qu'avec des séropos.... C'est plein d'histoires émouvantes aussi.

Travestis : De plus en plus d'hommes qui au fur et à mesure de la semaine se déguisaient en fille. Certains appréciaient, d'autres (entendez d'autre au féminin) en avaient marre et considéraient cela comme un manque de respect de la gente féminine.

Urgent : Que l'on ait des débats ici, en Belgique, pour faire avancer les choses. Urgent que l'on apprivoise les médias afin qu'ils ne donnent plus une image surréaliste des homosexuels.

Visa : Les algériens et les marocains étaient là. Avec l'aide des organisateurs, ils ont dû se battre pendant des mois pour avoir un visa de sortie, se battre pour récupérer leurs bagages, bref se battre.

Water (eau en anglais) : Elle est belle la Méditerranée, on y a d'ailleurs fait un tour en bateau qui s'est terminé par un cocktail et un feu d'artifice sur une île. C'est aussi ça les *UEEH* !

X : Certains sont venus incognito, ils ont dit des choses que jamais ils n'auraient osé dire ailleurs. Durant une semaine, ils ont été écoutés, sans préjugé, sans discrimination.

Y retourner : J'attends avec impatience ce moment. Les dates sont déjà fixées. C'est du 22 au 29 juillet 2000.

Zen : Malgré ces temps forts, des ateliers annulés, des débats moins intéressants, chacun est resté zen, profitant au maximum des rencontres qu'il était possible de faire.

J'espère que ce compte-rendu alphabétisé vous a donné envie d'en savoir plus. Rendez-vous dans le prochain magazine pour d'autres aventures

Atelier PLAISIR et EQUILIBRE

Cet atelier était initialement prévu pour être répété chaque jour à l'identique, avec un groupe différent. A ma grande surprise, la demande du plus grand nombre fut de revenir le lendemain et les jours suivants. Le thème de cet atelier de développement personnel est le plaisir, comme source d'équilibre psychologique et globalement de santé.

Nous avons exploré ensemble le vécu de chacun, par rapport à la quantité de plaisir et de joie qui y sont présents et regardé de quelle manière accroître cette joie de vivre au quotidien. Au cours de cette semaine, un grand nombre de thèmes a pu être abordé, compte tenu de l'obligation imprévue, mais bienvenue, de renouveler chaque jour le contenu. Nous avons traité de la subjectivité de notre rapport au monde, au travers de notre vécu et de nos filtres sensoriels, des croyances très nombreuses que nous avons sur nous-mêmes, sur les autres ou sur les choses, qui à certains moments nous limitent dans nos ambitions de vie, de bonheur et de plaisir.

La chose qui m'a le plus stupéfait, durant cette semaine d'atelier, est l'engagement profond et sincère de participants dès le démarrage. En effet, ils ont choisi de parler librement de sujets extrêmement personnels et parfois très douloureux. Un rapport de confiance s'est instauré dès le début, qui a permis un travail et des échanges authentiques.

Sans faire de l'expérience de ce groupe une généralité, pour toutes les personnes présentes aux *Universités*, et à plus forte raison sur les homosexuels en général, il semble qu'il existe un réel besoin d'échanger sur les difficultés psychologies ou sociales liées à cette identité. Nombreux sont ceux qui ont lutté pour s'accepter et se faire accepter. Cet état de fait laisse souvent des traces qui se traduisent par des problèmes identitaires ou, plus généralement, par des souffrances récurrentes qui nécessitent une écoute particulière.

Cet atelier est un espace de parole, qui permet à ceux qui le souhaitent de pouvoir se raconter ou d'avancer par rapport aux difficultés qui les préoccupent. Il semble qu'au-delà de l'engagement militant, émerge pour un certain nombre, le besoin de s'occuper de soi, de résoudre ce qui peut l'être, afin d'accéder à un plus grand confort de vie, à plus d'aisance dans les rapports à autrui.

Dans l'hypothèse d'un renouvellement des *Universités d'Eté* l'an prochain, je souhaite vivement y participer à nouveau et peut-être proposer une permanence d'écoute, une à deux heures par jour, en plus de l'atelier, afin de permettre à ceux qui le souhaitent, de trouver quelqu'un à qui parler de leur malaise ou souffrance du moment. C'est mon observation durant la semaine qui m'a conduit à cette idée de nouveau service. Le succès rencontré par cet atelier, montre que le développement personnel et l'écoute psychologique semblent avoir leur place dans le cadre des *Universités*.

Je vous adresse mes sincères remerciements pour votre confiance, et pour m'avoir permis de vivre cette enrichissante aventure.

Denis GORCE-BOURGE

Un TRAC ROSE

Ton raphé, en cultives-tu l'érotisme virtuel ?

Ce n'est pas dans les magazines branchés que l'on trouve le mode d'emploi
des papilles de Malpighi, du frein et raphé.

Plutôt en batifolant avec un SENIOR qui apprécie encore les découvertes anatomiques ...

Gérontophilie, avez-vous essayé ?
une pipe veloutée dans une bouche sans dentier !
les soubresauts syncopés sous licence Viagra !
une expectase paradisiaque avec prolongation !

= N'est-ce pas un plan très fun ?

Attention ! La suite est encore plus expérimentale et exploratoire

LES SENIORS NE SONT PAS DES HUMAINS A PART

La preuve : Les seniors gays sont aussi, des gays !
Les seniors lesbiennes sont aussi des lesbiennes !

Heureusement les jeunes lesbiennes / gays deviennent très vite seniors
en suivant la même méthode que les zétéros

Dans les débats de l'UEEH ?

Les messages politiquement corrects sur l'âge et sur l'âgisme seront-ils apportés par des seniors patentés ?

Est-ce que cela ne serait pas plutôt positif, si n'importe qui s'y mettait : seniors de 18 ans comme de 98 ans !

Tout le monde y gagne si face à ces réalités,
on réussit à faire éclater la langue de bois, partout, à tous moments : cela devient ludique !

Dans le vécu quotidien de notre "communauté" la convivialité ne serait-elle qu'une utopie ?

Au restaurant, comment les convives vont-ils s'installer autour des tables ?

Ce n'est pas seulement la fracture par âges qui risque de s'y étaler
mais aussi celles par genres ou par sexes ...

Comme quoi tout est relatif, ce qui est très connu et souvent oublié

Merci de ton attention, Pierre Juillet 1999

Madame H nous PARLE

Madame H s'est fait connaître à l'UEEH en intervenant presque tous les soirs, lors des grands forums. Aujourd'hui, elle publie un livre et pleine de projets, elle prépare déjà l'UEEH 2000. Elle nous reçoit dans son coquet appartement du 8^{ème} arrondissement parisien pour nous accorder un interview exclusif.

UEEH : Vous avez été l'une des grandes surprises de cette *Université d'Eté* 1999. Mais qui êtes-vous ?

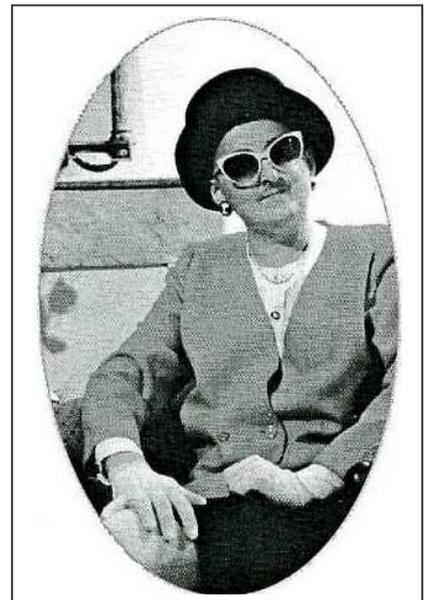
Madame H : Je suis présidente, vice-présidente, trésorière et secrétaire générale de l'association parisienne *Homosexualité & Bourgeoisie*, qui se bat pour réconcilier les homosexuels avec les valeurs bourgeoises, le savoir-vivre et le bon goût. Avant de venir à Marseille, personne à l'exception de quelques ami(e)s intimes, ne connaissait mon association, car depuis sa création, il y a quatre années, un certain lobby gay n'a eu de cesse de m'empêcher de m'exprimer. A l'UEEH, j'ai dû me battre pour avoir la parole lors des forums. Toutes mes propositions de séminaires avaient été dédaigneusement refusées.

UEEH : Comment expliquez-vous toutes ces difficultés à vous faire accepter ?

Madame H : Je dérange

UEEH : Votre présence à cette *Université d'Eté* vous a-t-elle permise de recruter des adhérents ?

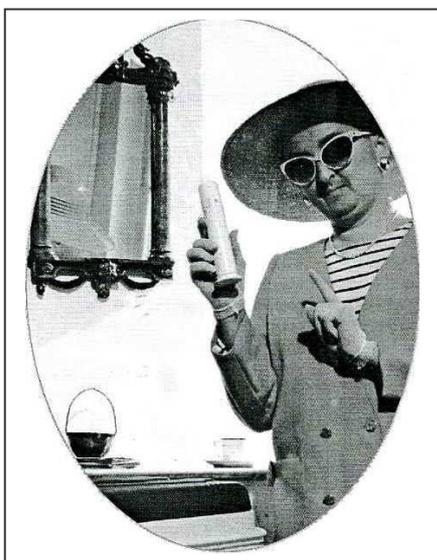
Madame H : A ce jour, je reste le seul membre d'*Homosexualité et Bourgeoisie*. Beaucoup m'ont reproché le montant trop élevé de la cotisation annuelle. Pourtant elle n'est que de 3200 Frs. Mais cette année, je propose un tarif spécial "gay pacsé au foyer" à 280 Frs et je permets aux désargentés graves un paiement en 40 mensualités de 80 Frs. Qu'on ne vienne pas me reprocher de ne pas faire de social !



UEEH : Que vous a apporté l'*Université d'Eté* ?

Madame H : J'ai beaucoup appris. J'ai découvert, par exemple, qu'il existait des homosexuels pauvres. Ce fut un grand choc et cela m'a tellement révolté que j'ai décidé de consacrer désormais, toute mon énergie à aider ces gays et ces lesbiennes dans la besoin. C'est pourquoi, j'ai créé la Fondation pour les Pauvres de Saint Sébastien d'Ibiza et Sainte Rita de Mytilène. Pour le réveillon de Noël, j'ai organisé au centre social du Marais, une crèche vivante avec les gays et les lesbiennes sans famille.

Pendant l'*Université d'Été*, j'ai découvert également que les lesbiennes existaient vraiment. Pour rien vous cacher, pendant longtemps j'ai cru que les lesbiennes étaient un mythe, comme les licornes. J'entendais perpétuellement parler des gays par-ci, des *Gays Prides* par là.... mais jamais des lesbiennes. Enfin, à l'*Université d'Été*, j'en ai vu et j'ai même sympathisé avec certaines. Je ne mourrai pas idiot ! J'ai découvert aussi que des gays pouvaient être misogynes alors que les lesbiennes imaginaient tous des garçons charmants et galants avec les dames.



UEEH : Qu'avez-vous préféré à l'*Université d'Été* ?

Madame H : Le self-service au restaurant universitaire, car l'idée de mettre soi-même son couvert sur un plateau m'a beaucoup amusé.

UEEH : Parlez-nous du livre que vous venez de publier aux *Editions Geneviève Pastre*.*

Madame H : Pour moi, c'est l'œuvre de la maturité. Je me devais de laisser une trace historique de mes interventions à l'*UEEH*. Ma croisade pour une homosexualité raffinée et distinguée ne fait que commencer.

UEEH : Quels sont vos projets pour la prochaine *Université d'Été* ?

Madame H : J'ai plein d'idées d'ateliers et de séminaires. La commission "Backrooms et bonnes manières" d'*Homosexualité et Bourgeoisie* propose un atelier de réflexion sur un projet de backroom littéraire. La commission "lesbianisme et chic vestimentaire" animera un atelier "chiffons et fanfreluches" car je ne désespère toujours pas de réconcilier les lesbiennes avec la jupe.

Je donnerai également quelques conférences sur les thèmes suivants :

- Bisexualité et schizophrénie
- Gaytitude et téléphonie
- Homosexualité masculine, body-building et syndrome de Kreuzfeld-Jacob

Ces questions essentielles ont, trop longtemps, été occultées.
Si Madame H n'en parle pas, qui le fera à sa place ?

* Ce n'est pas une plaisanterie ! Le livre "*Madame H à l'Université*" est vraiment publié aux éditions Geneviève Pastre. Vous pouvez vous procurer cet ouvrage de référence dans toute bonne librairie, par correspondance (par l'intermédiaire de l'*UEEH* : voir bon de commande ci-joint) ou sur le web (<http://www.editionsgpaste.com>)